

TRANDAFIR G. DJUVARA

Ministre Plénipotentiaire de Roumanie

MES MISSIONS DIPLOMATIQUES

BELGRADE - SOFIA - CONSTANTINOPLE

GALATZ - BRUXELLES - LE HAVRE

LUXEMBOURG - ATHÈNES

1887-1925

DONAȚIUNE



PRÉFACE DE M. VICTOR BÉRARD

Ancien Ministre

Président de la Commission des Affaires Etrangères du Sénat

LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN

Biblioteca Fundației Memorabile Carol I
de care sunt legat cu afecțiune

J. I. I. I. I.

Paris, 25 Nov. 1930

**MES MISSIONS
DIPLOMATIQUES**

1956

DU MÊME AUTEUR

En Français

- Traité, conventions et arrangements internationaux de la Roumanie**, avec une introduction à l'étude du droit conventionnel [de la Roumanie. Paris, A. Rousseau, 1888, grand in-8, cviii-1013 pages.
- Les Juifs de la Roumanie**, conférence faite à la Société d'Éthnographie, sous la présidence de M. CARNOT, sénateur. Paris, 1880, in-8.
- Étude sur les négociations commerciales de la Roumanie**. Bucarest, 1886, in-16.
- Les droits de propriété littéraire et artistique des étrangers en Roumanie**. Paris, 1901, in-8.
- Les droits de propriété littéraire et artistique reconnus par la justice en Roumanie**. Bucarest, 1906, in-8.
- Edgar Quinet philo-roumain**. Paris, Belin, 1906, in-16.
- Essai sur la littérature roumaine**, Paris, Kugelman 1883, in-8.
- Cent projets de partage de la Turquie**, avec une préface de LOUIS RENAULT et 18 cartes hors texte. Paris, F. Alcan, 1914, in-8, x-648 p.
-

En Roumain

- Coarde sparte**. Versuri, Bucuresti, 1884, in-16.
- Superstitiuni la Români si la diferite popoare**. Conferinta. Bucuresti, 1885, in-16.
- Bibliografia castiunei nationale**, Bucuresti, 1895, in-8.
- C. Esarcu**. Discurs. Bucuresti, 1900, in-16.
- Conflictul vamal cu Turcia**, Bucuresti, 1900, in-16.
- Poesii de Serbanescu**. Premiata de Academia Româna. Bucuresti, 1902, in-8.
- Poesia lui Serbanescu**. Conferinta. Bucuresti, 1903.
- Dreptul de autor al streinilor in România**. Bucuresti, 1907.

Inscr. A. 29.017

TRANDAFIR G. DJUVARA

Ministre plénipotentiaire de Roumanie.

MES MISSIONS DIPLOMATIQUES

BELGRADE — SOFIA — CONSTANTINOPLE

GALATZ — BRUXELLES — LE HAVRE

LUXEMBOURG — ATHÈNES

1887-1925

PRÉFACE

de **M. VICTOR BÉRARD**

Président de la Commission des Affaires étrangères du Sénat,
Ancien Ministre.

DONAȚIUNE



PARIS

LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, VI

1930

Tous droits réservés

54532

CONTROL 1953

Biblioteca Centrala Universitara
"Carol I" Bucuresti
Cota 54944

TC 125/10

A mon fils et collègue

RADU T. DJUVARA
Ministre Plénipotentiaire

B.C.U. "Carol I" - Bucuresti



C54532

PRÉFACE

Diplomate de carrière, qu'une vie consacrée tout entière au service de la cause et de la patrie roumaines a conduit dans nombre de capitales européennes, M. Trandafir G. Djuvara est connu de tous ceux qui ont étudié l'histoire et la politique du Levant par ses deux ouvrages devenus classiques, *Traité et Conventions de la Roumanie* et *Cent traités de Partage de l'Empire ottoman*.

Cet ancien élève de l'Université de France et de notre École des Sciences Politiques avait publié dans la *Revue* de celle-ci plusieurs chapitres des *Souvenirs* qu'il réunit aujourd'hui en volume.

Ce ne sont encore que pages détachées, chapitres indépendants, tirés d'une suite complète et ininterrompue, dont nous connaissons l'existence par les confessions même de l'auteur : M. Djuvara nous dit qu'il avait pris et respecté l'habitude de noter, chaque soir de sa longue vie, tout ce qu'il avait entendu de notable dans la journée et de prendre copie de toutes les pièces de quelque importance qu'il avait envoyées ou reçues.

On ne saurait trop lui demander de préparer et de laisser à nos successeurs une édition complète de ce document capital.

De Belgrade à Sofia et à Constantinople, de Galatz à Bruxelles et d'Athènes au Havre, il a pu connaître tous les incidents et tous ressorts de la vie européenne durant les quarante années dernières, sans parler des mœurs, rivalités et préjugés de cette vie diplomatique à la mode d'hier, qui, dans quelques années sans doute, ne paraîtra ni moins désuète ni moins étrange aux lecteurs de demain que ne peuvent nous le sembler aujourd'hui telles scènes de cour ou de famille et telles querelles de personnes ou de préséances, dont nous entretenait si longuement le duc de Saint-Simon. On trouvera quelques-unes de ces belles histoires comiques dans les pages qui vont suivre et l'on constatera que le diplomate roumain n'a pas l'esprit moins prompt à l'épigramme ni la franchise moins directe que

l'illustre duc : en quelques mots, il a brossé du roi Ferdinand de Bulgarie, le « Valois faisandé », un portrait qui restera.

Mais il mérite surtout d'être consulté et écouté comme l'acteur ou le témoin des drames les plus poignants que l'Europe ait jamais vécus peut-être. Il était mieux placé que personne pour en prévoir et en suivre toutes les péripéties, de la première origine à la dernière conclusion.

Le ministre d'une « Petite Puissance », comme l'on disait encore en 1900, peut avoir en ces matières une liberté de langage, de démarches et d'initiatives dont ne jouissent pas toujours les nobles ambassadeurs des grands États. Un simple plénipotentiaire, voire un chargé d'affaires, peut risquer une demande ou une réclamation, une indiscrétion ou une plaisanterie où le même gouvernement étranger verrait un manque d'égards, peut-être un attentat de la part d'une Excellence de premier rang.

Le même ministre ou chargé d'affaires rencontre d'ordinaire auprès de son propre gouvernement une confiance étendue et durable, qui lui permet de mener à bien telle entreprise, dont ses journées souvent inoccupées lui permettent de combiner le plan tout à loisir et de suivre la marche en ses moindres cahots : que l'on voie en ce volume l'affaire de l'« église roumaine » de Macédoine!

Le même ministre, enfin, reçoit de ses chefs bien des permissions ou licences de publier ensuite, presque à son gré, tout ce qu'il juge utile à la cause de son peuple, à l'apologie de sa politique ou de sa conduite personnelle.

Il n'est pas un lecteur des présents *Souvenirs* qui ne fasse à M. Djuvara l'obligation morale de nous donner un texte plus complet et plus hardi encore de telle période de sa vie dont, pour ma part, je fixerais la date entre 1896 et 1900 : il était alors à Constantinople; il a prévu, dès lors, que la double politique de Guillaume II d'Abd-ul-Hamid aboutirait au cataclysme européen; il est possible de parler aujourd'hui de ces deux malfaiteurs couronnés en toute liberté et en pleine justice.

VICTOR BÉRARD.

15 juin 1930.

AVANT-PROPOS

Lorsque après une carrière diplomatique de quarante-huit ans j'ai été atteint par la limite d'âge, et, par suite, ai pris ma retraite, plusieurs amis très sûrs m'ont conseillé de publier mes *Souvenirs*.

Après mûre réflexion, j'ai accepté leur suggestion : d'abord, parce que dans sept pays différents, j'avais été mêlé à des événements importants, parfois des plus graves, événements sur lesquels j'avais pris des notes quotidiennes et conservé tous les documents y afférents, qui peuvent être utiles à l'Histoire, comme les actes inédits relatifs à l'institution d'un chef religieux roumain orthodoxe en Turquie; ensuite parce que, retiré de la politique, je pouvais être strictement impartial et ne subir aucune influence extérieure. A ce propos, il me suffira de rappeler que, bien qu'appartenant à une famille libérale, j'ai servi avec un égal dévouement sous plusieurs gouvernements conservateurs, et tous mes avancements importants me furent accordés par des chefs de ce dernier parti : c'est P. P. Carp qui me fit nommer agent diplomatique à Sofia; c'est Al. Lahovary qui me fit élever au grade de Ministre Plénipotentiaire; c'est Take Jonesco qui me fit conférer le Grand Cordon de la Couronne de Roumanie; et c'est M. Jean Mitileneo qui me fit octroyer le Grand Cordon de l'Étoile de Roumanie.

Nul n'est prophète... dans son parti; quand on s'en aperçoit, le plus sage est d'en sortir avec sérénité.

Je publie donc ces *Souvenirs* sans prétention, mais avec le sentiment de dire, en toute circonstance, la seule vérité. Je dois seulement attirer l'attention du lecteur sur un point. Tous mes récits ont été publiés dans la *Revue des Sciences Politiques* de Paris entre

1928 et 1930, mais ils n'ont point paru dans l'ordre chronologique; par suite, il ne faut pas s'étonner si, sur certaines questions, je m'arrête à une date antérieure à celle de la publication du présent ouvrage : ainsi, par exemple, concernant le problème de la pacification et de l'arbitrage soumis à la Société des Nations, ma conclusion s'arrête au pacte Kellog, alors que, depuis, les discussions se sont poursuivies sur le désarmement et sur le pacte naval à intervenir entre les cinq principales puissances.

Pareillement, j'ai parlé des dictatures dans les différents pays. Aujourd'hui, deux de ces dictatures ont pris fin : en Espagne et en Roumanie, où le Roi Carol II veille heureusement sur la destinée du pays. Par contre, le Roi Alexandre a dû proclamer sa propre dictature, pour sauver l'union des Serbes, des Croates et des Slovènes.

Bucarest, le 8 juin 1930.

MES MISSIONS DIPLOMATIQUES

I

BELGRADE (1887-1888)

Belgrade fut mon premier poste de chef de mission. Je m'y rendis en 1887, en qualité de simple chargé d'Affaires, mais avec lettres de provision du Ministre des Affaires Étrangères roumain à son collègue serbe. Les profanes font généralement une confusion entre ces Chargés d'Affaires effectifs et les *Chargés des Affaires des Légations*, qui sont des secrétaires remplaçant temporairement leurs chefs, et que, par courtoisie ou par confusion, on appelle communément des Chargés d'Affaires, sans qu'ils le soient au sens propre du mot; c'est seulement dans les corps diplomatiques que l'on fait la distinction et les vrais Chargés d'Affaires passent, bien entendu, avant les Chargés des Affaires, ou Chargés d'affaires *ad interim*, même si ces derniers représentent de grands pays et les premiers de petits pays. Le cas s'est présenté pour moi à un dîner officiel de la Légation de France.

C'est accidentellement que je représentai la Roumanie à Belgrade, à deux reprises. En 1887, j'étais Directeur politique au Ministère des Affaires Étrangères, lorsque notre Ministre à Belgrade, Émile Ghika, désirant obtenir un congé plus long que de coutume, me pria d'aller le remplacer pour quelques mois. La seconde fois, en 1888, j'étais déjà nommé Agent diplomatique à Sofia, lorsque le Ministre à Belgrade, Al. Beldiman, ayant donné sa démission, notre chef P. P. Carp me chargea de le remplacer jusqu'à la nomination d'un nouveau titulaire. On sait que ce diplomate, d'une réelle valeur, mais qu'aveuglait une germanophilie irrémédiable, sombra lamen-

tablement pendant la grande guerre, en compagnie de quelques autres collègues, atteints du même mal¹.

* * *

Malgré l'étendue réduite du royaume de Serbie, Belgrade était pour nous un poste politiquement important. Là, pendant les deux étés consécutifs que j'y passai, je pus voir de près les perfides intrigues de l'Autriche-Hongrie. Économiquement, l'Empire dualiste tenait à la gorge le commerce serbe; toutes les fois qu'il voulait obtenir quelque concession importante, il lui suffisait d'interdire l'importation des pores serbes, sous prétexte d'épizootie; il essaya d'appliquer le même système en Roumanie, sans y réussir, car sa téméraire tentative finit par provoquer une guerre douanière, en 1886. Le roi Milan, agent aveugle de cette politique néfaste, laissait faire. Sous l'incitation de Vienne, il finit par attaquer la Bulgarie, en 1885. A cette époque, l'oncle du roi Milan, le général Catargi, vint à Bucarest et se rendit chez Jean Campineano, ministre des Affaires étrangères; quand l'audience fut terminée, mon chef m'appela dans son cabinet et me dit : « Savez-vous, Djuvara, ce qu'est venu faire ici le général Catargi? Il m'a proposé de nous allier avec la Serbie, pour attaquer ensemble la Bulgarie. Je lui répondis que je n'avais même pas besoin d'aller prendre les ordres du Roi et que je pouvais de suite lui déclarer que jamais la Roumanie ne se rendrait coupable d'une agression aussi injustifiable. Nous sommes un peuple ami de la paix, que nous défendrons toujours par tous les moyens dont nous disposerons. » La Serbie n'écouta pas les sages conseils de ce grand patriote et déclara la guerre à la Bulgarie, qui sortit victorieuse de cette épreuve. Alors toute la responsabilité de cette attaque brusquée retomba, non pas sur le peuple serbe, mais sur le roi Milan, instrument de la haine inassouvie de l'Autriche-Hongrie.

1. Je me trouvais dans le cabinet du vieux Jean C. Bratiano, lorsque Dém. Sturdza et Al. Beldiman entrèrent; le Premier Ministre s'écria, en riant, « uite nemtzi! » (voici les Allemands!) Leur réputation était déjà établie dès 1885.

*
* *

Dans le corps diplomatique, la Russie était représentée par notre doyen Persiani; le nom de son secrétaire Somof prêtait au calembourg : « Il faut *somofier* de Somof »; — la France par M. René Millet, qui, plus tard fut Résident général à Tunis et publia un intéressant volume sur la Serbie; — la Turquie par Zia Bey, plus tard Zia Pacha, ambassadeur à Rome et à Saint-Pétersbourg; son secrétaire Mohamed Nedim Bey devint également ambassadeur à Vienne; l'Autriche-Hongrie, par le chargé des Affaires, comte Wischnewski, aimable polonais et bon pianiste; l'Italie par Berti, plus tard Ministre à Munich. Bottesini, était Consul général; je l'ai retrouvé plus tard à Tunis.

Mais la *persona grata* du roi Milan était le comte de Bray, plus tard ministre d'Allemagne à Bucarest, devenu surtout célèbre par l'inqualifiable outrage dont fut victime sa femme, une Anglaise, de la part de neuf Kurdes, du temps où il était Conseiller à l'Ambassade impériale à Constantinople; le Sultan paya une rançon de 200,000 francs. Deux fois par semaine le roi Milan jouait aux quilles dans le jardin de l'ambassade d'Allemagne; c'était le rendez-vous général de tous les diplomates et de quelques hommes politiques serbes, parmi lesquels je citerai M. Pirotchanatz. Le Président du Conseil et ministre des Affaires étrangères était le vieux Ristich, celui qu'on désignait sous le nom de *Régent*; avec lui je négociai un accord commercial. Il avait comme secrétaire général M. Simitch. Je trouvais de passage à Belgrade, le très sympathique prince Giovanni Borghèse, que j'accompagnai, à son départ pour la Bulgarie, jusqu'à Zaribrod; en route, nous nous arrêtâmes à Nisch et nous fîmes une belle excursion sur la montagne Sua Plana, d'où le panorama est merveilleux.

*
* *

En dehors de ces réceptions bi-hebdomadaires du jeu de quilles, on peut dire que les distractions étaient quasi nulles, pendant la morte-saison. Après avoir épuisé les charmes des jardins Kalimedan et Toptchidéré, on faisait quelques excursions à Semlin, bien

peu récréatif avec ses cafés-concerts aux chanteuses frelatées; au lac Palitch, à Sabatka, voire même à Szegedin. J'imaginai alors de conduire mes collègues à Herkulesbad (Mehadia), dans ce Banat roumain, rentré depuis au sein de la mère patrie; le trajet sur le Danube, en bateau à vapeur, de Belgrade à Orsova est incomparable; le Rhin n'a rien de plus beau que le passage à Cazan; les diplomates étrangers en furent littéralement enthousiasmés. Cette promenade réussit au point que nous la renouvelâmes à plusieurs reprises; ce fut la distraction préférée.

*
*
*

Un événement important se produisit, qui préoccupa pendant longtemps le monde politique et la société : les mésintelligences qui éclatèrent entre le roi Milan et la reine Nathalie. Milan était un vert-galant impénitent et Vienne, principal centre de ses débordements, se gaussait de ses frasques. Ceci est indéniable. Mais il faut reconnaître que la reine Nathalie ne sut pas garder la dignité, pour ainsi dire professionnelle, des reines et des princesses trompées par leurs maris. Ainsi, tout le monde savait la liaison du roi Milan avec la femme d'un haut fonctionnaire qui s'appelait également Milan, ce qui fit dire aux mauvaises langues que cette dame était la femme la plus âgée du monde, puisqu'elle avait *deux mille ans*. On n'ignorait pas non plus qu'une tendre amitié unissait le Roi à l'épouse d'un chef de mission orthodoxe; or, il était de tradition, en Serbie, comme en Russie, de s'embrasser à la fête de la résurrection, à minuit de Pâques. Appliquant ce protocole, la Reine avait déjà embrassé les dames des ministres orthodoxes, lorsque arrivant devant M^{me} N..., placée la dernière par le fait que son mari n'était que chargé d'Affaires intérimaire, Sa Majesté lui tourna brusquement le dos. En racontant ce piquant incident au roi Carol, mon souverain me dit en souriant : « J'espère que, à la place de la Reine, ce fut le roi Milan qui s'empressa d'embrasser M^{me} N... » C'est la première fois que j'entendis une plaisanterie de ce genre de la bouche du roi Carol, qui était très sévère dans ses mœurs et très réservé dans ses propos.

En somme, tout en ayant raison, la reine Nathalie, née Ketchko,

par ses scènes de jalousie franchement bourgeoises, se rendit impopulaire et mit les torts de son côté. Il est évident qu'une princesse de sang royal aurait souffert sans esclandre, ce qui lui aurait attiré la sympathie générale. Dans mon audience de congé, avec ses cheveux dénoués, la reine Nathalie était vraiment très belle. Elle me chargea de porter des lettres et des paquets à son beau-frère Gr. Ghika, qui était secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères, et par suite, mon chef; plus tard, ce diplomate de valeur et travailleur consciencieux fut ministre de Roumanie à Berlin et à Paris.

En quittant Belgrade, j'emportai du peuple serbe le meilleur souvenir. Au cours de ma longue carrière, j'ai entendu invariablement les diplomates autrichiens et hongrois cribler de leurs railleries ce peuple de paysans. Mais la grande guerre a prouvé que les petits maîtres de l'aristocratie viennoise et les fiers magnats de Budapest qui descendent directement d'Attila, n'avaient pas le cœur plus haut placé que les héros serbes. Leur patriotisme et leur vaillance ont fait l'admiration du monde entier, car leur âme fut, comme l'acier, trempée au feu des plus dures épreuves. En tout cas, ils ont gagné l'amitié indestructible des Roumains : dans le passé, il n'y a jamais eu de guerre entre nos voisins et nous; aujourd'hui nous sommes liés avec eux par un traité d'alliance qui, à mon humble avis, ne pourra jamais être dénoncé, ni d'une part, ni de l'autre¹.

1. Sur les événements intérieurs de la Serbie, devenue, après la guerre, le royaume des Serbes, Croates et Slovènes cf. : Bernadotte, *Les chemineaux de l'Orient, en Serbie*, Paris, 1921; S. M. Draguitch, *La situation intérieure de la Serbie*, Poitiers, 1924; Ripert d'Alanzier, *La résurrection de l'armée serbe*, Paris, 1923; N. Jorga, *Relations entre Serbes et Roumains*, Bucarest, 1922; A. Bouvreuil, *De Grenoble en Serbie*, Grenoble, 1927; A. David, *Drame ignoré de l'armée d'Orient*, Paris, 1927; E. Denis, *Du Vardar à Lotcha*, Paris, 1923; R. A. Reiss, *Question des comitadjis en Serbie*, Belgrade, s. d.; Z. Fauchard, *Trois mois dans Corjou avec l'armée serbe*, Monaco, 1927.

SOFIA ¹
 (1888-1891)

Avant d'arriver à mon poste, Nic. Misu, qui fut mon secrétaire et plus tard devint d'abord ministre des Affaires Étrangères et ensuite ministre de la Cour royale, m'écrivait, le 6 août 1888 : « Il est plus que certain que l'instigateur de la dernière crise ministérielle fut l'agent d'Autriche-Hongrie, E. de Burian.... Le prince Ferdinand ne signifie rien, ni au regard des partis politiques, ni dans les masses populaires. Du reste, la faiblesse dont le Prince a fait montre dans cette affaire, fait réfléchir sur sa force morale et sur son caractère.... Malgré les riches cadeaux qu'il prodigue, il n'a su s'attirer aucune sympathie. » Et nonobstant l'appui que la Roumanie donnait à la Bulgarie, M. N. Misu concluait : « Ce pays est loin de sympathiser avec nous. »

Dès le 1^{er} mars 1888, Al. Beldiman, mon prédécesseur, avait déjà attiré mon attention sur ce même point dans ces termes : « Les Bulgares se moquent de nous et se conduisent comme s'ils n'avaient besoin de personne. » Et bien avant il m'avait affirmé (le 2 novembre 1887) que : « Les Bulgares regretteront amèrement l'aventure cobourgiennne, où ils se sont jetés sans nécessité aucune. »

1. Cf. sur la Bulgarie : Reiss et Bonmassieux, *Réquisitoire contre la Bulgarie*, Paris, 1919; Ch. Vellay, *Dans l'enfer bulgare*, Paris, 1919; *La Bulgarie sous le régime de l'assassinat*, Paris, 1925; D. Chichmanow, *Impressions de Sofia*, Sofia, 1925; M. Willard, *Ce que j'ai vu en Bulgarie*, Courbevoie, 1925; T. Bourot, *La réforme agraire en Bulgarie*, Paris, s. d.; G. Deville, *L'entente de la Grèce et la Bulgarie*, Paris, s. d.; Drandar, *La Bulgarie sous le prince Ferdinand*, Bruxelles, 1909; Ph. d'Estailleur, *La Bulgarie bloquée*, Paris, 1913; P. Gentizon, *Le drame bulgare*, Paris, 1924; Gubernatis, *La Bulgarie et les Bulgares*, Florence, 1899; L. Lamouche, *La Bulgarie*, Paris, 1923; L. de Launay, *La Bulgarie d'hier et de demain*; M. Dunan, *L'été bulgare*, Paris, 1917; Drander, *Cinq ans du règne du prince de Battenberg*, Paris, 1884; Id., *Les événements politiques en Bulgarie*, Bruxelles, 1896.

Ce n'était donc pas sans une grande appréhension que je me rendais, comme chef de mission, à ce premier poste. Je m'empresse d'ajouter que mes craintes ne furent nullement justifiées. Je ne m'en fais aucune gloire; cela était dû au changement de la situation politique. Le prince Ferdinand voyant que sa reconnaissance tardait, avait tout intérêt à s'attirer la sympathie du représentant de la Roumanie, qui avait partie liée avec l'Angleterre, l'Autriche-Hongrie et l'Italie.

D'un autre côté, une circonstance particulière devait m'attirer la sympathie des Bulgares. Lorsque éclata le conflit Battenberg, mon frère publia une brochure : *La Russie et la crise bulgare*, entièrement traduite en bulgare et publiée à Roustchouk et il prit position ouvertement contre la Russie. M. de Giers, me croyant l'auteur de cette philippique, protesta auprès de M. G. Ghika, notre ministre à Saint-Petersbourg; il ne nous fut pas difficile d'établir la vérité.

Je pris l'habitude de marquer, chaque jour, tous les événements auxquels j'assistais. En consultant mes notes, je puis donc préciser que, le 29 août 1888, je quittai Bucarest, pour aller gérer la Légation de Belgrade, après avoir pris possession de mon poste d'agent diplomatique à Sofia. Le 17 octobre je rentrai de Belgrade à Bucarest et le 3 novembre je partis définitivement pour Sofia. Pour s'y rendre, c'était dur, car le chemin de fer de Roustchouk à Sofia n'existait pas encore; je dus, avec mes deux enfants, prendre la voie du Danube et de Lom-Palanka passer les Balkans en voiture. L'hôtel de la Légation n'était pas bien grand, mais assez convenable pour l'époque. Je donnai des dîners, des concerts, voire des bals; tous les Bulgares de marque y venaient, mais jamais aucun d'eux ne me rendit la politesse, sauf M. Grécof, qui était mi-roumain, pour avoir fait partie du Tribunal de Braïla et qui m'invita *une fois* à un thé. Nous les excusions, car ils n'étaient pas suffisamment installés pour recevoir; et puis il faut avouer qu'ils se gênaient faute de l'usage du monde : ainsi l'un d'eux, un officier, à un de mes dîners, voyant un plat *monté*, s'acharna à découper la pâte, dure comme le fer, et à l'avalier quand même; le lendemain matin, je reçus de plusieurs collègues la demande : « Le Bulgare d'hier soir n'est-il pas mort? »

Dans ces conditions, les diplomates jouaient presque tous les soirs au whist et dans la journée, nous faisons, en pique-nique, des

excursions dans les environs, qui sont très pittoresques, surtout la grande montagne Wittosch, les bords de l'Isker et les Balkans. Nous visitons principalement les couvents, comme Saint-Archange Michel, à Pusti Pazarel, Sfeti Ion, Sfeti Kral, Saint-Georges, bâti par un prince roumain, Dragalewski, et aussi quelques sites charmants comme Vladaïa, Mochino, Jukari-Bania, Boyana, Pancerevo, Kokalina, Kuri-Baglar, Balli-Effendi, etc.

En dehors de ces excursions, en nombreuse compagnie, j'en ai fait plusieurs avec Burian à pied, la plupart dans les villages environnants. Dans mon carnet de Souvenirs je trouve cette note à la date du 11 avril 1888 : « Excursion à Stanimaka, départ de Philippopoli; je gagne mon pari avec Burian; je suis le seul qui ait pu aller à pied, jusqu'au couvent de Pascovo et retourner également à pied; deux heures et demie de marche à l'aller et deux heures au retour; total 23 kilomètres. » Sur Philippopoli je trouve encore cette réflexion : « Curieux antagonisme entre Grecs et Bulgares, qui se nient réciproquement l'existence, en sorte qu'à leur avis, il n'y aurait ni Grecs ni Bulgares à Philippopoli. » La plus importante de nos excursions fut celle de la vallée des Roses à Kazanlik. Je partis le 24 mai 1889 en voiture avec Burian, accompagnés, sur les instructions de Stamboulof, par six gendarmes à cheval; à cette époque, les brigands attaquaient les gens riches et les enfermaient au couvent du Rilo. Au monastère de Calofer, on hébergea Burian dans la chambre du prince Ferdinand et moi dans celle de la princesse Clémentine. Cette aimable attention ne put nous garantir contre les punaises; jamais je n'en ai vu d'aussi nombreuses. La célèbre vallée de la Tundjea nous dédommagea de cette déconvenue. A Kazanlik nous retrouvâmes les O'Conor. Lorsqu'on nous ouvrit l'immense hangar où l'on tenait les feuilles de roses, je ne pus résister; m'étendant dessus de tout mon long, je m'écriai : « On ne dira pas que je n'ai pas couché sur des roses. » Nous montâmes en voiture au splendide panorama de Sipca. Nous retournâmes à Stara-Zagora par Surkovo et Haskeui; à une heure de distance de Cirpan, le sous-préfet et le maire vinrent à notre rencontre. Stamboulof fit bien les choses.

La dernière fois que je vis Burian ce fut à Vienne, pendant qu'il était ministre des Finances. Très aigri, il me dit : « Je

regrette le temps où j'étais dans la diplomatie; aujourd'hui, on serait capable de m'accuser d'avoir volé les cuillers en argent du Ministère. » C'était un homme très intègre et très sympathique avec lequel je fus très lié. Il m'avoua que la presse chauvine hongroise l'avait attaqué avec violence pour m'avoir laissé produire l'excellent violoniste Jeno Hubay à la Légation, au lieu de le présenter lui-même à la Société de Sofia. Il devint, dans la suite, chancelier de l'Empire dualiste et pendant la grande guerre il vint à Bucarest; mais, j'étais alors doyen du corps diplomatique au Havre.

*
*
*

L'hiver, nous avons aussi un patinage, où le Prince daignait venir. J'imaginai d'organiser chez moi un tableau vivant (où mon fils cadet Radu parut) et d'y faire aussi jouer la comédie, aidé par Lady O'Conor, une femme charmante et très cultivée. Ces représentations continuèrent ensuite au Cercle de *l'Union*; comme titre c'était bien ironique, car jamais un poste diplomatique ne présenta le spectacle d'une plus grande désunion, tant politique que sociale. En effet, pour ne parler que du corps diplomatique, je trouvais là : 1^o l'absence complète de tout diplomate ou consul russe; 2^o l'Allemagne avait un Consul général, le baron Wangenheim (pas celui qui fut plus tard Ambassadeur à Constantinople), qui ne s'était pas présenté au Prince, pas même officieusement; 3^o la France avait un gérant, M. Lanel, qui ne communiquait avec le Ministère des Affaires Étrangères que par notes verbales; 4^o la Turquie avait un *commissaire*, car la Roumélie Orientale n'avait pas encore été annexée à la Bulgarie; Rechid Bey (plus tard ministre à Bucarest et ambassadeur à Vienne) ne savait sur quel pied danser; ainsi, je trouve dans mes notes, à la date de 2 janvier 1888 : « soirée dansante chez l'Agent de Serbie; le prince Ferdinand, y assiste en habit; Rechid se sauve. » De même le 24 janvier, à l'occasion de la mort de l'archiduc Rodolphe : « Au *Requiem*, à l'Église catholique, tout le corps diplomatique y assiste en uniforme; seuls l'Allemand et le Français sont en civil, à cause de la présence du prince. » 5^o Les représentants de l'Angleterre, Nic. O'Connor, de l'Autriche-Hongrie,

le baron Burian, de l'Italie, le comte de Sonnaz, de la Grèce, Rangabé, et de la Roumanie, frayaient avec le Prince, tout en refusant de se rendre à ses invitations officielles; 6^o Enfin, M. Danitch, Agent de Serbie, voulut nous éclipser tous; il se rendit au Palais en uniforme. Après un changement de gouvernement à Belgrade, il fut rappelé et son successeur M. Steitch rentra dans les rangs. Je dois une mention spéciale au baron Acton, secrétaire de l'Agence diplomatique d'Italie, avec lequel j'ai fait beaucoup de musique; ayant constaté son doux penchant pour M^{lle} Rangabé, je les réunissais souvent dans des dîners collégiaux, encourageant de mon mieux leurs touchantes amours; ils s'épousèrent et je les retrouvai plus tard à Nice; Acton y mourut après avoir été ministre à Costa-Rica; que sa veuve trouve ici l'expression de mon amitié dévouée.

Dans l'imbroglio diplomatique de Sofia, chacun tâchait de se bien tenir sur ses positions. Mais le prince Ferdinand ne l'entendait pas de cette oreille; il travaillait, sans relâche, à nous pousser à un acte quelconque, qu'il pourrait exploiter comme une reconnaissance de sa situation. Il s'acharna principalement sur moi, plus inexpérimenté. Une fois, sur la route de Constantinople, il m'accosta et, sans ambages, m'apostropha : « Monsieur le Ministre, il paraît que vous donnez de brillants dîners et que vos vins sont très appréciés. » Je fis semblant de ne pas comprendre : « Monseigneur, ce sont de tout petits dîners collégiaux, préparés par un simple cordon bleu de Buda-Pest; quant aux vins, ils proviennent du café Voisin de Paris, que V. A. R. connaît bien. » Après d'innombrables embûches auxquelles nous résistâmes Burian, O'Connor, Sonnaz et moi, nous avions fini par accepter d'aller dîner à la Cour, sans cérémonial officiel; malgré cette entente catégorique, nous reçûmes l'invitation sur une énorme « pancarte » comme la caractérisa Sonnaz, avec les armes du pays; nous n'en avons tenu aucun compte, et nous nous sommes présentés au Palais, sans décoration aucune.

Excédé par les incessantes tentatives de m'attirer dans un traquenard, je tins au Prince, à Stamboulof et à Burian ce langage : « Je suis le plus jeune des chefs de mission de Sofia; malgré cela, je me garderai bien de faire un faux pas. Je vous déclare donc loyalement que je m'associerai à tout acte politique et à toute démonstration que ferait un de mes collègues anglais, austro-

hongrois et italien. Ne me demandez rien de plus : seul je n'agirai pas. » Malgré cette déclaration, un beau matin, le Ministre des Affaires étrangères vint me demander si je ne voulais pas accepter une invitation à dîner à la Cour. Nous parlions le roumain avec M. Grecof, comme aussi avec son prédécesseur le D^r Stransky : « Mon cher ami, lui répondis-je, j'accepte à une seule condition : vous n'assisterez pas à ce dîner, pour lui enlever tout caractère officiel; vous avez dîné chez moi plusieurs fois; tout le monde connaît mes sentiments à votre égard; on ne pourra donc pas dire que mon attitude revêt un caractère personnel. » Il me dit qu'il allait prendre les ordres du Prince. Comme un grand jardin séparait seul la Légation du Palais, je le vis effectivement faire le petit voyage. Il revint enchanté. Ma condition était acceptée. Mais le matin du jour fixé pour mon dîner, je vis le même Grecof entrer, en coup de vent, dans mon bureau et jouer un désespoir qui sonnait faux. Avec une désolation factice : « Mon Dieu, me dit-il, il m'arrive une chose épouvantable, je viens de recevoir une invitation à dîner pour ce soir. » Je compris la farce immédiatement : « En quoi donc cette chose vous contrarie-t-elle? — Mais, ce soir, c'est le dîner donné en votre honneur. — Ah! non, mon cher Ministre, vous savez bien que nous ne pouvons pas dîner ensemble à la Cour. Allez vous informer et vous verrez que, si réellement, vous êtes invité ce soir, c'est que mon dîner a été ajourné. Car je vous déclare nettement que si je vous vois ce soir à la Cour, moi je m'en irai; tout le monde sait que je tiens la parole donnée. » Il partit tout penaud et revint me dire qu'il y avait eu erreur; il dînerait au Palais un autre jour. Cette sottise comédie m'a laissé une très mauvaise impression. Une telle manière d'agir, qu'il répétait à tout propos, était le propre du caractère du prince Ferdinand; elle lui créa une réputation de fourberie, qui a déteint sur ses actes politiques. Personne n'avait confiance en lui; en trompant tout le monde, il multipliait le nombre de ses ennemis. Dans ses *Mémoires* (p. 123), Abdul-Hamid dit : « Malgré toute son amabilité et sa soumission à notre égard, on ne saurait se fier au prince Ferdinand. » Il avait des expressions malheureuses, genre prussien. A moi-même, il me dit, à une réunion de Cour : « Faites attention à votre montre... il y a ici des Ministres bulgares. » M. P. Gentizon raconte : « Il appelait ses

Ministres, *voyous*, *sales individus*, *vieilles brutes bulgares*; un soir, il dit à M. Paléologue, parlant de ses ministres : « Triste valetaille! Ils viennent boire mon vin... et c'est tout juste s'ils n'emportent pas mon argenterie. » Ayant traité un diplomate de *Byzantin félide*, celui-ci lui envoya dire qu'il est un *Valois faisandé*. Il se vantait constamment d'être le petit-fils de Louis-Philippe, mais le jour de la Fête nationale française il portait le grand Cordon de la Légion d'honneur sous sa chemise; c'était pour lui peu compromettant, mais cela peignait merveilleusement la duplicité de son caractère. Ses relations intimes avec un chauffeur roumain et avec le chauffeur Weich, qu'il fit asseoir à Nisch (1916) à la table de Guillaume II et pour lequel il sollicita une décoration qu'il n'obtint pas, n'étaient pas de nature à rehausser son prestige. Plus tard à Bruxelles, exprimant franchement ma pensée au prince Napoléon, celui-ci me dit : « N'oubliez pas que nous sommes parents! — Oui, Monseigneur, mais dans les meilleures familles, il y a des parents qui tournent mal. » Sa mère, la princesse Clémentine était autrement intelligente et sympathique; tant qu'elle a vécu, elle a conduit admirablement les affaires de son fils et l'a empêché de commettre beaucoup d'erreurs. Malgré sa surdité, la conversation avec elle était toujours intéressante; un cornet, qu'elle maniait avec une dextérité et une vivacité étonnantes, l'aidait au point que l'entretien ne faiblissait jamais.

Le prince Ferdinand était mégalomane¹ au superlatif; non encore reconnu par aucune Puissance, il se fit photographier avec la couronne impériale byzantine sur la tête, entouré par toutes les provinces de l'Empire ottoman, représentées par des dames de la Société, parmi lesquelles les belles M^{mes} Vinarof et Beltchef. Il avait la manie des bijoux; dans une audience, à plusieurs reprises, il m'a fourré sous le nez ses deux mains, dont tous les doigts étaient littéralement couverts de bagues de prix; constatant que je n'y faisais aucune attention, il perdit patience et me dit : « Mais, monsieur le Ministre, vous ne remarquez pas mes bagues! » Je dus naturellement m'extasier sur leur beauté. Il me donna une photographie de Philippopoli; au-dessus de la ville, dans les nuages, se

1. « Sa nature gâtée par le poison d'une vanité et d'un orgueil effrénés » (Gentizon, p. 35).

trouvait son portrait... presque aussi grand que la ville elle-même.

Heureusement sa cour était composée uniquement de Français, tous charmants : le comte de Foras, dont je possède une photographie curieuse, puisqu'il y est représenté avec deux grands cordons, l'un par-dessus l'uniforme l'autre par-dessous; il fut remplacé, après mon départ par le comte G. de Clinchamp; le comte de Bourboulon et M^{lle} de Grenaud de Saint-Christophe, qui, après mon départ, épousa le D^r Stanciof, plus tard ministre à Paris. Évidemment, dans une cour fraîchement émoulue et sans traditions, tout n'allait pas sans anicroches; ainsi je trouve, dans mes notes, à la date du 12 janvier 1889 : « Réclamation de Rangabé contre le système de donner le pas aux représentants des Grandes Puissances, alors que lui est le Doyen du corps diplomatique; force a été au Palais de faire amende honorable. » D'un autre côté, à la date du 16 décembre 1890, un autre incident : « Steitch me prie de l'inviter à dîner chez moi une autre fois et non lundi prochain, à cause de la présence du Maréchal de la Cour et de M. de Bourboulon; Gryparis (Ministre de Grèce) également. »

Nous eûmes aussi l'incident de la barbe du pasteur allemand Grashof. Ce brave homme allait dans le monde et dansait même. Il s'amouracha sérieusement de M^{lle} Héberlé. Celle-ci, pour consentir à l'épouser, lui demanda le sacrifice d'une partie de sa barbe et de porter des favoris; quand il se présenta à elle accommodé de la sorte, elle lui réclama la disparition des favoris et le jour suivant celle de la moustache. Lorsque le malheureux pasteur se présenta avec les moustaches rasées, M^{lle} Héberlé eut la cruauté de rire aux éclats et de lui dire : « Vous êtes vraiment trop laid ainsi; jamais je ne vous épouserai. » A ce point rendu ridicule, Grashof fut rappelé et relégué dans une petite ville obscure de l'Allemagne.

*
* *

Mais des événements poignants et redoutables s'amoncelaient comme des nuages à l'horizon de la politique bulgare.

Le 1^{er} février 1890 le major Panitza est arrêté comme conspirateur. Le 30 mai il est condamné à mort le jour même de la fête onomastique du prince Ferdinand. Je poursuis mes notes : « 26 juin : je reçois

la visite du major Dobner, aide de camp; il me dit qu'à la place du prince Ferdinand, il ferait exécuter Panitza; je comprends déjà ce qui arrivera; 27 juin : j'apprends du major Dobner que Panitza sera exécuté demain; j'ai été le seul informé, car Burian, parti en excursion le matin, ne l'a appris que le soir; 28 juin, Panitza a été exécuté à 10 heures 5, au camp; 21 soldats ont tiré dessus; 17 balles l'ont criblé. » Plus tard, des criminels voulant tuer Stamboulof, assassinèrent Beltchef, ministre des Finances, qui se trouvait à côté du Président du Conseil, près du grand jardin public, contigu au Palais. Depuis, jusqu'à ces dernières années, ce fut une série ininterrompue d'événements sanglants, où Stamboulof lui-même trouva une mort atroce. Tous les soupçons tombèrent sur le prince Ferdinand qui supportait difficilement la dictature de fer de ce grand patriote et habile politicien. Stamboulof lui-même m'avait manifesté à plusieurs reprises son mécontentement à l'égard de son souverain. Ainsi, à la date du 22 février 1890, j'ai écrit dans mon carnet : « Je me fais la conviction que l'Autriche-Hongrie empêche par tous les moyens notre arrangement commercial avec la Bulgarie et que le prince Ferdinand travaille dans ce sens. » Mon chef M. Al. Lahovary m'avait chargé d'obtenir la construction d'un pont sur le Danube à Roustchouk, à nos frais; je tombe d'accord avec Stamboulof et quelques jours après celui-ci me dit que le prince Ferdinand, en ayant informé Burian, l'Autriche-Hongrie s'opposait à notre projet. Le 21 mars, je note : « Stamboulof me paraît très sombre; il se plaint amèrement de la pression trop lourde de l'Autriche-Hongrie et de l'Allemagne dans les questions économiques. »

Un peu plus tard, après avoir écrit sur mon album deux vers patriotiques, où il exaltait la liberté des peuples, Stamboulof vint chez moi, pour me parler d'une affaire très sérieuse, affirmait-il. Après avoir exhalé ses doléances contre l'immixtion des Grandes Puissances dans toutes les affaires des pays balkaniques, même les moindres, il s'appliqua à me persuader que la Roumanie et la Bulgarie seraient autrement fortes si elles réalisaient une union personnelle, dans le genre de celle qui existait entre l'Autriche et la Hongrie; à son avis, cette union pourrait être réalisée, puisque les deux peuples jouissent de la même religion orthodoxe, et que, dans le passé il y a eu déjà un Royaume roumano-bulgare. Je le

laissai développer longuement ses arguments et puis je lui posai brusquement la question : « Mais que faites-vous du prince Ferdinand? » Il haussa les épaules et, en riant : « Je me charge de le faire déguerpir de la Bulgarie dans les quinze jours. » Je ne cachai pas au président du Conseil que son projet me paraissait difficile à réaliser, mais surtout dangereux dans ses conséquences, les deux peuples étant de races toutes différentes et leurs mentalités diamétralement opposées. Mais je m'engageai à rapporter sa proposition à mon souverain. C'est ce que je fis verbalement et le roi Carol s'y montra franchement opposé. Comme je n'ai fait aucun rapport écrit à ce sujet, de crainte justement que Stamboulof n'en pâtisse, j'ai la conscience tranquille: c'est par quelque autre indiscretion que le prince Ferdinand a pu être informé des intentions du Premier Ministre à son égard. Pour rendre compte du désarroi qui régnait en Bulgarie à cette époque, il me suffit de citer le rapport du 5 avril 1895, n° 369, de notre Légation à Sofia, où l'on affirmait que le comité macédonien bulgare était en relation étroite avec le général Ignatief et que le fameux agitateur Rizof réclamait le détronement du roi Alexandre et du prince Ferdinand et l'union de la Serbie avec la Bulgarie. Ainsi, dans l'espace de cinq ans, la Bulgarie passait de la Roumanie à la Serbie! Cela suffit pour démontrer à quel point le rêve de Stamboulof était irréalisable. Ni la Roumanie, ni la Serbie ne pouvaient s'unir à la Bulgarie. Plût au Ciel qu'elles vinsent simplement aux rapports de bon voisinage!

*
* *

Pendant les trois années que j'ai passées à Sofia, il n'y a eu qu'un très léger nuage dans mes rapports avec Stamboulof. Notre *Moniteur officiel*, n° 133, de 1890, publia un rapport sur la situation économique et financière de la Bulgarie. Parlant du récent emprunt que l'Autriche-Hongrie avait accordé à la Principauté, j'avais mis une phrase, à peu près dans ce sens : « Au fond, l'Empire dualiste n'a absolument rien donné, puisque l'argent, sorti par un guichet de la Laender-Bank, y est rentré par un autre guichet. » De retour à mon poste, je constatai à mon très grand étonnement que Stamboulof ne s'empressait pas de me rendre ma visite. Je le prévins par Burian qu'il devait d'abord s'expliquer, avant que les choses

ne s'envenimassent. Il vint de bonne grâce et il ne me fut pas difficile de le persuader que cette pointe politique avait été imprimée par inadvertance et que du reste il devait reconnaître que ses *bons* amis austro-hongrois ne lui avaient donné que des fusils Mannlicher, mais pas un sou vaillant. On en rit et on n'en parla plus.

Par contre comme ministre de l'Intérieur il m'avait donné raison dans une affaire assez délicate. Je cite mes notes : « 15 avril 1889, notre Consul Morouzi me télégraphie qu'un officier roumain a été gravement insulté par la police bulgare; 27 avril, j'envoie une note au ministère des Affaires étrangères, demandant satisfaction; 12 mai, je reçois une note de M. Stransky, m'annonçant la destitution des commissaires de Roustchouk. Par sa note, n° 9548, du 17 mai, le ministre Al. Lahovary me félicite pour mon tact et ma dignité. »

*
* *
*

Au printemps de 1891, le gouvernement conservateur se retira du pouvoir et fut remplacé par un Cabinet libéral-conservateur général Al. Floresco-G. Vernesco. Le ministre des Affaires étrangères C. Esarco m'était un bon ami personnel; il m'écrivit, insistant pour que j'aie à Bucarest remplir les fonctions de secrétaire général; à aucun prix je ne pouvais me récuser.

Le prince Ferdinand m'offrit un grand dîner à Philippopoli. Après dîner il me remit le grand Cordon de l'ordre de Saint-Alexandre, que j'acceptai, sous la réserve de demander au roi Carol l'autorisation de le porter lorsqu'il aurait reconnu le Prince; ce que je fis, en 1892. Il me prit avec effusion dans ses bras en s'écriant : « Mon cher ami, plaidez ma cause auprès du roi Carol. » Ayant appris que mon fils cadet était malade, le prince Ferdinand donna l'ordre qu'on chauffât une machine et, accompagné d'un de ses aides de camp, je voyageai dans son propre wagon jusqu'à Sofia. Incontestablement, lorsqu'il voulait, il faisait royalement les choses. En somme, sauf quelques taquineries insignifiantes, que j'ai racontées, je n'ai pas eu personnellement à me plaindre de mon séjour à Sofia. Il faut dire qu'à cette époque, une grande partie du monde politique avait fait son éducation en Roumanie, où les Bulgares, pendant les persécutions turques, trouvaient une large hospitalité.

Une fois par an, je donnais, le 10 mai, jour de notre fête nationale, un déjeuner, auquel assistaient seuls les Bulgares qui parlaient couramment le roumain : Stransky, Grécof, D^r Hakanof, colonel Agoura, général Lubomski, etc. Il était défendu de parler une autre langue que le roumain. Plus tard, l'ingratitude eut le temps de s'emparer du cœur bulgare, encouragée par l'envie qui minait le prince Ferdinand : « Son animosité à l'égard de la Roumanie explique, en bien des cas, le mobile secret de sa politique¹. »

Le temps a changé du tout au tout. En 1897, la Bulgarie communique à Constantinople un accord secret qu'elle avait conclu avec la Serbie; en 1906, elle publie le traité de commerce secret avec la Serbie, ce qui provoque une guerre douanière de celle-ci avec l'Autriche-Hongrie; en 1908, quoique liée par une entente politique secrète avec la Serbie, elle s'entend avec l'Autriche-Hongrie pour une action commune dans les Balkans; le 23 juin 1913, elle tourne ses armes contre la Grèce et la Serbie; en 1916, elle poignarde la Roumanie dans le dos, au moment où les armées de celle-ci pénétraient en Hongrie, par les passes des Carpathes. La Bulgarie, s'inféodant à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie, entra ainsi en guerre contre les alliés.

Le 29 septembre 1918, l'armistice fut signée à Salonique. Le 2 octobre, tous les chefs des partis politiques, sauf Radoslavow et Tontchef, réclament l'abdication du roi Ferdinand. Celui-ci la remet à Malinof; son fils, Boris III, étant appelé, Ferdinand lui dit : « Je ne suis plus qu'un simple mortel, votre sujet. » Le soir même, il partit.

Suivirent : le coup d'état du 9 juin 1923, la dictature de Tzankof. En avril 1924, le terrible attentat de l'église Sainte-Nedelia; dictature du général Volkof : du 1^{er} mai au 1^{er} juillet les cours martiales de Sofia ont prononcé 48 condamnations à la peine de mort par pendaison et infligé plus de mille années de travaux forcés. On eut, enfin, le gouvernement de Stambolinski et l'assassinat de celui-ci. L'année dernière encore des crimes politiques furent commis à Sofia.

Espérons qu'après toutes ces épreuves, les Bulgares se décideront enfin, à vivre en paix entre eux et aussi avec leurs voisins et qu'ils respecteront le traité de Neuilly, du 27 novembre 1919.

1. Gentizon, p. 42.

III

CONSTANTINOPLÉ

(1896-1900)

Comme à Bruxelles, j'avais déjà été premier secrétaire de la Légation de Roumanie à Constantinople (1883-84), avant de m'y rendre en qualité d'Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du roi Carol I^{er}. Mon chef d'alors était Pierre Maurojeni, un de nos hommes politiques les plus avisés. Ancien ministre des Finances, il avait habilement établi l'assiette de nos impôts, sur lesquels la Roumanie vécut pendant un demi-siècle. Je suis resté dans les meilleurs rapports avec lui, même après avoir quitté la Turquie, et je possède de lui une intéressante correspondance, du temps où il était ministre à Vienne et où j'étais directeur politique au ministère des Affaires Étrangères.

A cette époque, tous les gouvernements, lorsqu'ils chargeaient d'une mission diplomatique une personnalité en dehors de la carrière, s'adressaient à des hommes de tout premier ordre, à d'anciens présidents du Conseil ou ministres, tels que : M. Kogalniceano, Ion Ghica, P. Carp, P. Maurojeni, J. Balaccano, Th. Rosetti, etc. Les diplomates de carrière étaient les premiers à s'en féliciter, car la capacité, autant que la grande autorité morale de ces *intrus* illustres, jetaient un grand éclat sur leurs actions patriotiques. Bien au contraire, dans ces temps derniers, un trop grand sans-gêne a régné dans le choix de quelques chefs de mission, en dehors de la carrière : d'anciens et médiocres préfets, des avocats de second ordre, des professeurs sans aucune renommée, d'éphémères chefs de cabinet de ministres, voire de simples agents électoraux furent juchés à la tête de nos Légations à l'étranger; cela ne relèvera pas notre prestige. Il y a toutefois une brillante exception : M. Titulesco, ancien

ami de Take Jonesco. Pour ce collègue j'ai toujours eu la plus haute estime. Mais, en principe, pour la représentation à l'étranger, les diplomates de carrière doivent être préférés; dans l'exercice de leur fonction, ils n'apporteront pas les rancunes inassouvies des partis politiques, ni ne commettront d'erreurs protocolaires¹. Ils ont de plus l'avantage de retrouver partout d'anciens collègues, qui ont confiance en eux et les documentent sur les affaires générales.

A cette époque lointaine, notre légation était installée à Bouyouk-Déré, pendant l'été. Je m'y trouvais très heureux et j'avais déjà commencé à recueillir des documents concernant le peuple turc. J'y serais certainement resté plusieurs années encore, sans la perte de mon père. Je fus donc obligé de solliciter mon retour au ministère, afin de pouvoir mettre un peu d'ordre dans mes affaires. On envie couramment ceux qui embrassent la carrière diplomatique. Elle a, comme revers de la médaille, le déracinement du diplomate de son propre pays et souvent la ruine de ses intérêts matériels.

Nommé, le 15 mai 1896, ministre à Constantinople, j'y retournai donc avec joie. Je subis, pour la seconde fois, le charme prenant du Bosphore, auquel personne n'a jamais résisté. C'est sûrement la position la plus pittoresque du globe, plus belle que celles de Naples, de Rio de Janeiro, de la Baie des Anges de Nice, de Lisbonne et de Stockholm. Elle a été magnifiquement célébrée par des écrivains tels que Théophile Gautier, Pierre Loti, Claude Farrère, Gubernatis. De leur côté, les diplomates ne quittaient jamais ce pays enchanteur sans un profond regret. Pour expliquer cet engouement général, il faut reconnaître que, en dehors des beautés de la nature, le caractère chevaleresque et tolérant du peuple turc vous dispose en sa faveur. Même après une guerre, on tend de bonne grâce la main aux Osmanlis, comme après un duel loyal.

MES INSTRUCTIONS. PROJET D'ALLIANCE TURCO-ROUMAINE.

Le sultan Abdul-Hamid² régnait par la terreur rouge, mais, il faut le reconnaître, avec un tact et une finesse qui lui permettaient de

1. Un de ces ministres, sous le prétexte que c'était en été, ne s'avisait-il pas de se rendre à une grande réception officielle du soir, en habit, cravate blanche et souliers jaunes?

2. Bismarck a dit de lui : « En Europe on prend le sultan Abdul-Hamid pour

louvoyer à travers les écueils les plus dangereux de la politique européenne. La Roumanie gravitait, à cette époque, dans le cercle d'action de la Triple Alliance. Voici la traduction des principaux passages des instructions olographes et inédites que me remit, le 24 juin 1896, mon chef, Demètre Sturdza, président du Conseil et ministre des Affaires étrangères :

1° Ne perdons pas de vue que les intérêts du Royaume sont étroitement liés, sur un point important, aux intérêts des Puissances centrales : le maintien de la paix européenne; 2° Nous devons donc seconder tous les efforts que font les Puissances centrales pour que la paix ne soit pas troublée en Orient; ... 4° Nous avons grand intérêt au maintien de l'Empire ottoman; 5° En Macédoine, les intérêts de la Roumanie sont liés à ceux de la Turquie, afin que les Roumains macédoniens ne soient pas submergés par les éléments grecs, bulgares et serbes; 6° Au Patriarcat œcuménique, l'intérêt du Royaume commande de surveiller de près l'action russe, qui poursuit la transformation de ce Patriarcat, aujourd'hui grec, en Patriarcat œcuménique slavon (c'est-à-dire russe), pour s'en servir plus utilement dans la domination de l'Orient.

Je dois dire, dès le début, que ces instructions ne m'empêchèrent pas d'avoir les meilleures relations avec MM. Paul Cambon et Constans, que je fréquentai assidûment, ainsi qu'avec les secrétaires français, parmi lesquels je citerai M. Bapst et M. de Margerie, plus tard ambassadeurs. Je conserve une précieuse lettre de M. Constans, qui me félicita très cordialement de la publication de mon volume : *Traités et conventions de la Roumanie*. Par affinité de race et par mon éducation, je n'ai jamais caché mes sentiments francophiles; c'est moi qui (en 1906) ai fait donner, sous le règne de Carol I^{er}, les noms d'Edgar Quinet et J. Michelet à deux des principales rues de Bucarest. J'établis aussi des relations étroites avec quelques familles françaises : comte et comtesse d'Arnoux, Caporal, comte et comtesse Ostorog, comte et comtesse J. Bertier de Sauvigny, M. et Mme de Cerjat, ainsi qu'avec la société grecque, dont je parlais un peu la langue. Je retrouverai celle-ci, plus tard, à Athènes.

un malade, mais, pour ma part, je le tiens pour un diplomate bien supérieur aux autres sur les rives de la Corne d'Or; à mon avis, on ne lui rend pas assez justice. » Il y a évidemment, dans ce propos, de l'exagération, motivée par la *captatio benevolentiae* que le chancelier de fer voulait exercer sur l'autocrate musulman; toutefois, celui-ci était un homme politique très perspicace et très habile.

*
* *

Un mot sur le corps diplomatique. L'Allemagne a eu successivement comme ambassadeurs : le baron Saurma (qui fut rappelé, parce qu'il dévoila ses conversations avec le sultan, dans l'affaire de la persécution des Arméniens) et le fameux baron Marshall von Biebers-
tein, que le sultan désignait sous le nom de *grand seigneur*. Notre doyen, le baron Calice, ambassadeur d'Autriche-Hongrie, avait comme conseiller le baron Macchio, plus tard ambassadeur. La Russie eut deux ambassadeurs : M. de Nelidow, que j'avais déjà connu en 1883, et M. Zinoviev, que le sultan appréciait dans ces termes :

« Le Tzar nous envoie un diplomate extrêmement fort, je dirai presque dangereux : Zinoviev. » La Belgique était représentée par M. Neyt, dont la charmante fille est aujourd'hui comtesse de Geoffire de Chabrignac; à un moment, il fut question qu'elle épousât Eugène E. Statesco, mon attaché. Celui-ci avait un petit nez camus; le ministre belge le persiflait ainsi : « M. Statesco *néanmoins*. » Wladan Georgevitch, plus tard président du Conseil, représentait la Serbie; le marquis de Camposagrado l'Espagne, le prince Mavrocordato la Grèce. J'eus la chance de retrouver M. Pansa comme ambassadeur d'Italie, après avoir été ensemble secrétaires à Constantinople; il me dit, en me voyant arriver : « Rien n'est changé ici; vous retrouverez, dans notre rue Kabristan, le même trou béant, que nous connûmes dans le temps! » Sous ses ordres se trouvaient : le comte Galina, plus tard ambassadeur à Paris; le comte Carlotti, plus tard ambassadeur à Saint-Petersbourg; le comte Manzoni, aujourd'hui ambassadeur à Paris; avec eux je jouai souvent au bézigue chez Mme Cangia, l'aimable femme du premier interprète de l'ambassade. L'ambassadeur d'Angleterre était Sir Philippe Currie; plus tard, il fut remplacé par Sir Nic. O'Conor, qui venait de Pétersbourg et que j'avais eu, pendant trois ans, comme collègue à Sofia.

J'ai eu, à Constantinople, comme conseillers ou secrétaires : J. Cretziano, dont la toute jeune femme née Stirbey, mère de deux garçons jumeaux, succomba à Péra, à la suite d'une fièvre typhoïde; il est aujourd'hui ministre à Varsovie; C. Nanu, dernièrement encore ministre à Berlin; N. Filality, actuellement secrétaire général du ministère des Affaires Étrangères, diplomate pénétrant, collabo-

rateur sympathique; N. Filodor, actuellement ministre à Belgrade; M. Pacliano, ancien ministre au Caire et à Stockholm, décédé récemment; enfin C. Argetoyano, aujourd'hui homme politique cultivé, énergique et de grand avenir.

* *

J'avais préparé (26 mai 1896) un mémoire que je remis à la Sublime Porte; en voici un résumé :

1^o L'État ottoman est l'État polyglotte par excellence; son progrès dépend de l'harmonie entre les éléments hétérogènes qui le composent; 2^o De très grandes provinces se sont détachées de la Turquie, pour former des États indépendants : la Roumanie, la Grèce, la Serbie et la Bulgarie; il est naturel que les éléments similaires des trois derniers États, qui sont restés en Turquie, aient leur centre de gravité là où se trouvent leurs congénères, constitués en pays distincts. Seuls les Roumains ne peuvent pas aspirer à se rattacher à la Roumanie, par-dessus la Bulgarie; 3^o Il n'y a pas d'État au monde qui ait autant d'intérêt que la Roumanie à ce que l'Empire ottoman se consolide de plus en plus. L'homme malade de Nicolas I^{er} se porte encore bien et nous devons travailler à ce qu'il se fortifie davantage. Les divers plans de partage de l'Empire sont restés de simples projets académiques; 4^o Nous nous sommes amicalement conduits envers les musulmans de la Dobroudja; nous demandons la même tolérance pour les Roumains de Macédoine; 5^o Les Roumains de Turquie, qui passeraient sous l'influence grecque, bulgare ou serbe, seront fatalement turcophobes; 6^o Nous demandons un Évêché roumain, placé sous l'égide de la Sublime Porte, pour que nos écoles ne soient pas soupçonnées de subir une influence étrangère, du moment que, selon l'organisation de l'Empire, elles seront sous la surveillance de l'Évêque, sujet ottoman.

* *

Pendant l'été de 1896, M. Dém. Sturdza remit au comte Goluchowski (qui avait été longtemps ministre d'Autriche-Hongrie à Bucarest), un mémoire, dont je possède une copie originale olographe en allemand. Il commence ainsi :

« Depuis l'expédition de Pierre-le-Grand vers le Pruth, les efforts constants de la politique russe ont été dirigés vers la conquête de la péninsule balkanique. » — Il finit ainsi : « Il faut faire le travail suivant : opposer aux éléments de la Turquie d'Europe, dirigés par les Russes, à côté des Turcs, un peuple très répandu, énergique, intelligent, non slave, mais chrétien; protéger et aider la séparation de l'Église orthodoxe, en oppo-

sition avec l'action d'unification russe, et montrer aux Russes que, malgré la croix, le slavisme et l'orthodoxie ne peuvent pas dominer l'Orient. »

On comprend qu'on devait combattre le slavisme, mais l'orthodoxie? Cela était étrange de la part d'un ministre orthodoxe!

*
*
*

Le protocole exigeait qu'avant la présentation solennelle de mes lettres de créance, j'assistasse à la cérémonie du Selamlik du premier vendredi après mon arrivée, dans le pavillon construit *ad hoc* devant la mosquée d'Yldiz-Kiosque. Introduit auprès du sultan, Sa Majesté m'offrit immédiatement une cigarette; une véritable terreur s'empara de moi; je dois expliquer que j'avais fumé une seule cigarette, à l'âge de quinze ans, pendant que j'étais au gymnase de Braïla; j'avais été littéralement malade; je crus rendre l'âme... Plus jamais je n'avais goûté à l'herbe traîtresse. Ce n'était certes pas le moment de récidiver; c'eût été très mal débiter. Je chargeai mon premier drogman de dire de ma part au khalife que, si je fumais cette cigarette, elle s'en irait en cendre et en fumée; je sollicitais donc la faveur de la conserver, en souvenir de cette première entrevue. Abdul-Hamid, qui était très fin, comprit; il fit en souriant un petit signe d'adhésion; je mis le redoutable engin dans ma poche et, plus tard, toutes les fois que je me rendis chez le sultan, je répétai imperturbablement cette opération, rassurante pour moi.

Je présentai mes lettres de créance au sultan avec la pompe habituelle, qui était très brillante : les équipages de la Cour impériale vinrent me prendre à Péra pour me conduire au palais d'Yldiz-Kiosk, où le grand-maître des cérémonies m'attendait, à l'entrée, au bas de l'escalier; je traversai un grand salon, où une quinzaine de généraux et hauts dignitaires étaient alignés, tout chamarrés de cordons et de décorations. Dans un second salon, ma suite s'arrêta et je fus seul introduit dans un minuscule salon où se trouvait le sultan; entre parenthèses, la porte d'entrée était très basse et mon premier drogman m'expliqua que Abdul-Hamid aimait beaucoup voir les représentants étrangers contraints de se baisser. Cela rehaussait sa puissance devant ses sujets. Les Turcs

sont parfois de grands enfants. Après le discours d'usage, je fus autorisé à présenter à l'empereur des Ottomans les personnes officielles qui m'accompagnaient.

* *
* *

Halil Rifaat Pacha était grand vizir; il avait plus de quatre-vingts ans. Ce vieillard à barbe blanche, très flegmatique, était la douceur personnifiée. Comme il ne parlait pas le français, on devait être accompagné d'un interprète. Deux mots revenaient constamment dans sa conversation : *peki* (bien) et *yavash* (lentement). Il ne vous refusait rien... pour le moment, quitte à ajourner indéfiniment l'exécution de ses promesses. C'était là la force de la passivité turque. A ses pieds gisait, en permanence, une petite valise, dans laquelle il emportait les papiers importants. Ces archives ambulantes faisaient le désespoir des fonctionnaires.

Tewfik Pacha, le ministre des Affaires étrangères, était le type du diplomate accompli : très courtois, très instruit, c'était un plaisir de traiter avec lui. Plus tard, après mon départ, il fut, pendant longtemps, ambassadeur à Londres. En 1897, je signai avec lui un traité de commerce. Les négociations furent inénarrables. Plusieurs délégués roumains, techniciens, m'assistaient, parmi lesquels mon frère. Les Turcs avaient, comme délégués : Artin Dadian Effendi, sous-secrétaire d'État, Noury Bey, secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, d'origine française et père des deux *Désenchantées*, de P. Loti. Étant mon voisin, il fit danser devant moi ces délicieuses enfants, qui n'avaient pas encore pris le *yachmak* (voilette); Noradounghian Effendi, le jurisconsulte bien connu qui, pendant la grande guerre, personnifia le peuple arménien; Nikolaki Effendi Sgouridès. Les négociations, très laborieuses, traînaient; lorsqu'on croyait avoir terminé, l'affaire rebondissait. Enfin, on fixa un jour pour la signature du protocole final. A ma stupéfaction, les délégués turcs, très mielleusement, demandèrent encore une diminution de la taxe douanière sur les noisettes. Évidemment ce n'était là qu'un prétexte pour ajourner encore l'entente. Pour le coup, je me fâchai : je me levai et, à leur grande surprise, je leur déclarai que, sans plus demander aucune instruction complémentaire à mon gouvernement, je leur accordais la réduction proposée.

Je mis ainsi fin à cette comédie. Certes, il n'était pas commode de négocier avec les Turcs de ce temps-là, car les éléments grecs et arméniens qui les assistaient compliquaient davantage les difficultés. Mais, à la suite d'un avis du Conseil des ministres, qui voulait à nouveau examiner le projet de convention, je dus, le 13 mai 1897, écrire à Izzet Bey, lui demandant son intervention auprès du sultan, qui donna l'ordre de signer l'instrument diplomatique.

* * *

Pendant l'été de 1896, nous eûmes, à Constantinople, les atroces massacres des Arméniens, provoqués par des bombes jetées à la Banque ottomane. Ce fut affreux. Des bekdjis (veilleurs de nuit), armés d'énormes gourdins, avec lesquels ils frappaient le pavé, pendant leurs rondes nocturnes, assommaient tous les Arméniens qu'ils rencontraient dans les rues. Ce massacre dura pendant trois jours, sous l'œil indifférent, sinon protecteur, des agents de police. Leur complicité sautait aux yeux de tout homme impartial. Un détail très caractéristique : dans la poche de la majorité des victimes, on trouva des revolvers dont les porteurs n'avaient pas usé : la peur des représailles officielles avait été plus forte que la peur de la mort ! Finalement, les ambassadeurs, devant un aussi cruel spectacle, s'alarmèrent et, chose unique jusqu'alors, ils adressèrent un télégramme collectif au sultan, le rendant personnellement responsable, si le forfait continuait. Le massacre, comme par enchantement, cessa une heure après ; la preuve de la connivence d'Abdul-Hamid était amplement faite. M. de la Boulinière écrivait à son Gouvernement : « C'est le sultan lui-même qui arme les bras de ces assommeurs et leur enjoint de courir sus à tout ce qui est arménien¹. »

* * *

Au printemps suivant l'insurrection de Crète menaça de nouveau la paix de l'Orient ; elle fut réprimée, mais il devint évident que la poudrière, qu'était la péninsule des Balkans, était prête à éclater. Et en effet, la guerre gréco-turque ne se fit pas longtemps

1. A. Mandelstam, *La Conférence*, Paris, 1918.

attendre. Avec une imprudence décevante, la Grèce déclara la guerre à la Turquie, se faisant un raisonnement simpliste : en cas de réussite, elle gagnerait l'affranchissement définitif de la Crète et d'autres avantages encore; en cas d'échec, les grandes puissances interviendraient en sa faveur. La dernière hypothèse se réalisa : après les défaites successives de l'armée grecque, Athènes se vit menacée. L'impression dans la nombreuse et puissante colonie grecque de Péra fut formidable. Pour expliquer le recul constant des troupes hellènes, les patriotes grecs prétendaient très sérieusement que ce devait être un plan stratégique du grand état major hellénique afin d'attirer dans un guet-apens les troupes ottomanes et les exterminer en bloc. Ce beau rêve s'évanouit bien vite. Les grandes puissances durent s'interposer et la Grèce s'en tira à assez bon compte de cette aventure, où sombrèrent ses projets grandioses.

L'automne de cette même année, je devais partir en congé régulier. Le jour même fixé pour mon départ, un agent à cheval m'apporta l'invitation du sultan de me présenter au palais d'Yldiz-Kiosk; on avait tout arrangé pour que je pusse aller directement de là à Top-Hané, d'où, exceptionnellement, le bateau roumain devait m'emporter. Après de subtiles prolégomènes, Abdul-Hamid finit par me prier de parler au roi Carol I^{er} d'une alliance que les deux États devraient conclure, pour empêcher un conflit général dans la péninsule balkanique. Il me remit un projet de traité d'alliance défensive à signer entre la Turquie et la Roumanie, dont voici le texte inédit des principaux articles :

Article 1. Le Gouvernement Impérial ottoman et le Gouvernement Royal de Roumanie s'engagent à se prêter mutuellement aide et assistance effective pour la défense de leur intégrité territoriale et de leurs droits et intérêts particuliers contre toute attaque de nature à les compromettre, venant de la part des États balkaniques voisins ou de l'un d'entre eux. — *Art. 2.* Cet engagement est basé sur les principes de réciprocité. Mais l'assistance défensive à prêter par la Roumanie ne vise que les territoires de l'Empire ottoman sis en Europe. — *Art. 3.* Il est entendu que l'assistance, que devront se prêter mutuellement les deux parties, devra s'exercer de la façon la plus appropriée à la défense de leurs territoires. *Art. 4.* Le contingent général des différentes armes des corps d'armée qui seraient affectés, le cas échéant, soit par le Gouvernement Impérial ottoman aux mesures défensives de la Roumanie, soit par celle-ci à la défense des

territoires susmentionnés de l'Empire, ne pourra excéder le chiffre de 100 000 hommes. Le commandement de ces corps d'armée sera dévolu à un officier supérieur désigné par la Puissance à laquelle ils appartiennent. L'État-Major de l'armée chargée de prêter assistance devra se joindre à l'État-Major des forces armées du pays à assister. Le commandement de l'armée qui prêtera assistance devra se concerter avec le département de la guerre du pays où il se rendra, pour arrêter, en commun, le mode d'après lequel devront s'effectuer les opérations défensives. — *Art. 5.* Les deux Parties contractantes devront se mettre au préalable en communication pour décider l'expédition, si besoin est, de troupes de la part de l'une dans le territoire de l'autre et déterminer, autant que possible, la durée de leur séjour. Cette durée pourra, suivant les nécessités, être prolongée, après entente.

Je remis ce document au roi Carol I^{er}, à Sinaïa, en présence de M. Sturdza. Avec sa prudence accoutumée, notre souverain nous dit que nous ne devons rien communiquer, par écrit, ni au sultan, ni à la Sublime Porte, et qu'à mon retour à Constantinople, j'expliquerais verbalement à Abdul-Hamid le danger et l'inutilité d'un traité d'alliance en règle. En échange de deux chevaux arabes qu'il reçut du sultan, le roi Carol chargea le beau-frère de Take Jonesco de porter à Abdul-Hamid deux magnifiques chiens bergers de pure race roumaine; ces deux futiles amabilités furent les seuls témoignages d'une alliance vaguement ébauchée.

* * *

Le sultan, très bien informé des menées balkaniques par un service d'espionnage qui lui coûtait très cher, était particulièrement inquiet des agitations bulgares et macédoniennes. A chaque printemps, après la fonte des neiges, il me mandait à Yildiz-Kiosk et me mettait au courant de ses appréhensions. Invariablement aussi, je lui tenais à peu près ce langage : « Les effervescences balkaniques sont fatales chez des peuples tenus longtemps sous le joug ottoman et qui aspirent à refouler en Asie l'ennemi séculaire. Mais le danger ne me paraît pas immédiat. De deux choses l'une : ou bien les Bulgares sont poussés en avant par la Russie et auront son concours effectif, et alors une grande guerre générale s'ensuivra en Europe; ou bien les Bulgares feront un coup de tête, sous leur

propre responsabilité, et dès lors, se trouvant isolés, les troupes turques en auront facilement raison; cette dernière alternative semble peu probable. Seule une coalition de tous les États balkaniques chrétiens serait redoutable. Pourra-t-elle se réaliser et à quelle époque? Il faut donc s'armer en silence et attendre patiemment les événements, sans s'alarmer outre mesure. » Je crois avoir souvent tranquilisé le sultan avec ces propos, très sincères.

LA VIE SOCIALE.

N'étant pas marié, à cette époque, je n'invitais à la Légation que mes amis et mes compatriotes de passage. Je donnais mes dîners officiels au Cercle d'Orient, installé dans la maison d'Abraham-Pacha et qui disposait d'un fameux ancien cuisinier du palais impérial. Non seulement tous mes collègues y venaient, mais encore les ambassadrices, ce qui compta comme un succès. Le 28 août 1897, je donnai également, au Summer Palace de Thérapia, un dîner diplomatique de 36 couverts, suivi d'autres pendant les étés.

J'invitai à Constantinople notre célèbre cantatrice Darclée, qui eut l'honneur de chanter devant le sultan, dans le petit théâtre d'Yldiz-Kiosk; tout le corps diplomatique y fut invité et aussi, derrière les grilles impénétrables, les dames du harem. Très curieux était l'orchestre, militarisé, ou les musiciens en uniformes avaient tous un grade. Abdul-Hamid traita ma compatriote en grand seigneur, la décora, la rétribua largement, l'hébergea au Péra Palace et mit un coupé à sa disposition, pendant tout son séjour dans la capitale ottomane. Il avait d'autant plus de mérite que, pareil à Léopold II de Belgique, il n'était nullement mélomane; il disait, à ce sujet : « Je veux quelque chose qui me distraie et non pas de la musique, qui cause de la fatigue cérébrale! » Notre brillante cantatrice Hélène Teodorini vint également à Constantinople et donna une représentation au théâtre des Petits-Champs.

Le 17 avril 1898, jour de Pâques orthodoxes, j'offris, au Cercle, un déjeuner en l'honneur de M^{me} Pia J. Bratiano (veuve de l'illustre homme d'État Jean C. Bratiano) à son fils Ionel J. Bratiano, alors jeune ministre des travaux publics, aux deux demoiselles Bratiano et à quelques amis roumains. Au départ, j'eus soin de faire dissi-

muler, dans leurs cabines du bateau roumain, des boîtes de *rahat-loucoum*, avec une fausse carte de visite de Hadji-Bekir, le fabricant bien connu de cette friandise. De Constantza, M. Ionel J. Bratiano me télégraphia ces quatre vers, en roumain : « Au faux Hadji-Bekir — des centaines et des milliers de remerciements — de la part de ceux qui n'oublieront jamais — ni Stamboul, ni votre personne. » Promesses exagérées, qui fondirent comme le loucoum !

Je passais les étés au Summer Palace, sur le Bosphore. Les bateaux du service maritime roumain s'arrêtaient devant l'hôtel, pour prendre ma correspondance officielle et celle de mes collègues. Dans cet hôtel il y avait un vrai phénomène : un gentleman, orné d'un fez, qui ne pouvait frayer avec personne, et pour cause : c'était l'espion attitré du sultan. Il nous amusait beaucoup par son impassibilité et nous nous demandions ce qu'il pouvait rapporter sur nous, puisqu'il ne connaissait aucun diplomate. Je jouais au tennis à l'hôtel même, ou dans les ambassades voisines : anglaise, française, allemande ou italienne. J'allais souvent, le soir, avec M. de Bunsen, conseiller de l'ambassade d'Angleterre, jouer au bridge chez le baron Macchio, à Bouyoukdéré; une grande tempête nous surprit une nuit et nous vîmes la mort de près; mes *Kaïkdjis* pouvaient aussi, par peur, nous jeter à la mer, comme lest. Je visitai, naturellement, toutes les mosquées; le tombeau du prophète à Eyoub; les derviches tourneurs et hurleurs; Bourgourlou, au-dessus de Skutari, d'où le panorama est merveilleux et où il fait bon déjeuner... si l'on y transporte les victuailles et les boissons nécessaires; le Trésor du Vieux Sérail, où je conduisis des compatriotes à maintes reprises; *Kial-hané* (eaux douces d'Europe) *Ghiok-Souyou* (eaux douces d'Asie); Brousse, à la belle mosquée verte. Je séjournai aussi trois mois d'un été à Prinkipo, avec mes deux fils. A la fin de leurs vacances, je devais passer avec eux sur la côte d'Asie, pour prendre le train qui devait les conduire jusqu'au bateau roumain. Par suite d'un accident de notre mouche à vapeur, nous dûmes poursuivre la traversée en barque à voile. A peine accostions-nous à la côte d'Asie, que j'entendis le sifflet de la locomotive; en même temps, sans rien me dire, un de mes deux cavas partit comme une flèche vers la gare; l'autre *cavas* nous pressa de nous y rendre également. A ma grande stupéfaction, je vis le train qui avait attendu plus d'une demi-heure. Je

m'empressai d'aller m'excuser auprès du chef de gare, mais celui-ci, qui parlait bien le français, me dit : « Cela n'a aucune importance; nous aurions encore attendu pour ne pas faire manquer le bateau à vos fils! » Évidemment, c'était exagéré, mais une courtoisie, même excessive, flatte toujours.

Très agréable fut la visite de M. Zander, directeur général des chemins de fer d'Anatolie; il me dit qu'il avait reçu l'ordre de mettre à ma disposition un train, qui me conduirait, avec mes invités soit à Angora, soit à Koniah. Très interloqué, je ripostai : « Vous voulez dire un wagon; — Non, tout un train! » J'étais réellement confus. J'acceptai et j'invitai : le comte Errambault de Dudzele, ministre de Belgique, avec son fils Gaston; le Jonkeer van der Staal de Pier-shill, ministre des Pays-Bas; G. Filality, notre Consul général D. C. Petresco, M. Paul Weitz, journaliste, que M. Morgenthan qualifia, plus tard : « Un des hommes les mieux informés de la Turquie ». Le train était un modèle de confort; chaque wagon était divisé en deux réelles chambres à coucher, avec tout le nécessaire; en plus, il y avait un wagon-salon et un wagon restaurant; excellente cuisine et champagne permanent. Nous voyagions seulement la nuit, pour bien voir le pays. A Eski-Sheir, nous nous dirigeâmes sur Koniah, que j'avais choisi comme but de l'excursion. A une station, dont le nom m'échappe, un jeune israélite entra dans mon wagon et m'offrit un bocal, en me disant en roumain : « Puisque vous vous appelez *Trandafir* (rose), permettez-moi de vous donner de la confiture de roses! » Je remerciai, en souriant de la plaisanterie, et lui répondis : « Ce n'est pas seulement pour faire ce calembour que vous vous êtes dérangé? » Il sollicita mon intervention dans une affaire, qu'il avait aux chemins de fer; je ne manquai pas de lui donner une carte de recommandation.

Arrivés à Koniah, nous fûmes reçus avec les honneurs dus à notre rang. Des équipages nous conduisirent au *Conak* du gouverneur (*Vali*) Férid Pacha, qui fut plus tard grand vizir; je conserve la photographie prise au moment où je descendais de ma voiture. Il ne m'appartient pas de faire ici l'éloge de Férid Pacha, qui était un homme politique de premier ordre; il nous donna tous les renseignements désirés et nous documenta amplement sur l'état de la province. Je demandai à faire une visite au fameux *Tchélibi*, chef

des derviches tourneurs; ce prélat, qui jouissait du privilège de ceindre, aux nouveaux sultans, le sabre du prophète Mohamed, à la mosquée d'Eyoub, était très redouté d'Abdul-Hamid. Celui-ci ne lui permettait pas de sortir de Koniah. La maison, très grande, mais modestement meublée, avait un plancher en bois de sapin blanc, proprement lavé. Le Tchélébi nous dit qu'il se réjouissait de faire notre connaissance, grâce au chemin de fer; il ajouta, je ne sais par quelle association d'idées, qu'il devait encore à cette invention le plaisir d'avoir goûté au champagne, qu'il appréciait hautement. On sait que les musulmans, pour tourner les prescriptions catégoriques du Coran, l'ont interprété dans le sens que seul le *jus de raisin*, c'est-à-dire le vin, était défendu; ils ne se privent ni du cognac, ni des liqueurs, ni du champagne. Si Mahomet avait pu prévoir cette sophistique intéressée, il aurait plutôt permis le vin, assurément moins nuisible, que l'alcool et tous ses dérivés. Au retour à travers les plaines de l'Anatolie, nous vîmes les chameaux labourant la terre avec des charrues en bois. La traversée fut vraiment belle et nous rentrâmes enchantés à Péra.

* * *

Le grand dîner, de plus de 400 couverts, que le sultan offrit à l'Empereur Guillaume II et à l'Impératrice d'Allemagne, fut éblouissant. Par une délicate attention, chaque diplomate se trouvait entre deux Turcs. A ma droite et à ma gauche, les deux Pachas, mes voisins, ignoraient totalement la langue française, ce qui évita toute conversation compromettante. Comme le sultan lui-même, tous les invités musulmans n'avaient pas de verre à vin, en sorte que la prescription du Coran, dont je parle plus haut, était rigoureusement respectée. Les laquais étaient trop nombreux, ce qui provoqua une confusion remarquée dans le service. Aussi, un diplomate dit-il, en partant : « C'était vraiment parfait; tout était froid, excepté le champagne. »

* * *

La première fois que j'ai lu, dans les journaux, la nouvelle de la parution d'un iradé impérial, ordonnant le paiement des appoin-

tements des fonctionnaires¹ pour le mois en cours, j'appelai M. A. Lahaille, le premier interprète de la Légation, et lui exprimai mon étonnement que la presse s'occupât d'un événement bien mince et qui devait se renouveler tous les mois. J'appris alors que seulement deux ou trois fois par an, les fonctionnaires recevaient leurs émoluments. Pour le reste de l'année, ils avaient inventé un système très pratique, celui des petits sceaux à apposer sur les pétitions. Celles-ci étaient classées en plusieurs catégories, selon l'importance des affaires. On appliquait un, deux, trois ou plusieurs cachets et l'on payait une taxe proportionnelle, en livres d'or. Le produit de cet impôt graduel était partagé entre les fonctionnaires, d'après une échelle établie. Si l'on réfléchit, ce système était moins vexatoire et plus juste que l'arbitraire des pots-de-vin, autrement dispendieux, de certains pays, prétendument civilisés. Parlant de ces prébendes, Abdul-Hamid dit : « On reproche à nos fonctionnaires de manquer de moralité et de dignité, parce qu'ils recherchent le bakchiche; mais les maigres salaires, que leur paie notre pauvre État, ne sauraient suffire à les faire vivre² ».

* * *

J'eus, à Constantinople, deux incidents protocolaires, concernant la préséance. Le premier, à un grand dîner officiel à l'ambassade d'Autriche-Hongrie, auquel on assistait en habit, avec grand cordon. En arrivant à Constantinople, je trouvai le prince Mavrocordato comme ministre de Grèce : il passait, naturellement, avant moi, dans les réceptions officielles. Mais survint la guerre gréco-turque. Mavrocordato dut recevoir ses passeports et quitter son poste. Contrairement aux usages diplomatiques, généralement admis, le gouvernement hellène, après la signature de la paix, insista pour que le Prince retournât à Constantinople et la Sublime Porte l'agréa de rechef comme ministre. En conséquence, il présenta de nouvelles lettres de créance. Au dîner dont je parle, je remarquai que mon collègue grec était placé avant moi. J'en touchai, discrètement,

1. « Un bon tiers de nos fonctionnaires se compose d'Arméniens » (*Pensées et Souvenirs de l'ex-Sultan Abdul-Hamid*, Neufchâtel, 1916, p. 13).

2. *Ibid.*, p. 22.

un mot, après dîner, au baron Macchio, le priant amicalement de ne pas en parler à son chef, mais de veiller à ce que ce fâcheux précédent ne se renouvelât pas, ce qui serait d'autant plus désobligeant que l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie était Doyen du corps diplomatique et, que, à ce titre, il donnait le ton. Le lendemain matin, le baron Calice, qui était très cérémonieux, se présenta chez moi et s'excusa d'un manquement dû simplement à une vieille habitude de service.

Second incident. A une réception de M. de Nelidow, en arrivant, je lui donnai la main et ne fis aucune attention au conseiller de l'Ambassade, M. Jadowski, qui était à côté de lui. L'ambassadeur de Russie vint me rejoindre quelques minutes plus tard; il me demanda si je ne connaissais pas M. Jadowski. Je lui répondis : « Non; il est vrai que je l'ai trouvé ici, et qu'il est plus âgé que moi (il avait une belle barbe blanche), mais je suis chef de mission. » L'ambassadeur s'en alla chercher son conseiller et me le présenta. Comme je n'avais que quarante ans, M. Edmond Fazy, dans son volume *Les Turcs d'aujourd'hui* (1898), me consacra deux pages et insinua que je devais teindre ma barbe; cela m'amusa beaucoup et je voulus un instant le prier de passer à la Légation avec son meilleur savon, mais je reculai devant les potins que mon défi aurait favorisés, dans un moment qui ne prêtait pas à la plaisanterie.

Si, dans la vie privée, le placement à table ne doit pas être pris au tragique, je considère que, lorsqu'on a l'honneur de représenter son pays, il faut défendre son prestige. Heureusement que le Congrès de Vienne de 1815 et la conférence d'Aix-la-Chapelle de 1818 ont raisonnablement réglé le rang des chefs de missions diplomatiques et l'ordre de préséance, selon l'ancienneté de la présentation des lettres de créance respectives; tous les diplomates qui se respectent respectent le droit acquis des collègues, assurés qu'à leur tour ces collègues respecteront leurs prérogatives.

LE MÉTROPOLITE ROUMAIN.

J'arrive au principal but de ma mission en Turquie : l'affaire du Métropolitain roumain. C'est moi qui ai proclamé le Métropolitain Antim comme chef de l'église roumaine de Macédoine.

L'antagonisme entre les Roumains et les Grecs en Macédoine était à l'état chronique; les persécutions du clergé grec contre les justes revendications des koutzo-valaques (*tzintzari*), qui réclamaient l'emploi de la langue roumaine dans leurs églises et dans leurs écoles, ne faisaient que s'accentuer. A l'origine l'attitude du gouvernement royal fut très prudente. Le 29 février 1880, B. Boeresco écrivait à C. Esarco, ministre à Athènes : « Nous ne devons pas poursuivre une politique agressive, contre personne; sachons conserver, développer et défendre ce que nous possédons; vouloir davantage ne serait pas une simple ambition, mais une vraie folie. » Et cet éminent ministre des Affaires étrangères télégraphiait le 11 juin 1880 à Dém. Ollanesco : « Gardez la plus grande réserve dans toutes ces questions d'agitation en Macédoine. » Le 8 juin 1881, les délégués du peuple valaque de Macédoine, d'Epire et de Thessalie présentèrent aux ambassadeurs, à Constantinople, un mémoire, où ils déclaraient : « Il est juste et logique que les valaques jouissent des mêmes droits et avantages que les Grecs et les Bulgares de l'Empire. » En juillet 1892, les délégués du peuple valaque de Turquie adressèrent au sultan un placet, lui demandant « d'autoriser la nomination d'un chef religieux valaque ».

Mon prédécesseur Michel Mitilineu avait officiellement posé la question. Kiamil Pacha demandait que les koutzo-valaques reconnussent la suprématie du Patriarcat œcuménique, mais Saïd Pacha admettait qu'un chef religieux vînt de Roumanie et fût indépendant; on désignait alors Gherassim Timoush. Riza Pacha repoussa la prétention du Patriarcat d'empêcher l'usage de la langue roumaine dans les églises. A la suite de l'avis favorable du sultan, on considérait la question comme tranchée (télégramme du 23 mars 1892). On décida de créer deux évêchés, l'un à Bitolia (Monastir), l'autre à Janina. L'évêque de Monastir, dans la suite, deviendrait Primat. Mais la Russie prit position contre nous (télégramme du 19 août 1892). Les Grecs menacèrent de fermer toutes les églises roumaines. Le sultan prétendit que les Métropolitains roumains fussent sacrés par le Patriarche grec (télégramme du 24 août 1892). Les délégués roumains furent reçus par le *Moustéchar* du grand vizir. Mais, on trouva cependant quelques valaques grécomanes, qui protestèrent auprès du Patriarcat. Le grand

vizir conseilla aux Roumains de s'entendre avec le patriarche. Les délégués roumains se présentèrent au patriarche, mais celui-ci n'admit qu'un évêque roumain à Monastir, dépendant du Patriarcat.

La lutte était conduite par Apostol Margarit, inspecteur général des écoles roumaines de Macédoine, homme cupide et versatile,¹ dont l'activité et l'esprit d'intrigue donnèrent beaucoup de fil à retordre à tous ceux qui durent s'occuper de cette délicate affaire. Dès le 25 juillet 1878, notre ministère des Affaires étrangères le présente à Sawfet Pacha, grand vizir. Le 28 mai 1894, le Patriarcat adresse un mémoire au sultan. Les délégués roumains proposent comme évêque Ion Georgiade Murnu, de Budapest, que Margarit repousse. Al. Lahovary, ministre des Affaires étrangères, le menace de destitution, s'il ne présente pas un candidat. Enfin Margarit, après trois semaines de réflexion, désigne le Métropolitain Antim de Crusova; les délégués roumains et le gouvernement royal ne l'agrèent pas. M. Radu Sturdza, notre consul général à Constantinople, attaque violemment Margarit. En somme, celui-ci, en dehors de la confiance absolue de D. Sturdza, n'avait que des ennemis. Tel était l'état de discorde à mon arrivée à Constantinople, chargé d'organiser secrètement le fait accompli de la proclamation du métropolitain Antim. Dans ses instructions olographes, D. Sturdza me disait, sous n° 10 : « Ap. Margarit a été et doit demeurer notre homme de confiance, parce qu'il connaît la situation et les hommes, parce que c'est un esprit clair, un homme dévoué à la cause nationale, un agent éprouvé et l'homme de confiance de la Porte et du sultan. » Pour ma part, je ne demandais pas mieux que de collaborer loyalement avec lui; on verra plus loin que la chose était tout à fait impossible et j'expliquerai la raison profonde, pour laquelle D. Sturdza avait une confiance aveugle en lui.

*
* *

En partant en guerre, pour la réalisation de ma mission, je me rappelai ce que J. Balaceano, ancien ministre à Constantinople,

1. *Rapport d'Al. Padeano, n° 25 du 25 février 1897* : « Le Vali Abdul Kérim Pacha m'a dit que M. A. Margarit tantôt incline vers la politique italienne (c'est-à-dire catholique), tantôt vers la russe et tantôt vers l'ottomane et la roumaine. »

écrivait à P. P. Carp, ministre des Affaires étrangères, le 17 novembre 1878 : « Depuis que Abdul-Hamid est monté sur le trône, c'est toujours le sultan qui règne, mais c'est le palais qui gouverne. La Porte a perdu toute autorité. Le seul gouvernement existant aujourd'hui en Turquie, c'est le palais. » En conséquence, tout en renouvelant mes démarches auprès de Rifaat Pacha et de Tewfik Pacha, j'engageai des pourparlers avec le fameux Izzet Bey, secrétaire intime et confident du sultan, et avec Djelaledin Pacha, le chef de la police secrète du Khalife, grand joueur devant Mahomet; à ce dernier, je portai, à un *iftar* (dîner) qu'il m'offrit, 100 000 francs en or effectif; bien entendu, à cause du grand poids de l'or, je fus aidé, dans cette besogne, assez déplaisante, par mon frère, M. Lahaille et l'attaché E.-E. Statesco. Le père de celui-ci, l'éminent homme d'État Eugène Statesco, qui se trouvait à Prinkipo, partageait mon avis : on aurait dû offrir une somme bien plus considérable, mais seulement après la reconnaissance de notre chef religieux. Mais l'entêtement de D. Sturdza fut irréductible. Il fit cadeau, par-dessus le marché, au grand vizir et autres dignitaires de décorations dont les insignes étaient ornés de brillants.

Dès le début de mon action, je ne manquai pas de prévenir le Gouvernement royal, par mon rapport n° 723 du 24 juillet 1896 : « Le seul obstacle sérieux, que nous rencontrerons dans cette affaire, est la prépondérance de la politique russe. » C'est seulement plus tard que je m'aperçus d'un second obstacle tout aussi sérieux : les intrigues de Margarit.

On peut juger de la situation grave où se trouvait l'Empire ottoman, par ce télégramme que j'expédiai à Bucarest le 27 août 1896, sous n° 626 : « L'ambassadeur d'Angleterre (sir Ph. Currie), qui est venu me voir aujourd'hui, m'a dit qu'un changement de règne est indispensable pour mettre une fin à l'anarchie en Turquie. » D. Sturdza en fut tellement alarmé, qu'il me répondit, sous n° 15 496 du 9 septembre : « Les Margarit ne doivent pas connaître communication anglaise, ni personnel de la Légation. » Pour les grandes

1. Lettre olographe de D. Sturza du 24 avril 1897 : « D'ordre de S. M. le Roi, et comme acte spontané de S. M., Mon Auguste Maître, j'ai l'honneur d'envoyer à Votre Excellence la somme de cent mille francs pour les remettre à S. E. Djelaledin Pacha, comme dédommagement pour les pertes subies par ses parents dans leur procès. »

questions d'ordre international, la confiance du ministre des Affaires étrangères dans les Margarit était limitée.

Le 13 novembre, je vis le sultan : « La réception que m'a faite, hier, S. M. le Sultan, après le Selamlik, a été exceptionnellement bienveillante, j'ose dire affectueuse. Après une conversation d'une heure, il est clair que, dans la situation politique actuelle, si critique, l'Empereur des Ottomans attache un grand prix à l'amitié roumaine.... Le sultan reconnaît que les Roumains de Macédoine Lui ont rendu des services signalés... aussi veut-Il améliorer leur sort » (*Rap. n° 922 du 14 nov.*). Le 16 novembre, je télégraphiai sous n° 995 : « Le patriarche admettra peut-être un évêque roumain dans une éparchie quelconque de l'Empire, comme en ont les Serbes, mais jamais un évêque des Roumains de l'Empire, domicilié à Constantinople. » Mais je devais marcher coûte que coûte; c'est ce que je fis.

Dans mon rapport n° 956 du 20 novembre 1896, je racontai le fait suivant : « Avant-hier, j'ai réussi à faire officier une messe, à la cathédrale grecque de Péra, sous le prétexte de mon jour de naissance; l'office fut célébré par S. S. Métropolitte Basile d'Antialo membre du Saint-Synode œcuménique, assisté par S. S. l'ancien Métropolitte d'Alexandrie, Antim, et par S. S. l'évêque de Péra, Gherassime.... » Nous voulions établir officiellement la situation régulière du Métropolitte Antim, aujourd'hui l'élu du peuple roumain comme premier Métropolitte des Roumains de l'Empire ottoman.... « Le patriarche avait mandé son grand vicaire pour assister à l'office. Après la cérémonie, celui-ci est venu me présenter les félicitations et les bénédictions de Sa Sainteté. Me trouvant à côté du Métropolitte Antim, j'ai fait semblant de le voir pour la première fois. » Dans la soirée du même jour, les quatre délégués du peuple roumain : le Père N. Cornatesco (de Crusova) et MM. G. Hagi Goga (de Véria), H. Gogiaman (de Bérat) et Chr. Zega (de Florina), signèrent le procès-verbal, par lequel ils élisèrent S. S. le Métropolitte Antim en qualité de *premier Métropolitte des Roumains de l'Empire ottoman*.

Enfin, je saluai l'événement si longtemps attendu, par mon télégramme n° 1035 du 4 décembre 1896 : « C'est le jour le plus heureux de ma vie, celui où je puis annoncer à Votre Excellence que, ce matin, S. S. Antim a célébré la messe à la chapelle roumaine d'ici, assisté de deux prêtres. » Il y eut des difficultés, par suite de

la mauvaise volonté d'Ap. Margarit. En effet, l'attaché Statesco, dont la nomination n'avait pas encore été communiquée à la Porte et que j'avais chargé de veiller, m'écrivit ce petit billet au crayon : « Margarit prétend qu'aujourd'hui on ne peut que consacrer l'église et que la présence du public, qui ébruiterait la chose, serait nuisible; on ne dirait donc la messe que demain. » Je donnai immédiatement l'ordre de procéder à l'office religieux, ce qui fut fait.

A Bucarest, cette nouvelle fit perdre la tête au monde politique. Dans la séance du Sénat du 22 novembre (v. st.), C. Stoïcesco, ministre des Affaires étrangères, fit un enthousiaste éloge de la Turquie et termina son discours en criant : « Vive le Sultan ! » Je m'empressai de télégraphier, sous n° 1 066 : « V. E. aurait déclaré que S. M. le Sultan a déjà reconnu notre Métropolitain. Il faut rectifier au *Moniteur Officiel*. V. E. sait que le Sultan n'a même pas été saisi officiellement de la question et que le fait accompli, proclamé par les Roumains, ne pourra être accepté qu'à la suite de laborieuses négociations ». La presse roumaine, emboîtant le pas au ministre des Affaires étrangères, annonça que le Métropolitain était d'ores et déjà reconnu. Je demandai que les faits fussent loyalement présentés dans leur lumière : « Nous aurons encore à lutter contre des influences puissantes, qui nous sont défavorables, parmi lesquelles la plus redoutable est celle de la Russie. » Sur ce point, je revins à la charge, par mon rapport n° 1113, du 3 décembre 1896 :

J'insiste à nouveau pour que notre opinion publique soit éclairée sur cette question, si complexe, afin de n'avoir pas de désillusions.... M. Sturdza sait très bien que nous craignons un coup de la police ottomane, comme cela est arrivé aux Bulgares, en 1869; quant à la reconnaissance du Métropolitain, j'ai toujours dit, et S. M. le Roi le sait aussi, que nous nous estimerons heureux, si nous pouvons l'obtenir après six mois, au plus tôt. » Paraillement, par mon télégramme n° 1103 du 14 décembre 1896 : « Il est très regrettable que les deux journaux officiels aient annoncé la reconnaissance du Métropolitain par le sultan et que cette exagération n'ait pas été rectifiée par un communiqué au *Moniteur officiel*.... Primo : nous avons obtenu le succès de la reconnaissance du peuple roumain de Turquie; secundo : dans la question du Métropolitain, les Roumains de l'Empire, spontanément, ont proclamé un fait accompli et les autorités impériales n'ont pas arrêté le Métropolitain, comme elles ont arrêté, en 1869, les trois

évêques bulgares, qui, n'osant pas célébrer la messe ici, étaient allés le faire à Ortakeuy; à la demande du Patriarcat, ils furent exilés à Ismith.... J'espère que Votre Excellence déclarera au Parlement que nous ne saurions nous mêler d'une question pendante entre les sujets dévoués d'un État ami et leur Souverain bienveillant. »

La réaction grecque ne se fit pas attendre : « Patriarche œcuménique ayant demandé, par une note à la police, d'empêcher l'installation illégale d'une Église roumaine à Péra, rue Yazadji, n° 52, le directeur des Cultes, Ziver Bey, répondra qu'il ne s'agit nullement d'une nouvelle église, mais d'un oratoire, où tout prélat est en droit d'officier » (mon télégramme, n° 1 061 du 23 novembre 1896). L'agitation panhelléniste se déclancha : les Grecs de Galata firent une démonstration hostile devant l'oratoire roumain : « Ayant appris que la police voulait, non seulement fermer, mais supprimer la chapelle roumaine, je suis allé aujourd'hui voir le grand vizir.... Celui-ci m'a dit que, d'après les lois de l'Empire, aucune église ne saurait exister sans firman.... Le patriarche avait demandé l'arrestation de notre Métropolitte » (mon télégramme n° 1 073 du 26 novembre). Par acquit de conscience, j'allai aussi au Patriarcat :

« J'ai eu, cet après-midi, une entrevue d'une heure et demie avec le patriarche œcuménique.... Je ne vois aucune possibilité d'entente avec le patriarche, dont l'obstination m'a frappé (mon télégramme n° 1009 du 29 novembre). Voici quelques lambeaux de ma conversation avec le patriarche : Les Roumains, dis-je, réclament un chef spirituel de leur race, Evêque ou Métropolitte, comme en ont toutes les nationalités de Turquie, même les Israélites et les Arméniens. Le patriarche Anthyme m'a dit qu'il se rappelle de l'existence d'un Métropolitte valaque à Philippopoli. Je lui répondis que les Roumains se soucient peu qu'il y ait quelque évêque roumain à Smyrne, en Palestine, ou ailleurs; ils réclament un chef religieux là où ils se trouvent en plus grand nombre.... Le patriarche riposta que si l'on demandait aux Roumains s'ils veulent marcher avec les Grecs ou avec les Bulgares, ils préféreraient les Grecs. A cette objection, je répliquai qu'à une semblable question, sûrement les Roumains répondraient : Nous ne voulons marcher, ni avec les Grecs, ni avec les Bulgares, mais nous voulons demeurer Roumains, sujets dévoués de S. M. le sultan » (*Rap.* n° 1063 du 5 déc. 1896).

Je reçus les félicitations du Gouvernement royal : « S. M. le Roi a été très satisfait de la réussite que vous m'avez communiquée...

Question est entrée dans une nouvelle phrase, mais difficultés étaient prévues » (*Tél. n° 21 465, du 13 déc. 1896*).

La Grèce finit par s'immiscer officiellement dans l'affaire :

« Tewik Pacha m'a avoué que Mavrocordato s'agite beaucoup et qu'il est venu le voir dans la question de notre Métropolitite; il ne s'est plus gêné de lui laisser entendre que les Grecs étaient disposés à provoquer un scandale, au cas où les prérogatives du Patriarcat seraient méconnues par la Sublime Porte. Il m'a révélé que le grand vizir, sans la crainte de troubles et d'émeutes de la nombreuse population grecque d'ici, n'aurait pas eu de difficulté à trancher l'affaire qui nous intéresse » (*Rap. n° 1128 du 18 déc. 1896*).

La tournure que prenaient les choses irrita notre ministre des Affaires étrangères; je reçus de M. Stoïcesco, le télégramme n° 1 414 du 20 janvier 1897, où on lisait ce passage :

« Après le refus du Patriarcat, notre question étant portée devant le grand vizir, qui en saisira le Conseil des Ministres, attirez l'attention de M. Ap. Margarit qui doit user de tout *son crédit personnel auprès du grand vizir*, pour qu'il nous accorde une solution favorable; au cas contraire, il conviendra lui-même que *son crédit personnel ici* ressentira une atteinte sérieuse. »

Abdurahman Pacha, ministre des Cultes, m'ayant demandé si les Roumains sont absolument décidés à se séparer définitivement du Patriarcat œcuménique, par un schisme, je n'ai pas hésité à répondre catégoriquement par l'affirmative (*Rap. n° 38 du 26 janv. 1897*).

Mais l'Empire dualiste, notre allié, prit également position contre nous : « L'ambassadeur Calice, ambassadeur d'Autriche-Hongrie, m'a avoué que le moment ne lui paraît pas favorable pour qu'il interviene » (*Ib.*). Je ne trouvai un appui, du reste inefficace, que dans la Serbie : « Ministre Wladan Georgevitch m'a déclaré qu'il est indigné du patriarche grec et qu'il prévoit qu'à bref délai, les Serbes imiteront les Roumains et proclameront le schisme » (*Ib.*). La Serbie était conséquente avec elle-même : déjà le 18 avril 1896, la Légation de Serbie à Bucarest remit à notre Foreign Office la copie d'un ordre qu'elle avait reçu de Belgrade sur un projet de réconciliation entre l'Exarcat bulgare et le Patriarcat œcuménique qui :

« doit abandonner définitivement son attitude d'exclusivité hellénique.... Les Serbes et les Roumains ont le même intérêt pour que cette nouvelle

attitude du Patriarcat ne soit pas exclusivement au profit des Bulgares... Vous ferez la proposition à M. Sturdza que les gouvernements serbe et roumain déclarent qu'ils se réservent le droit de demander pour leurs conationaux en Turquie l'application des mêmes principes, qui seraient proclamés par cet arrangement entre le Patriarcat et l'Exarcat. »

En mai 1896, M. Christitch remit une note, où on lisait :

« L'administration turque désignait, dans les *noufous-teskérés*, délivrés aux sujets non musulmans, toujours la religion et jamais la nationalité; et comme les Serbes, les Roumains, les Grecs et les Bulgares étaient tous orthodoxes, elles les désignait comme *roum-mileti*. Depuis la création de l'Exarcat... seuls les Bulgares sont désignés par le nom de *Bulgar mileti*.... La suite en était que les Serbes et les Roumains, qui continuaient à être désignés comme *roum mileti*, étaient considérés comme Grecs. »

Il y avait donc partie liée entre la Roumanie et la Serbie, dans la question des réformes projetées en Turquie.

Le 26 janvier 1897, les quatre délégués roumains adressèrent au grand vizir, aux ministres et aux hauts dignitaires du Palais une requête identique, où ils demandaient au nom du peuple valaque de la Turquie « qu'il soit procédé sans retard aux formalités bureaucratiques voulues, en vue de la reconnaissance par les divers départements de l'État d'Antim Effendi comme premier Métropolitain, conformément à l'iradé impérial promulgué à cet effet. » Le 1^{er} février 1897, le Métropolitain Antim adressa également une requête aux mêmes personnages; en voici un extrait : « Je me permets, de mon côté aussi, de vous prier respectueusement de vouloir bien intervenir aux fins que ma qualité de chef spirituel du peuple valaque de l'Empire soit officiellement reconnue aussi par les Départements de l'État et que je puisse fonctionner, à l'instar des chefs spirituels des autres peuples non musulmans de la Turquie. »

Malgré la menace du gouvernement royal, mon principal aide ne m'aidait pas non plus.

« Il m'a fallu deux semaines pour déterminer M. Ap. Margarit à aller chez le grand vizir.... Toute notre action a été entamée à la suite de l'affirmation catégorique de M. Margarit que nous pouvons compter sûrement sur l'appui de Rifaat Pacha.... Je n'ai pas manqué d'attirer sérieusement l'attention de M. Margarit sur sa responsabilité dans cette affaire.... D'aucuns prétendent qu'il est, au fond, l'adversaire de la création

d'un Métropolitain roumain, qui prendrait la direction du peuple roumain de l'Empire ottoman¹. »

Dans ce même télégramme j'ajoutai que :

« Les trois Ambassadeurs amis reconnaissent que le moment ne leur semble pas bien propice pour intervenir auprès de la Sublime Porte, harcelée de toutes parts par de graves soucis. »

Cette information était corroborée par une autre information de mon frère : « Dans une conversation que le ministre de la Justice a eue avec l'ambassadeur d'Allemagne, le baron Saurma lui a dit qu'en ce moment il y a des questions trop graves à l'ordre du jour, pour que la reconnaissance de notre Métropolitain puisse être obtenue de suite² ». On sait que l'insurrection de Crète et la guerre Greco-Turque ne devaient pas tarder à éclater.

Le 12 février 1897, S. S. Antim adressa à S. M. le Roi Carol I^{er} une lettre olographe, où on lit : « Il est vrai que dernièrement des démarches nombreuses ont été entreprises de la part du Patriarcat grec, afin de me convaincre de changer d'opinion... mais l'humble soussigné, étant d'origine roumaine, je reste fidèle à mes principes et convictions; je n'abandonnerai pas la noble lutte. » Ces instances phanariotes persistèrent longtemps, puisque le 12 octobre 1897, le Métropolitain H. Ghermanos (Caravanghelis) adressa à Antim une lettre, où on peut lire : « Jusqu'à la fin, ton jugement mûri et tes bons sentiments vaincront et tu retourneras dans les bras de notre malheureuse mère, l'Église... Tu sais bien et je suis en situation de t'assurer officiellement que l'Église te pardonnera. »

Serré de près par mes innombrables démarches, soit au palais, soit à la Porte, le sultan compliqua davantage notre affaire, en la liant à un projet d'union balkanique. Voici le résumé de la conversation que j'eus avec le Padishah le 20 mars 1897 : « Vous connaissez, m'a dit avant-hier le sultan, la situation politique du jour dans tous ses détails et les difficultés que j'ai avec la Grèce. Je désirerais beaucoup savoir quelle sera l'attitude future de la Roumanie en cas de conflagration.... L'idée conductrice de ma politique a toujours été de grouper des États balkaniques, parmi lesquels je compte aussi la

1. Rapport n° 96, du 28 janvier 1897.

2. Télégramme n° 574 du 30 avril 1897.

Roumanie, pour former une fédération, qui puisse résister aux entreprises de conquête de tout État étranger. » Cela concordait avec le projet de confédération orientale, que Madjid Pacha, plénipotentiaire ottoman, à la signature, à Bucarest, de la paix entre la Serbie et la Bulgarie, nous proposa, en 1885, à l'époque où j'étais directeur politique au ministère des Affaires étrangères. « La Serbie et la Bulgarie, continua le sultan, sous la pression d'une des grandes puissances, pourraient se tourner contre la Turquie, c'est pourquoi je désire connaître les intentions intimes de S. M. le roi Carol et de son gouvernement. Je répondis que, devant, dans un mois, me rendre en Roumanie, je ne manquerai pas de communiquer au roi et au gouvernement royal les vues du sultan¹. » Peu de temps après, cette idée se transforma en une proposition d'alliance : « A la suite de l'invitation du sultan, je me suis rendu à Yildiz Kiosk... Tahsin Bey, premier secrétaire, m'a dit que les relations actuelles entre les deux États, si amicales, doivent être précisées par une entente.... Sa Majesté propose, très confidentiellement, la signature d'une Convention militaire secrète entre la Turquie et la Roumanie. Ayant demandé si cette convention serait offensive et défensive, ou seulement défensive, Tahsin Bey me répondit que le sultan n'avait pas précisé à ce sujet². »

Revenu au pouvoir, M. Sturdza commençait à s'impatienter. Le 3 juillet 1897, il m'adressa les instructions suivantes (n° 12, 568) : « La question macédonienne est comprise dans la reconnaissance par le sultan d'un Métropolitain roumain dans l'Empire ottoman.... Ap. Margarit a tenu et tient seul le fil conducteur de cette question.... Aucune action favorable à nos intérêts n'est possible en Macédoine et dans l'Épire sans le conseil et l'action de Margarit.... Pendant la guerre, espérant la victoire de la Grèce et le désaccord entre les puissances, la Bulgarie et la Serbie ont présenté des requêtes concernant les Bulgares et les Serbes de Turquie; quelques-unes de ces demandes ont été satisfaites.... Nous, nous n'avons pas voulu troubler les négociations de la paix par des questions incidentes.... Le moment est venu d'approuver nos demandes.... 1° J'insiste qu'une parfaite

1. Rapport n° 415, du 22 mars 1897, adressé à M. P. S. Aurélian, président du Conseil.

2. Ma lettre de cabinet du 4 mai 1897.

entente s'établisse entre le représentant de S. M. le roi à Constantinople et M. Ap. Margarit; 2^o A partir du dimanche 11 juillet, on célébrera la messe dans la chapelle roumaine de Péra; 3^o Vous remettrez au sultan vos mémoires; 4^o Provoquer de nouvelles pétitions des Roumains au sultan; 5^o Faire une statistique des Roumains de Macédoine et d'Épire. » Mon chef m'adressa encore la note n^o 13 529, du 16 juillet 1897 : « J'ai dit à Munir Pacha (de passage à Bucarest) : Les Grecs sont écrasés et les Turcs, pour quelque temps, ont un ennemi de moins. Toute l'attention doit être dirigée vers la Bulgarie, plus dangereuse, parce qu'elle offre un État mieux organisé militairement et plus soutenu politiquement.... Le sultan doit organiser militairement et civilement la Macédoine et l'Épire, pour empêcher une action des Bulgares; il faut relever l'élément roumain.... Les Grecs et les Bulgares profitent de leurs églises contre la Turquie; il est politique que les Roumains profitent de l'Église dans l'intérêt de la Turquie. »

Mais au milieu des préoccupations de la Porte, notre affaire ne pouvait pas avancer : « J'ai eu, hier chez le sultan, une audience qui a duré une heure et demie.... Abdul-Hamid m'a dit qu'il ne saurait donner immédiatement une solution à notre requête, au milieu des négociations de la paix.... La question de la nomination des évêques est devenue une question éminemment politique.... L'ambassadeur de Russie est venu dire à Sa Majesté que la foi orthodoxe s'oppose à ce que deux évêques orthodoxes fonctionnent simultanément dans une même ville.... Je me suis permis de soutenir juste le contraire : le moment actuel est le plus favorable, puisque les Grecs sont découragés; à la suite de leur guerre, si désastreuse, le Patriarcat ne peut plus prendre une attitude menaçante.... Le sultan a pris l'engagement de trancher cette affaire après la conclusion de la paix.... Votre Excellence sait que je ne me suis jamais fait de grandes illusions sur les dispositions de la Sublime-Porte à l'égard de la reconnaissance d'un Métropolitain roumain.... Il serait peut-être temps de faire sérieusement comprendre à la Porte que nous ne saurions nous laisser constamment bernier par de belles promesses, jamais réalisées¹. »

Peu de temps après, je reçus le texte du projet d'alliance, dont

1. *Rapport n^o 998, du 12 juillet 1897.*

j'ai donné la partie essentielle dans le premier chapitre de ce récit. Je partis pour Aix-les-Bains, d'où j'adressai à M. Sturdza la lettre suivante, datée du 7 septembre 1897 :

« Voici la substance de la conversation que j'aie eue avec le sultan, dans mon audience de congé du 31 août et que je vous ai résumée verbalement à mon passage à Sinaïa.... Sa Majesté profite de mon voyage en Roumanie, pour revenir sur sa proposition d'alliance... qui serait seulement défensive.... Mais le sultan n'exclut pas l'éventualité d'une velléité d'extension territoriale de notre pays.... Il désire qu'à mon retour je sois accompagné d'un officier supérieur d'État-Major, qui aurait pour mission d'étudier à l'aise tous les détails techniques militaires.... La question de la reconnaissance de notre Métropolitain serait facile à trancher.... Mais dites que la signature d'une entente est devenue une nécessité supérieure. Que peut cacher cette persistance du sultan de nous demander un Traité d'alliance?... Sommes-nous en présence d'une *échappatoire*, dans le but d'ajourner la solution de la création d'une église roumaine en Turquie, en nous demandant, en échange, ce qu'il sait bien que nous pouvons difficilement accorder? Ou bien, en vérité, le sultan se croit-il menacé par la Bulgarie et cherche-il à s'assurer avec notre aide? »

Pendant mon absence, je laissai M. Nic. Misu en qualité de chargé d'affaires. La Sublime-Porte recommença avec lui le même jeu. En effet, le 4 août, notre représentant intérimaire télégraphiait, sous n° 1 225 : « Grand vizir m'a assuré qu'aussitôt la paix signée, le Bérat pour Métropolitain roumain serait accordé; » et le 18 septembre, sous n° 1 287 : « Le grand vizir m'a chargé de vous assurer que bientôt le Bérat serait accordé.... Avant l'ouverture des Chambres, la reconnaissance du Métropolitain Antim serait un fait accompli. » Mais l'affaire de l'alliance reparut bientôt. Voici le texte du télégramme de M. Misu, n° 1 312, du 25 septembre 1897 : « Le sultan m'a dit que, pour terminer la question du Métropolitain roumain, il attendait la réponse de S. M. le Roi à la communication qu'il lui avait fait parvenir par M. Djuvara. » A Bucarest, les pourparlers tournaient dans le même cercle vicieux. Voici la déclaration que le roi Carol fit à Kiazim Bey, ministre de Turquie, le 8 octobre, telle qu'elle est formulée par la lettre de M. Sturdza du 8 octobre 1897 :

« La première condition pour la conclusion d'un Traité d'alliance est d'en assurer le secret : or, cette première condition n'a pas été observée.... Des indiscretions ont été faites aux journaux.... Le texte proposé du Traité à

conclure ne parle ni de l'engagement des parties de tenir le secret du Traité, ni des garanties à prendre pour l'observation du secret.... Il faut faire taire tous les bruits engagés autour de cette question, pour pouvoir en reprendre, plus tard, le fil, en temps opportun.... Des communications analogues ont été faites aussi à la Bulgarie et elles ont en vue la formation d'une Confédération balkanique, qui n'est pas une idée pratique.... Pour arriver à donner un corps aux propositions du sultan il faut avoir bien préparé le terrain dans le pays.... Il faut commencer les réformes en Turquie *motu proprio* par l'Église roumaine.... La reconnaissance du Métropolit roumain est tout à l'avantage de l'Empire, car elle soustrait les Roumains de l'Empire à une dénationalisation certaine par les Bulgares, les Grecs ou les Serbes.»

M. Sturdza, excédé, finit par se fâcher. Dans sa lettre du 10 octobre, adressée à M. Misu, il dit :

« Je vous prie d'attirer l'attention de MM. Margarit père et fils¹ sur le moment actuel, que nous ne retrouverons plus, si nous le noyons dans des querelles et des nervosités; nous nous rendrions coupables d'avoir oublié la cause du roumanisme pour nos ambitions et nos intérêts personnels. La politique du Royaume, qui est le noyau indépendant de notre race, est dirigée par le roi de Roumanie et non par des initiatives du dehors. »

Le 6 novembre, il lui expédia deux télégrammes chiffrés. Dans le premier, sous n° 21, 009, il se lamente :

« Gouvernement royal est profondément froissé des procédés de la Porte, qui cède aux menaces des Bulgares et n'a aucun égard pour l'attitude amicale et délicate de la Roumanie.... Exigez promesse écrite qu'immédiatement après signature paix Antim et Métropolit de Durazzo seront reconnus par Bérat comme Métropolités des Roumains, Antim avec préséance. »

Dans le second, sous n° 21, 010, il admonestait :

« Vous direz à Margarit, de ma part, ce qui suit : Depuis quelque temps, j'ai remarqué qu'il est sorti de son rôle et accentue le désir de diriger lui-même, de sa propre initiative, les relations entre la Roumanie et la Porte. Ceci est inadmissible. J'espère qu'il rentrera dans son rôle et qu'il mettra fin aux dissentiments absurdes avec la Légation royale, dont il doit suivre, mais pas critiquer les indications qu'elle est chargée de lui fournir de la part du gouvernement royal. »

1. Télégramme du même, n° 16 201, du 24 septembre 1896 : « Ce n'est pas p. Margarit qui est aujourd'hui juge opportunité exécution et mise en scène du programme, mais bien le gouvernement de S. M. le Roi. »

De retour à Constantinople, j'adressai à mon chef le rapport n° 1 592, du 27 novembre 1897 :

« Ainsi que Votre Excellence le sait, la question de la reconnaissance du Métropolitte Antim n'a pu faire de progrès, pendant mon absence du poste, malgré les instantes démarches de M. Nic. Misu.... J'ai été reçu aujourd'hui en audience par le sultan.... J'ai dit à Sa Majesté que le Roi est froissé et peiné de voir que les menaces bulgares pèsent plus dans la balance que l'amitié de la Roumanie.... Pendant la dernière guerre, les Roumains ont prouvé leur fidélité à l'Empire.... La résidence de notre Métropolitte resterait à l'appréciation de Sa Majesté et du gouvernement impérial.... A la suite de cette audience, je suis plus que jamais convaincu que le sultan a peur de créer une nouvelle Église dans son Empire. Pendant notre conversation, il a demandé à Munir Pacha de rapprocher sa chaise et de traduire mes paroles à voix basse; il regardait inquiet autour de lui, craignant d'être entendu. Et, en effet, dans la salle d'attente, se trouvait M. Jadowski, chargé d'affaires de Russie; on aurait dit que, petit et ramassé dans son manteau, Abdul-Hamid restait bien humble devant l'ombre même du colosse moscovite. »

Pour faire connaître, en détail, la suite des négociations, je donne ci-après, sans commentaires, quelques extraits de mes télégrammes ou rapports de la fin de 1897 et de l'année 1898, sur les deux *leitmotifs* dissonants : reconnaissance du Métropolitte, mais conclusion d'une alliance.

Rapport n° 1 623, du 4 décembre 1897 : « Le grand vizir m'a dit que le Bérat de reconnaissance aurait pu être donné au Métropolitte Antim, si la proposition du sultan, concernant la conclusion d'une alliance entre la Turquie et la Roumanie avait été acceptée.... Je répliquai qu'un Traité d'alliance, signé en ce moment, quand la Triple et la Double Alliance tâchent d'arrondir les aspérités politiques, tomberait comme une bombe. »

Rapport n° 1 780, du 27 décembre 1897 : « L'un des motifs de l'opposition du Patriarcat du Phanar à la nomination de nouveaux évêques orthodoxes est que, de la sorte, il perdrait un revenu sérieux.... Le Patriarcat espérait récupérer les 35 millions de francs que la Roumanie lui avait offerts jadis, pour le dédommager de la séquestration des couvents dédiés; il ne peut se consoler de les avoir refusés. » Sur cette question, M. Jean D. Tantalides, directeur de la correspondance du Patriarcat œcuménique, m'adressait, d'ordre du patriarche, le 27 février 1899, une lettre me rappelant notre conversation à ce sujet. Il y reproduisait un extrait de la lettre du prince Carol adressé à S. S. le patriarche de Constantinople, le 15 janvier 1869 : « Dans mon discours du trône, je manifestais l'espoir et le désir d'arriver-

bientôt, moyennant une base et des termes mutuellement acceptables, au règlement définitif de la question pendant des Monastères dédiés. Les Chambres se sont déclarées prêtes à réaliser les engagements antérieurs. » Il reproduisait encore un extrait du protocole n° 15 du Congrès de Berlin (séance du 8 juillet 1878), la réponse de S. M. le roi Carol I au patriarche (en date de novembre 1879) et la note des Plénipotentiaires ottomans du 31 mars 1878, adressée aux Plénipotentiaires russes à San Stefano; il rappelait qu'en mars 1880, deux délégués du Patriarcat allèrent inutilement à Bucarest et enfin que le 21 août 1881, la Sublime-Porte invita les Puissances à une action commune pour la solution de la question. Il est clair que le clergé grec ne se faisait aucune illusion, mais le gouvernement ottoman était enchanté de nous donner ce croc-en-jambe, pour éluder la reconnaissance de notre chef religieux.

Note de M. Sturdza n° 25 127, du 12 janvier 1898 : « Un refus ou un ajournement de la question de la reconnaissance du Métropolitain Antim créerait une nouvelle situation. Ce serait mal, que des relations qui, hier, paraissaient intimes, se refroidissent pendant l'espace d'une nuit.... Les mésintelligences personnelles, de quelque nature qu'elles soient et quelles qu'en soient les causes, doivent cesser et le devoir du service doit primer toute l'action. Les mésintelligences, entre hommes appelés à travailler ensemble gâtent les meilleures positions et n'épargne personne de responsabilité. »

Mon rapport n° 8, du 15 janvier 1898 : « Je continue à être incrédule concernant la solution de notre affaire.... Le mot d'ordre paraît être : en échange de l'octroi du Bérat du Métropolitain Antim, la Turquie demande la conclusion d'un Traité d'alliance. »

Rapport n° 22, du 17 janvier 1898 : « Noury Bey, secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, m'a dit que la question de la reconnaissance du Métropolitain Antim est subordonnée à celle de la conclusion d'un Traité d'alliance. »

Rapport n° 35, du 24 janvier 1898 : « Fixant le prix du Bérat du premier Métropolitain des Roumains de l'Empire ottoman, Tahsin Bey a insinué, ce que je savais déjà, que ce sacrifice ne pourrait être fait par la Sublime-Porte qu'en échange d'un autre sacrifice de notre part : la conclusion d'un Traité d'alliance. »

Télégramme n° 106, du 9 février 1898 : « Tewfik Pacha a dit à l'ambassadeur d'Allemagne que la question de notre Église est une question d'argent pour le Patriarcat. »

Télégramme de M. Sturdza, n° 1 761, du 10 février 1898 : « Nous renvoyer au patriarche de Constantinople, c'est tâcher ouvrir question couvents dédiés, à jamais fermée. »

Rapport n° 169, du 26 février 1898 : « Le baron Testa m'a dit que le sultan aurait prononcé textuellement ces paroles : « Est-il prudent, au moment même où j'ai pu éteindre un incendie, d'en allumer un autre? »

Rapport n° 331, du 2 avril 1898 : « Le sultan m'a déclaré qu'il attend

un moment favorable pour trancher favorablement l'affaire de l'Évêché roumain et que ce moment Lui paraît prochain. »

Rapport n° 444, du 25 avril 1898 : « Le baron Calice m'a dit que le comte Goluchowski a dû déjà expliquer à Votre Excellence la difficulté pour l'Autriche-Hongrie d'intervenir auprès de la Sublime-Porte dans des affaires d'ordre ecclésiastique. D'un autre côté l'Empire dualiste est obligé de ménager le Patriarcat œcuménique, attendu que, en Bosnie et en Herzégovine, il possède des Églises orthodoxes, qui dépendent de ce Patriarcat. Mon impression est que la diplomatie austro-hongroise est contre le but que nous poursuivons.... La chose est confirmée par le rôle actif de l'Autriche-Hongrie dans la propagande catholique dans la péninsule balkanique.... Elle espère convertir toute la population roumaine de la Macédoine.... Ainsi notre action patriotique paraît être contrecarrée, non seulement par la Russie, mais aussi par l'Autriche-Hongrie. »

Ma lettre de cabinet du 21 mai 1898 : « Le seul moyen qui nous reste, pour trancher cette question, me paraît être la création d'une chapelle dans le local de la Légation.... L'exarcat bulgare en avait une pareille.... Le Métropolitain Antim pourrait y chanter la messe tous les dimanches et y pourrait surtout sacrer des prêtres roumains.... De semblables chapelles se trouvent dans les Ambassades et à la Légation de Grèce.... M. Ap. Margarit partage mon avis. »

Ma lettre de cabinet du 23 mai 1898 : « Les promesses d'Ahmed Djelaledin Pacha ont été mensongères; comme je l'avais prévu, le fameux iradé impérial n'a pas paru dimanche. Pas même la décoration du Métropolitain, annoncée par notre premier interprète, n'a pas été conférée, quoique je n'accorde absolument aucune importance à un pareil fait. Je ne partage pas les vues de M. Lahaille, qui pense qu'on peut trancher de grandes questions, comme celle de la création de nouvelles églises dans l'Empire ottoman, par l'obtention de récompenses honorifiques dépréciées. »

Rapport n° 849, du 12 août 1898 : « J'ai trouvé le grand vizir effondré physiquement et plus timoré que jamais : il est la parfaite image de l'Empire ottoman : très vieilli, pâle et l'œil terne, plus laconique que jamais; il n'oppose plus que cette phénoménale force passive, qui suffit à la Turquie pour résister à la pression de toutes les puissances européennes coalisées.... M'ayant dit que nous devons encore attendre que notre affaire mûrisse, je lui ripostai qu'un fruit ne peut pas rester stationnaire : il doit ou bien mûrir, ou bien pourrir; Votre Altesse pourrait-elle me préciser vers quelle époque mûrira le fruit qui s'appelle le Bérat du Métropolitain Antim? »

Lettre de cabinet du 20 août 1898 : « Ahmed Djelaledin Pacha a dit à M. Lahaille que nous devrions profiter de l'arrivée ici de l'Empereur d'Allemagne, qui pourrait toucher au sultan un mot en notre faveur. »

Télégramme n° 1 164, du 13 décembre 1898 : « Sultan m'a dit qu'Izzet Lui a communiqué, quelques minutes avant mon arrivée, que le ministère

des Cultes tranchera l'affaire de la reconnaissance du Métropolitain Antim dans trois ou quatre jours.... Sa Majesté m'a promis formellement de renouveler aujourd'hui même Ses ordres en conséquence, afin que je puisse faire mes dévotions de Noël dans la chapelle roumaine. »

Télégramme n° 1 109, du 14 décembre 1898 : « Le grand vizir m'a dit qu'il continuera à fermer l'œil sur l'existence de la chapelle roumaine et garantit que le Métropolitain Antim ne sera pas molesté.... L'Exarque n'a été reconnu qu'une année après la proclamation du schisme.... L'ambassadeur d'Autriche-Hongrie est venu aujourd'hui chez moi et m'a conseillé de ne pas brusquer les choses. Vous avez fait un coup adroit, m'a-t-il dit; attendez un autre moment opportun pour le répéter. »

L'année 1899 nous trouva donc dans la même incertitude, adoucie malaisément par des compliments et par de bonnes paroles d'encouragement, ne portant pas à conséquence. J'en avais pris mon parti, d'autant plus que jamais je ne m'étais fait d'illusions. Je ne fus donc pas surpris, lorsque le sultan me fit appeler en février :

Je me suis rendu au Palais d'Yildiz Kiosk, appelé d'ordre supérieur, par une lettre du premier secrétaire du Sultan, Tahsin Bey.... Tout en faisant des vœux que la Bulgarie ne bouge pas, pour le moment, Sa Majesté voudrait, dans l'hypothèse contraire, connaître, au préalable, quelle serait l'attitude éventuelle de la Roumanie.... J'ai posé, en principe, et tout en déclarant que notre conversation avait un caractère purement académique, que trois cas bien distincts pourraient se produire : 1° L'éventualité de troubles locaux, provoqués, en Macédoine, par des comités révolutionnaires, avec ou sans l'assentiment du gouvernement princier; les autorités impériales en auront facilement raison; 2° L'éventualité que le gouvernement prenne fait et cause avec les agitateurs bulgares, ce qui ferait éclater la guerre, que redoute le sultan; dans cette hypothèse, la Bulgarie, étant seule et ne pouvant compter sur le concours effectif ni de la Roumanie, ni de la Serbie, la Turquie n'aura pas de peine à tenir tête à la Principauté vassale, comme elle a déjà tenu tête à la Grèce; 3° L'éventualité d'une complication européenne; une pareille hypothèse ne paraît, en ce moment, nullement réalisable, par suite de l'attitude identique des cabinets de Saint-Petersbourg et de Vienne.... Notre action en Orient est diamétralement opposée à celle de la Bulgarie : nous voulons une Turquie forte et accessible aux progrès modernes, tandis que tous les efforts des Bulgares tendent à affaiblir et à démembrer l'Empire ottoman.... La Roumanie ne peut pas être soupçonnée de chercher, en Macédoine, des acquisitions territoriales, comme la Bulgarie¹. »

1. *Rapport n° 165, du 20 février 1899.*

Une semaine après, je retournai à Yildiz Kiosk :

« S. M. I. le Sultan a bien voulu me recevoir en audience privée, après la cérémonie du Selamlık.... L'impression du sultan est également que la paix ne sera pas troublée, grâce aux efforts combinés des cabinets européens, principalement de ceux de Saint-Pétersbourg et de Vienne.... En ce qui concerne la création d'une Église roumaine dans son Empire, pour la première fois Sa Majesté Impériale a affirmé que la principale difficulté, qui s'opposerait à nos vœux, serait une question d'argent. Le sultan a dû faire de grands sacrifices d'argent et assurer au Patriarcat œcuménique une rente annuelle de mille livres turques pour obtenir des évêques aux Bulgares.... Je demandai catégoriquement au sultan si Sa Majesté pensait qu'un sacrifice pécuniaire suffirait pour trancher l'affaire définitivement. Visiblement embarrassé, le sultan s'est rétracté en partie, tout en maintenant qu'une entente avec le Patriarcat pourrait s'établir¹. »

Voici la dernière note de M. D. Sturdza, n° 3 517, du 2 mars 1899, exhalant son amertume :

« Si, dans les derniers temps, le gouvernement royal s'est tenu sur la réserve, c'est que le gouvernement de S. M. le Sultan, en laissant languir ses excellentes relations avec la Roumanie, en a établi d'autres plus intimes avec les voisins immédiats de la Turquie. En effet, tandis que, depuis plusieurs mois, les koutzo-valaques sont surveillés, avec un œil inquiet, dans tous leurs mouvements, le gouvernement impérial accordait à d'autres populations chrétiennes, à pleines mains, des grâces spéciales. »

Ce n'est pas par de pareilles jérémiades qu'on pouvait réussir, car, comme le disait le conseiller de l'ambassade d'Allemagne, M. de Schlözer : « Le ton comminatoire est le seul qui produise de l'effet avec les Turcs, ce qui explique pourquoi les Russes réussissent toujours dans leurs démarches². »

M. Stourdza tomba, pour la seconde fois, du pouvoir, et on peut dire que dès lors l'affaire fut classée.

* * *

Je compléterai cette collection de documents officiels par la traduction de trois passages des lettres olographes que m'adressa M. D. Sturdza au début de mon action :

1. Rapport n° 262, du 27 février 1899.
2. Ma lettre de cabinet du 20 août 1898.

1° « Cher ami, Les seules nouvelles que je reçois de vous éclairent encore les jours sombres que je traverse.... N'est-il pas extraordinaire que votre œuvre, si grande, soit restée secrète et que tout notre programme ait pu être réalisé au jour et à l'heure fixée? Vous avez bien travaillé et je vous souhaite d'agir de même dans l'avenir; le succès est brillant. Je vous sais profondément reconnaissant pour la ténacité et la compétence mises dans cette campagne, qui a dépassé notre attente. Je vous embrasse fraternellement et suis votre dévoué ami. » (Bucarest, le 30 novembre 1896.)

2° « Mon cher ami, Le succès de Constantinople est immense et vous avez admirablement mené les affaires. Le Roi, que j'ai vu avant-hier, est très satisfait.... Je termine, en vous serrant fraternellement la main et en souhaitant que le brillant commencement de Constantinople vous suive pendant le restant de votre vie. Lorsqu'un homme a devant lui un grand but, il est inébranlable comme sur un roc, n'importe comment tournent les affaires. » (Bucarest, le 24 décembre 1896.)

3° « Cher ami, Je ne veux pas atteindre la fin de l'année, sans vous serrer la main avec effusion et vous remercier amicalement du concours cordial que vous m'avez accordé dans le service commun qui nous a été confié. Je vous souhaite de poursuivre la voie des succès, basés sur les sentiments profonds de l'amour du pays et du devoir. » (Berlin, le 29 décembre 1896.)

Ce n'est pas à titre de certificats de bonne conduite que je donne ces trois extraits; je n'en ai pas besoin, car, pendant ma longue carrière diplomatique, tous ceux qui me connaissent savent que j'ai constamment accompli mon devoir. Mais ces lettres expliquent l'incohérence des actions de Dém. Sturdza, pendant les dernières années de sa vie, dont la fin fut si lamentable : il devint inconscient, donc, irresponsable. Nous avons déjà vu le blâme qu'il infligea à Margarit, par son télégramme à M. Nic. Misu et aussi au manque de confiance en lui dans les questions d'ordre international. Je reproduis encore, ci-après, un passage de sa lettre olographe du 25 juillet 1897 : « Ci-joint une lettre pour Margarit; vous la lui remettrez, après l'avoir lue et avoir collé l'enveloppe; inutile de lui dire que vous en connaissez le contenu : mais dites-lui que la lettre, par laquelle je vous l'ai transmise, est datée du Château Peles. » C'était lui indiquer qu'elle était inspirée par le roi Carol.

Malgré cela, malgré les réprimandes sévères qu'Ap. Margarit reçut des ministres éminents, tels que : Take Jonesco¹ et Al. Laho-

1. Ordre de Take Jonesco, ministre de l'Instruction publique, adressé à Ap. Margarit, sous n° 41 158, du 22 juin 1899 : « Toutes les patiences du monde ont une

vary, ce fourbe continua à jouir de la confiance de D. Sturdza, annihilant les initiatives de mon prédécesseur, Michel Mitilineu, et les miennes propres. Par quels moyens? Je vais l'expliquer dans le chapitre suivant.

PROPAGANDE CATHOLIQUE.

Pendant des siècles, les missionnaires catholiques ont fait acte de prosélytisme dans les principautés roumaines, quelquefois aidés par des princesses catholiques, qui avaient épousé des princes régnants de Valachie et de Moldavie; parmi celles-ci, la plus célèbre est la princesse Clara, l'épouse de Vlaïcou Voda. Dans mon volume *Cent Projets de partage de l'Empire ottoman*¹, j'ai publié la relation du Père Al. Cumuleo (1594), envoyé par le pape Grégoire XIII, pour s'enquérir exactement de l'état de la Moldavie et de la Valachie et savoir ce qu'on peut attendre de leurs princes « *o per la Religione e cattolica, o per la guerra turchesca...* on espère propager le catholicisme en Valachie et en Moldavie, où le prince *è desideroso di propagare la fede in quella Provincia.* » Mais toutes les tentatives de conversion, à part quelques cas isolés, peu nombreux, sont restées nulles. En Transylvanie seulement, sous le règne de Marie-Thérèse, un tiers environ de la population roumaine, sans embrasser complètement le catholicisme, établit avec le Saint-Siège un régime dit *uniate*, pour des raisons politiques.

La propagande catholique en Macédoine commença en 1845. Elle languit, en attendant de trouver ses vrais apôtres. Le 21 octobre 1881, notre consul général à Salonique, G. Linche, adressa, sous n° 333, à Eugène Statesco, ministre des Affaires étrangères, un rapport où il signale qu'il se trame, en Macédoine et dans l'Épire, la conversion des Roumains au catholicisme; pour le moment, on tâche d'obtenir seulement l'union avec le Vatican; il affirme avoir lu un mémoire dans ce sens de Pater Bonetti, le supérieur de la mission catholique de Saint-Vincent-de-Paul, de Salonique. A Bitolia

limite.... Je vous invite à quitter Constantinople, où vous ne faites que du mal, et à vous rendre en Macédoine, pour apaiser les agitations; autrement, c'est nous qui serons obligés de vous calmer. »

1. Paris, F. Alcan, 1914, p. 133-144.

(Monastir) se trouvait le père Faveyrial, qui lui dit : « L'esprit du gouvernement français est indifférent aujourd'hui aux progrès du catholicisme dans le monde.... Je dois rester en permanence à Bitolia, puisque je suis chargé de diriger l'œuvre de conversion de vos congénères.... Le terrain est tout préparé. M. Ap. Margarit me donne de très grandes espérance de succès. Lui et les personnes influentes du pays travaillent dans ce sens. Le point intéressant est que ce missionnaire reconnaît qu'en cas de difficultés imprévues, il s'adressera au Consul d'Autriche. En effet, j'appris plus tard moi-même que l'action de propagande était conduite par l'Autriche-Hongrie. » D. C. Ollanescio, notre chargé d'affaires à Constantinople, écrivait lui-même le 1^{er} novembre 1881, sous n° 340 : « Le Consul général d'Autriche-Hongrie à Janina est un des plus fougueux partisans d'un réveil du roumanisme en Épire et en Macédoine; l'Autriche flatte, comme elle a toujours flatté, celui qu'elle veut perdre. » Le 13 sept. 1883, sous n° 292, C. G. Popovici, le chancelier de notre consulat général à Salonique écrit : « Plus de la moitié de la population roumaine de Perivoli (Épire) a suivi le prêtre Constantinesco dans la religion *uniata*. » Mais il faut dire que les Roumains comme les Bulgares revenaient la plupart du temps à l'orthodoxie. Le même, le 9 juin 1885, sous n° 108, rapporte que Mgr Bonetti, devenu évêque à Salonique, lui a parlé de son projet de faire nommer M. Margarit vice-consul de France à Bitolia; il ajoute :

« J'ai parfaitement compris le but de sa proposition, à savoir la catholicisation des Roumains, qu'il espère plus facilement convertir, si l'un des protecteurs de la mission catholique serait leur propre dirigeant, M. Margarit. — Le Consulat général de Salonique écrivait encore, le 10 mars 1886 sous n° 77 : A Bitolia, le Père Faveyrial a converti au catholicisme quelques roumains et, il y a trois semaines, a célébré la première messe des Roumains *uniates* à la chapelle de la mission lazarisite. A Grebena, résidence du Métropolitte grec, une grande partie des Roumains de la localité ont secoué le joug du clergé phanariote, en reconnaissant la suprématie du Pape. »

Mais toute cette agitation était plutôt factice et exprimait simplement le mécontentement *politique* de la population roumaine à l'endroit des Grecs; la preuve en est que, faute de missionnaires catholiques, les Roumains se plaçaient sous la férule ecclésiastique

d'autres églises; ainsi notre Légation de Constantinople signale au gouvernement royal, le 12 février 1894, sous n° 65 : « Les habitants de Crusova, indignés de ce que les prêtres roumains ont été empêchés de dire la messe, ont cherché un refuge provisoire sous l'égide de l'évêché bulgare de Ohrida. »

Le 15 janvier 1893, sous n° 29, M. Mitilineu écrivait au ministre des Affaires étrangères :

« Si la Porte ne leur assure pas un instant plus tôt la possibilité de se donner un chef d'Église de leur nationalité, il se pourrait que les Valaques, dans un moment d'exaspération, fissent appel au Pape, le proclamant comme chef spirituel, sous la réserve de conserver les dogmes et les canons de l'Église d'Orient, à l'instar des Bulgares d'Andrinople. »

Le même rapportait, le 28 mai 1894, sous n° 288 :

« Si les délégués et M. Ap. Margarit ne se donnent pas la peine de trouver un prélat roumain comme chef, ils prouveront que les uns, incapables et imbus de préjugés, ont sérieusement peur pour eux-mêmes d'un schisme, et que les autres veulent pousser doucement les Valaques à se mettre sous l'autorité spirituelle du Pape, en les déclarant *unis*. »

Tassi Papatanassi, notre premier délégué, écrivait, de Grebena 13 octobre 1894 : « Ap. Margarit se trouve en relations étroites avec les catholiques et penche sérieusement vers le catholicisme. » M. Mitilineu, dans son rapport n° 353, du 26 juin 1893, parle de la solution qui consisterait

« à mettre les Roumains sous l'autorité spirituelle du Pape, en lui demandant l'envoi d'un évêque catholique. On connaît les efforts de Benoît XV, pour *unir* les orthodoxes au catholicisme. Je ne mourrai pas, a dit Mgr Bonetti à un de mes amis, sans voir l'autorité du patriarche grec limitée aux sept tours qui entourent Constantinople. Son Excellence, pour ne parler que des Roumains de Turquie, est-Elle assurée qu'Elle a des prosélytes parmi les notables macédoniens?... Il me paraît difficile d'admettre que la masse du peuple, et particulièrement les femmes de Macédoine, suivraient les partisans d'une pareille idée. »

Toutes ces menées souterraines finirent par indisposer le gouvernement. Le 28 mai 1894, sous n° 288, le ministre des Affaires étrangères, Al. Lahovary, écrivait à notre envoyé à Constantinople :

« Si M. Margarit ne réussit pas, il prouvera que l'œuvre qu'il avait entreprise dépasse ses forces; dans cette hypothèse, il donnerait une appa-

rence de fondement aux accusations de ses adversaires, qui ont mis en doute sa bonne foi... et qu'il cache des buts, auxquels le gouvernement roumain ne saurait s'associer. » Le 2 août 1894, la Légation de Roumanie à Constantinople télégraphiait sous n° 389 : « Il y a évidemment de la part d'Ap. Margarit un mauvais vouloir ou une tendance qu'on lui attribue depuis longtemps¹. » Le 9 août 1894, Al. Lahovary télégraphiait sous n° 15 192 : « Vous laisserez entendre à Ap. Margarit qu'il sera suspendu ou destitué et qu'une enquête sera ordonnée contre lui. » Enfin, le même télégraphiait le 12 août 1894, sous n° 15 801 : « Le Gouvernement est disposé à ne plus tolérer, dans l'avenir, l'omnipotence et l'arbitraire d'Ap. Margarit. »

*
*
*

Je connaissais toute cette correspondance avant d'arriver à mon poste. Je me demandais naturellement comment un homme, dont la duplicité était de notoriété publique, pouvait encore conserver son crédit exclusivement auprès de M. Sturdza. Une fois à Constantinople, j'eus l'occasion de rencontrer, à plusieurs reprises, dans les ambassades des États catholiques, Mgr Bonetti, alors délégué du Vatican auprès de la Sublime-Porte, naturellement sans rang officiel de nonce accrédité auprès d'un souverain qui était infidèle, et par suite ne figurant pas sur la liste du corps diplomatique. Nous nous connûmes, nous gardant bien toutefois de toucher au sujet brûlant qui nous intéressait tous les deux, sous un angle diamétralement opposé. Le mystère qui pesait sur l'influence fantastique d'Ap. Margarit me fut éclairci par M. Sturdza lui-même. Un jour, il m'invita, ainsi que mon frère, à dîner chez lui. Nous fûmes très surpris de ne pas voir à table Mme Zoé Sturdza, femme dont l'esprit caustique était généralement connu et redouté. Pendant le dîner, notre hôte, avec ses manies apocalyptiques auxquelles nous étions habitués, ne cessa de parler des difficultés politiques du pays et, pour les expliquer, de remonter, sinon au déluge, du moins aux Divans-*ad-hoc*, institués dans des principautés danubiennes après le Traité de Paris de 1856. A la fin du

1. *Mon rapport n° 1 233 du 16 octobre 1899* : « M. Ap. Margarit m'a demandé de donner une des huit bourses de *Galata Sérail* à son neveu D. Margarit, qui étudie dans l'institution des Frères Lazaristes de Saint-Benoît d'ici... J'ai refusé, le but de l'État roumain n'étant pas d'accorder des bourses pour que les Roumains étudient dans les institutions de propagande catholique militante. »

dîner, brusquement, il nous tint ce langage : « Pour raffermir la Roumanie, pour la voir définitivement entrer dans la voie du progrès et de la civilisation occidentale, je ne vois, pour ma part, qu'un moyen sûr : faire admettre le peuple roumain dans le giron de l'Église catholique. Voulez-vous tous les deux m'aider dans cette œuvre? » Je sentis tout mon sang affluer à ma tête; je regardai mon frère : il était blême. Un silence mortel tomba et dura plusieurs douloureuses minutes. Nous ne répondîmes absolument rien. Sturdza comprit qu'il avait fait fausse route. Nous nous en allâmes, sans discussion, sans reproches, mais notre crédit auprès du vieux politicien demeura désormais nul. C'est la première fois que je fais cette confession; je crois de mon devoir de la faire, car la scène passée entre nous trois jette, me semble-t-il, une vive lumière sur les derniers actes de la vie politique de D. Sturdza.

Ainsi cet homme, dans un pays où l'orthodoxie était la religion d'État, remplissait, au sein même du gouvernement qu'il présidait, le rôle d'agent de propagande d'une religion hétérodoxe! Mais, sans avoir le courage de proclamer sa nouvelle foi dans le Royaume même, il essayait, sournoisement, par l'entremise de Margarit, d'égarer l'opinion de la population roumaine de l'Empire ottoman. Germanophile avéré, il s'appuyait, dans son travail occulte, principalement sur l'Autriche-Hongrie, car sa francophobie était au moins égale à sa russophobie; ne m'avait-il pas dit, une fois : « Je n'ai jamais été à Paris et je compte bien, tant que je vivrai, de ne pas y mettre les pieds? » Le destin cruel et ironique l'y obligea pourtant bien malgré lui; on sait qu'ayant perdu la raison, il fut interné dans une clinique de Sèvres. Quand il en sortit, je le revis pour la dernière fois, à Paris, à l'hôtel Saint-James. Les savants parisiens affirmèrent que sa maladie mentale remontait à cinq ou six ans. Cela explique ses fréquents accès de rage pour des vétilles, ses rancunes tenaces, souvent non motivées, son incohérence politique et aussi ce projet monstrueux de faire changer la religion du peuple roumain, qui dénomme pourtant sa foi : *legea* (la loi). Cette loi est éternelle pour lui; c'est grâce à elle qu'il a résisté pendant des siècles aux nombreuses invasions et tentations étrangères. Toutes les religions sont bonnes, principalement, bien entendu, toutes les religions chrétiennes, si on en applique les principes de haute

morale qui les inspirent. On comprend, à la rigueur, le prosélytisme exercé sur les peuplades barbares de l'Afrique et de l'Asie, mais non sur des chrétiens, comme les Roumains, qui ont donné des preuves indiscutables d'attachement à leur foi ancestrale. Je ne crois pas que l'école catholicisante de Sturdza ait fait de nombreux adeptes, sauf quelques conversions isolées et inoffensives. Au surplus, il n'y a plus de catholiques, parmi les membres de la famille royale roumaine. La Roumanie a doublé son territoire et presque triplé sa population. L'église roumaine est nationale et autocéphale. Son patriarche doit veiller à l'apaisement des âmes et ne saurait se mettre sous la dépendance, même atténuée, d'un autre chef religieux. J'espère, au contraire, qu'à la longue, les quelques Transylvains *uniates* reviendront à la foi orthodoxe de l'immense majorité de la population roumaine. L'éminent Métropolitite orthodoxe d'Arad Mgr Balan, a exprimé, au Sénat, la même conviction, dans un brillant discours, qui a fait sensation. Par contre, il est vrai, un professeur, M. Lovinesco, pour défendre la thèse opposée, a fallacieusement demandé : « Que serait aujourd'hui la Roumanie, si tous les Roumains avaient embrassé le catholicisme, en même temps que certains Transylvains? » La réponse me paraît simple : si mon pays, par la religion, s'était rattaché, au XVIII^e siècle, à l'Empire autrichien, il n'aurait pas pu constituer, à l'heure actuelle, un grand royaume indépendant; bien au contraire, ballotté par les influences confessionnelles, démembré, il aurait senti s'appesantir davantage sur lui la fêrûle des Hongrois, plus anciens catholiques; il serait ainsi à la merci de ses voisins. Si le regret de M. Lovinesco vise principalement l'état de civilisation du pays, on reconnaîtra que, pour une civilisation néo-latine très problématique, on ne pouvait pas risquer l'existence même d'un peuple appelé à jouer un grand rôle dans le proche Orient, comme l'avant-garde même de la latinité, dont il est fier, et qu'il compte garder, avec sa foi orthodoxe, comme il l'a gardée pendant les siècles passés.

* * *

Peu de temps après la chute du Cabinet Sturdza (avril 1899), on demanda l'agrément pour la nomination comme ministre à Cons-

tantinople d'Al. Ghika-Brigadier. Je crus naturellement que c'était le nouveau ministre des Affaires étrangères, M. Jean Lahovary qui avait fait la demande; mais, en rentrant dans le pays, j'appris, par le roi Carol lui-même, que c'était M. Sturdza qui avait accompli cette besogne. Ce qui fut réellement caractéristique et très flatteur pour moi, c'est que le sultan ne donna son agrément qu'après six mois; de l'avis de tous les diplomates, c'était un vrai record d'ajournement. Mon audience de congé chez Abdul-Hamid eut lieu le 17 novembre 1899. Le sultan fut pour moi d'une amabilité extrême; comme je possédais déjà les grands cordons de Medjidie et d'Osmanie, le Padischah me conféra l'Imtiaz réservé jusqu'alors aux seuls ambassadeurs; il insista pour que je présente une liste de parents et d'amis que j'aimerais voir décorés et qui le furent. Du côté de mon souverain, la meilleure preuve que le roi Carol avait apprécié mon activité, c'est que, pendant mon séjour à Bruxelles, mon frère, alors ministre des Affaires étrangères, m'écrivait pour me demander de la part du Roi si éventuellement je voudrais retourner à Constantinople.

Conscient donc d'avoir pleinement rempli mon devoir j'adressai, le 31 octobre 1899, sous n° 1 350, mon dernier rapport au ministre des Affaires étrangères où, je consignai quelques vérités :

« Je crois devoir attirer l'attention du gouvernement royal sur la principale cause qui a ruiné notre action en Turquie. Je n'étonnerai personne en affirmant que cette cause est la position officielle que M. Ap. Margarit occupe encore, malgré tous les scandales provoqués, et grâce à laquelle il se mêle de toutes les affaires, avec l'esprit étroit, qui le caractérise, d'exploitation matérielle et de mesquine vengeance contre quiconque dévoile ses intrigues et ses spéculations. Il est évident que les Turcs, voyant, tour à tour, les ministres et les consuls du pays sacrifiés, tandis que M. Ap. Margarit reste inébranlable comme un roc, donnent plus d'attention à ses perfidies qu'aux interventions officielles des représentants roumains... M. Ap. Margarit, depuis plusieurs années, n'a plus inspecté nos écoles de Macédoine¹; les ordres qu'il a reçus, dans ce sens, des ministres Sturdza, Haret² et Take Jonesco, n'ont pas été exécutés; il paraît être au-dessus

1. *Rapport de M. Al. Rosetti-Solesco, n° 484, du 28 octobre 1898* : « Depuis environ trois ans que je suis ici, M. Margarit n'a fait aucune inspection dans les vilayets de Salonique et d'Uskub. »

2. *Télégramme du D^r Pucerea, adressé au ministre de l'Instruction publique, le 24 octobre 1898* : « Margarit, furieux des dispositions salutaires prises par le ministère, a mis tous les siens en mouvement pour contrecarrer votre action. »

des lois du pays et au-dessus de la volonté de tous les gouvernements qui se succèdent chez nous.... Partout, il a jeté la zizanie parmi les Roumains.... Dans la question de notre église, il est prouvé que tous les obstacles ont été soulevés justement par le grand vizir, chez lequel M. Ap. Margarit se vantait d'avoir le plus d'influence¹. Il a été et est contre l'indépendance de l'église roumaine en Turquie, parce que, dans l'organisation de l'Empire, le chef de cette église prend également la direction de l'enseignement²; toute la parodie, qu'il monta, avait pour but d'extorquer des sommes importantes d'argent et de nombreuses décorations. J'ai la consolation que je ne suis pas tombé dans son traquenard, tous mes rapports en font foi.... M. Ap. Margarit est un homme compromis, entièrement déconsidéré, sans aucune influence, et par-dessus le marché un agent de l'étranger.... Tant qu'il sera ici, rien de bon ne pourra être accompli pour le développement de notre action en Turquie, quel que soit le gouvernement de Bucarest, quel que soit le ministre de Roumanie à Constantinople. »

Effectivement, rien, au point de vue religieux, n'a pu être réalisé après mon départ : ni Antim, ni aucun autre chef religieux roumain n'a pu être intronisé, ni à Constantinople, ni dans aucune autre ville de l'Empire ottoman. Vint la bourrasque balkanique, puis la grande guerre mondiale. Aujourd'hui, les Roumains de Macédoine sont répartis soit en Serbie, soit en Bulgarie, soit en Grèce, tous les trois pays orthodoxes. Ils doivent s'accommoder autant que possible aux différents régimes des trois États. Pour leur défense, il y a les grands principes de la Société des Nations concernant les minorités. De plus, comme nous avons également de nombreux Grecs, Serbes et Bulgares en Roumanie, on doit forcément se ménager de part et d'autre. En tout cas la propagande catholique en Macédoine est éteinte.

LA TURQUIE NOUVELLE³.

Je ne puis abandonner la rédaction de ces souvenirs, sans dire quelques mots de la Turquie nouvelle, envers laquelle je serai impartial, comme je l'ai été avant la guerre; mon ancien maître

1. Avec l'appui de Djavid Bey, fils du grand vizir, mort en octobre 1899; par sa lettre du 27 octobre, M. Al. Padeano consul à Bitolia m'informa que « les intrigues de M. Ap. Margarit n'ont plus de prise dans ce vilayet. »

2. Ap. Margarit prétendait, dans son tableau olographe, que je possède, qu'il y avait en Turquie 83 écoles roumaines, avec 3 958 élèves.

3. Cf. P. Loti, *Les alliés qu'il nous faudrait*, Paris 1919; H. Seignobos, *Turcs et Turquie*, Paris, 1920; *Le problème turc*, préf. de V. Bérard (par le comte Ostorrog), Paris, 1917; J. Schicklin *Angora*, Paris 1922; A. Hakki, *Les événe-*

Louis Renault l'a reconnu dans la préface qu'il a accordée à mon volume *Cent projets de partage de l'Empire ottoman* : « L'auteur est juste, même pour les Turcs, dont il fait ressortir les sérieuses qualités. »

Je ne raconterai pas en détail ce qui se passa dans l'Empire ottoman, après mon départ. On sait que Abdul-Hamid, qui avait renvoyé les députés du premier Parlement ottoman, en 1876, fut obligé, le 11 juillet 1908, de convoquer le second Parlement, qui se réunit le 17 décembre. Le 13 avril 1909 une révolution éclata. Le 26, l'armée de Mahmoud Chekhet Pacha prit Constantinople et le Parlement de San Stefano proclama la déchéance d'Abdul-Hamid. Mehmed Rechad V monta sur le trône; mais les jeunes Turcs restaient toujours les maîtres. Enver Bey accourut de la Tripolitaine. Le 4 janvier 1913, les ambassadeurs des six puissances demandèrent à la Turquie de céder Andrinople à la Bulgarie. Le 20 janvier, Enver et une bande de 260 jeunes Turcs assaillirent la Sublime-Porte et Nazim Pacha fut tué. Du 10 janvier 1913 au 29 juin 1914, on eut la terreur jeune-turque et l'anarchie fut générale. Dans les premiers jours d'août 1914, les bateaux de guerre allemands *Gœben* et *Breslau* firent leur apparition au Bosphore.

Voici comment l'ancien ambassadeur des États-Unis à Constantinople, M. Morgenthau, raconte, dans ses *Mémoires* (1919), la genèse de la grande guerre, provoquée par l'Allemagne : « Wangenheim partit pour Berlin, après l'assassinat de l'archiduc d'Autriche.... « J'avais été mandé à Berlin, me dit-il, pour assister à un conseil impérial, qui se tint à Postdam le 5 juillet 1914 et fut présidé par le Kaiser.... Celui-ci avait solennellement posé la question suivante : « Êtes-vous prêts pour la guerre? » Tous répondirent : « oui » sauf les financiers, qui demandèrent deux semaines, pour négocier leurs valeurs étrangères et contracter des emprunts.... » L'ultimatum à la Serbie fut envoyé le 22 juillet, à peu près le délai de deux semaines demandé par les financiers, pour effectuer leurs opérations.... Examinant la cote de la bourse de New-York pendant ces deux semaines historiques, on voit des courbes impression-

ments de Turquie, Lausanne, 1919; A. Mandelstam, *Le sort de l'empire ottoman*, Paris, 1917; M. Pernot, *La question turque*, Paris, 1923; O. Kiazim, *L'aventure kémaliste*, Paris, 1921; Berthe G. Gaulis, *La nation turque*, Paris, 1921.

nantes, spécialement pour les valeurs internationales. » Parmi tant d'autres preuves, que j'exposerai dans le récit de ma mission à Bruxelles, celle-ci est la plus décisive. C'est avec raison que la défunte Impératrice Friedrich, qui le connaissait bien, dans ses lettres publiées récemment, dit de Guillaume II : « Au bord du tombeau, je regrette le chemin dangereux qu'a pris mon fils; ce qui est pire, c'est que nous devons peut-être payer tous pour son ignorance et sa légèreté. »

Le 7 septembre l'accord avec la Bulgarie fut signé à Sofia par le conseiller d'ambassade Neurath. Le 29 octobre Talaat (qui était *pomak*, c'est-à-dire renégat bulgare) dit à M. Morgenthau que la Turquie avait décidé de se ranger du côté des Allemands. Trois torpilleurs turcs coulèrent la canonnière *Donetz* dans le port d'Odessa. Lorsque M. Bompard et Sir L. Mallet demandèrent leurs passeports, le grand vizir Saïd Halim fondit en larmes. Enver et Talaat dominaient la situation : « Ils n'étaient, dit M. Morgenthau, que des aventuriers, arrivés au pouvoir par l'assassinat et l'intrigue. » Ce sont eux qui poussèrent la Turquie dans le camp des puissances centrales; équitablement parlant, le peuple turc ne doit pas en porter la responsabilité.

Les soldats turcs, comme toujours, se battirent vaillamment¹ ils prouvèrent que le sultan Abdul-Hamid avait raison de dire : « Nous ne sommes nullement, ainsi que le prétend Fuad, un peuple à l'agonie; nous sommes un peuple vigoureux et vivant². » Le 10 janvier 1917, les puissances adressèrent au président Wilson une note, par laquelle elles demandaient : « Le rejet hors d'Europe de l'Empire ottoman, décidément étranger à la vie occidentale. » L'armée turque défendit âprement les Dardanelles. Rejetée en Asie Mineure, MM. Lloyd George et Clemenceau semblèrent encourager les Grecs à s'annexer Smyrne et son interland; M. Venizelos commit également l'imprudence d'entreprendre cette lutte, tout à fait inégale; sous la protection de l'amiral Calthorpe les Grecs occupèrent Smyrne le 15 mai 1919. Mais comment la petite flotte

1. Le Turc a la bravoure militaire, l'intrépidité foncière, inconsciente, magna-nime. » (Comte Ostorog, *op. cit.* p. 37). — « Le Turc est un soldat né, sous des dehors nonchalants, il a conservé une âme janissaire; les lois mystérieuses de l'atavisme le plient facilement à la discipline. » (H. Seignobos, *op. cit.* p. 139).

2. *Op. cit.* p. 39.

grecque aurait-elle pu maintenir l'occupation du rivage, lorsque, derrière, vivait un peuple guerrier, sur un territoire plus étendu que celui de la France? Ce fut une faute stratégique et politique. Elle amena de grandes complications et prolongea la guerre. Les Grecs avaient une simple emprise économique en Asie Mineure¹, où leur commerce prospérait admirablement; les Turcs s'en accommodaient. Aujourd'hui Smyrne est ruinée; les Grecs, comme les Turcs eux-mêmes en souffrent.

Alors commença l'épopée de Kémal, ennemi mortel d'Enver. Il se mit à la tête du mouvement nationaliste et ses ennemis mêmes doivent lui rendre justice, car il sauva le pays du danger extérieur. Le 23 avril 1920, l'Assemblée nationale d'Angora élut le grand Conseil national, qui déclara la guerre à l'Angleterre. L'armée grecque fut écrasée et Kémal, non seulement reprit Constantinople, mais encore obtint Andrinople. Il proclama Angora capitale de la République ottomane, dont il est actuellement le président. On doit reconnaître qu'au point de vue stratégique, cela valait mieux, car Constantinople était toujours menacée par les flottes étrangères². En Asie Mineure, pays éminemment musulman, les Turcs sont chez eux et peuvent mieux résister aux poussées ennemies. Abdul-Hamid avait dit : « Nous souffrons du mélange des nationalités; plus nous nous replierons sur nous-mêmes, et plus nous nous concentrerons. » Dès mai 1921, Mme Berthe G. Gaulis, dont je connus très bien le mari à Constantinople, jugea favorablement l'action de Kémal : « Le mouvement nationaliste turc doit vaincre, parce qu'il s'appuie sur un très grand idéal, parce que ceux qui le dirigent font abstraction de tous leurs intérêts personnels, qu'ils ont une grande âme et un absolu désintéressement³. »

Après ses succès sur les champs de bataille, Kémal se révéla aussi grand réformateur. Il supprima, peut-être un peu trop hâtivement, le *yachmak* (voile des femmes) et le fez des hommes, ce qui

1. La province avait 1 588 996 habitants dont seulement 233 914 Grecs. (A. Hakki, *op. cit.* p. 6).

2. Je lis dans les *Pensées et Souvenirs d'Abdul Hamid* : « C'est une étrange proposition que me fait mon vizir Koutschuk Saïd : Brousse deviendrait notre résidence.... Il est vrai qu'à Constantinople nous nous trouvons sur un baril de poudre. La proposition de Saïd vaudrait vraiment la peine d'être sérieusement prise en considération. » (p. 20).

3. *Op. cit.* p. 141.

déconcerta les touristes, car ces deux signes extérieurs avaient leur charme incontestable. Plus importante fut l'introduction de l'alphabet latin. L'écriture turque, de droite à gauche, avec ses caractères hiéroglyphiques, était un sérieux obstacle à la connaissance et à la diffusion de la langue. Cette réforme aura sûrement des suites heureuses. On veut aussi introduire la monogamie, qu'Abdul-Hamid préconisait¹. Mais Kémal commit la grande faute de supprimer, non seulement le sultanat, mais aussi le khalifat². Selon M. Pernot, « Le sultan des Osmanlis n'est calife que par hasard et depuis quelques siècles. » Mais, sans entrer dans des discussions de faits, justement l'ancienneté de quelques siècles, d'une institution aussi importante et qui a donné les meilleurs résultats au point de vue de la cohésion de la race musulmane, plaide en faveur de son maintien. Cette faute était d'autant plus regrettable, que le dernier khalife, S. M. Abdul-Medjid, très cultivé et ami des beaux-arts, aurait pu jouir d'un grand prestige, tant à l'intérieur qu'à l'étranger. Comment Kémal Pacha ne s'est-il pas rendu compte que le khalife, par son autorité morale sur les nombreux millions de musulmans des possessions françaises, anglaises, italiennes, néerlandaises et russes, pouvait obtenir de très grandes concessions de toutes les puissances protectrices? C'était un bel atout dans les transactions internationales. On y a renoncé trop légèrement.

On a reproché à Kémal d'avoir, le 16 mars 1921, signé un traité d'amitié avec la république des Soviets russes et aussi le traité de Kars du 13 octobre 1921. Mais on perd de vue que la Turquie se trouvait complètement isolée et devait au moins se garantir du côté de la Russie bolchevique, sa voisine immédiate. Kémal Pacha lui-même a dit : « Le Turc est réfractaire aux idées de communisme et de révolution sociale³. » Du reste, il y a également deux traités franco-kémalistes : l'un signé le 20 octobre 1921 par M. Franklin Bouillon, et l'autre signé le 2 janvier 1922 par M. Frunza (un bolchevik d'origine roumaine). Après la mort de Kémal, il n'est pas impossible qu'une monarchie constitutionnelle soit réintégré en Turquie. En attendant il est juste d'accorder un grand crédit au

1. *Ibid.*, p. 203.

2. C. G. Bello, *Aperçu sur l'illégalité du sultan turc en tant que khalife*, Paris, 1919.

3. Pernot, *op. cit.* p. 99.

peuple turc, qui a été malgré lui, entraîné dans la grande guerre et qui mérite un traitement plus amical que les anciens ennemis. L'Europe n'a jamais ménagé la Turquie : après la guerre de 1897, provoquée par les Grecs, on fut injuste envers les Turcs et on les priva du fruit de la victoire. Il en fut de même plus tard : « Le 17 juin 1919, Damad Ferid Pacha exposait, dans un long mémoire au Conseil des Dix, la défense de la Turquie.... La Conférence rejetait la demande du maintien de l'intégrité de la Turquie¹ ». On devait tenir compte des conditions spéciales de l'organisation de l'État ottoman. « La Turquie, dit M. Mandelstam, a toujours été une *despotie démocratique*, dans ce sens que l'aristocratie n'y existe pas. » Oui, mais ce n'est nullement une démocratie dans le sens occidental : les Turcs sont, en grande majorité, des paysans qu'unit la même foi religieuse. On peut être assuré que les idées subversives ne ruineront pas les fondements de l'État turc, quelle que soit la forme de son gouvernement. D'un autre côté, un des catholiques qui connaissent le mieux la Turquie, a affirmé : « L'islamisme n'est pas une religion fanatique.... Le Turc, politiquement si fanatique, religieusement ne l'est pas du tout.² » Aussi a-t-il respecté la religion des nombreuses nationalités, qu'il a eues sous sa domination, ce qui leur a permis, plus tard d'exister d'une vie propre. Ce peuple qui, dans le passé s'est couvert de gloire sur les champs de bataille de l'Europe, jusque sous les murs de Vienne, de l'Asie et de l'Afrique et qui est resté inébranlablement fidèle à son ancienne alliance, conclue avec François I^{er} de France, vit modestement : « Le pauvre paysan turc, buveur d'eau et mangeur de légumes, est le modèle achevé de la sobriété humaine³. » Là est, peut-être, le secret de sa grande force physique et de sa sérénité morale; en effet, de tout temps, on a dit : « Fort comme un Turc! »

Enfin, pour achever ce portrait, je citerai encore P. Loti, qui rapporte le propos d'un grand homme d'État roumain (probablement Take Jonesco) à M. Barthou : « La Roumanie vient de subir l'invasion de plusieurs peuples divers; les voilà, par ordre de férocité :

1. Seignobos, *op. cit.*, p. 234.

2. Comte Ostrorog, *op. cit.*, p. 26 et 187. — Pierre Loti : « Franchet d'Espèrey vient de traduire en Conseil de guerre le général allemand Liman von Sanders, pour avoir été l'homme qui a ordonné les derniers massacres des Arméniens. » (*op. cit.*, p. 9).

3. *Ib.* p. 39.

les plus atroces ont été les Allemands; après eux les Bulgares; ensuite les Autrichiens et puis les Hongrois. Les plus humains de tous ont été, sans contredit, les Turcs. »

Pour la tranquillité, non seulement du proche Orient, mais de l'Europe tout entière, il faut, de toute nécessité, permettre aux Turcs de s'organiser, comme les autres peuples, d'après le système moderne. Tant pis s'ils sont bientôt tous habillés à la bourgeoise et si toutes les rues de leurs villes sont rectilignes et se croisent en angles droits, à l'américaine. « L'ennui naquit un jour de l'uniformité. » Lorsque l'uniformité de la vie sociale régnera sur tout le globe, l'humanité connaîtra vraiment son malheur anti-esthétique. Mais il paraît que c'est là le progrès. Laissons donc la Turquie accomplir sa destinée, par une évolution lente mais sûre; avec les qualités de ses habitants, nul doute qu'elle n'y parvienne. M. Mandelstam lui-même, qui n'est pas tendre pour les Osmanlis, écrit : « La nation turque peut se régénérer. Cette régénération sera saluée avec joie par l'humanité. Mais, en tout cas, l'Empire ottoman, tuteur d'autres races, doit disparaître. » Ce dernier vœu étant exaucé, aidons les Turcs à se développer en paix selon leurs aspirations nationales. Il y a place, sur la terre, et pour la croix, et pour le croissant.

IV

COMMISSION EUROPÉENNE DU DANUBE, A GALATZ (1905)

Les diplomates roumains les plus distingués, tels que Jean Balaceano, G. Bengesco, Duilius Zamfiresco, etc., ont occupé le poste de Délégué à la Commission européenne du Danube¹ considéré comme très importants pour la Roumanie, tant au point de vue économique, que surtout au point de vue politique. L'Angleterre, après le traité de Paris de 1856, avait puissamment poussé à son institution et avait largement contribué à sa solide organisation, pour faire pièce à l'envahissement systématique de la Russie en Orient. Talleyrand avait dit : « Le centre de gravité du monde n'est ni sur l'Elbe, ni sur l'Adige, il est là-bas aux frontières de l'Europe, sur le Danube. »

J'avais beaucoup étudié la question du Danube pendant que j'étais directeur politique au Ministère des Affaires étrangères; j'ai même publié, en 1883, une étude sur la question dans *l'Indépendance Belge*. Pendant la seule année que j'ai passée à Galatz, j'ai eu la chance d'être Président de la C. G. D. par suite de l'ordre alphabétique, qui amenait les Puissances y représentées à tour de rôle.

Cette commission avait une organisation vraiment originale : c'était une vraie Puissance indépendante; les diplomates des huit Puissances : l'Angleterre, la France, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, l'Italie, la Russie, la Turquie et la Roumanie, devaient présenter des lettres de créance en règle. Elle avait deux Palais, un à Galatz,

1. Cf. pour l'ancien régime d'avant la guerre : *Cestiunea Dunarei, acte si documente* et *Cestiunea Dunarei, Correspondenta diplomatica*, deux gros volumes in-4°, publiés par moi, à Bucarest, 1883, d'ordre de M. Dem. Sturza; pour la situation actuelle, consulter le projet de Convention, en 13 articles, établi par un Comité spécial, à la suite des délibérations de la réunion de Genève du 20 mars 1929.

l'autre à Soulina, pour les deux sessions de printemps et d'automne; elle possédait un petit bateau à vapeur *Carol I^{er}*, où elle hissait son propre pavillon.

Pendant longtemps, l'Autriche-Hongrie, qui avait presque monopolisé le trafic fluvial des Portes de fer jusqu'à Soulina, intrigua pour s'assurer la Présidence et l'omnipotence au sein de la Commission internationale qui devait être instituée sur le trajet des Portes de fer à Braïla; avec le concours malheureux de M. Barrère, elle finit par l'emporter, à la signature du traité de Londres de 1883. Mais quelle valeur pouvait avoir ce traité au bas duquel la signature de la Roumanie manquait, ce traité qui ne fut jamais ratifié? La Commission européenne du Danube, qui jouissait d'une juridiction jusqu'à Galatz, prétendait l'étendre jusqu'à Braïla; mais tant que je l'ai présidée, je n'ai jamais admis qu'un acte fût consommé, qui pût être invoqué à l'appui de cette thèse. Une seule fois j'eus une discussion, toute particulière, à ce sujet, avec notre doyen Azarian, mais je le prévins que je soulèverai cette question au sein de nos délibérations officielles, dont on rédige des protocoles qui sont soigneusement imprimés; il se le tint pour dit et nous continuâmes à naviguer dans l'équivoque.

Il est certain que la plupart des patriotes, même les plus éclairés, jugeaient l'institution sous le seul angle de la souveraineté nationale, qu'ils trouvaient atteinte; ils se trompaient. Reportons-nous à l'époque où la Commission européenne du Danube fut créée; les deux Principautés danubiennes, en formation, pas même unies, étaient en but aux convoitises, également dangereuses, de la Russie et de l'Autriche-Hongrie. La Turquie, soi-disant protectrice, n'était pas en état de se protéger elle-même; comment aurait-elle tenté de nous défendre? La création de cet organisme international fut donc la bienvenue pour nous; elle refréna les velléités d'expansion des étrangers envahisseurs et à ce titre, nous lui devons de la reconnaissance.

Il ne m'appartient pas de me prononcer sur le nouveau régime actuellement en formation. On a proposé que de Braïla à Galatz, la juridiction appartienne, en première instance, aux tribunaux roumains, et seulement en appel à l'instance internationale. C'est un compromis discutable. Mais, pour ma part, je ne considère pas que

la souveraineté nationale soit, de ce fait, menacée. La Roumanie d'aujourd'hui n'est pas celle de 1858; basée sur sa force réelle et sur ses loyales alliances, elle ne craint aucune atteinte, ouverte ou dissimulée, à son indépendance; celle-ci est au-dessus de décisions éphémères, soumises à révision. Agissons en conséquence : en premier lieu, que l'instance roumaine juge avec impartialité; en second lieu, que l'instance internationale tâche loyalement de ne pas irriter notre sentiment national. De la sorte on pourra s'acheminer, progressivement, mais sûrement, vers un état d'entente sérieusement cordiale et parvenir enfin à l'unification totale des Règlements de navigation sur tout le parcours du Danube, le plus grand fleuve de l'Europe... car le Volga s'enfonce de plus en plus en Asie.

Malgré le peu de temps que j'exerçai mes fonctions à Galatz, je trouvai moyen de prendre quelques initiatives, que je me rappelle avec satisfaction et dont je vais citer trois :

1^o Une fois par an, le Président en exercice donnait un grand dîner officiel. J'appris avec stupéfaction que les chefs des grandes autorités locales n'y étaient pas conviés; ces Messieurs de la C. E. D. mangeaient, pour ainsi dire, en famille, invitant seulement quelques membres favorisés des colonies étrangères. Je déclarai, sans ambages, que, dans ces conditions, je préférais ne pas offrir le dîner traditionnel; ma qualité de Roumain, fonctionnant sur territoire roumain, me défendait de fausser compagnie aux autorités roumaines. Mes collègues comprirent, sans trop de difficultés, la délicatesse de la situation. J'invitai donc le général commandant la garnison, les présidents de la Cour d'Appel, le procureur Général et le Préfet de Police, le Préfet du District, etc. Mon exemple servit de norme à tous les présidents qui me suivirent.

2^o Je devais présider le concours pour le poste de chef du jaugeage des navires à Soulina. J'appris, preuve à l'appui, qu'un des candidats, un Autrichien, avait eu connaissance du sujet à traiter; je cassai le concours, je fis changer l'épreuve. Un Roumain, M. Jurist, ancien officier, fut classé premier et fut nommé au poste vacant. Je constatai, une fois encore, à quels moyens condamnables avaient recours les sujets austro-hongrois pour s'infiltrer dans les grandes administrations des pays d'Orient, toujours appuyés par leurs représentants à l'étranger, comme ce fut dans le cas spécial de Soulina.

3^o Enfin, j'assistai à Soulina, à un pénible incident, qui faillit mal tourner. Notre Palais là-bas était un vrai phalanstère. Chaque délégué avait sa chambre, qu'il héritait, à son arrivée, du dernier collègue parti. Comme les sessions d'automne duraient trois ou quatre semaines, un excellent cuisinier nous alimentait... aux frais de la princesse. La tradition était que le Doyen se plaçât au milieu de la grande table et le Président en exercice en face de lui. Un soir, M^{me} Kartamischef, la femme du délégué russe, qui était très belle (ce qui explique l'animosité de ses congénères), vint se placer à la droite d'Azarian Affendi. M^{me} Marheinecke, une Américaine, femme du délégué d'Allemagne, plus ancien que le délégué russe, l'interpella vivement. Les maris s'apostrophèrent. Duel en perspective. Je jugeai la chose profondément regrettable et quasi ridicule : nous n'étions certainement pas envoyés là pour nous invectiver et nous battre en duel. J'intervins donc, avant la rencontre des témoins. Je convoquai d'urgence mes collègues et après leur avoir expliqué, qu'à notre table commune, où chacun était réellement chez soi, il n'y avait pas de places d'honneur, excepté si un des délégués invitait spécialement ses collègues *par écrit*; à tous les autres repas, chacun pouvait se placer où cela lui convenait. Nous rédigeâmes un protocole dans ce sens et l'incident fut ainsi clos; autrement dit, le conflit tomba à l'eau... du beau Danube bleu, qui, entre parenthèses, n'a jamais été bleu. Il fut toutefois rougi par le sang versé pendant des siècles par l'avalanche des invasions barbares qui ont saccagé sa vallée.

BRUXELLES, LE HAVRE, LUXEMBOURG
(1909-1920)

Avant d'être accrédité auprès du roi Léopold II, en qualité d'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du roi Carol I, j'avais déjà été premier secrétaire de la Légation de Roumanie à Bruxelles, de 1880 à 1883; dans cette ville est né mon fils cadet Radu, autrefois mon secrétaire, aujourd'hui mon collègue.

J'avais conservé de la capitale belge le plus agréable souvenir. Le voisinage de la France et l'influence de la civilisation française y étant prépondérante, j'y fus particulièrement heureux, car j'avais fait mon éducation à Paris et j'y avais commencé ma carrière diplomatique¹. On pouvait s'y rendre en quatre heures avec un billet aller et retour qui ne coûtait que 54 francs en première classe et qui nous donnait le droit de séjour pendant cinq jours. On pense si on en profitait! Du reste, même si on ne bougeait pas de Belgique le charme de la langue française, les relations avec une société policée et élégante, le mouvement des lettres et des arts étaient de nature à nous attacher solidement au peuple belge, dont César fit l'éloge enthousiaste que l'on connaît. Au point de vue politique, le vieux Jean C. Bratiano, que j'avais eu comme chef intérimaire au Ministère des Affaires Étrangères, disait avec raison : « Bruxelles est le meilleur fauteuil d'orchestre pour bien entendre le concert européen » que d'autres aujourd'hui qualifieraient peut-être de jazz-band, toute révérence gardée.

1. J'ai été le premier attaché de Légation, détaché auprès de l'Agence diplomatique de Roumanie à Paris, (avril 1879), à l'époque où l'indépendance de la Roumanie n'avait pas encore été reconnue par les grandes Puissances de l'Europe; ma nomination fut contre-signée par l'ardent patriote, Jean Campineano, ministre des Affaires Étrangères.

A cette époque, le parti libéral était au pouvoir, sous la conduite de l'illustre orateur Frère-Orban, dont la statue de marbre a été érigée au quartier Léopold. L'antagonisme avec le parti catholique, dirigé par Malou, était profond et irréductible; les socialistes n'avaient pas encore d'influence politique réelle.

Tout jeune encore, j'eus la chance d'être pendant un an et demi, chargé d'affaires, mon chef, Michel Mitilineu, ayant été appelé comme secrétaire général intérimaire du Ministère des Affaires Étrangères par Michel Kogalniceano, mon ancien chef de Paris. Pendant ce laps de temps j'ai eu l'occasion d'assister à quelques événements mémorables : 1^o j'ai représenté la Roumanie aux fêtes officielles données à l'occasion du mariage de la princesse Stéphanie de Belgique avec l'archiduc Rodolphe d'Autriche-Hongrie; selon le protocole, malgré mes vingt-cinq ans, je passais, dans les cortèges officiels de la Cour, avant les présidents de la Chambre et du Sénat et avant le conseil des Ministres; 2^o je notifiai la proclamation de la royauté en Roumanie, tant à Bruxelles qu'à la Haye, car notre légation était alors accréditée auprès des deux Cours. Le ministre des Affaires Étrangères des Pays-Bas, Van Linden de Sandeburg m'offrit un dîner officiel, auquel nous dûmes assister en uniforme; il y eut échange de toasts en langue française et ce début oratoire officiel ne fut pas sans m'émouvoir; 3^o j'assistai, toujours en uniforme, au baptême de l'actuelle reine Wilhelmine des Pays-Bas. Le sermon du pasteur, très long, fut particulièrement fatigant, puisque personne n'y comprenait rien, pas même les Allemands; plus tard, lorsque la reine de Hollande vint rendre visite au roi Albert, au cercle de cour, je lui rappelai le fait, en concluant : « Votre Majesté fut alors très sage.... puisqu'Elle dormait tout le temps. » 4^o j'échangeai avec Frère-Orban, les ratifications des conventions d'extradition, consulaire et d'assistance judiciaire, que le ministre belge des Affaires Étrangères avait signées avec mon chef avant le départ de celui-ci pour la Roumanie.

Je suis très aise d'affirmer que tous ces honneurs ne me firent pas perdre la tête. Je rentrai dans le rang, avec bonne grâce, au retour de mon chef à Bruxelles. La chose est plus difficile qu'on ne le pense : généralement, les secrétaires de légation, après avoir été

longtemps chargés d'affaires intérimaires, chefs de missions éphémères, y prennent goût, et même s'ils ne font pas la moue, en reprenant le licou, deviennent récalcitrants et provoquent parfois des frictions regrettables avec leurs chefs hiérarchiques.

AVANT LA GUERRE. — LE ROI LÉOPOLD II.

On peut aisément se figurer avec quelle joie je retournai à Bruxelles, en 1909, comme chef de mission. Après avoir été directeur politique et secrétaire général au Ministère des Affaires Étrangères, chargé d'affaires à Belgrade, ministre à Sofia et à Constantinople, où j'avais assisté à des événements tragiques, délégué à la Commission européenne du Danube, j'obtenais enfin un poste de tout repos, dans un pays dont la neutralité était garantie par l'Europe; je reconnus, cinq ans plus tard, que je m'étais trompé, avec tout le monde du reste.

Je trouvai la Belgique profondément divisée; mais, cette fois, les catholiques étaient au pouvoir et, de plus, les socialistes formaient un troisième parti, bien organisé et bien discipliné sous la conduite de M. Vandervelde, qui, plus tard, se manifesta aussi comme homme de gouvernement; dans l'opposition même, il sut dompter et canaliser une grève d'environ 600,000 ouvriers et mérita bien de sa patrie en évitant une guerre civile, qui aurait été particulièrement funeste en ces moments-là.

M. Davignon (aux funérailles duquel j'eus le regret de prendre part, à Nice, pendant la guerre) était le ministre des Affaires Étrangères. Je présentai mes lettres de créance au roi Léopold, en juillet 1909. Mes rapports avec ce brillant souverain ne furent pas de longue durée, puisqu'il cessa de vivre le 17 décembre 1909, cinq mois après mon arrivée à Bruxelles. Du reste, il était la plupart du temps à Paris. Les journaux s'occupaient un peu trop de sa vie privée, et très injustement. Un curé même se permit à Ostende¹, de lui faire d'audacieuses remontrances, incité par quelques austères dames de la société. Léopold II, qui n'avait pas froid aux yeux, le laissa patiemment débiter son boniment; quand il eut fini, le

1. Léopold II y avait installé un passage souterrain, qui facilitait ses rendez-vous galants.

roi le cingla tout de go : « Eh ! bien, Monsieur le Curé, on m'a dit la même chose sur vous ; mais moi, je n'ai pas donné créance aux calomnies, car moi, je suis un ami ! » Et il lui tourna brusquement le dos.

Le temps a tout nivelé ! Le monde, aujourd'hui reconnaît que malgré ces peccadilles, Léopold II fut un grand roi, tout comme ses illustres devanciers Henri IV et Louis XIV de France, et Édouard VII d'Angleterre. Sous son règne la Belgique fit des progrès inouis dans toutes les branches de l'activité humaine. Ce fut un homme d'affaires incomparable : l'industrie et le commerce prospérèrent au point que, d'après les statistiques officielles authentiques, le Belge était le citoyen du monde qui, proportionnellement à la population, faisait le plus d'affaires et payait le moins d'impôts. Il favorisa les arts, particulièrement l'architecture. Ce fut un courageux bâtisseur. Il voyait tout en grand et le Palais du cinquanteenaire, à l'inauguration duquel j'assistai, le Palais colonial de Tervueren, le Palais Royal et surtout le Palais de Justice sont là pour témoigner des hautes conceptions de ce réalisateur. Ce dernier Palais, d'après Baedeker, contient plus de pierres que Saint-Pierre de Rome.

La mort de Léopold II fut un vrai deuil national. Ses funérailles furent magnifiques et pendant six mois, non seulement les grands dignitaires de la cour et tout le monde officiel se vêtirent de noir, mais encore toute la société. Dans les premiers mois il n'y eut pas de réceptions et nous ne pûmes plus aller même au théâtre. On commença par assister simplement aux conférences, car le mouvement mondain ne perd jamais ses droits. Il arriva alors une chose peu banale : il y avait dans les salles plusieurs centaines de dames, crépées sombrement ; mais, comme le deuil n'était pas personnel, il ne pouvait empêcher les femmes de jacasser et même de rire bruyamment et ce grand brouhaha produisait un effet de contraste très piquant. Je ne pus m'empêcher une fois de dire à un de mes collègues : « Regardez ce spectacle. N'est-il pas vraiment très curieux ? Ne dirait-on pas que nous nous trouvons en présence de veuves joyeuses ? »

Dans l'œuvre du roi Léopold II, il ne faut pas oublier qu'il a doté la Belgique de cette immense et merveilleuse colonie, qui s'appelle

le Congo. S'il n'avait fait que cela, il serait encore digne d'un culte de reconnaissance. En ma qualité (?) de mélomane, je n'avais qu'un reproche à lui faire : il n'aimait pas la musique, qu'il dénommait « le bruit qui coûte le plus cher. » Pendant son long règne, il dut entendre des milliers de fois l'hymne national belge; pour s'en venger, il disait souvent, lorsqu'on l'entonnait pour saluer son entrée : « Il me semble que c'est la Brabançonne! »

AVÈNEMENT DU ROI ALBERT I

L'avènement au trône de Belgique de S. M. Albert I, neveu de Léopold II et de Carol I de Roumanie, fut un gros événement politique chez un peuple alerte, enthousiaste, entreprenant. La prestation du serment à la Chambre des députés, devant la reine Élisabeth et la famille royale, le corps diplomatique et les corps législatifs, fut un spectacle grandiose : les toilettes des dames rivalisaient d'éclat avec les innombrables uniformes dorés, car, il faut savoir qu'en Belgique l'uniforme est endossé dans les fêtes officielles d'apparat, non seulement par tous les hauts fonctionnaires, mais aussi par toute personne admise aux bals de Cour. Le roi Albert, d'une voix vibrante, jura de respecter la Constitution et de garantir l'intégrité du territoire national. Ce moment historique est pour moi d'autant plus inoubliable que, cinq ans plus tard, j'ai vu avec quelle loyauté et quelle dignité indomptable il tint parole, lors de l'inqualifiable agression de l'Allemagne.

Le jeune roi, grand de taille, paraissait timide, mais la bonté qui rayonnait autour de sa tête blonde n'excluait pas la fermeté lorsqu'il le fallait. Comme prince héritier déjà, il s'était appliqué aux sciences exactes et aimait approfondir les grands problèmes sociaux dont les ferments agitaient déjà l'Europe. Il s'intéressait vivement aux travaux publics et savait conduire une locomotive, comme le mécanicien le plus expert. Comme prince héritier, il m'avait raconté comment il parcourut, d'un bout à l'autre, le Congo belge à pied. Il fit preuve, plus tard, pendant les cinq années de paix, de beaucoup de tact, tâchant d'arrondir autant que possible les angles dans la lutte des partis.

Sa mère, la comtesse de Flandre, sœur de mon souverain Carol I, était une princesse accomplie. Elle peignait et dessinait comme une artiste professionnelle. Très musicienne, elle suivait assidûment tous les concerts du cercle artistique et littéraire, dont le président était M. Paul Hymans, aujourd'hui ministre des Affaires Étrangères, mais à cette époque simple député et de l'opposition libérale. S. A. R. donnait elle-même cinq ou six réceptions musicales par hiver, dans son beau Palais de la rue de la Loi, tout rempli d'œuvres d'art. Lorsque je quittai Bucarest, M. Jean J. Bratiano, ministre des Affaires Étrangères, me dit : « N'oubliez pas que vous êtes accrédité non seulement auprès du roi Léopold II mais aussi auprès de la comtesse de Flandre. » Et, effectivement, à cause de la proche parenté entre les deux Cours royales, j'étais invité, non à une seule soirée musicale, comme mes autres collègues, mais à toutes et à de nombreux dîners intimes de famille. A une de ces soirées, je remarquai, sur le programme, que le *quatuor* Madeleine Godard devait se produire. Lorsque la princesse vint, selon son habitude, me demander mon avis sur l'exécution, je lui dis : « Mais je connais M^{lle} Madeleine Godard, sœur de Benjamin Godard¹, car nous avons joué ensemble du violon dans l'orchestre symphonique d'amateurs, conduit par M. Léopold Deledicque, à l'époque où j'étais étudiant à Paris; en trois années consécutives nous avons exécuté la symphonie en ut mineur de Beethoven et les symphonies écossaise et romaine de Mendelsohn à la salle Érard. » La princesse, très intriguée par cette révélation inattendue, se mit à crier, d'un bout du salon à l'autre : « Madeleine, venez donc vite retrouver un ancien ami ! » Et nous nous mîmes, tous les deux, à égrener les souvenirs artistiques d'un passé très lointain.

Pour entrer dans les bonnes grâces de cette femme de haute valeur intellectuelle, je fis appel à mon ami Enesco, notre gloire nationale, qui vint de Paris et donna un concert à la Légation de Roumanie, brillamment accompagné par mon ami Georges de Golesco. La veille, j'avais télégraphié pour avoir des nouvelles de la santé du roi Carol; à l'arrivée de la comtesse de Flandre, je Lui présentai la réponse de M. Majoresco, président du conseil et

1. Celui-ci venait souvent diriger les répétitions de notre modeste orchestre.

ministre des Affaires Étrangères. La princesse en fut si touchée que, séance tenante, elle rédigea, à l'adresse de son frère, le télégramme ci-après : « Me trouvant sur terre roumaine, suis heureuse d'apprendre bonnes nouvelles de ta santé et t'embrasse tendrement. (S.) Marie. » Je fis également venir un autre excellent violoniste roumain, M. Barozzi, qui joua à la Légation devant LL. AA. II. le prince et la princesse Napoléon; il joua aussi devant Leurs Majestés, car la reine, très bonne violoniste elle-même, s'intéresse vivement à la musique. Ces auditions avaient lieu dans les deux salons, de l'avenue Louise, où j'avais créé une ambiance roumaine, en suspendant aux murs des tableaux des maîtres roumains : Grigoresco, Mirea, Lukian, Voïnesco, Patrasco, Kimon Loghi, sans compter les œuvres de mon regretté frère, qui exposa deux fois aux Salons de Paris.

Puisque je me trouve dans le domaine de la peinture, j'éprouve un vif plaisir à rappeler un fait qui m'est cher. Du temps où j'étais secrétaire à Bruxelles, j'avais acheté, dans une vente publique, un tableau de Fr. Courtens (aujourd'hui baron) : *le Moulin dans les tourbières*; cette toile est cataloguée dans le volume : *Fr. Courtens et son œuvre*, mais sans indication du propriétaire actuel, comme le sont les autres toiles. Ayant fait la connaissance du maître belge, je l'invitai à déjeuner, ainsi que son fils, peintre également. Après le repas, je le conduisis tout droit à son œuvre et lui demandai : « Connaissez-vous ce tableau ? » Il resta un moment stupéfait; puis se reprenant, il éclata : « Mais c'est mon enfant, que j'avais perdu, depuis plus de trente ans ! » Et se tournant vers son fils, il affirma, avec une conviction touchante : « C'est beau cela, tu sais ! »

Je m'employai aussi à accentuer la fraternité des lettres entre les deux peuples amis. Je suggérai à notre historien Al. Xenopol de venir à Bruxelles, où il fit une conférence à l'Université; il en fit une seconde à l'Université de Louvain. Toutes les deux furent vivement acclamées. A un déjeuner que j'offris à la Légation, en son honneur, j'invitai, en dehors de plusieurs professeurs, écrivains et artistes, M. Poulet, aujourd'hui vicomte, ministre des Sciences et des Arts et, comme moi, ancien élève de l'École des Sciences Politiques de Paris. Nous échangeâmes, à cette occasion, des

toasts amicaux, où nous souhaitions que nos deux pays marchassent, la main dans la main, dans les voies lumineuses du progrès intellectuel. Combien nous étions alors loin de penser que ces voies devaient se transformer en un calvaire ensanglanté. Mais, Dieu merci, nous fûmes encore la main dans la main dans ces cruelles épreuves, si peu méritées!

*
* *

Le roi Albert ayant visité quelques souverains et chefs d'États, ceux-ci lui rendirent cette politesse. Nous eûmes donc plusieurs fêtes consécutives. J'ai raconté déjà que la reine Wilhelmine des Pays-Bas vint à Bruxelles. J'eus également l'honneur d'être présenté à M. Fallières, président de la République Française. Lors du cercle donné à la cour, pour la présentation des chefs de mission au roi de Suède, Sa Majesté, arriva en face de M. de Below, ministre d'Allemagne, qui est de très haute taille, le toisa de haut en bas et lui dit simplement : « Combien? » Mon collègue répondit aussi laconiquement : « 1m.95. » Alors le souverain scandinave, triomphant, lui répliqua en riant : « Moi, 1m.97! »

Évidemment, la visite la plus bruyante fut celle de l'empereur Guillaume II, très théâtral, chacun le sait. Le souverain allemand, au lieu du traditionnel cercle de cour, nous reçut séparément, ce qui flatta les chefs de mission. Lorsque j'entrai, accompagné de mon collègue M. de Flotow, dans le salon où se trouvait le Kaiser, celui-ci arrêta son ministre : « Inutile de me présenter M. Djuvara; je le connais. » Effectivement, à l'époque où j'étais ministre à Constantinople, l'empereur Guillaume II, accompagné de l'impératrice, retour de Jérusalem, où il avait apparu aux populations ébahies dans le costume de Lohengrin, était venu faire une visite au sultan Abdul-Hamid. Il y eut un dîner somptueux à Yldiz-Kiosk et nous fûmes présentés à Leurs Majestés. Nous parlâmes donc à Bruxelles de la Turquie et de la politique générale. Dans le fatras des banalités débitées, je me demandais s'il n'y avait pas lieu d'appliquer le dicton paradoxal bien connu : « La parole a été donnée à l'homme pour déguiser sa pensée. » Néanmoins, je dois avouer

que, selon l'impression de moment, l'homme que j'avais devant moi paraissait enchanté de la situation et nullement disposé à en abuser. Pour expliquer son revirement, M. Émile Ludwig, dans sa récente biographie, montre Guillaume II manquant de caractère et de courage et subissant l'influence des militaristes et pangermanistes, conduits par le Kronprinz. D'un autre côté, un collègue placé pour être bien informé, m'a affirmé que le Kaiser se vantait d'avoir calmé l'humeur belliqueuse de l'archiduc Ferdinand. Quoiqu'il en soit, l'historien allemand lui-même reconnaît que la responsabilité de Guillaume II reste entière. Avant de nous séparer, le Kaiser me dit : « Je n'ai pas l'honneur de connaître personnellement votre frère, ministre des Affaires Étrangères. Toutefois, je vous prie de lui transmettre mes compliments et mes vœux de réussite dans les affaires de l'État roumain. » On sait que, pendant la guerre, Guillaume II alla chez ses amis et alliés les Bulgares, mais non à Bucarest, envahi.

En dehors de ces visites de chefs d'État étrangers, j'eus la satisfaction de voir à plusieurs reprises venir à Bruxelles, nos héritiers du trône, LL. AA. RR. le prince Ferdinand et la princesse Marie, plus tard roi et reine de Roumanie; une fois, je les accompagnai jusqu'à Ostende, d'où les princes se rendirent à Londres.

Un beau jour, j'appris officieusement l'arrivée de leur fils S. A. R. le prince Carol, descendu au Palace Hôtel, à côté de la gare du Nord. Respectant son strict incognito, je ne bronchai pas. Il n'était accompagné que d'un professeur, qui m'apporta, le surlendemain, un petit mot du prince, me priant d'aller le voir. Il me demanda d'intercéder auprès du roi Carol, son oncle, pour obtenir la permission de monter dans un avion belge. Je télégraphiai à Bucarest et rapportai la réponse, qui était négative. Le jeune prince était très mécontent et n'appréciait pas la sévérité de son oncle. Je me permis de lui faire remarquer que nous avions tous le devoir de veiller sur l'existence d'un héritier cher au peuple roumain et appelé à régner. Il s'en prit alors à moi : « Vous avez donc émis un avis contraire? — Non, Monseigneur, répondis-je, mais je puis bien dire aujourd'hui que je partage la manière de voir du roi, si prudente. » J'eus l'occasion de connaître de plus près le prince Carol à Athènes, en 1921, puisque c'est moi qui ai rempli les forma-

lités légales de son mariage avec S. A. R. la princesse Hélène de Grèce. J'ai admiré alors, non seulement son courage, mais aussi son chaud patriotisme, sa perspicacité politique et son esprit d'initiative.

Enfin, une visite, qui devait me ravir, fut celle de mon frère, alors ministre des Affaires Étrangères. C'était aussi un ancien élève de l'École des Sciences Politiques de Paris. Dans les lettres particulières qu'il m'adressait, il signait : « Ton cadet de chef. » M. Davignon, ministre des Affaires Étrangères, nous offrit un dîner. A cette occasion un fonctionnaire du protocole vint me dire qu'on était assez embarrassé pour le placement : devait-on placer mon chef ou moi à la droite de l'amphytrion. Je répondis que, strictement parlant, je devais passer le premier, puisque je représentais la Roumanie, tandis que mon frère était en congé. C'est ce que les Turcs avaient fait, lorsque mon frère, alors ministre de la Justice vint me visiter à Constantinople et que nous nous présentâmes chez le sultan Abdul-Hamid. Mais je voulais accorder à mon frère une revanche et je priai qu'il passât devant.

Mes bonnes relations avec un pareil chef, me touchant de se près, me permirent de signer, avec M. Davignon, un traité entre la Belgique et la Roumanie, concernant la propriété littéraire et artistique, question qui m'est chère depuis bien longtemps, puisque je suis un des membres fondateurs de l'Association littéraire et artistique internationale, qui accomplit, en 1928, cinquante années d'existence et dont le Président actuel est l'éminent avocat G. Maillard. Grâce à son appui je pus prendre l'initiative de la création d'une légation de Roumanie au Luxembourg, avec résidence de son titulaire à Bruxelles. Je connaissais déjà M. Eyschen, le chef du gouvernement luxembourgeois, pour l'avoir vu et pratiqué à un congrès de notre association, réuni au Luxembourg. Je présentai deux fois des lettres de créance, une fois à la grande-duchesse mère et une fois à la grande-duchesse sa fille, aujourd'hui religieuse. A un dîner et le lendemain à un concert à la cour, j'eus le spectacle rare de quatre grandes-duchesses : l'aïeule, la grand'mère, la mère et la fille, et aux deux réceptions c'est l'aïeule qui était la plus infatigable et ne voulait pas aller se coucher, au désespoir du maréchal de la cour.

Furetant dans les archives de la Légation, je trouvai un traité

d'extradition avec le Luxembourg, signé par mon prédécesseur. J'en parle, parce que son cas était rare. En effet, ce traité avait été voté par les corps législatifs des deux pays, mais sa ratification avait été brusquement arrêtée. On avait négligé, soit dans le texte même du traité, soit dans un protocole final, de faire la réserve usuelle faite habituellement par la Roumanie : notre législation n'admettant pas la peine de mort, le pays avec lequel nous contractons, s'il applique la peine de mort, prend l'engagement de ne pas exécuter l'extradé. Le Luxembourg avait la peine de mort, en principe seulement, car, depuis plus de soixante ans, on n'avait exécuté personne. Je m'appliquai donc auprès de M. Eyschen et je réussis à le convaincre, et nous signâmes un nouveau traité d'extradition, encore en vigueur, avec la réserve obligatoire.

Si l'activité commerciale et industrielle était florissante, tant chez les Flamands que chez les Wallons, le mouvement mondain était très intense à Bruxelles. Pendant la saison, qui durait quatre mois, il y avait quotidiennement des réceptions à jour fixe, des thés et des bals. Pour les dîners, on recevait deux ou trois invitations par soirée, et pour inviter soi-même, il fallait s'y prendre un mois à l'avance, si l'on tenait absolument à avoir telle ou telle personne; un plaisant, recevant une pareille invitation prématurée, répondit : « Oui, j'irai avec le plus grand plaisir... si je suis encore en vie à cette date éloignée! » A un de nos dîners, l'épouse du secrétaire de la Légation du Japon portait le costume national, si poétique; elle était charmante; ma femme insista auprès d'elle pour apprendre son opinion sur les européens; après une longue hésitation, elle finit par répondre : « Eh! bien, franchement, je vous trouve tous très laids! »

Dans la société aristocratique, le placement, à table était si difficile, à cause des prétentions de certaines personnes, que l'on était obligé de donner de plus nombreux dîners, pour éviter tout froissement. Les réceptions des princesses de Ligne étaient particulièrement somptueuses. Aux vendredis du théâtre de la Monnaie, les loges étaient transformées en véritables petits salons de réception. Là, pendant l'hiver 1913-1914, après la *Tétralogie*, j'entendis vingt-deux des vingt-cinq représentations de *Parcifal* de Wagner, et je ne détins pas le record. Les Allemands s'insinuaient par la

musique dans l'âme des peuples. Au cercle artistique et littéraire et dans les salons de la vicomtesse Ad. de Spoelberch, de la comtesse Horace van der Burch, de la vicomtesse de Sousberghe et de la comtesse van der Steen de Jehay, se produisaient les plus illustres conférenciers français, que j'eus l'honneur de connaître; Maurice Donnay (ancien condisciple de mon frère au lycée Louis-le-Grand), Jean Richepin, Maurice Barrès, Henri de Régnier, Abel Hermant, Rageot, Henri Robert, etc. Il y avait des concerts symphoniques : au Conservatoire, à la Monnaie et à la société Ysaye, sans compter les auditions de la société Bach. Tout contribuait à rendre délicieux le séjour dans ce coin de terre, embelli par l'art de l'homme; dans aucune capitale la vie n'était aussi facile.

Je finirai ce chapitre d'une époque douce et idéalement pacifique par une anecdote assez plaisante. J'arrive, de bonne heure, à un bal de cour. Le ministre d'Allemagne, M. de Flotow, se trouvait déjà dans la grande salle. Il vient à moi, et, après les saluts d'usage, me demande quel était un personnage qui se tenait, en uniforme diplomatique, au milieu du salon, avec une très grande canne, à pomme dorée, comme on en portait au xvii^e et au xviii^e siècles. Je ne le connaissais pas. Très intrigués tous les deux, nous nous avançons à petits pas vers lui; en un bond il arrive et se plante devant nous : « Yé souis l'Égouador! » C'était un nouveau ministre de la République de l'Équateur. Nous nous trouvâmes très embarrassés lorsqu'il prononça un long discours en espagnol¹; j'avais beau l'interrompre : « Mon cher collègue, nous ne comprenons pas l'espagnol! » Il continua sans répit. Lorsqu'il eut fini, j'allai chercher M. Davignon et très sérieusement je lui reprochai de ne nous avoir pas prévenus que l'étiquette de cour avait changé et que nous devions nous pourvoir de cannes dorées. Il rit de bon cœur. Il eut la charitable courtoisie de prévenir le représentant équatorial et dans les réceptions officielles suivantes il parut dans l'attirail diplomatique habituel... qui est assez doré sur tranches, pour ne pas le compliquer davantage par des dorures supplémentaires.

1. Lorsque j'étais chargé d'affaires à Bruxelles, un ministre sud-américain m'adressa une note en espagnol. Je lui répondit en roumain. Il vint me voir et me déclara, enchanté, qu'il avait parfaitement compris ma lettre.

Nous avons un second collègue sud-américain, écrivain très apprécié dans son pays. Mais il commit l'imprudence de nous avouer que, lorsqu'il était à Rome il faisait partie d'une « académie d'Arcadie » et qu'aux réunions de cette société, il s'habillait en costume de berger. Cela suffit pour que, dans toutes les réceptions, on insistât sérieusement pour le voir en berger arcadien!

Enfin, nous avons un troisième collègue, très brave homme, mais homme de couleur et, par dessus le marché, docteur en médecine. On le surnomma : la sage-femme du corps diplomatique. Après son arrivée, il fit sa tournée habituelle de cartes de visites. Un de nos collègues nous prévint : « Ne sonnez pas chez notre nouveau collègue, car il vous ouvre lui-même et vous êtes pris au piège. Déposez votre carte dans la boîte aux lettres. » Et tout le monde suivit son conseil.

Comme me le disait le vieux M. Woeste, un seul point noir existait à l'horizon politique belge : le dissentiment bilingue entre les flamands et les wallons. A un moment, M. Destrée, plus tard ministre des Arts, avait menacé de l'autonomie de la Wallonie. Mais cette querelle entre frères s'évanouit devant le danger commun.

LA GUERRE¹. — BRUXELLES

Nous vivions donc heureux, dans cette atmosphère placide, lorsque éclata comme une bombe, le 2 août 1914, la nouvelle de la remise d'un ultimatum de l'Allemagne, présenté par une note de M. de Below². L'Allemagne, exigeait du gouvernement belge qu'il permît à ses armées de traverser le royaume pour attaquer la France, sous le prétexte fallacieux que « des forces françaises auraient l'intention de marcher sur la Meuse par Givet et Namur. »

1. Cf. De Ridder, *La Belgique et la guerre, Histoire diplomatique*; Tasnier et Van Overstraeten, *Opérations militaires*; G. Rency, *La vie matérielle en Belgique durant la guerre mondiale*; Joseph Cuvelier, *L'invasion allemande*, 4 vol., in-4, Bruxelles, H. Bertels Ed.

2. J'avais connu M. de Below comme premier secrétaire de l'Ambassade d'Allemagne à Constantinople, au temps où j'y étais Ministre. Bon pianiste, c'était un diplomate d'allures très agréables. A Pékin, à l'époque des Boxeurs, la plupart des diplomates se réfugièrent à la Légation d'Allemagne, où, pour les nourrir, M. de Below dut sacrifier ses deux chevaux. Pour son courage et son énergie, il obtint la Légion d'honneur.

Le ministre des Affaires Étrangères, M. de Bethmann-Holweg, avait eu l'audace de qualifier de *chiffon de papier* le traité européen garantissant la neutralité de la Belgique; c'est une tache, qui restera à jamais sur son nom. Et l'on n'accordait que douze heures au gouvernement belge pour répondre à cette inqualifiable agression. Remise à 7 heures du soir, la note allemande exigeait une réponse avant 7 heures du matin. Nous assistâmes alors à un des plus glorieux spectacles de l'histoire du monde : dans cette nuit tragique, les hommes politiques les plus marquants des trois partis politiques réunis au Palais, sous la présidence du roi Albert I, justement surnommé *le roi chevalier sans peur et sans reproche*, se donnèrent la main pour défendre la patrie si injustement attaquée par un puissant voisin. L'union nationale se fit et persista, non seulement pendant toute la durée de la guerre, mais encore pendant plus de sept ans après la guerre. Cette nuit même, des membres éminents de l'opposition libérale ou socialiste, MM. Paul Hymans, Vandervelde, Huysmans, comte Goblet d'Alviella, etc, furent nommés ministres d'État. On les vit, pendant l'exil, travailler pour la défense de leur patrie, à côté des ministres catholiques, membres du gouvernement; union touchante qu'on aurait cru irréalisable. Les Belges, devant le danger commun se sont rappelé leur devise nationale : « L'Union fait la force. » Un seul homme politique important admettait le passage des armées allemandes : M. Woeste, ancien chef du parti catholique et ancien premier ministre; il revint à la charge après la prise de Liège et pendant le siège d'Anvers; sa seule excuse : il était d'origine allemande¹. Il y eut, certes des *défaitistes* dans tous les pays belligérants, car, comme dit le proverbe roumain : « Toute forêt a des branches sèches. » Pour ce qui est de la France, voici ce que je télégraphiai à mon gouvernement, le 7 juillet 1916, sous n° 410 :

« Mon collègue français a été reçu ces derniers jours par le président de la République, qui lui a dit : « Tant que je serai à mon poste d'honneur, je n'admettrai à aucun prix une paix boiteuse et prématurée et si l'on tente quelque chose dans ce sens, je me mettrai carrément en travers. Il

1. M. Klobukowski a eu la même information (*Souvenirs de Belgique 1927*). M. Aug. Gérard, ancien Ministre de France à Bruxelles, dans ses *Mémoires* (1928), écrit : « M. Woeste, qui était lui-même d'origine prussienne, a contribué plus que personne au développement de ces influences allemandes. »

y aurait plutôt une révolution en France ». A cette dernière boutade M. Klobukowski répliqua que ce mouvement ne serait pas révolutionnaire puisqu'il serait dirigé par le chef de l'État lui-même. »

Dans leur ardent patriotisme, tous les autres hommes politiques belges furent d'accord pour repousser l'indigne proposition de l'Allemagne. Voici le passage essentiel de la réponse :

« Le gouvernement belge, en acceptant les propositions qui lui sont notifiées, sacrifierait l'honneur de la nation, en même temps qu'il trahirait ses devoirs vis-à-vis de l'Europe... Le gouvernement belge est fermement décidé à repousser, par tous les moyens en son pouvoir, toute atteinte à son droit. » Le 4 août le Parlement fut convoqué et, dans son discours, le roi déclara : « Si l'étranger viole notre territoire, il trouvera tous les Belges groupés autour de leur souverain, qui ne trahira jamais son serment constitutionnel ».

Enfin, le Roi Albert adressa une proclamation à l'armée de la nation, où l'on lit :

« Souvenez-vous devant l'ennemi que vous combattez pour la liberté et pour vos foyers menacés. Je pars de Bruxelles pour me mettre à votre tête. »

J'appelai à la Légation les étudiants roumains, très nombreux en Belgique. L'un d'eux se mit à discourir longuement sur la situation, supputant les chances de la guerre et la disposition éventuelle des Allemands à l'égard des Roumains. Je le laissai pérorer et quand il eût fini : « Mon cher compatriote, lui répondis-je, je ne suis pas aussi éloquent que vous ; en deux mots seulement, je vous conseille de partir au plus vite, pour ne pas être surpris par les événements. » La plupart en firent à leur tête et restèrent ; ils furent déportés en Allemagne où on leur fit la vie très dure ; à mon retour à Bruxelles, ils reconnurent leur tort et regrettèrent amèrement de ne m'avoir pas écouté.

Le pays fut envahi. Alors commença cette épopée douloureuse qui dura quatre années et quatre mois. Seule l'héroïque défense de Liège par le général Leman, dont je possède une photographie avec une très flatteuse dédicace, retarda pendant deux semaines l'occupation de Bruxelles, qui n'avait aucun moyen de défense. Pendant ces deux semaines, nous attendions le signal de départ que devait nous donner le ministère des Affaires Étrangères.

La vie devenait de jour en jour plus difficile dans la capitale. Nous devons songer sérieusement aux moyens de transports jusqu'à la gare. Je m'entendis avec mon collègue suédois, mon voisin de l'avenue Louise. Nous engageâmes chacun de notre côté une automobile. Toutes les deux nous firent défaut le jour du départ. Heureusement, j'avais une voiture, louée au mois, et l'écurie était derrière la Légation. C'est dans cette voiture que je pris place avec ma femme, en emportant non seulement notre bagage, mais aussi celui de M. et de M^{me} de Klercker, qui, eux, se rendirent à la gare en bicyclette. Au départ, le brave et dévoué Joseph Mack, intendant de la Légation, pleurait; il se rattrapa, à mon retour, en versant des larmes de joie. Le train avait un aspect funèbre. Le trajet jusqu'à Anvers fut des plus tristes; heureusement que ce trajet est très court. Tout le monde pensait qu'on s'en allait pour quelques mois; nous restâmes en exil plus de quatre ans.

*
* *
*

Je dois dire que je pris sur moi d'accompagner le gouvernement belge. Mon gouvernement ne me donna aucune instruction à ce sujet et je me gardai de lui en demander. J'écoutai d'abord mon cœur mais aussi la raison, car dès le premier moment du grand conflit européen, ma conviction de la victoire des alliés fut faite et resta inébranlable. M. Davignon me dit, après notre entrée en guerre : « Vous, vous n'avez jamais été neutre. » J'ai même fait, à ce sujet des paris avec deux diplomates, que je ne nommerai pas, et auxquels j'ai gagné 2,500 francs. Ainsi, mon amour pour la patrie et la liberté, représentées par la France et la Belgique, me rapporta, non seulement de nobles émotions, mais aussi des espèces sonnantes, que je versai au modeste fonds de bienfaisance, institué par moi à la Légation. Je laissai comme chargé d'affaires à Bruxelles mon très cher et regretté conseiller de Légation, Gabriel Mitilineu, fils de mon ancien chef. Il fut aidé dans sa tâche par mon ami Paul Wauwermans, que j'avais fait nommer consul général de Roumanie.

Le train qui s'ébranla pour Anvers, emportait : Mgr. Tacci, Nonce (aujourd'hui cardinal); Sir Francis Villiers, ministre de la Grande-Bretagne; M. Guani, ministre de l'Uruguay (plus tard

président de la société des Nations); le prince Jean Koudachef, ministre de Russie (beau-frère de M. Iswolski, plus tard ambassadeur à Madrid); M. de Weede, ministre des Pays-Bas; M. de Barros Moreira, ministre du Brésil (plus tard ambassadeur); M. Levidis, ministre de Grèce; le marquis de Faura, chargé d'affaires d'Espagne (actuellement ministre à Stockholm); son chef, le marquis de Villalobar, resta à Bruxelles; il hissa le drapeau espagnol sur l'hôtel de la Légation de Roumanie; Nousret Sadoulah Bey, ministre de Turquie, (celui-ci partit du Havre pour la Haye, quand son pays entra en guerre contre les alliés); M. A. da Veiga, ministre du Portugal; M. Yamanaka, chargé d'affaires du Japon (celui-ci fonctionna au Havre, jusqu'à l'arrivée du ministre Adatci, plus tard ambassadeur à Paris); le nouveau ministre d'Italie, marquis Carignani (actuellement ambassadeur) vint nous rejoindre à Anvers; il présenta ses lettres de créance au roi Albert à Ostende. M. Brand Wittlock, ministre et plus tard ambassadeur des États-Unis d'Amérique, resta à Bruxelles, jusqu'à l'entrée en guerre de son pays; nous le revîmes après au Havre; M. Hughes Gibson, le conseiller de la Légation, vint souvent à Anvers; il est maintenant ambassadeur à Bruxelles. M. Blancas, ministre d'Argentine (aujourd'hui ambassadeur), Mahmoud Khan, ministre de Perse, et M. Krag, ministre de Danemark, ne bougèrent pas de Bruxelles. Mon regretté collègue et ami Vesnitch, ministre de Serbie, habitait Paris, mais il venait nous voir de temps à autre au Havre, étant également accrédité auprès du roi Albert.

Mon collègue et ami A. Klobukowski, ministre de France, gendre de Paul Bert, ancien gouverneur général de l'Indo-Chine, quitta Bruxelles en automobile. Le 20 août 1914, le lendemain matin de notre départ, les Allemands firent leur entrée dans la capitale belge. A leur tête, le gouverneur général von Bissing se rendit à ce chef-d'œuvre de l'art gothique qu'est l'Hôtel de Ville, où l'attendait le maire, entouré des échevins. Il s'assit au bureau et plaça brutalement, devant lui, son revolver; M. Ad. Max, plus tard incarcéré en Allemagne, calme, mais résolu, sortit son stylo et le plaça juste en face du revolver. Ce furent deux symboles, caractérisant admirablement des deux peuples : et le jour vint où le gros revolver fut réduit au silence par le petit stylo!

ANVERS ET OSTENDE.

Notre séjour de trois semaines à Anvers fut très mouvementé, car le grand port, serré de plus en plus de près, finit par être assiégé et bombardé.

Le roi et la reine s'installèrent dans le Palais du gouverneur de la province, dans le voisinage immédiat de l'hôtel Saint-Antoine, réservé au corps diplomatique. Les membres du gouvernement habitaient dans un autre bâtiment. Pour ma part, je n'eus plus de communication avec mon pays. Pendant un an et demi, je n'ai pas eu de nouvelles de ma vieille mère ni des miens. Les appointements et mes revenus me faisant défaut je dus, pour vivre, faire un emprunt à une banque belge, que j'indemnisai, une fois parvenu en France, où je reçus télégraphiquement l'actif dont je disposais à Bucarest.

Notre existence se passait dans une cruelle attente et dans la recherche d'informations positives sur les opérations militaires. A cet effet, nous nous rendions souvent au ministère des Affaires Étrangères. Un jour en causant avec le baron Gaiffier d'Hestroy, directeur politique, ancien ministre de Belgique à Bucarest (actuellement ambassadeur à Paris), je lui demandai combien de temps à son avis, la place d'Anvers pourrait résister à l'ennemi. Il me répondit : « Anvers est un second Port-Arthur et je suis persuadé qu'il résistera pendant six mois. »

Je me permis de mettre en doute cet optimisme. Je lui racontai que mon beau-frère B. Zottu, général de division et chef de notre grand état-major, camarade d'école du général Leman, étant venu à Bruxelles, avant la guerre, fut autorisé à visiter en détail les fortifications de Liège et d'Anvers ; lui ayant demandé combien de temps ces dernières pourraient faire face à l'ennemi, il me dit péremptoirement : « Tout au plus trois semaines, avec les moyens d'attaque actuels. » Malheureusement, sa prophétie se réalisa de tout point.

Une nuit d'été (du 24 au 25 août), très douce et très claire, un bruit insolite dans les airs terrorisa la population : c'était le premier zeppelin qui venait semer la mort dans cette ville dépourvue

de toute défense aérienne. Les soldats belges, exaspérés par ce lâche attentat, apaisèrent leur rage, en tirant, bien inutilement, des coups de fusil contre ce monstre, que nous vîmes parfaitement, car il volait très bas. C'est seulement une douzaine de jours plus tard, que l'on reçut d'Angleterre les petits canons de défense qui manquaient aux Belges. Dans l'entre-temps, le port fut littéralement saccagé. Nous descendions dans les caves de notre hôtel, souvent dans un costume sommaire. Une nuit, je vis M. Sarolea, professeur d'Université et correspondant d'un grand journal anglais, descendre l'escalier avec un grand coussin dans les bras ; je lui demandai s'il allait se coucher dans la cave : « Non, répondit-il, mais je ne veux pas être défiguré par une bombe. » Ce qui rendait amusante cette réplique, c'est que le journaliste n'était pas un Adonis. Mais dans les caves non plus on n'était pas en sûreté, puisqu'un consul général de l'Amérique du Sud fut enseveli dans la cave de sa maison.

Le lendemain matin, le secrétaire du roi, M. Ingelbleek, vint nous prendre en automobile le Nonce, le ministre de Russie et moi, pour voir les horreurs commises par l'ennemi. Je n'oublierai jamais le spectacle offert par la place du Poids public : la bombe était tombée au centre de la place et ses éclats endommagèrent plusieurs maisons voisines ; dans l'une, principalement, un pauvre vieux et sa femme, ayant entendu du bruit, se mirent à la fenêtre : ils furent déchiquetés ; dans la maison tout était ensanglanté et pulvérisé. Dans une autre maison, à deux étages, la bombe pénétra par le toit et éclata au rez-de-chaussée ; par un vrai miracle, le locataire qui dormait dans son lit, fut indemne. Il y eut 6 bombes et 12 morts.

Les chefs de mission se réunirent sous la présidence du Nonce, pour examiner s'il n'y avait pas lieu de protester contre le bombardement sans préavis. Malheureusement, nous apprîmes que la convention concernant la conduite des avions en temps de guerre, quoique bel et bien signée par l'Allemagne, n'avait pas été ratifiée. Il n'y avait donc rien à faire.

Le gouvernement belge nous adressa une note, par laquelle, constatant l'impossibilité où il se trouvait de garantir nos personnes et nos biens, il nous mettait à l'aise, en admettant la perspective

de notre départ. Nous fûmes tous unanimes à ne pas vouloir profiter de cette invitation et nous déclarâmes que nous resterions à notre poste d'honneur, là où se trouvait le souverain auprès duquel nous étions accrédités. Mais les dames du corps diplomatique quittèrent presque toutes Anvers : n'étaient plus présentes que la princesse Koudachef, Lady Villiers, M^{me} de Klercker et ma femme. A la veille de notre départ définitif, j'avais décidé celle-ci à partir en automobile, pour la Hollande, en compagnie du ministre de Suède et de M^{me} de Klercker; tout était préparé, les bagages installés dans les automobiles. Mais au dernier moment, ma femme en pleurs me déclara qu'elle préférerait partager mon sort. On dut rapporter de la frontière ses colis.

L'avance de l'armée allemande chassait de leurs foyers les paisibles habitants des villages environnants; ils défilaient chaque jour dans les rues d'Anvers, lamentables théories d'hommes, de femmes et d'enfants, dont la plupart ne portaient dans leurs bras que des coussins et des couvertures.

Anvers possédait une des plus belles ménageries. Les bêtes, mal nourries, hurlaient horriblement et troublaient davantage les âmes, déjà trop meurtries par les souffrances physiques et morales. Faute de viande, on dut abattre les fauves; seuls restaient ceux qui nous assiégeaient.

Au milieu de ce drame émouvant, j'eus un incident tragi-comique, tout à fait inattendu. Ma femme apprit l'existence à Anvers d'une chapelle orthodoxe grecque, sise rue de Gand, qui donne place de la Gare du Sud. Voulant nous y rendre, nous descendîmes du tramway et nous vîmes cinq ou six rues, à droite et à gauche. Je m'approchai d'un groupe de Flamands et, me rappelant que *Gand* se dit en flamand *Gent*, j'interrogeai : « *Gent* strasse? » Ils grommelèrent quelques jurons, auxquels je ne compris rien. Je cherchai donc cette fameuse rue et je ne manquai pas de la trouver. A peine étions nous entrés dans l'oratoire, que le bedeau s'approcha de moi et très discrètement me dit : « Monsieur, on vient vous arrêter. — Moi? — Oui, parfaitement, vous; on vous a bien vu de la porte. » J'allai éclaircir ce quiproquo. Un caporal et quatre soldats m'attendaient dans le vestibule. Le dialogue suivant s'engagea : « Vous venez m'arrêter? — Oui, — Et pourquoi? — Parce que vous êtes

Allemand. — Allons donc! — Ça peut se faire. — Non, mon ami, cela ne peut pas se faire, car voici le laissez-passer, signé par le général Joffre, où il est écrit que je suis le ministre de Roumanie. » Très interloqué, le caporal salua poliment et rompit. Dans l'après-midi, je racontai l'incident au ministre des Affaires Étrangères; celui-ci m'expliqua que le groupe de Flamands, auquel je m'étais adressé, m'avait pris pour un Allemand, parce que j'avais prononcé *strasse* (allemand) au lieu de *straat* (flamand); en bons patriotes, ils s'étaient empressés d'aller me dénoncer aux autorités militaires. M. Davignon était enchanté d'avoir échappé à un incident diplomatique. Et moi donc!

La place forte ne pouvant plus tenir, le départ fut fixé au 30 octobre. A l'aube, le baron van der Elst, secrétaire général du ministère des Affaires Étrangères, vint frapper à ma porte. J'ouvris : « Nous sommes prêts. — Mais non, me dit-il, nous ne partons plus. — Et pourquoi cela? — Parce que M. Churchill, ministre de la marine d'Angleterre, a télégraphié qu'il arrive aujourd'hui avec des renforts. — Et vous croyez que ces renforts pourront être de quelque utilité? — Personnellement, je ne le crois pas, mais que faire?... » Cet épisode de la guerre a été raconté en détail par M. Klobukowski¹. M. Churchill arriva, à 1 heure de relevée, et avec lui 2,000 fusiliers marins, plus quelques autobus à deux étages, que l'on promena pendant toute la journée, soi-disant pour remonter le moral de la population; les mêmes repassaient plusieurs fois, comme les défilés militaires au théâtre. Le gouvernement britannique avait demandé au gouvernement belge de rester encore trois jours à Anvers; au cas contraire, le ministre d'Angleterre devait retourner à Londres. Les Belges cédèrent. Résultat net de cette faute politique et militaire : au lieu de se retrancher sur la Dendre, où elle aurait pu résister encore longtemps, l'armée belge dut abandonner tout le territoire, sauf un lambeau de terre, où vécut glorieusement, pendant plus de quatre ans, le roi Albert; de plus, dans la précipitation de la retraite, environ 20.000 soldats belges durent se retirer en Hollande, où ils furent internés. C'est seulement en opérant les formidables inondations défensives de l'Yser, que les Belges

1. Souvenirs de Belgique dans la *Revue de Paris* du 15 septembre 1926.

gardèrent un mince territoire. Les Allemands avaient accumulé près de 200 pièces de canon, sans compter les gros obusiers de 420. Trois jours avant notre départ, une bombe allemande creva l'aqueduc qui alimentait la ville; nous manquions complètement d'eau potable.

Enfin, nous nous embarquâmes dans la nuit du 7 octobre, par un clair de lune merveilleux. A l'horizon, un ciel tout rouge : c'étaient des villages qui brûlaient. Rien de plus impressionnant. A l'aube, on leva l'ancre. Deux torpilleurs anglais nous précédaient, pour nous montrer la route, car des mines étaient placées partout et, deux jours auparavant, un bateau, qui ne connaissait pas le bon chemin, avait sauté. Le roi et la reine partirent en automobile¹.

En montant sur le bateau du gouvernement, *Peeter de Conink*, j'eus une petite discussion avec le baron de Gaiffier d'Hestroy. Rigoureusement protocolaire, il avait aimablement mis à ma disposition deux cabines, une pour ma femme, l'autre pour moi. Mais il y avait à bord un vieux ministre d'État, Huysmans, libéral, très malade (il mourut même au Havre) avec sa femme et sa fille. Sans prévenir au préalable mon collègue, comme j'aurais peut-être dû le faire, je mis une de mes cabines à la disposition de cette famille, si intéressante. Le directeur politique m'en fit l'observation, très courtoisement du reste. Je l'acceptai en principe, mais je maintins l'état de fait. Il y a, dans la vie, des situations délicates, imprévues, devant lesquelles le protocole le plus rigide doit baisser pavillon. Cela ne m'empêcha pas de rester dans les meilleurs termes avec le baron de Gaiffier d'Hestroy, pendant les quatre années que nous passâmes ensemble au Havre.

La traversée fut ce qu'elle devait être : monotone et triste. Chacun renfermait en soi la douleur qui l'agitait et l'on éprouvait une certaine gêne à épancher devant les autres ses pensers amers et lancinants.

Le séjour d'une semaine à Ostende fut encore plus navrant : jour et nuit on entendait le grondement des gros canons allemands; on avait, de plus, le spectacle des troupes en retraite traversant

1. Le 6 octobre, le général Guise engageait les personnes désireuses de partir, à quitter sur le champ la place d'Anvers, où les Allemands firent leur entrée le 11 octobre 1914.

Ostende et des automobiles de la Croix Rouge transportant les blessés. Cette belle plage, où les étrangers affluaient naguère et où la vie mondaine florissait vive et élégante, était complètement dépeuplée : elle semblait comme figée au beau soleil d'automne.

La situation militaire ayant empiré, on nous avertit un soir, que le lendemain, à 7 heures du matin, notre bateau devait lever l'ancre. Cette fois, on commit l'erreur de ne pas nous permettre de nous embarquer immédiatement, ou du moins de faire déposer nos bagages sur le bateau. J'engageai une voiture, qui naturellement nous fit défaut. Heureusement que mon collègue grec disposait d'un commis de chancellerie. A nous quatre, ma femme incluse, nous emportâmes nos pauvres effets jusqu'au pont d'embarquement qui était très loin. On y parvint juste au moment où la foule, qui avait appris le départ des membres du gouvernement, grondait derrière nous et à peine avons-nous eu le temps de traverser le pont sur un canal qui nous séparait du quai où avait accosté notre bateau sauveur. Nous avons appris plus tard que la poussée de la foule fut, à cet endroit, si forte, que plusieurs personnes se virent jetées à la mer.

Au départ, tout le monde pleurait, femmes et hommes. Et c'était vraiment pitié que de voir les représentants autorisés d'un peuple innocent obligés, ainsi que leurs familles, d'abandonner ce qu'ils avaient de plus cher, la patrie. Comment trouver des paroles de consolation pour un pareil malheur ? D'ailleurs, les étrangers eux-mêmes, qui partageaient ce sort injuste, étaient profondément émus ; on entendait, par ci par là, quelques chuchotements étouffés, comme pendant les enterrements.

On arriva le soir au Havre par une pluie battante. Je ne décrirai pas le désarroi du débarquement. Tout avait été préparé pour la réception de ces déracinés, mais l'ordre ne fut pas respecté. Les plus hardis s'emparèrent des automobiles ; nous nous estimâmes encore trop heureux, ma femme et moi, de trouver une voiture pour parvenir à Sainte-Adresse. A notre arrivée, les meilleures chambres de l'hôtel des Régates, où nous devions tous loger, comme en un grand phalanstère, étaient déjà occupées. Mais qu'importait ? C'était là notre moindre souci.

LE HAVRE ET SAINTE-ADRESSE.

Le gouvernement belge était ainsi composé : *Baron* (aujourd'hui comte) *de Broqueville*, premier ministre¹ et ministre de la guerre; *M. Davignon*, ministre des Affaires Étrangères; *M. Carton de Wiart* (aujourd'hui comte), Justice; *P. Berrÿer*, Intérieur; *M. Pouillet*, Sciences et Arts; *M. van de Vyvere*, Finances; *M. Helleputte*, Travaux publics et Agriculture; *M. Hubert*, Industrie et Travail; *M. Renkin*, Colonies; *M. Segers*, Chemins de fer. Il s'installa à l'Hôtellerie de Sainte-Adresse. *M. Poincaré*, président de la République française, télégraphia au baron de Broqueville : « C'est avec fierté que les France accueillera aujourd'hui sur son sol le gouvernement du noble peuple qui défend avec tant d'héroïsme son indépendance nationale et le droit public outragés. »

Ce ministère subit de nombreuses transformations pendant l'exil de quatre années sur la terre hospitalière de la France : *M. Cooreman* devint président du conseil; le baron *Beyens*, ministre des Affaires Étrangères (nous nous étions déjà connus comme secrétaires de Légation à Bruxelles et, plus tard, il avait été, pendant neuf ans, ministre à Bucarest); les ministres d'État *Paul Hymans*, le comte *Goblet d'Alviella* et *Vandervelde* prenaient part au conseil des ministres. Cette union nationale sacrée dura jusqu'au 22 novembre 1927, sous le cabinet *Jaspar*, donnant ainsi un bel exemple à tous les peuples; grâce à elle, la Belgique s'imposa au respect du monde et put, plus tard, réparer ses ruines. Au moment où je rédige ces souvenirs, le comte de Broqueville, vaillant et courtois chevalier, est de nouveau ministre de la Défense nationale, et *M. Paul Hymans*, éminent orateur et fin lettré, est ministre des Affaires Étrangères. Catholique et libéral, puissent-ils longtemps travailler d'accord, pour le bonheur de la Belgique!

1. Le titre de Président du Conseil des ministres n'existe pas en Belgique.

* *

Sainte-Adresse occupe un joli site, d'où le panorama du Havre est réellement beau. Mais, pour justifier ses prétentions de station balnéaire d'été, ses maisons étaient bien frêles et difficiles à chauffer l'hiver, surtout avec la pénurie de charbon de cette époque. De plus, la distance qui la sépare du port est d'environ six kilomètres; pas de voiture; un tramway la desservait, mais il ne partait que tous les quarts d'heure et très souvent même toutes les demi-heures. On était par trop isolés, dans l'automne humide. On avait mis à la disposition du corps diplomatique une automobile, mais elle appartenait de droit au doyen. Deux semaines plus tard, lorsque Mgr. Tacci nous quitta, pour rentrer à Bruxelles, devenant moi-même doyen, je pris mes dispositions pour que l'automobile revînt chaque fois, à celui des chefs de mission qui la demanderait le premier, soit verbalement, soit par un coup de téléphone.

Je quittai le premier Sainte-Adresse et vint m'installer au Havre, à l'Hôtel Continental, situé au bord de la mer, où me rejoignirent successivement le marquis Carignani, M. de Weede, M. Guani et d'autres collègues. Nous voyions, de nos fenêtres, tous les jours, les bâtiments de guerre anglais débarquant les troupes; dans les rues, encombrées de soldats, le chant du *Tipperary* se mêlait à la chanson de *Madelon*. Plus mélancolique était le spectacle de l'embarquement sur le bateau-hôpital des grands blessés, ramenés du front et conduits en Angleterre. Des tempêtes violentes secouaient fréquemment notre hôtel.

Pour toute distraction, un cinéma de fortune, où mon ami Carignani, esprit cultivé et cœur d'or, me conduisait très souvent... On y sommeillait à l'aise; dans les entr'actes, on se réveillait et on se demandait réciproquement ce qui s'était passé. Nous nous rattrapions avec des excursions à Rouen, à Caen, à Lisieux, à l'abbaye de Jumièges, à la cathédrale de Coutances, à l'incomparable Mont Saint-Michel; tous ces beaux monuments du passé me réconfortaient et m'affermisssaient dans ma conviction de la prochaine victoire des champions du droit. Nous allions aussi déjeuner souvent, près de Fécamp, à l'auberge de la Belle Ernes-

tine, pour laquelle un grand peintre français avait bâti, à côté, un château où elle refusa d'habiter. Elle avait alors quatre-vingts ans et possédait un véritable musée de tableaux de maîtres modernes et d'autographes, dont j'ai retenu les vers suivants, écrits et signés par Al. Dumas :

« Deux choses ici-bas me font aimer le jour :
L'amour, la liberté, seuls trésors que j'envie;
Pour l'amour, au besoin, je donnerais ma vie,
Mais, pour la liberté, je donnerais l'amour. »

PRONOSTIC SUR LA VICTOIRE DES ALLIÉS.

Dès le 5 janvier 1915, j'écrivai sous n° 1298, à mon vieil ami Em. Porumbaru, ministre des Affaires Étrangères :

« Les alliés sollicitent le concours du Japon, dont l'envoi d'une dizaine de corps d'armées paraît décidé en principe; il s'agit seulement de fixer les compensations que l'on devra accorder à ce précieux allié. Quant à avoir des scrupules de faire cause commune avec un peuple d'autre race, il serait vraiment naïf de s'en embarrasser, puisque l'Allemagne s'est alliée à la Turquie; il y a un abîme entre l'état de ce dernier pays et la civilisation accomplie du Japon.

« Ceux qui prêteront leur aide à la Triple Entente, non seulement arrangeront leurs propres affaires, mais encore travailleront au profit des États neutres, car plus cette formidable guerre finira vite, plus les intérêts vitaux du monde entier seront sauvegardés.

« En résumé, la situation générale paraît favorable à la Triple Entente et à ses alliés : la guerre durera encore longtemps, mais le résultat final ne semble pas douteux¹. »

Cette foi profonde, je la motivai par mon rapport n° 295, du 21 septembre :

« Je ne veux laisser passer cette occasion, sans formuler quelques réflexions, résumant mes impressions personnelles sur l'état actuel des forces combattantes et émettre, non pas des prophéties, ce qui serait présomptueux, mais de simples calculs de probabilité sur l'issue de cette guerre mondiale.

1. En original français, comme toutes les autres communications que je publie. A cette époque, les chefs de mission avaient encore la faculté d'écrire les rapports politiques, soit en roumain, soit en français, à leur choix; aujourd'hui, le roumain est obligatoire.

« A mon avis, la victoire finale appartiendra sans faute à la quadruple entente, pour les cinq motifs suivants : 1° Celle-ci dispose de plus grandes forces, en tant que territoires, habitants et troupes régulières, ainsi que cela résulte du tableau suivant, que j'ai élaboré d'après les données de l'établissement Jules Perthes, de Gotha, avant la guerre :

I. QUADRUPLE ENTENTE ET SES ALLIÉS¹.

	Habitants	Kil. ²	Troupes de guerre
Grande-Bretagne.	420.051.000	{ 29.760.000 } 314.391	1.082.700
France.	93.730.000	{ 10.509.800 } 536.464	4 053.000
Russie.	169.334.000	22.556.300	3.616.000
Italie (sans Tripoli)	35.973.000	1.870.672	3.406.000
Belgique.	22.924.000	{ 2.382.800 } 29.456	184.500
Japon	69.647.000	382.415	1 500.000
Serbie	2.957.200	48.303	324.600
Monténégro.	285.000	9.080	36.000
	<u>814.901.200</u>	<u>68.399.681</u>	<u>14.203.100</u>

II. DUPLICE, AVEC LA TURQUIE.

Allemagne	80.306.000	{ 540.848 } 2.913.000	5.000.000
Autriche-Hongrie	51.390.200	676.060	1.872.000
Turquie.	24.029.000	2.821.000	1.683.000
	<u>155.725.200</u>	<u>6.950.908</u>	<u>8.555.000</u>

« La comparaison de ces statistiques parle d'elle-même. Il est vrai que l'organisation militaire allemande a été supérieure jusqu'à présent, parce qu'elle est l'œuvre de quarante-quatre années de travail sans relâche, mais les alliés s'organisent eux aussi rapidement et la seule supériorité qu'avait l'Allemagne fléchira à la longue.

2° L'Autriche-Hongrie et la Turquie sont des États artificiels et disparates, destinés à une dissolution inéluctable; bien imprudent sera celui qui attachera son sort à celui de ces deux empire factices, qui paieront les frais de la guerre.

3° Le facteur moral n'est pas à dédaigner dans cette lutte mondiale; les peuples attaqués combattent pour leur existence même et aussi pour le droit, ce qui leur assure la sympathie des neutres et ce qui décuple leurs forces; les Austro-allemands sont des agresseurs et, malgré leurs désirs de conquêtes, ils ne sauraient avoir le même feu sacré.

1. Avec l'entrée en lice des États-Unis et de la Roumanie, la disproportion des forces, en défaveur de l'Allemagne et de ses deux complices, s'aggravait.

4° La situation financière et économique de la quadruple Entente est incontestablement plus forte que celle des empires du centre et, dans une guerre d'usure, on devra beaucoup compter avec elle.

5° Enfin, l'empire de la mer est peut être le facteur le plus important; les leçons de l'histoire sont instructives à ce sujet : dans les grandes guerres entre les Carthaginois et les Romains, entre Napoléon et la coalition européenne, entre la Russie et le Japon, celui qui finit par tenir les routes de la mer, sortit victorieux. »

La veille de l'entrée en guerre de la Roumanie, j'écrivais, le 21 août 1916 sous le n° 543 :

« L'Allemagne a été bien imprudente d'oublier que toutes les fois qu'elle a réussi, ce fut grâce à l'aide de l'Angleterre, comme en 1763 contre l'Autriche, (traité de Hubertsbourg) et en 1814 contre la France; ou grâce à la neutralité de l'Angleterre, comme en 1864 contre le Danemark, en 1866 contre l'Autriche et en 1870, contre la France. A ceux qui agitent encore l'épouvantail suranné du panslavisme, j'ai répondu, dans un rapport antérieur, que la Russie ne peut plus prétendre à s'annexer tous les royaumes balkaniques, pour arriver à Constantinople; elle préférera l'amitié de la Roumanie, de la Serbie et de la Grèce. Mais, en supposant, qu'elle perde, à son tour, la tête, pour arriver à une hégémonie européenne, elle trouvera alors également l'Angleterre qui lui barrera le chemin. On peut donc regarder l'avenir avec une entière confiance et lorsque la présente guerre finira et que l'on règlera les comptes, ceux qui ont osé, comme M. de Bethmann-Hollweg, dire : « Nous avons désappris la pitié » ne devront pas s'étonner si l'Europe sera impitoyable pour eux ».

En relisant ces communications officielles que j'adressais à mon gouvernement, sous l'empire de la plus sincère conviction, j'éprouve un sentiment de légitime fierté d'avoir vu juste dans une grande affaire politique, où la plupart des gens s'étaient laissé impressionner par les dehors de la force brutale de l'Allemagne. Dans les circonstances auxquelles je fus mêlé pendant la guerre, je préférerai toujours citer mes rapports de l'époque, que d'émettre des appréciations *post facto*, plus sujettes à caution.

* * *

La vie au Havre était naturellement monotone et sans grandes ressources. Les événements graves que nous traversions, les nombreux deuils et les difficultés du ravitaillement n'étaient pas de

nature à multiplier les réceptions mondaines. Toutefois, M^{me} Félix Faure offrit un thé en l'honneur du corps diplomatique et nous conservons également un souvenir reconnaissant des témoignages de sympathie des familles locales : Siegfried, Perquer, Ancel, Palluat de Besset, le préfet Tallon, le maire Benoist, etc.. Ma femme prit un jour. Plus tard, M^{me} Carton de Wiart, rentrée de sa prison d'Allemagne, et la baronne Beyens en firent autant; les exilés pouvaient ainsi se rencontrer dans ces salons et se communiquer les nouvelles. Les deux amiraux, gouverneurs successifs de la citadelle, dont l'un, Biard, mourut tragiquement échaudé dans la baignoire de son bâtiment de guerre, nous invitaient une fois par an à dîner; nous leur rendions la politesse; nous échangeions encore entre nous quelques agapes collégiales, qui n'avaient rien de commun avec les ripailles flamandes de naguère. Du reste, le régime rigoureux des deux plats limitait nécessairement les jouissances gastronomiques; il eut des effets salutaires sur la santé et, même après la guerre, mit un frein aux excès culinaires. Avant la guerre, il n'était pas rare de prendre part à des dîners dont les menus comprenaient jusqu'à seize plats. Pour les thés, les invités n'étaient pas obligés, comme à Paris, d'apporter leur sucre; nous profitions de l'admirable organisation d'une coopérative belge et nous avions du sucre, du charbon, des biscuits, du chocolat et autres denrées à profusion et meilleur marché qu'aux magasins français. Les Belges savent toujours se débrouiller.

L'entrée dans la forteresse du Havre, autant que la sortie, était surveillée de très près. Le gouverneur amiral baron Didelot lui-même en fut une fois la victime. Rentrant de Paris, il avait oublié sa carte d'identité. Il fut arrêté, à la sortie de la gare, par un jeune officier de la marine; il fallut appeler un autre officier, d'un rang supérieur, pour faire cesser l'imbroglio. Après constatation officielle que l'officier en question avait parfaitement reconnu l'amiral, on lui infligea quelques jours d'arrêt. On discuta cette punition : bien des personnes prétendaient qu'on aurait plutôt dû féliciter cet officier, pour avoir strictement exécuté la consigne.

PARIS.

Le gouvernement français, comprenant parfaitement à quel point notre existence au Havre était dure, eut la délicatesse d'offrir aux chefs de mission une carte permanente de parcours sur la ligne Paris-Havre. Nous en profitions fréquemment, pendant trois ou quatre jours par semaine, pour y trouver quelques distractions et surtout des informations exactes sur les événements en cours, car même les ministres belges étaient la plupart du temps à Paris.

La capitale française exerçait sur moi un grand attrait, malgré les dangers qu'elle présentait : la nuit, le vacarme des gothas meurtriers et l'obscurité complète où les rues étaient plongées, le jour, le sourd grondement de la grosse Bertha nous tenaient sur un quivive permanent. J'admire sincèrement la noble tenue de la population parisienne : un suprême mépris de la mort et parfois même une certaine goguenardise inspiraient le respect à tout homme impartial. Il ne restait plus à Paris qu'environ 800.000 habitants, lorsque les Allemands s'approchèrent de Bar-le-Duc; cela fit dire au grand historien Ernest Lavisse : « Nous voilà enfin entre nous ! » Mon fils aîné, Marcel, mobilisé comme capitaine d'artillerie, m'avait dépêché sa femme et ses deux garçons (aujourd'hui veuve et orphelins de guerre); je devais songer à leur sûreté et à celle de ma femme; je les expédiai tous les quatre à Guétary, près de Biarritz; dans cette circonstance, j'eus l'aimable concours de M. de Margerie, directeur politique (actuellement ambassadeur à Berlin), que j'avais connu à Constantinople et qui avait été délégué à la Commission européenne du Danube à Galatz.

J'avais un pied à terre à l'hôtel Saint-James, en face du jardin des Tuileries; mon voisin d'appartement était le baron Romano-Avezano, plus tard ambassadeur d'Italie à Paris. Un matin, vers onze heures, après une forte détonation, la cage en verre de l'hôtel tomba en poussière; nous sortîmes dans la rue de Rivoli, sans rien voir tout d'abord; plus tard, on apprit que le premier bonbon de la grosse Bertha était tombé dans le jardin des Tuileries, vis-à-vis de nous. J'allai avenue de l'Opéra et j'aperçus quelques avions

français qui évoluaient dans l'air; il cherchaient le gotha, que l'on supposait auteur des bombardements. Mais, le soir, *le Temps* annonçait que la bombe provenait d'un gros canon; plusieurs officiers d'artillerie estimaient que la chose était matériellement impossible, puisque le point du front le plus rapproché était à 120 kilomètres. Le lendemain seulement on dut se rendre à l'évidence. Mais le parisien narquois opposait à la grimace hideuse de la Bertha le sourire moqueur de Rintintin; et la frêle poupée sortit victorieuse dans son duel avec le lourd engin de guerre.

Plus tard, j'allai, avec une toute petite valise, habiter l'hôtel Terminus, afin de pouvoir passer par un couloir direct dans la gare Saint-Lazare et prendre le premier train de l'après-midi, après avoir lu le communiqué. Je ne voulais à aucun prix être coupé de mes collègues et du gouvernement belge, d'autant plus que le ministère belge des Affaires Étrangères empaquetait ses documents pour le cas où nous aurions dû passer en Angleterre. Un soir, en rentrant de bonne heure chez moi, je vis une grande foule place du Havre : une bombe était tombée en face de la fenêtre de ma chambre à coucher; elle avait brisé la grande conduite de gaz de la rue et pendant plusieurs semaines on travailla à sa réparation.

Dans l'hôtel de Calais, rue de la Paix, où habitait ma belle-fille et mes petits-fils, un bombe pénétra dans leurs chambres, deux jours après leur départ pour Guétary. Trois fois donc Dieu miséricordieux épargna ma famille.

Je me tenais en contact permanent avec mon collègue Al. Em. Lahovary, alors ministre à Paris et doyen des chefs de missions roumains; à une année près nous avons commencé ensemble notre carrière, comme attachés, dans cette même légation et depuis, notre amitié est restée indissoluble. Il m'appelait dans toutes les réunions de propagande roumaine et je prenais place à côté de lui, au bureau. J'entendis pour la première fois l'éloquence frémissante de M. Barthou, dans la salle de la Société de Géographie du boulevard Saint-Germain. Plus tard il vint au Havre et, dans un brillant discours, prononcé au théâtre, il fit ce serment : « Je jure que jamais cette main ne serrera plus une main d'Allemand! » J'appris que son unique fils était tombé au front. Je ne sais si l'illustre orateur ne fut pas obligé, plus tard, comme ministre de

la guerre ou comme garde des sceaux, de tendre la main à l'ambassadeur d'Allemagne; d'ailleurs, c'eût été un cas de force majeure. Moi-même (si parva licet componere magnis), lorsque me parvint la nouvelle du décès de mon fils aîné, je jurai de ne plus mettre le pied en Allemagne, et je compte bien tenir mon serment.

FURNES, LA PANNE ET HOUTEM.

Après la mort du roi Carol, je devais présenter au roi Albert de nouvelles lettres de créance, de mon souverain le roi Ferdinand. Je partis en automobile, avec M. Davignon, et nous nous arrêtas d'abord à Dunkerque. Le lendemain matin, nous nous rendîmes à Furnes, où l'on entendait le canon gronder sans relâche. En simple jaquette, je présentai mes lettres de créance au roi Albert, à l'Hôtel de Ville. Je lui dis, entr'autres choses : « Sire, je suis plus ému, dans cette modeste mais vénérable bâtisse, que je ne l'ai été dans le magnifique Palais royal de Bruxelles, où je suis persuadé que votre Majesté rentrera bientôt couverte de gloire et idolâtrée par son peuple reconnaissant. » Nous nous rendîmes ensuite à la Panne, résidence de la famille royale. C'était une simple maison bourgeoise, mais les vertus qu'elle abritait la rendaient sacrée. Un déjeuner, très intime, nous fut offert, auquel n'assistaient, en dehors des souverains, de leur fils et de nous, qu'une dame d'honneur et un aide de camp. A table, la reine Élisabeth, très indignée de la conduite des officiers allemands, qui avaient fracturé la porte de la cave du château royal de Ciergnon et bu tout le champagne qui s'y trouvait, se tourna vers le prince royal : « Léopold, apporte-moi le petit papier que tu trouveras au salon, sur la table. » La reine me tendit ce chiffon allemand. J'y pus lire, écrit au crayon : « Le soussigné, major von Longchamps, se rappelle au souvenir de la reine Élisabeth, qu'il a connue en Suisse. » Par une ironie du sort, ce gentleman avait un nom français, mais non les manières françaises. « Et figurez vous, ajouta la reine, que cet officier a eu l'audace de confier la singulière missive à la comtesse de Caraman Chimay ici présente, qui s'est fait un devoir de me l'apporter. On peut s'attendre à tout de la part des ces gens-là ! »

Plus tard, je retournai une seconde fois au quartier général belge à Houthem, dans les Flandres, pour porter au roi le grand cordon de l'ordre militaire roumain de Michel-le-Brave. J'étais accompagné du général Rudeano, aujourd'hui inspecteur général de notre aviation militaire, et du colonel Jonesco-Munte, attaché militaire à ma Légation. Après déjeuner, la reine nous fit photographier tous les cinq et, contrairement au protocole strict, on m'accorda l'honneur de me placer au milieu, ayant à ma droite le roi et à ma gauche la reine. C'est un des souvenirs les plus précieux de ma carrière.

Quatre fois par an, les jours de fêtes du roi et de la reine, à la fête nationale belge et au jour de l'an, je télégraphiai aux souverains, pour les féliciter au nom du corps diplomatique.

PRÉLUDES A L'ENTRÉE EN GUERRE DE LA ROUMANIE.

Après la bataille de la Marne (du 7 au 12 septembre 1914), les alliés circonvenaient de plus en plus la Roumanie et négociaient avec elle, pour la décider à se ranger à leurs côtés.

Sur ces négociations, j'appris les nouvelles suivantes, transmises à Bucarest, par mon télégramme n° 38, du 23 février 1915 :

« Légation Belgique Athènes a communiqué gouvernement belge que la Roumanie n'a aucun intérêt intervenir dans guerre européenne, attendu que la Russie a pris engagement lui céder Transylvanie, si elle reste absolument neutre. Plus aléatoire encore est l'offre de la diplomatie allemande de nous donner la Transylvanie, mais seulement dans vingt-cinq ans. Heureusement que les événements amèneront la Roumanie et l'Italie à réaliser leur idéal par leurs propres forces. »

Le fait que l'Allemagne nous promettait la Transylvanie, dans vingt-cinq ans, prouve qu'elle avait l'intention de procéder à cette époque au démembrement de l'Autriche à son profit et à celui de la Hongrie, sa complice.

Relativement aux efforts de la Russie de nous maintenir dans l'état de neutralité, j'eus, le 29 septembre, un entretien avec l'ambassadeur de Russie, M. Iswolski, mon ancien collègue, du temps où il était secrétaire à la Légation russe de Bucarest. Voici la pre-

nière partie de cet entretien, résumée dans mon rapport n° 295, dont j'ai parlé plus haut :

« Ayant demandé à l'ambassadeur de Russie s'il avait de Pétrograd quelque nouvelle récente, concernant la crise ministérielle et parlementaire, Son Excellence me répondit que le gouvernement impérial ne le tient nullement au courant de ces agitations, qui sont toutes locales; elles ne peuvent avoir aucune influence fâcheuse sur les événements militaires, qui sont les plus intéressants à cette heure. »

On sait combien ces prédictions furent démenties par la suite : les forces russes, si foudroyantes au début de la guerre et qualifiées par l'imagination populaire de *rouleau compresseur*, s'éteignirent comme un feu de paille, sous le souffle pestilentiel des intrigues allemandes, dont l'agent principal fut Raspoutine, de scabreuse mémoire. Dans le cerveau des paysans russes on ancrâ deux idées : plus de guerre et partage des terres; lorsque les meneurs ajoutèrent : « Allez vite rejoindre vos foyers, où le partage des terres a commencé » presque tous les soldats jetèrent leurs armes et s'empressèrent de s'enfuir.

Blâmant les prétentions réciproques des Bulgares, des Serbes et des Grecs, M. Iswolski me dit :

« Les marchandages exagérés sont, non seulement odieux, mais pernicieux dans la poursuite d'un droit. Comme ministre des Affaires étrangères la Russie, j'ai fait deux œuvres, qui me sont chères : l'entente avec l'Angleterre et celle avec le Japon. J'ai négligé alors les détails, j'ai méprisé les calomnies et les attaques des gens à vue courte, et j'ai dit à l'empereur :

Il y a deux politiques entre lesquelles il faut choisir : l'une consisterait à poursuivre la revanche contre le Japon, comme un joueur malchanceux court après son argent et par suite à accepter l'alliance que nous offrent les États-Unis. Ce n'est pas la mienne. L'autre, à faire les sacrifices indispensables et à s'allier franchement avec les deux grandes puissances maritimes. » Sa Majesté admit le dernier système que je lui proposais et, grâce à la décision que nous avons prise alors, nous avons aujourd'hui pour alliés les Anglais, et le Japon nous sert de puissant arsenal. »

S'occupant de la position de mon pays, l'ambassadeur me dit :

« La Roumanie a passé depuis longtemps l'étape où se trouvent encore les autres États balkaniques; elle sera demain une puissance de 13 à 15 millions d'habitants¹; elle devrait aussi faire une politique à longue échéance.

1. Avec la Bessarabie, la Roumanie compte aujourd'hui environ 17.000.000 d'habitants.

J'ai connu M. Bratiano père, qui était réellement un homme politique européen. D'après ce qu'on me rapporte, M. Bratiano fils n'a également rien d'oriental. Nous sommes donc en droit d'attendre que la politique roumaine plane au-dessus des petites balkaniques. »

Je répondis : « En 1913, la Roumanie a donné la mesure de sa sagesse et de sa pondération politique en n'abusant pas du fait qu'elle était l'arbitre de la situation dans les Balkans. J'ai ajouté qu'une grande puissance se peut payer le luxe de faire même une faute, car elle risque de perdre seulement une parcelle de son vaste territoire, mais un petit pays n'a pas le droit de se risquer dans une aventure, où peut sombrer son existence même. D'ailleurs, si la Roumanie s'était jetée tête baissée dans la mêlée, les alliés pourraient-ils la garantir contre les Bulgares? Dans la négative, notre intervention aurait simplement déchaîné une nouvelle guerre balkanique, sans profit effectif pour la cause de la quadruple entente. C'est l'attitude louche de la Bulgarie qui a paralysé toute action en Orient. »

Je connaissais bien la mentalité bulgare, pour avoir été pendant trois ans, ministre à Sofia. Ma prédiction se réalisa : alors que les grandes puissances escomptaient la réserve des Bulgares, ceux-ci nous attaquèrent traîtreusement, au moment même où l'armée roumaine pénétrait vigoureusement par les passes des Carpathes. Quel crédit pouvait-on encore accorder aux Bulgares qui, pendant la guerre balkanique, se tournèrent contre leurs alliés chrétiens?

Je poursuis le récit de mon rapport : « L'ambassadeur ne répondit pas directement à ma question, mais essaya de me persuader que la Grèce aurait empêché les Bulgares de nous attaquer par derrière. J'ai fait naturellement des réserves sur ce point, car la retraite de M. Venizelos nous a révélé l'instabilité des projets grecs. » Non seulement les grecs n'empêchèrent pas les Bulgares de nous attaquer, mais c'est d'Athènes que Berlin fut avisé de notre décision d'entrée en guerre et ce sont les Allemands qui poussèrent à l'action la Bulgarie. Les Russes, de leur côté, ne nous prêtèrent pas, en Dobroudja, le concours des 200,000 hommes promis. On peut donc plutôt reprocher au gouvernement roumain de n'avoir pas attendu le mouvement des troupes de Salonique du général Sarrail, que stipulait formellement la convention militaire du 7 août 1916, décidant l'entrée en guerre de la Roumanie *conditionnellement*.

Du reste, mon prudent point de vue était partagé par le comte de Saint-Aulaire, car voici ce que je télégraphiai à Bucarest le 7 juin 1916, sous n° 348 :

« Ayant dîné avec nouveau ministre de France en Roumanie chez son beau-père, (le comte Balny d'Avricourt) qui est un ancien collègue et ami à moi, il m'a avoué comprendre parfaitement notre réserve dans le grand conflit européen jusqu'au moment où la Russie maîtriserait complètement les Bulgares, assurant ainsi l'action de toutes les forces roumaines exclusivement en Transylvanie, Bukovine et Banat, où des frères nous aideraient. Malheureusement le gouvernement impérial ménage encore Bulgarie, désirant séparer le sort du peuple bulgare du sort de son souverain ».

Ces éclaircissements ne sont pas étrangers à cette étude, puisque la Belgique, la France et les autres alliés appelaient de tous leurs vœux le soldat roumain dans leurs tranchées. Je devais aussi éclairer les amis de bonne foi, qui continuent encore à reprocher à la Roumanie d'être sortie de sa neutralité seulement après la bataille de la Marne. Il ne faut pas oublier que nous n'étions nullement préparés : on manquait d'armement et de munitions¹, on ne disposait d'aucune fabrique d'armes, on se trouvait complètement isolé au milieu d'ennemis irréconciliables. Les affaires de l'Allemagne allaient mal. Voici ce que je télégraphiais au ministre des Affaires étrangères, le 4 juillet 1916, nous n° 398 :

« Général Jungbluth m'a dit que, ces derniers jours, la télégraphie sans fil a surpris un télégramme expédié par la Kronprinzessin au Kronprinz ainsi conçu : « Papa toujours triste ». D'un autre côté les cabinets de Vienne et de Budapest recommencent sondages *en vue d'une paix séparée* avec l'Italie et la Russie ».

ENTRÉE EN GUERRE DE LA ROUMANIE

C'est le 27 août 1916, jour exactement fixé par la convention militaire du 17, que les troupes roumaines entrèrent dans les provinces subjuguées. Le gouvernement avait gardé la réserve de rigueur, mais l'opinion publique avait été chaudement préparée

1. Sur ce point voici ce que disait le 14 février 1916 le général Polivanof, Ministre de la guerre, à mon collègue et ami A. Nekludoff, Ministre de Russie, plus tard Ambassadeur à Madrid : « La Roumanie ne possède ni le matériel nécessaire pour faire la guerre moderne, ni surtout les munitions... Nous devons avoir une armée d'au moins 300.000 hommes, qui pût entrer en Roumanie du côté de la Dobroudja. — Et pourquoi auriez-vous besoin d'envoyer cette armée auxiliaire aux Roumains? demandai-je, — Mais ne fut-ce que pour les défendre contre les Bulgares, répondit avec un fin sourire le général » (A. Nekludoff, *Souvenirs diplomatiques*, Paris, Perrin, 1926, p. 175).

par les grands patriotes nationalistes : dans le royaume par Take Jonesco¹, N. Jorga, N. Filipesco, et N. Titulesco, dans le Banat et en Transylvanie par les vaillants Maniu, Vaïda Voévode, O. Goga, Ciceo Pop, qui, même sous la domination hongroise, avaient entretenu le feu sacré dans l'âme du peuple. J'attendais anxieusement. Voici dans quels termes je saluai cet événement, par mon rapport, n° 543, du 21 août 1916 :

Puisque l'*Alea jacta est* par la Convention militaire du 17 août courant, tous les patriotes souhaitent comme moi-même de tout cœur que les discussions et animosités s'évaporent devant la délivrance de nos frères asservis sous le joug austro-hongrois. La raison, l'intérêt bien entendu, l'affinité de race et de sentiment nous poussaient infailliblement dans le camp des *semeurs d'idées généreuses* et des défenseurs éternels des libertés des peuples. Le destin s'accomplira et l'idéal des Roumains se réalisera grâce à leur vaillance; la réputation de cette vaillance est si grande qu'on attendait, ici comme en Italie, l'entrée en scène de notre armée, comme l'arrivée d'un nouveau Messie. C'est que la Roumanie a brillamment gagné son indépendance au prix de son sang et non, comme la Bulgarie, grâce aux efforts des armées étrangères. Au début de la guerre, j'ai exprimé la conviction que les Allemands se sont fait illusion en croyant aveuglement au cruel adage : « La force prime le droit ». J'ai prédit que cette force sera dépassée, peu à peu, par l'union progressive de toutes les autres forces des peuples menacés dans leur existence. Aujourd'hui, cet espoir est sur le point de se réaliser, et après la levée de boucliers de tous les États, qui défendent la civilisation et la liberté menacées, on pourra bientôt dire avec confiance : « Le droit, c'est la force. » Et, dans l'histoire, l'honneur des Roumains sera grand d'avoir aidé à rétablir l'ordre moral dans l'humanité troublée par des ambitions criminelles et à proclamer de nouveau le droit à une ère indépendante des nations, grandes ou petites, qu'unissent les mêmes liens de sang, la même langue, les mêmes traditions, le même idéal, en un mot la même âme ».

Sur les boulevards de Paris, il y eut une grande animation, lorsque la nouvelle fut rendue publique; on s'abordait avec joie et un optimisme exagéré s'empara des Parisiens. De nombreuses cartes postales glorifiaient l'événement par des images allégoriques; j'en possède encore deux coloriées : l'une nous montre une femme, enveloppée du drapeau tricolore roumain (rouge, jaune et bleu), un rameau d'olivier à la main, indiquant ainsi l'espoir

1. Il m'écrivait de Bucarest, le 13 janvier 1915 : « Cher ami, nous réalisons nos vœux patriotiques, j'en ai la certitude.... Pour la Belgique et pour la Roumanie nous verserons notre sang.... Tout à toi (S.) Take Jonesco. »

d'une paix prochaine; l'autre, sur un fonds aux couleurs roumaines, un puissant taureau embroche dans ses cornes le vautour allemand. Hélas! quelques jours plus tard, il fallut en rabattre, par suite de la trahison bulgare. Mais la victoire ne fut que retardée.

Quelques publicistes, mal renseignés, ont prétendu que l'armée roumaine aurait dû traverser le Danube, au lieu de se porter en Transylvanie. *Le xx^e Siècle, la République française et l'Indépendance belge*, par la plume de M. E. Haizman-Savion, ont fait justice de cette thèse. Les Bulgares trompaient la vigilance des grandes puissances alliées; nous sommes séparés d'eux par la largeur du Danube; comment, avec un effectif d'environ 650,000 hommes, aurions-nous pu résister sur trois fronts, d'une étendue totale de plus de 1.200 kilomètres?

*
* *
*

Comme mon ami Carignani m'avait annoncé, en latin, l'entrée en guerre de l'Italie (mai 1915), je lui rendis la politesse par une notification également dans la langue de nos aïeux communs; l'heureux événement pouvait seul excuser les solécismes, voire les barbarismes, de mon maigre thème latin, qui aurait été sévèrement censuré du temps où je me trouvais en rhétorique au lycée Henri IV de Paris.

Par une délicate attention, le gouvernement belge m'offrit un agrandissement de la photographie du roi Albert, avec Sa signature et, au coin, la date de 27 août 1916. Ce portrait a un cadre en bois de chêne, sculpté par un soldat belge, grand blessé de guerre.

Le cœur débordant de joie, j'offris un déjeuner à l'amiral-gouverneur, aux autorités locales, au ministre de France et aux autres collègues, représentant les pays alliés. Dans un toast, sorti du cœur, je blâmai sévèrement l'attaque injustifiée de l'Allemagne.

L'année suivante, j'organisai aussi, avec l'aide de 25 dames de la société havraise et du corps diplomatique, une représentation au grand théâtre du Havre, au bénéfice de la Croix-Rouge roumaine (27 juin 1917). J'eus le précieux concours de mes compatriotes : M^{lle} Hélène Vacaresco, la vaillante ambassadrice de la pensée roumaine en France, de Max et Boskof; on applaudit encore :

M^{lle} Yvonne Gall et M. Frantz, de l'Opéra, ainsi que les artistes de la Comédie Française : Dehelly, Siblot et M^{lle} Nizan (une roumaine aussi) qui jouèrent le *Bonhomme Jadis*. J'y prononçai une allocution dont j'extraits le passage suivant, en réponse à ceux qui vantaient l'esprit d'organisation des Allemands :

« Il ne suffit pas de s'organiser, il faut voir dans quel but on s'organise; des malfaiteurs peuvent aussi s'organiser, mais ce ne sera que pour commettre des délits et des crimes. Les Allemands d'aujourd'hui, ne sont plus les Allemands de Kant et de Goethe. Leur cerveau a été déformé par un travail incessant : on y a cultivé soigneusement les instincts de l'égoïsme et de la rapacité, en vue d'en obtenir des instruments de domination universelle... A Bucarest, ils ont préparé à la Légation impériale même des explosifs et des microbes pathogènes¹ ».

Après l'entrée en guerre de la Roumanie et malgré ses revers accidentels, dus principalement à la trahison bulgare, les opérations militaires prirent une autre tournure sur le front occidental. Les Allemands aspiraient à une paix séparée avec un ou deux combattants. Voici ce que je télégraphiai à Bucarest, le 7 septembre 1916, sous n° 656 :

« Le Premier Ministre m'a dit que l'Allemagne voudrait proposer l'évacuation intégrale de la Belgique, à condition armistice fut conclu. Mais que jamais et à aucun prix le gouvernement belge ne consentira à traiter avec l'Allemagne en dehors des alliés »

Et le 26 septembre, sous n° 762 :

« Général Joffre a dit avant hier au ministre de France que le moral des troupes allemandes est de plus en plus bas; les soldats recherchent occasions de se rendre. Mon collègue en me rapportant cette nouvelle a ajouté : *Cela est dû en partie à l'intervention de la Roumanie* ».

Et le lendemain sous n° 763 :

« Général Joffre a dit avant-hier à mon collègue français que l'Allemagne ne peut plus détacher un seul corps d'armée du front occidental, sans s'exposer à un désastre ».

Cela était dû en grande partie au fait que le maréchal Mackensen avait distrait du front occidental plusieurs corps d'armée pour les tourner contre mon pays.

1. T. G. Djuvara, *La Roumanie à la guerre*, Le Havre, 1917, in-8, p. 7.

Malgré cela, j'expliquai, dans mon rapport n° 770 du 30 septembre 1916 pourquoi la guerre me semblait devoir durer longtemps :

« Tous les peuples souffrent du conflit actuel, mais les souffrances du peuple allemand dépassent celles des peuples alliés; ceux-ci pourront donc résister davantage économiquement et financièrement. Seulement, comme l'endurance et la tenacité du peuple allemand sont tout à fait extraordinaires, il est à prévoir que, pour le réduire, il faudra encore plus de temps qu'on ne le suppose généralement. Comme je l'ai déjà dit, la défaite de l'Allemagne est certaine. La reprise de la guerre sous-marine à outrance est un symptôme caractéristique de l'exaspération qui s'est emparée des gouvernants allemands; mais on ne saurait espérer que les hostilités cessent, au plus tôt, avant la fin de l'automne 1917; nous devons encore nous estimer heureux si une quatrième campagne d'hiver ne sera pas nécessaire pour en venir à bout de ceux qui ont provoqué cette guerre abominable. »

POLITIQUE GÉNÉRALE BELGE. LA SITUATION A BRUXELLES.

Au milieu de ces événements militaires, le Gouvernement belge était également préoccupé par quatre questions, dont je traite dans mon rapport n° 793, le 10 octobre 1916 :

« Le baron Beyens a reconnu qu'en se rendant à Londres, il a poursuivi le but d'obtenir de l'Angleterre, comme il l'avait tenté auprès de la France, des assurances formelles, quant à l'avenir du royaume, dont la plus grande partie est actuellement occupée par l'ennemi. Il s'est nettement prononcé contre le renouvellement de la neutralité permanente, qui n'a nullement préservé la Belgique de l'invasion allemande. Relativement au Luxembourg, au cas où les grandes puissances reconnaîtraient le danger de conserver ce petit Grand-Duché, ouvert à tous les attentats audacieux, pour des raisons historiques, ethniques et politiques, il paraît plus juste qu'il retourne à la Belgique, plutôt qu'il aille à la France. Le Limbourg belge (avec Maestricht) devra être obtenu de la Hollande, par une entente amicale, et après compensations à déterminer à l'amiable. Enfin, la question de l'Escaut est beaucoup plus compliquée, attendu que, même si l'on obtenait le petit morceau de la rive gauche à l'embouchure, que possède à cette heure la Hollande, le fleuve ne serait pas utilisable, si l'on ne se mettait pas à ce sujet complètement d'accord avec les Pays-Bas. La solution est d'autant plus difficile que l'Angleterre, pour obtenir la neutralité absolue de la Hollande pendant la guerre, semble lui avoir assuré la possession de la rive gauche à l'embouchure de l'Escaut. De ce fait seul, il résulterait que la

Belgique devrait y renoncer. Selon le baron Beyens, la meilleure solution de cette question serait une réglementation libérale et internationale de la navigation sur l'Escaut, en sorte que, non seulement la Belgique, mais aussi l'Angleterre, puissent en profiter ».

* * *

Les nouvelles de Bruxelles sont navrantes. La population du royaume souffre; mais au joug allemand, elle oppose une résignation, nuancée d'une certaine raillerie. Le gouverneur général von Bissing est le type accompli de la brutalité allemande. Exaspéré par la résistance passive des ouvriers, ce tortionnaire en arriva à la dernière extrémité : il les déporta en Allemagne. Sur cette question, je ne puis mieux faire que de reproduire mon rapport n° 871, du 8 novembre 1916 :

« J'ai signalé, il y a déjà longtemps, l'ordonnance du gouverneur général von Bissing, astreignant les ouvriers belges au travail forcé, contrairement aux stipulations formelles de la Convention de la Haye; dans leur admirable résistance passive, les malheureux travailleurs belges préférèrent la prison au concours indirect que leurs bras auraient offert aux œuvres de guerre de leurs implacables ennemis. Mais ce n'était là que le premier pas dans l'arbitraire des gouvernants. Impatientés par la résistance qu'ils rencontraient, mais surtout pressés par la menaçante levée de boucliers, à la suite de l'intervention roumaine, les impériaux franchirent la dernière limite de leurs actions criminelles, en déportant en Allemagne des dizaines de milliers de Belges, destinés à remplacer dans les usines de guerre les Allemands appelés eux-mêmes sous les drapeaux. Les salaires de ces corvéables sont de 30 à 50 pfennings par jour, et l'appel, avec l'hypocrisie coutumière aux envahisseurs, prétend guérir ainsi les ouvriers d'une dépression morale et physique, qui serait très difficile à guérir plus tard.

L'émotion a été aussi grande dans les centres ouvriers belges que dans les cercles politiques, qui se trouvent en terre d'exil. Mes collègues, le nonce et les ministres d'Espagne et des États-Unis, sont intervenus, mais leurs démarches me paraissent de pure forme et appelées à un échec certain, attendu que les mesures dont il s'agit font partie de tout un système, bien arrêté, en vue d'obtenir de nouvelles recrues dans le combat où l'Allemagne est menacée de succomber. (*Le Telegraaf* prétend que l'Allemagne compte ainsi obtenir 200,000 soldats allemands libérés). De ce même système fait également partie la parodie d'autonomie obligatoire, qui est imposée à la Pologne russe, où l'on espère puiser des forces fraîches, tout en donnant une seconde entorse à la Convention de la Haye. Ainsi, acculée aux plus

graves dangers, traquée de tous côtés par les forces croissantes des peuples révoltés par ses procédés, l'Allemagne s'engouffre davantage dans les ornières de sang et de boue, où elle s'est engagée, dans son accès de mégalomanie. On doit s'en réjouir, car plus ses forfaits se multiplieront, plus la réaction sera terrible dans le camp de la justice internationale. Et puisque la victoire doit inéluctablement appartenir aux défenseurs éternels du droit, malgré les ruines accumulées, on devra reconnaître que cette guerre maudite délivrera l'Europe de l'hégémonie économique de l'Allemagne.

Mais le résultat le plus précieux de cette victoire contre ceux que notre grand roi Ferdinand a justement appelés *barbares*, ce sera de nous débarrasser de cette obsession d'axiomes déprimants, qui auraient fini par obscurcir toute lueur de justice humaine, tels que : « La force prime le droit » ou : « Le but excuse les moyens » ou : « Nécessité n'a pas de loi ». Pendant quarante-cinq ans, on a déformé l'esprit de la vieille Allemagne et une poignée de hobereaux ambitieux, ankylosés dans des formules médiévales, ont tout militarisé et pris possession de la nation allemande. Ils firent croire aux ignorants et aux naïfs, grisés par des perspectives alléchantes, que le peuple allemand n'est composé que de *sur-hommes*, appelés à dominer tous leurs semblables. Quelle dérision ! Les Français, les Anglais, les Italiens, auxquels on doit toutes les renaissances politiques, artistiques et littéraires, seraient tous sous l'hégémonie des Allemands ! Quelle aberration ! Cela me rappelle un mot de Maurice Barrès, à une conférence qu'il fit peu avant la guerre, à Bruxelles : « Comment, Messieurs, disait l'éminent académicien, nous Français, nous portions des gants, lorsque les Allemands ne portaient pas de chaussettes, et ils veulent nous conduire et nous civiliser ? »

La lutte sera encore dure, ainsi que je n'ai cessé de le dire, mais notre victoire est certaine. Et alors l'Allemagne devra déchanter et s'apercevoir de la haine qu'elle aura semée contre elle dans l'humanité entière, car, en dehors des belligérants ses ennemis, elle rencontrera même dans la plupart des pays neutres une animosité qui ne s'éteindra pas de sitôt ; en particulier, tous les petits États se réjouissent de sa défaite, qui deviendra pour eux un gage de sécurité. Alors les docteurs et professeurs allemands, qui ont souvent osé comparer l'action militaire des Allemands à celles des Romains, verront eux-mêmes que les Allemands sont à l'antipode de la gloire de nos aïeux : les Romains combattaient surtout des barbares, auxquels ils apportaient leur civilisation immortelle et auxquels ils accordaient la plus large autonomie, tandis que les Allemands d'aujourd'hui combattent des peuples au moins aussi civilisés qu'eux ; ceux-ci, de plus, possèdent la confiance de toutes les nations libres, parce qu'ils ont proclamé les droits de l'homme et le droit des nations et qu'à cette heure ils versent leur sang pour le triomphe du beau principe des nationalités.

Quant à la liberté des peuples soumis à leur domination, où à celle de leurs alliés, sans parler de ces pauvres Turcs dévoyés et de ces monstres de Bulgares, on est édifié, par ce que les Allemands ont fait en Pologne et en

Alsace-Lorraine et par ce que les Hongrois ont fait en Transylvanie. Ces atrocités prendront fin, j'en ai la foi. La Justice arrivera, *pede claudo* peut-être, mais elle arrivera sûrement dans la vieille Europe mise à sac. Et alors l'Allemagne fera connaissance avec le dicton roumain : *Le gourdin a deux bouts.* »

Le baron Beyens fit à l'*Association Press* des États-Unis une communication concernant la déportation des Belges. Le ministre des Affaires Étrangères s'éleva avec vigueur contre l'hypocrite assurance de l'Allemagne que les ouvriers belges ne veulent pas travailler, alors que les autorités allemandes ont raflé dans les usines les matières premières et réquisitionné les machines; il explique le nouveau crime commis par la nécessité de libérer les ouvriers allemands pour les enrégimenter et combler les vides de l'armée impériale. Le baron Beyens terminait ainsi : « Le gouvernement belge dénonce aux nations civilisées les violations du droit des gens et des règlements conventionnels de la Haye. Il proteste de toute son énergie contre la traite des blancs, organisée en Belgique, au mépris des principes d'humanité et des conventions internationales. »

Je complète ces informations par mon rapport n° 922 du 25 novembre 1916 :

« Pour le coup la mesure était assurément comble et les États-Unis d'Amérique, l'Espagne et les Pays-Bas sont intervenus; mais, jusqu'à cette heure, leurs démarches ne paraissent pas avoir eu un résultat palpable. L'Allemagne semble d'autant plus s'embourber dans les répressions sauvages, qu'elle voit poindre le châtement à l'horizon : elle continue imperturbablement la traite des blancs dans la malheureuse Belgique occupée. Ne pouvant se procurer officiellement la liste des ouvriers sans travail, les autorités militaires firent arrêter, pendant vingt-quatre heures, tous les membres du Conseil communal de Bruxelles et s'emparèrent ensuite des documents nécessaires à la poursuite de leur chasse à l'homme; les Belges arrêtés ainsi, contrairement à la Convention de la Haye et aux usages de guerre respectés jusqu'à présent, sont employés, soit dans les usines de guerre allemandes, soit, dans la France occupée, à la construction de réseaux de tranchées et de chemins de fer stratégiques.

Le baron Beyens vient d'adresser aux ministres de Belgique auprès du Saint-Siège et auprès du roi d'Espagne, un énergique télégramme de protestation. Le ministre des Affaires étrangères s'insurge contre « l'opprobre de l'esclavage » et contre « les crimes de lèse-humanité » et finit sa communi-

cation par cette phrase indignée : « L'Allemagne, avant d'être forcée d'abandonner notre pays, veut le laisser à l'état de cadavre; mais, en s'acharnant ainsi à le torturer, elle se met au ban des nations et, au lieu d'imposer la paix à ses adversaires par la terreur, elle ne fait que soulever contre elle le monde civilisé. » De son côté, le cardinal Mercier, à la date du 7 novembre, a lancé un véritable réquisitoire, très documenté, contre les mesures appliquées par les autorités allemandes pour rafler tous les hommes valides de la Belgique occupée. Le baron Beyens m'a dit que, tout en n'espérant pas que l'Allemagne modifie sa manière de faire la guerre, il croit qu'il est du devoir de tous les gouvernements alliés de dénoncer au monde civilisé ces procédés inusités : le temps viendra où tous les comptes seront réglés ».

Suivirent deux autres protestations contre les mesures arbitraires des autorités militaires allemandes dans la Belgique occupée : 1° un appel des ouvriers belges aux ouvriers des pays neutres, où ils dénoncent que les bourreaux des ouvriers étaient les ouvriers allemands armés; 2° une lettre du cardinal Mercier, adressée au baron von der Lancken, où Son Éminence démontrait que les ouvriers chômeurs n'étaient nullement à charge des finances allemandes, mais qu'ils étaient aidés par leurs concitoyens.

CRUAUTÉS ALLEMANDES EN ROUMANIE.

Ces procédés barbares étaient également pratiqués dans la Roumanie occupée. J'en ai parlé dans mon rapport n° 923, du 25 novembre 1916 :

« La manière cruelle, dont les austro-allemands font la guerre à notre pays a profondément ému le monde politique belge; on y voit la répétition des tortures infligées à la Belgique pendant l'année 1914. Ceux qui en ont douté, en sont maintenant éclairés. On a été spécialement impressionné par le fait que des explosifs et des microbes dangereux ont été enterrés à la légation d'Allemagne à Bucarest, en vue d'un emploi particulièrement criminel. On approuve unanimement la procédure du gouvernement royal de faire constater les faits par le représentant des États-Unis; mais, au ministère des affaires étrangères, on trouve que l'action sauvage de l'Allemagne officielle n'a pas été suffisamment mise en relief dans la presse mondiale; un pareil forfait mériterait d'être plus connu, car il est sans précédent. Il est certain qu'en général, les alliés ne font pas assez de propagande; malgré la justice incontestable de leur cause, ils se laissent déborder par la réclame allemande dans les pays neutres. Certes, la vérité finit toujours par percer, mais

avouons qu'on ne l'aide pas assez à se faire jour. Les horreurs commises par les Bulgares et par les Austro-allemands en Roumanie doivent être mises en pleine lumière, non seulement pour apitoyer les neutres, mais surtout pour que la vigueur des alliés s'appesantisse davantage sur les barbares qu'ils combattent. Je m'explique. Ceux que j'appellerai des *barbares organisés scientifiquement* commettent tous les méfaits; ils mutilent les prisonniers, ils massacrent les femmes, les prêtres, les vieillards et les enfants, ils coulent les bateaux ayant à bord des passagers inoffensifs, ils assassinent les innocents, tels que Miss Cavell et le capitaine Fryat, ils empoisonnent des combattants avec des microbes de maladies contagieuses. Et pour unir l'hypocrisie à la cruauté, pendant qu'on coupe les mains aux enfants, le gouverneur général von Bissing affiche une proclamation où il fait appel aux sentiments d'humanité de la population belge envers les petits oiseaux (comble de l'ironie!) Tout le monde, en Europe comme en Amérique; condamne un système aussi odieux, mais on laisse les Austro-allemands continuer leur triste besogne, parce que, dit-on, il ne faut pas suivre les mêmes errements. Il y a là un sophisme. En effet, on les imiterait, à proprement parler, si l'on commettait les mêmes crimes à l'égard d'autres peuples innocents et qui n'emploient pas ces moyens de guerre. Mais punir par la loi du talion ceux qui agissent hors la loi, c'est, pour un peuple, un devoir aussi impérieux que l'intervention de la police à l'égard des malfaiteurs, dans la vie civile; de même qu'il n'y a pas de société possible sans répression pénale, il n'y a pas non plus de relations internationales normales sans punition des peuples de proie. Autrement, on est fatalement dupe dans la vie, car, de même que des bandits auraient trop beau jeu sans l'organisme des gendarmes, de même des nations de rapine et sans scrupules s'assureraient l'impunité et la suprématie par la terreur. Avant la boucherie à laquelle nous assistons, les guerres étaient comme des duels entre gens d'honneur. Mais si, dans un de ces duels, par exemple, un des combattants constate que son adversaire a le bout de son épée empoisonné, il a le droit de l'abattre.. »

En reproduisant mes rapports, je me rappelle que j'ai eu moi-même à m'occuper du cas spécial d'un compatriote. Mon ancien camarade de lycée, Michel Antonesco, otage déporté par les Allemands, m'écrivit une lettre, où il m'exposa que, souffrant sérieusement d'une maladie de cœur (il en est mort, après la guerre, au moment où il plaidait en Cassation), il ne pouvait pas supporter les corvées très dures qu'on lui imposait. Il m'implorait d'intervenir auprès de M. Poincaré, président de la République, afin qu'il obtint d'être interné dans une infirmerie. Du temps où il était bâtonnier de l'ordre des avocats de Bucarest, il avait dîné à côté

de M. Poincaré dans un banquet offert à Paris à tous les bâtonniers étrangers. Ayant eu l'honneur de connaître le président de la République, dans une réunion officielle, je ne manquai pas d'écrire au secrétaire général de la présidence. Par l'entremise de la cour espagnole, on obtint la faveur sollicitée. Plus tard, M. Antonesco fut ministre de la Justice et vint, en 1921, à Athènes, où il procéda au mariage du prince Carol avec la princesse Hélène de Grèce. En sauvant mon pauvre ami, par sa haute influence, M. Poincaré montra, une fois de plus, qu'il était non seulement un grand homme d'État et un jurisconsulte hors pair, mais encore un homme au cœur magnanime.

ESSAIS DE PAIX SÉPARÉE

L'Allemagne fit de grands efforts pour peser sur la Belgique et l'obliger à faire une paix séparée. Ces efforts restèrent infructueux. Le 20 décembre 1916, j'adressai, sous n° 964, le télégramme suivant à mon gouvernement :

« Je ne peux pas admettre que la Belgique, qui a adhéré formellement au pacte de Londres du 5 septembre 1914, s'écarte de la ligne de conduite qu'adopteront les quatre grandes puissances alliées. Il est probable que mon collègue, le marquis de Villalobar, arrive de Bruxelles pour donner son avis sur le vrai état d'esprit du peuple belge, afin que le cabinet présidé par le baron de Broqueville prenne une décision après mûre réflexion. Cette décision sera, je crois, conforme à celle de l'Angleterre, de la France, de la Russie et de l'Italie, auxquelles la Belgique est indissolublement liée. Que la rédaction de la réponse belge diffère ou non de celle de la réponse de ses grandes alliées, cela n'a pas grande importance, si le fond est le même. Je persiste donc à penser que toutes les intrigues allemandes resteront infructueuses et que la guerre continuera sans merci, peut-être pendant deux années encore; mais les plus récalcitrants pourront déjà en voir clairement l'issue dans le courant de l'année prochaine : cette issue sera la victoire du droit contre la force brutale unie à la perversité scientifique ».

Ces prévisions se réalisèrent : la Belgique resta inébranlable. Je le constatai avec satisfaction, dans le rapport ci-après n° 987 :

« Maintenant que le bloc de nos alliés est plus solide que jamais, je persiste davantage dans l'opinion première que j'ai émise, à savoir que des suggestions de paix de l'Allemagne, sous lesquelles les trappes et les traquenards

étaient bien visibles, lui ont fait plus de mal que de bien; l'avantage qu'elle a pu obtenir à l'intérieur n'est nullement compensé par l'effet désastreux qu'elles ont produit à l'étranger; tout le monde se fait ce raisonnement simple sinon simpliste : les faibles seuls demandent la paix, donc si l'Allemagne la propose, c'est qu'elle se sent faible. Toutes les astuces seront impuissantes à obscurcir cette idée si claire, qui s'impose au grand public.

La guerre continuera donc, malgré l'intervention malencontreuse des neutres, mal venus à parler d'humanitarisme, alors qu'ils ont laissé égorger l'innocente Belgique sans élever une protestation. D'ailleurs, de quel côté des combattants se trouvaient ceux qui ont lésé les intérêts des neutres? Sans reparler des massacres et des pillages perpétrés dans la Belgique neutre, peut-on oublier, le torpillage du *Lusitania*, les chantages imposés à la Suisse, les menaces proférées à la Norvège? La manière même de faire la guerre de l'Allemagne l'a rendue odieuse dans presque tous les états neutres. Après avoir, pendant une cinquantaine d'années, empoisonné l'âme des jeunes générations avec des théories d'égoïsme et de rapacité, faisant fi de tout idéal élevé, de tout sentiment de justice et d'équité, elle crut le moment venu de l'imposer sauvagement à l'Europe entière. Son invasion fut arrêtée. Elle se tourna contre la Russie; sa flamme s'éteignit dans les neiges où Napoléon lui-même sombra. Lorsqu'elle s'aperçut qu'il n'y avait rien à faire contre les grands, de rage, elle fondit sur les petites nations. La Serbie, le Monténégro, la Roumanie auraient le même sort que la Belgique. Belle prouesse, en effet. Se mettre à cinq contre chacun de ces vaillants peuples, à tour de rôle.

Au fond, en se conduisant de la sorte, l'Allemagne prouve sa pusillanimité sur terre, en s'enfouissant dans les tranchées, comme elle avait prouvé sa pusillanimité sur mer, en confinant sa flotte dans le canal de Kiel, malgré ses beaux rêves d'hégémonie sur mer. Son effort étant brisé, ses forces épuisées, elle essaie encore de tirer son épingle du jeu, en offrant de bonnes conditions de paix aux grandes puissances qu'elle ne peut vaincre pour se rattraper sur les petites. Ce dernier calcul, qui peint bien le fond de son âme, échouera également. Puisque les Allemands ne comprennent que des arguments contondants, on les leur appliquera d'après toutes les règles de l'art de la guerre. Et une fois de plus le droit impérissable l'emportera sur la force brutale. »

INTERVENTION DE M. WILSON.

Au milieu de cette boucherie, M. Wilson, Président de la République des États-Unis de l'Amérique du Nord, intervint par une note, où très chrétiennement il faisait un pressant appel à la conciliation. Les Puissances alliées répondirent par une Note,

sur laquelle j'adressai à M. Jean J. Bratiano le rapport qui suit, en date du 18 janvier 1917 :

« La réponse des dix puissances alliées à la note du président Wilson a été digne du but élevé qu'elles poursuivent dans le conflit armé qui ensanglante l'Europe : le fond est résolu et fier, la forme est impeccable. Son mérite éclate davantage si on la compare à la nouvelle note adressée par l'Allemagne aux puissances neutres et à la proclamation au peuple allemand de l'empereur Guillaume II ; ces deux derniers documents de la chancellerie impériale lui servent de repoussoirs. Si les Allemands se sont rendus odieux par leur manière sauvage de conduire la guerre, ils se rendent maintenant ridicules par leurs déclamations creuses et hypocrites ; on doit souhaiter qu'ils persistent dans la voie du mensonge systématique, afin que leur discrédit soit complet aux yeux des peuples civilisés.

Ainsi que je l'ai télégraphié à V. E., le 3 janvier dernier sous n° 1 007, la note des alliés pose énergiquement le principe des nationalités, ce qui est, un point capital pour nous ; on n'en parle plus vaguement, comme jusqu'à présent, mais on écrit carrément : « La libération des Italiens, des Slaves, des Roumains et des Tchécoslovaques de la domination étrangère. » Cet engagement, n'en doutons pas, sera réalisé et lorsque leurs idéals seront atteints, ces peuples oublieront leurs souffrances séculaires et les dures épreuves de l'heure présente.

Les alliés « s'associent de tous leurs vœux au projet de création d'une ligue des nations pour assurer la paix et la justice à travers le monde », mais ne sont pas tombés dans le piège grossier de l'Allemagne de négocier immédiatement cette paix louche, à laquelle on aspire au delà du Rhin. La formidable coalition qui s'est dressée contre les Teuto-touraniens demande « des réparations, des restitutions, des garanties » ; elle ne peut les obtenir que par les armes. La guerre donc continuera jusqu'à l'effondrement des puissances de proie ; leurs forteresses pourries craquent déjà de tout côté, sous la pression des populations affamées... Je crois devoir remarquer, que, contrairement à l'Allemagne, qui a coupé court aux vellétés de M. Wilson de s'immiscer au futur Congrès de la paix, les alliés ne se sont pas prononcés à ce sujet ; à mon avis, le gouvernement des États-Unis, par son rôle d'intermédiaire pacifique, par l'aide qu'il a prêtée à la Belgique envahie, sera admis aux négociations de la paix. Cela est d'ailleurs désirable, car la grande république d'outre mer est, par son essence même, pacifique et protectrice toute indiquée du principe des nationalités, dont le triomphe nous importe avant tout.

La Belgique est sortie grandie de ce tournoi diplomatique et l'on doit avouer que son succès est principalement dû à la tenacité et à l'expérience du baron Beyens. Dès le 19 décembre j'ai annoncé, sous le n° 956, que le ministre des affaires étrangères insistait à présenter une réponse spéciale à l'Allemagne. Dans la note responsive des alliés au gouvernement impérial, il n'a réussi qu'à joindre, à la fin, son projet de réponse ; mais, dans la note

au président Wilson, le baron Beyens a eu la satisfaction, non seulement de fournir une note distincte de la Belgique, mais encore d'être à côté de M. Briand, lorsque les deux notes furent remises à M. Sharp ».

CRIMES MARITIMES ALLEMANDS

Si, sur terre, les Allemands commirent des actes de cruauté, dont j'ai donné de suffisants échantillons, sur mer il se conduisirent comme des pirates accomplis, n'épargnant ni les civils, ni les femmes, ni les enfants, ni les neutres. Sa campagne maritime culmina par le torpillage du *Lusitania*, qui détermina l'entrée en guerre des États-Unis. Sur cet épisode de la guerre, j'adressai à Take Jonsco, ministre des Affaires Étrangères, mon rapport n° 52, du 2 avril 1917 :

« L'Allemagne poursuit obstinément son chemin, ruinant des pays, jadis si florissants, semant l'horreur et la désolation sur terre et sur mer, réduisant à l'esclavage d'innocentes et paisibles populations; mais l'offensive brusquée sur laquelle elle comptait, pour soumettre, en quelques mois, la France et la Russie, a été brisée. Après deux ans et demi, ses armées essoufflées se sont définitivement butées contre des murailles d'airain sur l'Yser et sur le Sereth, à Verdun et aux frontières de la Pologne. Alors, devant la grave situation alimentaire qui tenaille le peuple allemand, et après ses essais infructueux de conclure une paix prématurée, un véritable affolement s'est emparé du gouvernement impérial : brûlant tous ses vaisseaux (au propre, ses vaisseaux sont inexistant, puisqu'ils sont embouteillés dans le canal de Kiel), il joua sa dernière carte, dans un coup de désespoir, comme un joueur aux abois. Après tant d'autres notes bombastiques et théâtrales, ses canons lourds n'impressionnant plus, il finit par jeter à l'univers entier le défi le plus monstrueux : officiellement, sans plus de réticence, il annonça qu'il torpillerait indistinctement tous les bateaux, neutres ou belligérants, bateaux marchands ou bateaux transportant d'inoffensifs voyageurs. C'est le cynisme dans le crime.

Avec ses méthodes de guerre, barbares et cruelles, l'Allemagne pouvait sombrer dans le sang. cela aurait eu une certaine grandeur sauvage; mais, en proie à une aberration qui frise l'inconscience, elle préfère se noyer dans la boue. Au point de vue de la civilisation humaine, on peut tout de même le regretter pour un grand état qui avait enfanté des génies tels que Kant et Goethe; il est vrai que, depuis un siècle, l'âme du peuple allemand a été pervertie et le cerveau allemand déformé par des théories d'égoïsme et de rapacité, excluent tout idéal supérieur. Il me suffit de rappeler ici quelques uns des axiomes les plus en vogue des idoles de l'Allemagne d'aujourd'hui : « La guerre est la condition naturelle de l'humanité (Bismarck); « La guerre

est un des éléments d'ordre établi par Dieu » (Moltke); « La guerre est une nécessité biologique » (Bernhardi); « D'État à État il n'y a pas de loi » (Lasson); « La question de savoir où réside le droit ne peut être tranchée que par la guerre » (Treitschke). Voilà comment les Allemands sont devenus pirates et corsaires.

Au point de vue pratique, je prétends que ce dernier acte criminel de l'Allemagne ne peut avoir que d'excellentes conséquences sur les suites de la guerre. En effet, comme je l'ai toujours soutenu, dans mes différents rapports depuis 1914, plus l'Allemagne, fidèle à son système de terrorisme, se montrera inexorable, plus elle se rendra odieuse et creusera un abîme entre elle et le reste des peuples; sa conduite sera d'autant plus blâmable, qu'elle enveloppera sa barbarie d'un vernis d'organisation scientifique. Et alors la réaction sera formidable dans l'humanité outragée. C'est ainsi que la violation de la neutralité de l'innocente Belgique fit intervenir l'Angleterre et que les raids des Zeppelins contribua à l'introduction chez elle du service militaire obligatoire; c'est ainsi que l'exécution de miss Cavell et du capitaine Fryat et les torpillages du *Lusitania* et du *Sussex* soulevèrent l'indignation générale dans les États-Unis; c'est ainsi que les hautes œuvres de la diplomatie allemande à Bucarest, où elle s'illustra comme receleuse d'explosifs et de microbes pathogènes, équivalurent à la perte d'une grande bataille.

On peut donc se féliciter que l'Allemagne ait dépassé toutes les limites connues jusqu'à cette heure, non seulement en pratiquant une piraterie abominable, mais encore en proclamant officiellement son système comme faisant dorénavant partie de son code de guerre *sui generis* : elle se met ainsi au ban des nations civilisées et les conséquences en seront très grandes pour son avenir. Le gouvernement impérial s'est lancé dans la plus dangereuse des aventures. Et il ose encore parler de la liberté des nations et proposer de prendre les petits peuples sous sa protection! C'est de l'excès du mal que sortira le bien; les théories féroces de l'Allemagne finiront par grouper contre elle tous les États qui veulent empêcher le renouvellement de pareils forfaits et réaliseront ainsi, au moins temporairement, le rêve pacifique de M. Wilson, qui pourrait commencer par une limitation des armements.

Dans cette circonstance encore, l'Allemagne s'est montrée imprévoyante. Elle espérait, en menaçant les neutres dans leurs intérêts essentiels, obtenir qu'ils s'interposent pour la conclusion de cette paix qu'elle croit apercevoir à l'horizon comme un mirage décevant, sans jamais pouvoir l'atteindre. Là encore elle se trompe : les neutres souffriront davantage, mais se garderont bien d'intervenir, à moins que ce ne soit contre l'Allemagne elle-même; en tout cas, ils lui garderont une rancune dont elle appréciera la profondeur après la guerre. Les neutres sont édifiés sur les points cardinaux de cette affreuse guerre : ils savent que l'agression est partie de l'Allemagne, qui s'était, dans ce but, longuement préparée à l'avance; ils savent que les armées allemandes ont agi brutalement et au mépris du droit des gens et de

tout sentiment d'humanité; ils savent enfin que l'élément teuton austro-allemand n'a pu s'associer qu'à des touraniens, tandis que dans l'autre camp se trouvent coalisés, comme pour une nouvelle croisade, les peuples créateurs de toute la civilisation, qui, pendant les quatre derniers siècles a rayonné sur la terre. Au surplus, les alliés, par un acte solennel, ont proclamé hautement leurs buts de guerre : la suppression du militarisme prussien, comme cause primordiale du cataclysme actuel, et le triomphe du principe des nationalités, seule base solide de la constitution des États modernes. Sur le premier point tout le monde est d'accord. Quant au second, seuls les Suisses peuvent faire des réserves, parce qu'ils doivent sauvegarder le principe du maintien de leur État, artificiellement composé de trois éléments disparates et que seules maintiennent la topographie montagneuse et son étendue très restreinte, ainsi que les souffrances communes du passé.

« L'Allemagne n'a pas osé à son tour, faire connaître ses buts de guerre; mais on les devine aisément : en échange du statu quo en Occident, les empires centraux voudraient garder la Pologne, la Roumanie, la Serbie et le Monténégro. Ainsi, l'Allemagne prétendrait agrandir encore l'Autriche-Hongrie, ce cadavre politique, auquel elle a réussi momentanément à imposer certains mouvements automatiques! Peut-on imaginer plus déconcertant projet? Malgré les épreuves que nous aurons encore à traverser, ces belles illusions de conquêtes médiévales, contraires au bon sens et aux aspirations des peuples se disperseront comme des nuages délétères. Certes, ainsi que je l'ai déjà dit à maintes reprises, ce sera encore long; je crains même qu'un quatrième hiver ne trouve nos vaillantes troupes dans les tranchées ou sur les champs de bataille, mais le courage s'affermir, la confiance grandit, les forces se décuplent, lorsqu'on voit à l'horizon l'aube merveilleuse, annonçant le lever du soleil, qui éclairera la victoire de la Justice et de la Liberté contre les Barbares.

« Dans sa note de provocation, M. Zimmermann s'est occupé spécialement de la Belgique; ce paragraphe est un monument de fausseté et d'hypocrisie. Au moment même où toute la presse officieuse, les parlementaires de tous coins, y compris les socialistes, ne se gênent pas de demander l'annexion de la Belgique, le secrétaire d'État au ministère des Affaires étrangères a osé écrire : « L'Allemagne prétendait simplement se munir de *précautions*, afin que cet État, avec lequel l'Allemagne désire entretenir des *relations de bon voisinage*, ne puisse être exploité et servir les desseins de l'adversaire. » Tout le monde sait ce qui se cache sous l'euphémisme de *précautions*. Ainsi que je l'ai expliqué dans plusieurs autres rapports, l'Allemagne, même si elle renonçait à l'occupation militaire d'Anvers, réclamerait l'exercice de la police, de la diplomatie et du pouvoir armé, sans compter les arrangements économiques aux moyens desquels elle mettrait en coupe réglée la malheureuse Belgique, nominalement indépendante. Et ce qui peint la mentalité spéciale de ses agents, c'est l'ahurissement sincère du fameux général gouverneur von Bissing devant la résistance opiniâtre des Belges à se laisser

assimiler; il finit par dire que c'est là « un rébus psychologique » et par qualifier les Belges « d'indécrottables! » Les Allemands, qui ont fait leur unité, ne veulent pas admettre le patriotisme des autres peuples... Heureusement que la coalition de tous les peuples conscients de leur dignité finira bien par terrasser l'orgueilleuse et présomptueuse Allemagne. Ce n'est pas par un blocus fictif de maigres sous-marins, *in gurgite vasto*, que cette catastrophe pourra être évitée. Assurément, il y aura de plus nombreux sinistres maritimes, mais les grands États, tels que la France, l'Angleterre et l'Italie, ne paraissent nullement inquiets, à la suite des menaces allemandes; en tout cas, l'action des sous-marins allemands ne sera pas décisive. Leur faillite est d'ores et déjà manifeste, comme fut celle des Zeppelins.

Au moment de fermer le courrier, nous arrive la nouvelle de la rupture entre les États-Unis et l'Allemagne. La grande République américaine rachète ainsi son erreur de n'avoir pas énergiquement protesté contre la violation de la neutralité de la Belgique. Maintenant, les plus récalcitrants reconnaîtront que le sort des empires centraux est réglé, comme je l'ai prévu dès le commencement de la guerre, alors que la plupart des neutres se laissent intimider par les airs de matamore de l'Allemagne. Tout peuple, digne de ce nom, devra avoir sa part de sacrifices dans cette grande crise. »

J'ai reproduit quelques-uns de mes rapports, du temps où j'étais au Havre, pour mettre en évidence que je n'ai jamais désespéré, tout en partageant les souffrances de la Belgique.

Les années suivantes m'affermirent davantage dans ma foi; l'appoint de la grande République américaine remonta le courage de tous : peu à peu, presque toutes les républiques de l'Amérique prirent position contre l'Allemagne. *Mens agitat molem* : dans le combat de la matière contre l'esprit, celui-ci devait finalement vaincre. Cette idée a été, on ne peut mieux, exprimée par le comte de Saint-Aulaire : « En politique, comme en physique, les forces invisibles sont les plus puissantes¹. » L'Allemagne n'a jamais compris cet *impondérable*. Elle n'a fait que compter le nombre de ses troupes, de ses canons, de ses torpilleurs. Oui, ces engins peuvent servir, mais ces matières inertes que peuvent-elles contre l'âme des choses, contre le génie créateur? Comme dans d'autres moments de crises mondiales, surgissent les épées de Joffre et de Foch : le monstre malfaisant fut maîtrisé et les peuples angoissés respirèrent.

1. *L'Islam et la politique contemporaine*, Paris, F. Alean, 1927, p. 171.

*
* *

Les années qui suivirent font partie de l'histoire générale de la grande guerre; 1917 fut l'année d'angoisse, comme l'a dénommée Pierre Lehautcourt²; mais le canon 75 luttait vaillamment.

Dans son discours à l'inauguration du monument des morts, prononcé à Nice le 29 janvier 1928, le maréchal Foch a admirablement résumé toute cette épopée :

« Batailles de Lorraine et de la Marne en 1914, bataille de Champagne en 1915, batailles de Verdun en 1916 et 1917, batailles de la Somme et de l'Aisne en 1918. Et, dans l'intervalle de ces rudes batailles, la garde monotone dans le lacis des tranchées, sous le ciel bas des Flandres ou dans l'âpre région de l'Argonne, sur les collines de la Meuse ou dans les fonds de la Woëvre. Si gigantesque qu'elle fût, la tâche cependant ne devait point se limiter aux frontières de notre pays. Un grand nombre d'entre les vôtres furent appelés à porter plus loin encore le drapeau de la France, soit par delà les Alpes sur les rives de la Piave, soit dans la région de Salonique et jusqu'aux bords mêmes du Danube! »

*
* *

Notre petit monde du Havre attendait, anxieux mais confiant, les résultats des batailles livrées sur les fronts français et italiens et en Orient. La défection des Russes prolongea la guerre.

Dès l'entrée en guerre de la Roumanie, ma femme, de retour de Guétary, fonda, à la Croix-Rouge roumaine, un ouvroir, où, avec l'aide d'une douzaine de dames roumaines et françaises, elle travailla pour nos pauvres blessés. Je restai donc seul au Havre, mais seulement une partie de la semaine.

Dans ces ténèbres ensanglantées, un rayon de soleil vint éclairer notre minuscule corps diplomatique, où l'on vivait comme en famille : je veux parler du mariage de M^{lle} de Weede, la fille de notre collègue néerlandais, avec M. de Ramaix, premier secrétaire de Légation de Belgique. Ces deux amoureux, sans plus prêter l'oreille à la mitraille, ni avoir des garanties que la question de l'Escaut, pendante, entre la Belgique et la Hollande, recevrait une

1. *L'année d'angoisse 1917*, par le général Palat, Paris, Berger-Levrault, 1927.

solution satisfaisante, procédèrent, sans plus tarder, à un hymen diplomatique, auquel nous assistâmes. A ce propos, je me rappelle qu'après un déjeuner de fiançailles, au bord de la Seine, nous réalisâmes une excursion en automobile, pendant laquelle je fis le pari que, dans l'espace d'une heure, j'inscrirais cent locutions et adages latins; ma mémoire ne me trahit pas, je gagnai le pari et M^{lle} de Weede emporta mon petit papier, griffonné au crayon.

Par contre, nous eûmes à enregistrer deux deuils douloureux : celui de la princesse J. Koudachef, modèle accompli de grâce et de charme, décédée à l'ambassade de Russie à Paris; celui de M. Schollaert, ancien premier ministre et ancien président de la Chambre des représentants, décédé à Sainte-Adresse le 29 juin 1917.

Je ne puis fermer ce chapitre du Havre, sans citer les noms des deux sympathiques secrétaires que j'ai connus à la Légation de France. Le premier fut M. de Carbonnel, actuellement ministre plénipotentiaire, dont la femme, mère de famille, est morte au Havre à notre Hôtel continental; pendant la nuit nous entendîmes longuement les coups de marteau qui clouaient son cercueil. Le second fut M. Georges Clinchant, qui eut une brillante carrière : après avoir été ministre à Budapest et à Bucarest, il est, à cette heure, ambassadeur à Buenos-Ayres.

RETOUR A BRUXELLES

Le 5 octobre 1918, l'Allemagne adressa au président Wilson une demande d'armistice. A cette nouvelle, une grande impatience s'empara des membres du corps diplomatique du Havre; mais il fallut encore attendre. Enfin le 11 novembre, l'armistice fut signé dans un wagon-salon, en gare de Rethonde (Oise). On organisa un train spécial, qui put lentement passer à travers la Belgique, labourée par le canon et par les tranchées; les chefs de mission y disposaient d'un wagon-lit. On mit 36 heures au lieu de 4 comme avant la guerre, pour arriver à Bruxelles le 26 novembre, vers 3 heures du matin, par la voie de Bruges. En route, notre colère et notre tristesse étaient grandes, en constatant, tout le long, la dévastation des vandales.

A Bruxelles, le spectacle n'était pas plus gai. Reçus à la gare

par le marquis de Villalobar, nous dûmes coucher dans un hôtel; les moyens de locomotion et de chauffage étaient presque nuls: Le lendemain, on dut transporter mes bagages à la Légation par une charrette à bras. Mais, une fois chez soi, quelle joie de revoir ses pénates intacts!

L'entrée du roi Albert I dans sa capitale, le 22 novembre à 11 h. 15, fut du délire : le peuple belge oubliait ses souffrances et manifestait avec un enthousiasme touchant. De tels moments cimentent indissolublement le Palais avec la Métropole.

La vie reprit peu à peu. Comme des abeilles infatigables, les Belges se remirent au travail avec une ténacité admirable. Aujourd'hui toutes les ruines sont restaurées et même la bibliothèque de Louvain, brûlée par la *Kultur*, a été reconstituée, avec l'aide d'amis étrangers, qui voulurent ainsi protester contre les savants incendiaires.

*
* *

La Banque nationale belge avait eu la prudence de déposer son stock d'or en Angleterre, d'où elle le reprit, au retour à Bruxelles. Le gouvernement royal s'empessa de rafler, en trois jours, tous les marks-papier allemands, environ 5 milliards et demi. M. Delacroix, président du conseil et ministre des finances, m'a dit qu'environ 200 millions avaient réussi à passer de Hollande en contrebande; mais c'était là une infime part du feu. On eut aussi le courage de frapper d'un impôt de 60 p. 0/0 les profiteurs de guerre. Ces mesures eurent pour effet immédiat de faire monter provisoirement le franc belge au-dessus du franc français et l'on sait que le change est le baromètre de la situation financière d'un pays.

Il y eut, à la cour, quelques visites officielles de grande importance. D'abord, M. Wilson, président de la République des États-Unis de l'Amérique du Nord, qui entra en coup de vent dans le salon, où l'attendaient les chefs de missions diplomatiques, avec lesquels, tout en serrant la main de chacun, il n'eut le temps d'échanger aucune parole, pas même avec M. de Margerie, ministre de cette France, d'où il arrivait en droite ligne. Avec M^{me} Wilson ce fut pis : après une assez longue attente, les dames du corps

diplomatique furent avisées qu'à son grand regret, la présidente ne pouvait pas se rendre à l'audience accordée par elle.

Un grand dîner fut offert au Palais, en l'honneur du maréchal Foch, de M. Millerand, qui, avec son grand flegme, paraissait plutôt être un anglais, et de M. Lloyd George qui, très remuant et avec ses yeux pétillants, paraissait plutôt être un français. Je connus également Lord Curzon, ministre des Affaires Étrangères de la Grande Bretagne, le type du parfait gentleman. Mon collègue M. de Margerie me présenta au maréchal Foch en ces termes : « Maréchal, permettez-moi de vous présenter M. Djuvara, un grand ennemi de la France! » Cette recommandation porta ses fruits, car le sauveur de la France et du monde fut pour moi d'une exquise amabilité.

* * *

Les Allemands avaient envahi le grand duché de Luxembourg, malgré la protestation du vieil Eyschen, qui s'était rendu à la frontière avec, en main, le traité garantissant la neutralité du pays. Le 14 janvier 1919, la princesse Charlotte remplace sa sœur aînée Marie-Adélaïde, dont la Chambre des députés luxembourgeois venait d'exiger l'abdication. C'est vraiment miracle qu'un si petit État sortit indemne de la grande bourrasque, alors que de puissants empires, tels que la Russie, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie s'écroulèrent. Serait-vrai que, dans la vie des États, comme dans la vie des êtres vivants, ce sont les infiniment petits qui sont les plus résistants? Cela va à l'encontre de la théorie de Mommsen, qui prétendait que les petits états doivent disparaître, engloutis par les grands; à son époque, les Allemands voyaient tout en *Kolossal*; depuis, ils ont déchanté.

* * *

En 1920, Duïliu Zamfiresco, ministre des Affaires Étrangères, un de mes meilleurs amis, que j'avais examiné à son entrée dans la carrière diplomatique, me désigna comme ministre à Madrid et demanda pour moi l'agrément, que donna S. M. le roi d'Espagne.

Mais bientôt après, mon ami d'enfance Take Jonesco¹ vint à notre Foreign office; il voulut, à tout prix, m'envoyer à Athènes, poste de combat et de grande confiance que je dus accepter, après une résistance assez tenace. Je quittai donc, à mon très grand regret, Bruxelles, en septembre 1920.

Le roi Albert m'avait comblé de ses bontés : il m'avait conféré les grands cordons de Léopold et de la Couronne de Belgique; ma femme et moi nous avons reçu les photographies des souverains belges, signées et encadrées d'argent. La veille de mon départ, j'étais seul à Bruxelles; il y eut un déjeûner d'adieu, au château royal de Lacken; on m'y accorda le suprême honneur : le roi me mit à sa droite; on me servit avant Leurs Majestés et avant S. A. R. le prince héritier Léopold; pour les personnes initiées au protocole, cela signifie que je fut traité en ambassadeur, tout en ne possédant que le rang de ministre.

Mes collègues et mes amis belges frappèrent une médaille à mon effigie et j'emportai encore quelques dizaines de photographies avec des dédicaces autographes, parmi lesquelles celle du cardinal Mercier.

Ce fut donc pour moi un véritable déchirement que de quitter ce pays, aimé profondément pendant l'époque de bonheur, mais auquel je me sentais encore plus attaché par les souffrances endurées en commun. Pendant les années heureuses, la Belgique a produit des génies, tels que César Franck et Maeterlinck. Il fut réservé au temps d'épreuves de mettre en relief la figure héroïque du roi Albert, modèle à l'avenir du monarque conscient de son rôle sublime.

J'avais encore au cœur ces sentiments d'admiration, lorsqu'en avril 1921, je télégraphiai d'Athènes à Bruxelles mes félicitations respectueuses, à l'occasion de la fête du roi; S. M. daigna me répondre exactement : « Je remercie très sincèrement de ses aimables vœux le dévoué doyen du corps diplomatique du Havre, dont nous avons tant apprécié la chaude et fidèle amitié. (S.) *Albert*.

1. Quand mon frère est mort, Take Jonesco me dit : « C'est moi qui te reste à la place d'Alexandre ».

CONCLUSION

On a dit, souvent avec raison, que l'expérience des autres ne sert à rien et qu'elle n'empêche pas les hommes de tomber dans les mêmes errements que leurs prédécesseurs. Les hommes suivent plutôt leurs instincts. Toutefois, il y a quelques enseignements à tirer de cette guerre monstrueuse, déchaînée par l'Allemagne. Puissent-ils ouvrir les yeux aux actuels gouvernants du monde et à leurs successeurs!

I. La valeur des traités est réduite, car ils ne sont plus respectés, et la faute en incombe à l'Allemagne, qui les a qualifiés de *chiffons de papier*. Mon très regretté maître Louis Renault, qui m'a aidé dans mon activité de publiciste¹, me disait, navré par les entorses données au droit des gens : « Il n'y a plus de droit international! » On fait de grands efforts maintenant pour en raccommo-der les morceaux². Il ne faut certes pas désespérer de l'avenir, mais le grand danger du moment est le manque de confiance des chancelleries et des peuples dans les assurances de l'Allemagne. Celle-ci, atteinte de mégalomanie, poursuivait, non seulement la domination de l'Europe, mais encore l'hégémonie dans le monde entier : « Le principal but de l'Allemagne, dit M. Ursu³, était de posséder les deux clefs de la domination mondiale : les Dardanelles et le canal de Suez... D'après l'arrangement de l'Allemagne avec Enver Pacha, ce dernier devait être nommé khédive d'Égypte. »

Je trouve une nouvelle preuve de l'existence de ces projets donquichottesques dans un volume publié récemment par la veuve de l'ancien président du conseil bulgare, général R. Petroff : « Je me rappelle avoir demandé au général de Galwitz, commandant en chef des armées d'Orient allemandes, quand il pensait voir cette horrible guerre prendre fin. Sa réponse me surprit : « Quand l'armée allemande aura occupée l'Égypte, me dit-il, je vous enverrai

1. Il a accordé une préface à mon volume : *Cent projets de partage de la Turquie*, Paris, F. Alcan, 1914, publié sept mois avant la guerre.

2. Cf. *Grands principes du droit international nouveau*, Rapport à l'Académie diplomatique Internationale par M. Al. Alvarez, Paris, impr. Lang, 1928; *Une nouvelle théorie de la souveraineté de l'Etat*, par J. C. Baak, dans *Académie dipl. int., Séances et travaux*, Paris, 1927, p. 48-58.

3. *Pourquoi la Roumanie a fait la guerre*, Paris, 1918, p. 223.

de là-bas une carte postale pour vous dire : « Maintenant la guerre est finie ¹. »

On a essayé de diminuer la responsabilité du Reich, en en rejetant la plus grande partie sur l'Autriche-Hongrie. Certes, le *brillant second* ne saurait être mis hors de cause, mais il ne faudrait pas exagérer son rôle, principalement celui de l'élément hongrois, qui, depuis Andrassy, tirait les ficelles de la politique extérieure de l'empire dualiste; celui-ci servit d'instrument dans les mains de l'Allemagne : « L'attentat de Sérajevo ne fut que le prétexte attendu, et l'ultimatum de l'Autriche à la Serbie (23 juillet 1914) ne fut expédié que sur le consentement de l'empereur Guillaume². » Tous les rouages de la grande machine de guerre austro-allemande étaient préparés de longue main. M. Gabriel Hanotaux³ en a donné dernièrement la preuve irréfutable : « Cette guerre contre la Serbie, qui fut le point de départ de la guerre de 1914, l'Autriche-Hongrie était résolue à la déclarer dès avril 1913, c'est-à-dire plus d'un an avant l'assassinat de l'archiduc Ferdinand... Une proposition *officielle* fut faite, à cette date, par le cabinet de Vienne au cabinet de Rome, tendant à une action soudaine et commune contre la Serbie... M. de San Giuliano télégraphiait, le 9 août 1913, à M. Giolitti : « L'Autriche a communiqué à nous-même et à l'Allemagne son intention d'agir contre la Serbie. » Pendant les trente-cinq ans de ma carrière, maintes fois j'entendis les diplomates allemands préconisant une action armée contre la France; une fois principalement, à un dîner officiel, à Bruxelles, M. Kracker von Schwartzfeld, conseiller de la Légation d'Allemagne, environ une année avant la guerre, me dit, d'un ton convaincu et menaçant, que le moment approchait où l'on mettra à la raison ces voisins gênants de l'ouest. Enfin, tout dernièrement, par une lettre adressée à la *Neue Freie Presse*, mon ancien collègue, le prince Lichnowski, ex-ambassadeur d'Allemagne à Londres, reconnaît la culpabilité du Reich; d'après le télégramme de Vienne, du 5 février 1928, résumant cette lettre :

1. *Trente ans à la Cour de Bulgarie, 1887-1918*, par Sultane Petroff, Paris, Berger-Levrault, 1927, p. 196.

2. Ursu, *op. cit.*, p. 214

3. *La Prétendue conjuration franco-russe* (Revue des Deux-Mondes, 15 janvier 1928, p. 422).

« Il s'élève contre de récentes allégations selon lesquelles les Empires centraux n'auraient pas voulu la guerre, et rappelle, à ce propos, qu'à Berlin aussi bien qu'à Vienne, la seule éventualité qui fit trembler les hommes d'État était celle d'une acceptation intégrale par la Serbie de l'ultimatum autrichien. »

Dans son étude *La Grande guerre vue du versant oriental*¹, mon collègue M. C. I. Diamandi affirme que : « L'archiduc Ferdinand avait conçu le projet d'un État fédératif, destiné à réduire et à maîtriser l'influence hongroise. » Je puis ajouter que, longtemps avant la guerre, l'Autriche aurait déjà voulu incorporer également la Roumanie dans cet État fédératif : un de mes anciens secrétaires m'entretint de ce projet et je dus le menacer de faire contre lui un rapport à mon gouvernement, s'il osait encore répéter cette sornette. Aujourd'hui même, ne voit-on pas des publicistes poursuivre le même but, en proposant, pour commencer, une union économique des États du centre de l'Europe? C'est une utopie, chère aux Hongrois, mais irréalisable aux yeux de ceux qui connaissent le profond antagonisme qui divise les peuples balkaniques. Comme une mégère non apprivoisée, qui, après avoir pendant longtemps martyrisé son époux, cherche, devenue veuve, une nouvelle victime, la Hongrie veut, sinon une seconde union personnelle, du moins une association fédérative, où elle jouerait le premier rôle; mais la triste expérience de l'Autriche est là, pour empêcher toute entente de ce genre. Du reste, la Hongrie vit en mésintelligence même avec l'Autriche; comment pourrait-elle faire bon ménage avec la Roumanie, la Yougoslavie et la Tchéco-Slovaquie, auxquelles elle réclame d'immenses territoires, habités par des Roumains, des Yougoslaves et des Tchéco-Slovaques? Il est vraiment inconcevable qu'un peuple de 8 millions d'habitants, qui tenait sous son joug 12 millions appartenant à d'autres nationalités, se fasse l'illusion qu'une situation aussi anormale puisse renaître.

1. *Revue des Deux Mondes* du 15 décembre 1927. Je ne puis laisser, sans la relever, une assertion de cet article : « Jean J.-C. Bratiano, dit M. Diamandi, est le plus grand et le plus illustre homme d'État de Roumanie » (p. 792). Je partage plutôt l'avis compétent de notre éminent historien Nic. Jorga, qui accorde la première place au génial Michel Koglaniccano. A côté ou immédiatement après lui vient le vieux Jean C. Bratiano; c'est une injustice et une impiété que de vouloir faire passer le fils avant le père; une pareille exagération fait du tort à la mémoire du fils.

Il est vrai qu'un télégramme de Budapest, daté du 28 décembre 1927, nous a apporté la nouvelle suivante : « Dans un article publié, à l'occasion de la Noël, dans le *Niolo Ordi Ujsag*, le président du conseil hongrois, comte Bethlen, constate que l'œuvre de consolidation a été couronnée de succès. A l'avenir, le pays doit veiller avec soin à son indépendance nationale, acquise au prix de tant de difficultés. Il est nécessaire de rendre, à nouveau, *la nation hongroise capable d'assurer le rôle dirigeant, qui lui revient dans le bassin du Danube*. Ce n'est pas par des entreprises hasardeuses ou des aventures que la nation hongroise doit arriver à ce but, mais *par la force morale du droit et de la justice*. » De quel droit le rôle dirigeant dans le bassin du Danube reviendrait-il à la nation hongroise? Serait-ce par droit d'audace? C'est une prétention exagérée. Et c'est justement courir à une *aventure* que de poursuivre une telle chimère. Il vaut mieux suivre le second conseil du comte Bethlen, à savoir travailler *par la force morale du droit et de la justice*; sur ce terrain se tiennent aussi la Roumanie, la Yougoslavie et la Tchéco-Slovaquie, en demandant le maintien loyal et intégral du traité de Trianon, honoré de la signature de la Hongrie. Que ces trois voisins et aussi l'Autriche se mettent parallèlement avec la Hongrie à un travail fructueux : de cette émulation sur le terrain économique sortira la prospérité de tout le monde, sans hégémonie arbitraire de telle ou telle puissance.

Pour une pareille œuvre paisible, il n'est même pas besoin de signer de nouveaux traités; il suffit de respecter les traités issus de la dernière guerre. Si l'entente de bonne foi existe entre les peuples, les traités peuvent être conclus dans les vingt-quatre heures. Au contraire, si les traités sont, comme jadis, signés secrètement, ils deviennent caducs, au premier choc : c'est ainsi que l'Italie et la Roumanie sortirent de la triple alliance, qui, du reste, n'était qu'une alliance défensive, visant principalement la Russie; la Roumanie, en particulier, fut obligée d'entrer dans la triple alliance, pour éviter l'application du traité de Londres de 1883, concernant le Danube. « M. Bratiano a déclaré, en 1913, au comte de Walbourg, chargé d'Allemagne à Bucarest, que la question des Roumains de Hongrie avait pris un caractère tel, que malgré le texte de nos traités, la Roumanie, en cas de guerre, ne pourrait

pas marcher à côté de la Hongrie¹. » Ajoutons que les Roumains avaient manifesté leurs sentiments de solidarité latine, après les revers de la France, en 1871, en cassant les vitres du restaurant Otetelesano, de Bucarest, où les Allemands, sous la présidence du ministre d'Allemagne, fêtaient leurs victoires.

II. Les peuples ont beaucoup souffert. Après une grande dépression, la réaction, toute naturelle, s'ensuivit. Comme après les guerres napoléoniennes, la jeunesse voulait s'étourdir dans les fêtes gaies et les danses. Une apparence de dégénérescence semblait régner dans toutes les branches de l'activité humaine : en politique on eut le bolchevisme décevant; en littérature, le dadaïsme déconcertant; en peinture, le cubisme hilarant; en musique, le cacophonisme intégral et prémédité; en architecture, les gros blocs des troglodytes, au théâtre, des pièces sans aucun décor. Excepté le bolchevisme, dont je dirai quelques mots tout à l'heure, les autres manifestations morbides seront passagères et prêtent plutôt à la plaisanterie. Tout se tassera : le beau s'imposera. Une difficulté très sérieuse est que les peuples ne veulent pas travailler autant qu'avant la guerre : après avoir obtenu la journée de huit heures, les ouvriers réclament la journée de six heures.

Les foules, exaspérées, s'en prennent principalement au parlementarisme, qui sert de bouc émissaire. Il en résulte l'établissement des dictatures qui existent encore en Italie, en Turquie, en Espagne, en Grèce et en Roumanie². Il faut toutefois distinguer que M. Mussolini a sauvé sa patrie du danger intérieur et Kemal Pacha du danger extérieur; dans les autres trois pays, la censure de la presse et l'état de siège permanent sont moins justifiés. Fatalement, tôt ou tard, la vie normale reprendra partout.

Pour ce qui est du danger bolchevik, on l'a beaucoup exagéré. Certes, on a commis une grande faute en ne tirant pas une ligne de démarcation de la Belgique à la mer Noire, établissant ainsi comme une muraille de Chine et laissant les bolcheviks cuire dans leur jus, expression triviale, mais pittoresque. Malheureusement, c'est l'intérêt commercial qui a poussé quelques grands États à frayer avec ces anarchistes russes; on en a vu les résultats déplorables.

¹ Article cité de M. Diamandi, p. 804.

² Au Portugal la dictature existait déjà avant la guerre.

L'Angleterre a dû y renoncer, temporairement. Quelles relations diplomatiques peut-on avoir avec des *Messieurs* comme Rakowski? Mon frère a plaidé en Cassation, à Bucarest, pour le faire rayer des listes électorales de Constantza, et il obtint cette radiation. Par les enquêtes que nous avons faites, il a été indubitablement établi qu'à l'Université de Berlin il fut inscrit comme Bulgare, sa vraie nationalité; il entra en Roumanie avec un passeport austro-hongrois; plus tard, il devint Ukrainien, pour finir comme Russe. Le même personnage publia, avant la guerre, une brochure, où il blâmait le rapt de la Bessarabie par les Russes, ce qui ne l'empêcha pas, lorsqu'il représentait les Soviets en qualité d'ambassadeur à Paris, de soutenir imperturbablement que la Roumanie devait abandonner cette province, éminemment roumaine. Les autres membres du comité dirigeant des Soviets le valent. L'application des théories de Karl Marx a échoué, parce que ses doctrines néfastes sont fausses à leur base. On n'a pu supprimer ni la famille, ni la propriété, ni la religion. Puisque l'expérience en a été faite en Russie *in animâ vili*, comment oserait-on encore faire la propagande de ces idées, constatées inapplicables? On peut affirmer que ces systèmes absurdes ne prendront jamais en France, terre classique du bon sens populaire, ni en Roumanie, où les propriétaires eux-mêmes ont eu l'abnégation de faire le sacrifice de leurs terres, en faveurs des paysans, qui avaient héroïquement défendu la patrie; ceux-ci, propriétaires à leur tour, ne veulent pas entendre parler de partage. Lorsque Take Jonsco me télégraphia, au Havre, pour m'annoncer la nouvelle loi agraire, je lui répondis : « Ce n'est pas seulement comme ministre de Roumanie, mais aussi comme propriétaire terrien que je salue avec joie cette grande réforme. » On a vu qu'en Chine, où les bolcheviks avaient pris pied, leur présence a été jugée indésirable.

III. C'est le principe des nationalités qui a triomphé dans la dernière guerre mondiale. C'est lui qui doit former la base inébranlable des futures constellations politiques. En effet, quelles autres organisations pourrait-on établir? La religion ne peut plus, comme au moyen âge, provoquer des guerres entre les peuples. Malgré les efforts de quelques esprits fanatiques, on ne peut plus retourner vers ces temps révolus. L'humanité est devenue plus tolérante

en matière religieuse mais aussi très nationaliste; on a vu, pendant la dernière guerre, les catholiques allemands se comporter envers les catholiques français et italiens, tout aussi cruellement que les protestants allemands. La guerre a prouvé que le sentiment le plus fort de l'humanité actuelle est l'amour de la patrie. M. Benedetto Croce dit avec raison : « Le principe qui gouverne l'histoire du temps que nous considérons est toujours le principe libéral... L'idéalisme philosophique ne fait qu'un avec la conception libérale de la vie¹. » Il faut donc bâtir sur ce principe éternel et ne plus tenter de nouvelles expériences, qui seraient par trop dangereuses; il faut éviter d'encourager les tendances de ceux qui voudraient faire renaître de leurs cendres les empires de proie, sous la forme de confédérations anormales, aux éléments centrifuges. Refaire en grand, ce qui a été déjà aboli, par les combats millénaires, serait un véritable crime international; du reste, si on l'essaie par la force on ne réussira pas.

Deux dangers menacent la paix. D'un côté, les Allemands, qui sont les plus redoutables; malgré leurs déclarations apaisantes, ils organisent en Alsace des complôts autonomistes et alimentent le conflit polono-lithuanien, au sujet de Wilna. D'un autre côté, les Hongrois, qui sont les plus turbulents; ils vivent en mauvais termes avec tous leurs voisins, même avec les Autrichiens, auxquels ils cherchent querelle à propos de Burgenland; ils falsifient les billets de banque français, pour avoir des fonds de propagande; ils prétendent que les Hongrois sujets Roumains, ne soient pas expropriés, comme le sont les autres étrangers et les Roumains eux-mêmes; ils achètent à l'étranger des mitrailleuses et les introduisent chez eux en cachette, puis font disparaître le corps du délit. Des deux côtés, on peut s'attendre à des provocations, dont les conséquences deviendraient redoutables. Les premiers doivent être surveillés de près par la France et l'Angleterre; sur les seconds, c'est la petite entente, œuvre de Take Jonesco et de M. Benés, à laquelle j'espère que la Pologne adhérera le plus tôt possible, qui devra ouvrir l'œil et le bon.

C'est là une méfiance légitime. D'après les journaux, M. Stre-

1. *L'Esprit International* (Fondation Carnegie), 10 octobre 1927, p. 460.

semann a traité de *grotesques* ceux qui redoutent encore l'esprit guerrier de l'Allemagne. C'est un bien gros mot, tombé d'une bouche aussi autorisée. Étant donné la haute personnalité de l'ancien ministre des Affaires Étrangères du Reich, on doit admettre qu'il était de bonne foi. J'avoue que, pour ma part, si j'avais la responsabilité de la situation, j'aurais préféré passer pour un grotesque, même aux yeux d'un homme de la valeur de M. Stresemann, que d'encourir le remords de n'avoir pas pris les mesures qui auraient pu épargner à mon pays une seconde catastrophe. Je ne tomberai pas dans le travers du siècle, qui est de trop généraliser; un grand médecin français disait: « Il n'y a pas de maladies, il y a des malades ». J'admettrai même que la majorité des Allemands désirent la paix; mais la minorité chauviniste est la plus agissante et la plus audacieuse. Et puis, on reconnaîtra que ce n'est pas après une dizaine d'années que la mentalité allemande a pu changer. On doit donc craindre que la jeunesse allemande, qui a fait la guerre, persiste encore, avec opiniâtreté, dans son esprit d'impérialisme féroce. Non seulement l'Allemagne a foulé aux pieds le traité garantissant la neutralité de la Belgique, mais encore, après avoir fait le coup, elle ose prétendre, pour employer une expression familière, que c'était le lapin... belge qui avait commencé. Quelle confiance peut-on avoir encore en elle, après un si court laps de temps? Frédéric le grand de Prusse disait, cyniquement: « Je commence par prendre; mes historiens se chargeront après de prouver que j'avais raison. » Les Allemands aujourd'hui commencent par attaquer et espèrent que leurs historiens finiront par démontrer que l'agression est venue du dehors. Autres temps: M. Émile Ludwig n'absout pas Guillaume II.

Lorsque M. de Pourtalès, ambassadeur d'Allemagne, remettait, le 1^{er} août 1914, à M. de Sazonoff, la déclaration de guerre, le ministre des Affaires étrangères de Russie lui dit: « Vous faites là une politique criminelle. La malédiction des peuples retombera sur vous. Vous pouviez d'un mot conjurer la guerre: vous ne l'avez pas voulu. Dans tout ce que j'ai tenté pour sauver la paix, je n'ai pas trouvé en vous le moindre concours. Mais il y a une justice divine! » La sincérité des sentiments de M. Sazonoff est confirmée par une confidence de M. Nekloudoff; nommé ministre à Sofia, en 1911, il fut reçu en audience de congé par l'empereur, qui lui dit: « Il nous

serait tout à fait impossible d'affronter une guerre avant cinq, ou même six ans.... Si nos intérêts les plus vitaux et l'honneur de la Russie étaient en jeu, nous pourrions à la rigueur accepter un défi en 1915; mais avant cette époque, dans aucun cas et sous aucun prétexte!¹ » La Providence frappa les criminels. S'ils perdent la tête une seconde fois, les alliés ont le devoir d'aller à Berlin. Beaucoup d'Allemands croient encore que le Reich n'a pas été vaincu. Pour faire la pleine lumière dans leurs cerveaux, il faut un travail de plusieurs générations. On doit donc gagner du temps et maintenir intacts les traités, tout en vivant dans les meilleurs termes et avoir des rapports de bon voisinage avec les anciens ennemis. La moindre brèche dans les traités aurait des suites incalculables, car les traités sont solidaires : il n'y a pas de grands et de petits traités, le même respect est dû à tous, sans distinction.

IV. La Société des Nations est l'idéal même de l'humanité; elle poursuit le but le plus élevé et tout homme de bonne foi doit travailler à sa consolidation. Mais il ne faut pas se faire trop d'illusions et se contenter de l'avoir proclamé, sans prendre les précautions indispensables pour que son activité porte tous les fruits désirés. Or, il faut malheureusement reconnaître que les décisions de la Société des Nations n'ont pas de sanctions. Dans ces conditions, les peuples victorieux doivent maintenir leurs moyens de défense pour être à l'abri de nouvelles agressions. Le président du conseil des ministres de la Grande-Bretagne a, on ne peut mieux, précisé cette nécessité, dans sa lettre du 21 décembre 1927, en réponse à celle que lui avait adressée le député travailliste Ponsonby au nom de 128,770 personnes pacifistes. Voici les principaux passages de la lettre de M. Baldwin :

« Appuyer la S. D. N. et développer son autorité, tel a été l'objet des préoccupations constantes du gouvernement. Est-ce que les signataires du manifeste ont réfléchi que, si leur attitude était suivie universellement, et même si la flotte et l'armée britanniques venaient à cesser d'exister, l'effondrement de la S. D. N. surviendrait inévitablement?

Comment, d'autre part, pourrions-nous, sans force armée, faire honneur aux engagements découlant de l'article 16 du Pacte? L'efficacité du traité de Locarno dépend aussi très largement de ce que les contractants savent

1. *Op. cit.*, p. 550.

qu'en cas d'attaque brusquée, la Grande-Bretagne tournerait contre l'agresseur sa puissance formidable. Totalement désarmée, l'Angleterre serait une proie facile pour les forces ennemies et il n'est pas possible de fortifier la S. D. N. en affaiblissant la Grande-Bretagne.

Si une guerre d'agression est abominable, horrible, très différente est une guerre défensive. N'aurions-nous pas été déshonorés aux yeux du monde si nous n'avions tenu notre parole et si nous étions restés indifférents devant une France envahie et une Belgique en ruines?

Je me refuse à croire que si la nécessité s'en présentait, Anglais et Anglaises refuseraient jamais de défendre nos libertés et de prendre leur part dans la défense de la liberté du monde. »

Voilà de belles paroles, que doivent s'approprier tous les gouvernements conscients de leur devoir et de leur responsabilité et que doivent méditer tous les hommes politiques soucieux de la paix du monde.

Le 28 juin 1927, M. Briand, la vaillant animateur de Locarno, proposa aux États-Unis de mettre la guerre hors la loi, par un accord entre les deux pays. Le 28 décembre 1927, M. Kellog répondit à cette avance par la proposition d'un accord international *multilatéral*, sinon *unanime*. Le ministre des Affaires Étrangères de France répliqua, par sa note du 3 janvier 1928, que :

« Le gouvernement de la République est disposé à se joindre au gouvernement des États-Unis pour proposer à l'agrément de toutes les nations un acte dès à présent signé par la France et les États-Unis et aux termes duquel les hautes parties contractantes s'interdiraient toute guerre d'agression et déclareraient que pour le règlement des conflits, de quelque nature qu'ils soient qui viendraient à s'élever entre elles, elles emploieront tous les moyens pacifiques. »

Le 6 février 1928 (anniversaire du premier traité d'amitié de 1778) a été signé à Washington le nouveau traité d'arbitrage entre la France et les États-Unis de l'Amérique du Nord.

Que ce soit par l'esprit de Locarno, ou par l'arbitrage obligatoire universel, ou par la Société des Nations munie des moyens d'exécution nécessaires, ou par la mise de la guerre hors la loi, les puissances, grandes ou petites, ont le devoir sacré d'empêcher le retour d'une agression, comme l'odieuse attaque brusquée de 1914.

Souhaitons que la Belgique héroïque, surveille de très près l'infiltration allemande à Anvers en attirant l'attention de ses hommes d'état sur les prudentes réserves du premier ministre d'Angleterre, que nous avons rapportées.

ATHÈNES¹
(1920-1925)

J'ai entendu, sur l'Acropole même, la fameuse prière de Renan, récitée par une éminente artiste, avec accompagnement d'une musique adéquate, et j'ai communié, comme l'Univers entier, avec la vieille civilisation hellène, la plus haute que l'humanité ait atteinte jusqu'à cette heure. Pour ne parler que de l'architecture et de la philosophie, d'autres pays, tels l'Égypte, les Indes, la France, peuvent être fiers de monuments plus grandioses, mais c'est toujours le triangle du fronton des temples grecs et les colonnes ioniennes, qui représentent la suprême harmonie et la parfaite élégance; quant aux chétifs systèmes philosophiques modernes, on en retrouve l'origine dans l'ancienne Hellas et sous une forme autrement subtile. Ce passé glorieux a tiré bien des fois d'embarras la Grèce, depuis 1821, car toutes les nations ont contracté une dette de reconnaissance envers elle.

1. Cf. N. Politis, *Les aspirations nationales de la Grèce*, Paris, s. d.; Terdjuman Efendi, *Grèce et Turquie*, Marseille, 1899; Général Malletterre, *La Grèce devant la Conférence*, Paris, 1919; J. Reinach, *Les droits de l'Hellénisme*, ib.; A. Berl, *L'hellénisme en Thrace*, ib.; F. Sartiaux, *L'Asie Mineure grecque*, ib.; Léon Maccas, *Constantin I^{er}*, Paris 1917; A. Alexandris, *Les Balkans*, Lausanne, 1918; An. France, *La Grèce et la paix*, Paris, 1919; A. Andreades, *La Grèce devant le Congrès de la paix*, Paris, 1919; Col. M..., *L'armée hellénique en Macédoine*, Paris, 1918; René Puaux, *La déportation et le rapatriement des Grecs en Turquie*, Paris, 1919; Rob. Vaucher, *Constantin détrôné*, Paris, 1918; Ch. Frégiel, *Les étapes de la crise grecque*, Paris, 1919; M. Lhéritier, *L'avènement de la dynastie danoise en Grèce*, Paris, 1925; R. P. Robert de Dreux, *Voyage en Turquie et en Grèce (1665-9)*, Paris, 1925; Verax, M. Venizelos, *Revue des Deux Mondes*, 1925; Ch. Aimond, *L'Orient et la Grèce*, Paris, 1924; Driault, *Histoire diplomatique de la Grèce*, Paris, 1920; A. Frangulis, *La Grèce et la crise mondiale*, Paris, 1926, 2 vol.; P. Lasturel, *L'affaire grecque et italienne de 1923*, Paris, 1925; J. L. Myres, *The political ideas of the greeks*, London, 1927; Brown, *Les intrigues germaniques en Grèce*, Paris, 1918; G. Deschamps Venizelos et la nouvelle Grèce, Paris 1919; M. Passaris, *L'entente et la Grèce*, Genève, 1917; R. Lewinsolm, *Zaharof*, Paris, 1929.

Je suis arrivé à Athènes dans des moments particulièrement troubles et qui présageaient les pires complications politiques. Mon agrément avait été demandé au printemps par mon ami Take Jonesco au gouvernement présidé par M. Venizelos; mais je ne pus quitter Bruxelles qu'en septembre 1920. J'étais à peine arrivé à Bucarest, lorsque nous parvint la nouvelle de l'échec électoral du grand Crétois; on put alors apprécier à quel point l'électeur grec peut dissimuler; en effet, en allant aux urnes (14 novembre 1920), la plupart des votants portaient ostensiblement la cocarde venizeliste et néanmoins, le chef libéral n'obtint que 2 p. 100 du nombre des votants¹. Mon chef, très lié d'amitié avec M. Venizelos, hésitait à me laisser partir, mais je lui fis comprendre qu'en dehors d'autres considérations, j'avais le devoir de me trouver à Athènes à l'arrivée de S. A. R. le prince Carol, héritier de la couronne, qui devait épouser S. A. R. la princesse Hélène de Grèce. Je m'embarquai donc à Constantza et c'est moi qui pris la déclaration officielle de la promesse de mariage du Prince et de la Princesse et qui fis la publication des bans à la Légation de Roumanie; à la mairie d'Athènes, c'est M. Tsohas qui publia les bans. Le mariage civil fut célébré, en grande pompe, au Palais Royal, par Michel Antonesco, ministre de la Justice, mon ancien camarade de lycée.

J'avoue qu'après la remise de mes lettres de créance au roi Constantin, je me présentai assez inquiet en audience chez les reines Olga et Sophie, chez les princes Georges, Nicolas, André, Christophore et Paul; je me demandais si l'origine de ma nomination n'influencerait pas en mal mes relations avec la Cour. Mais l'accueil que je reçus fut des plus flatteurs et le prince Carol m'assura que j'avais produit une bonne impression auprès de ses parents : la souplesse grecque aide considérablement les relations diplomatiques.

Pour être à mon tour, à la page, je m'appliquai de mon mieux, non seulement à émousser les aspérités de ces relations, mais encore à amener un rapprochement entre les partis sérieusement divisés; la brouille était profonde même entre parents : dans une famille, que j'avais connue à Constantinople, deux sœurs m'ont avoué que

1. Le roi Constantin dit : « C'est la Chambre que j'avais dissoute, en 1915, et que M. Venizelos a ressuscitée en 1917 et ce sont les membres de cette Chambre, qui viennent de se présenter aux élections et qui ont complètement échoué. »

depuis cinq ans, elles ne s'étaient pas rencontrées dans le monde. Il y avait même deux cafés vis-à-vis l'un de l'autre : le premier vénizeliste (Ianaki), le second royaliste (Rozé). Ma femme prit un jour de réception, et le salon de la Légation fut un terrain neutre, où plus d'une réconciliation s'effectua. Malheureusement ce petit travail de réconciliation ne put pas être mené à bonne fin, car la révolution grondait et se rapprochait de nous.

* * *

On sait que S. A. R. le diadoque Georges, de son côté, épousa S. A. E. la princesse Élisabeth, sœur du prince Carol; Nic. Misu en signa la convention dotale et moi-même celle du prince Carol et de la princesse Hélène.

Le 26 février 1921 je fis publier, dans le *Nea Imera*, un interview, où je disais :

« Je ne prétends pas que les deux mariages princiers créent aujourd'hui seulement l'amitié gréco-roumaine; cette amitié est historique.... Mais les deux mariages entre les rejetons des deux dynasties constituent le symbole officiel de cette amitié.... Aucun conflit d'intérêt, aucune contradiction de vues, aucun antagonisme ne pourraient provoquer la haine entre la Grèce et la Roumanie. Ces deux pays, étant depuis longtemps les avant-coureurs de la civilisation en Orient, ayant fait, en commun, la guerre pour la réalisation de leur unité nationale, créant, dans la péninsule balkanique, grâce à leur victoire, un état de choses correspondant à leurs justes revendications, ont l'intérêt vital que cette situation soit maintenue et que la garantie de la paix soit assurée. »

* * *

Le P^r I. D. Stefanescu, accompagné d'un grand nombre d'étudiants roumains, étant venu à Athènes, une réception eut lieu à l'Université en présence du roi Constantin et de la famille royale, le 11 mai 1921. Dans l'allocution que je dus prononcer, je dis :

« La Grèce et la Roumanie sont bien faites pour s'entendre : dans le passé, les souffrances communes, sous le même joug, au réveil de leur indépendance, le même idéal de liberté; à l'heure actuelle, le même souci de garder intacte la reconstitution intégrale de leur nationalité. Le triomphe du principe des nationalités a provoqué la faillite de la théorie de Momsen,

selon lequel les petits États devaient disparaître de la carte européenne. Bien au contraire : nous avons assisté à l'écroulement des trois grands Empires de l'Europe, pendant que la Grèce, la Roumanie et la Serbie s'épanouissaient dans leurs frontières légitimes, pendant que la Pologne et la Tchéco-Slovaquie renaissaient de leurs cadres, nouveaux phénix glorieux. » Je me demande si ces constatations n'ont pas déplu à la Cour. J'ajoutai encore : « La Grèce et la Roumanie étaient, dans les siècles passés, des objets de compensation dans les querelles entre les Grandes Puissances. On demeure stupéfait aujourd'hui, en lisant, dans les projets de partage de l'Orient, l'intention d'attribuer arbitrairement la Grèce, tantôt à l'Autriche, à la France, à l'Angleterre, tantôt à l'Italie, à la Russie... même au Saint-Siège ! La Roumanie, à son tour, devait être annexée, soit à l'Autriche, à la France, à la Prusse, soit à la Hongrie ou à la Russie. » Et je concluais : « Non seulement nos intérêts politiques actuels sont concordants, mais encore aucune rivalité économique n'existe entre la Grèce et la Roumanie. Il n'y a aucune concurrence commerciale entre nos produits. Si Cérès nous favorise, si Pluton nous envoie, des entrailles de la terre, le pétrole, vous avez les fruits d'or des Hespérides, la vigne chère à Bacchus et l'arbre béni qui fournit l'huile sainte. »

Avant d'entrer dans le cœur des événements, auxquels j'ai été mêlé de près, je rappellerais que le 18 octobre 1918 fut signé l'armistice de Medros, qui mit fin à la guerre d'Orient. La Grèce était profondément mécontente de la solution imposée.

Le 25 octobre 1920, le roi Alexandre mourait. Son frère, le prince Paul déclina l'offre du trône. Lloyd George, M. Leygues et le comte Sforza repoussaient « l'établissement sur le trône de Grèce d'un souverain dont l'attitude et la conduite avaient été déloyales à l'égard des alliés. »

Le 8 décembre 1920, M. de Billy, ministre de France, écrivit officiellement : « Au cas où le roi Constantin remonterait sur le trône de Grèce, la Grèce ne recevra de la part des alliés aucun appui financier. »

Le 31 janvier 1921 j'écrivais à mon gouvernement sous n° 63 : « Quoique la Grèce traverse des moments graves, dont dépend l'établissement de tout son avenir, les haines des partis ne s'apaisent pas. J'ai moi-même entendu les personnalités les plus haut placées contestant la capacité de M. Venizelos. « Ce n'est pas un grand homme, disent-elles, mais un monstre, et même un assassin, dans ce sens qu'il a toléré les assassinats organisés par ses partisans. »

Le 21 février 1921 se réunit, au Saint-James Palace de Londres, le conseil suprême des alliés ; M. Callogeropoulos y représenta la Grèce ;

il soutint que les troupes helléniques ne courraient aucun danger de trouver en Asie Mineure le sort des armées de Napoléon¹. Dans une entrevue du 4 mars 1921, le Président du Conseil britannique dit à M. Callogeropoulos :

« L'opinion publique britannique conserve envers le roi Constantin un sentiment d'amertume, parce qu'elle considère que le roi Constantin a rendu le fort Rupel, avec toute une division grecque, aux Bulgares et aux Allemands, par un acte de véritable trahison et en un moment des plus critiques de la guerre. » La conférence aboutit à la continuation de la guerre.

Mais l'offensive grecque en Asie Mineure échoua. Gounaris et Théodoki vont auprès du roi Constantin à Koutahia; le 26 juillet on décida la marche sur Angora, malgré les avertissements du maréchal Foch et du général Gouraud². La nouvelle offensive commence le 13 août; contre-offensive de Kémal (10 septembre). Le 22 mars 1922, conférence, à Paris, des Ministres des Affaires étrangères anglais, français, et italien; suspension des hostilités, conclusion d'un armistice, évacuation pacifique de l'Asie Mineure. Lord Curzon dit : « Les Grecs ont été invités à entrer à Smyrne en 1919; c'était une invitation, une suggestion, qui leur était proposée plutôt sur leur initiative. » Le gouvernement hellénique écrivit : « Seule l'occupation de Constantinople, capitale de l'Empire, par l'armée hellénique, imposera la conclusion de la paix³. » L'Angleterre et la France s'opposèrent, et les troupes grecques durent reculer derrière la ligne Rodosto-Midia.

L'insubordination éclata dans les rangs des officiers supérieurs

1. Frangulis, II, p. 187.

2. « M. Montagna croit que la Grèce devrait imiter l'Italie, qui, sous l'impulsion du grand Cavour, après avoir été vaincue par l'Autriche à Novare, en 1849, a su faire le sacrifice de certaines de ses aspirations, sans toutefois renoncer à jamais à son idéal national, aujourd'hui réalisé. J'ai objecté à mon collègue, en exprimant l'espoir qu'il ne pousse pas la comparaison des situations jusqu'au point que le roi Constantin suive l'exemple du roi Charles Albert, qui abdiqua. M. Montagna répondit : « J'entends que la Grèce imite l'Italie dans ce sens, qu'elle tâche de faire les deux sacrifices suivants : 1° se retirer de l'Asie Mineure, laissant la protection des chrétiens aux soins des Grandes Puissances; 2° abandonner une partie de la Thrace, mais sans admettre une frontière commune entre la Turquie et la Bulgarie. » (Rap. n° 1374, du 24 août 1922.)

3. « Dans le mémoire de Sainte-Hélène, Napoléon dit : « Constantinople était le grand embarras; c'est une clef trop précieuse; elle vaut, à elle seule, un empire; celui qui la possédera peut gouverner le monde. » Avant lui, Montaigne écrivait : « L'Empire des Turcs subsistera longtemps, car les trois puissances commerçantes de l'Europe connaissent trop leurs affaires, pour n'en pas prendre la défense sur-le-champ. » (Mon rapport n° 1204, du 30 juillet 1922.)

grecs, tels que Pangalos et Condilis; ce dernier écrivait aux soldats grecs : « Le sang que vous versez et les sacrifices que vous faites sont vains; jetez vos armes et partez dans vos foyers. » Le 22 août 1922 Kemal déclancha l'offensive sur Afion-Karahissar. Les colonels Plastiras et Gonatas abandonnèrent le front; la pression de Kemal Pacha continua du 28 août au 4 septembre. Le général Tricoupis fut fait prisonnier avec son corps d'armée; à ce même moment à Athènes il était nommé commandant en chef de l'armée d'Asie Mineure. Le 9 septembre les Turcs entrèrent à Smyrne.

Ces événements appellent quelques commentaires de mes rapports. Le 22 mars 1922, j'écrivais, sous n° 385 :

M. Théodoki, ministre de la Guerre, *persona gratissima* du Roi, m'a longuement exposé qu'il serait également utile aux deux pays de s'unir par une alliance. D'un côté, la Roumanie garantirait l'exécution d'un « traité et demi, c'est-à-dire du traité de Neuilly en entier, et seulement la moitié du traité de Sèvres, soit la partie concernant la Thrace, et non celle touchant l'Asie Mineure; d'un autre côté, la Grèce garantirait l'exécution intégrale des deux traités de Neuilly et du Trianon. » Dans l'état où se trouvait la Grèce, on pense bien de quel poids pouvait être la garantie qu'elle nous offrait. G. Baltazzi, ministre des Affaires étrangères, que j'avais connu comme secrétaire à Constantinople et dont la femme était d'origine roumaine me confirma des propositions d'alliance (mon rapport n° 538, du 3 mai). Plus tard, M. Alexandri, ministre des Affaires Étrangères de la Révolution revint à la charge¹. Je crois devoir signaler, en passant, que le 2 juin, M. Montagna, ministre d'Italie me dit : « Loin de suivre la ligne politique française, l'Italie en Orient penchera toujours du côté anglais » (n° 811).

Dans l'entre-temps, un cauchemar affreux pesa sur la dynastie roumaine; S. A. R. la princesse Elisabeth, duchesse de Sparte, fut gravement malade à Athènes; elle fut à peine sauvée par une opération (13 mai 1922). Le roi Ferdinand et la reine Marie accoururent de Bucarest auprès de leur fille; le Roi, qui l'aimait particulièrement, pleura; ce voyage fut pour lui un vrai calvaire.

Le 13 avril, j'avais présenté à S. M. la reine Marie, à l'Hôtel de la Légation de Roumanie, mes collègues, chefs de missions diplo-

1. Il insista davantage le 1^{er} juin : « Le Ministre des Affaires Étrangères a reconnu que, tant que la Grèce est en état de guerre avec la Turquie, un Traité formel d'alliance ne saurait être conclu avec la Roumanie, mais, comme en réalité le Gouvernement hellène se considère quasi d'accord avec nous sur le fond et qu'il a déjà un traité d'alliance avec la Serbie, il serait utile de commencer un échange de vues entre les deux pays amis » (Rap. n° 793).

matiques, qui, à cause de la situation politique, ne pouvaient pas tous se rendre au Palais Royal. Le roi Constantin, consulté au préalable par la reine Marie, avait accordé cette autorisation. En dehors des collègues, dont j'ai déjà cité ici les noms, se trouvaient encore là : M. de Schoen, ministre d'Allemagne, M. Caffery, chargé d'Affaires des États-Unis, et M. Juristowski, ministre de Pologne, M. Advocaat, ministre des Pays-Bas.

LA RÉVOLUTION.

La défaite de l'Asie Mineure avait rendu tragique la situation politique¹. La révolte dans les rangs de l'armée éclata à Chio, puis à Mitylène. Le colonel Gonatas répandit, le 26 septembre matin, par avion, sa proclamation du 24 septembre 1922, par laquelle on demandait l'abdication du roi Constantin, en faveur du Prince héritier, la dissolution de l'Assemblée Nationale et d'un Ministère d'Affaires. Le matin même, je me rendis au Ministère des Affaires Étrangères où la proclamation n'était pas prise au sérieux (mon rap. n° 1615). Le 27 je télégraphiai, sous nos 1587 et 1589 :

« L'armée de Salonique a adhéré aux revendications des îles.... Le mouvement militaire a, à sa base, une exaspération patriotique.... Les révoltés, soit une vingtaine de mille, conduits par Gonatas, Plastiras et Phoca, sont arrivés sur 15 transports militaires et se trouvent à Liopesin, à une distance d'une trentaine de kilomètres d'Athènes; après discussion avec général Papoula, ils ont expédié à 4 heures matin ultimatum exigeant abdication immédiate du Roi. »

Le roi Constantin abdiqua le 27 septembre à 5 heures; immédiatement après le roi Georges II prêta serment. Mais son pouvoir était illusoire, car un comité révolutionnaire gouverna le pays par décrets-lois. Le colonel Plastiras était le chef de la Révolution et avait même des cartes de visite avec ce titre peu banal. Le colonel

1. On m'a dit au Ministère des Affaires Étrangères : « C'est une catastrophe et le pays tout entier est dans l'angoisse. Nous évacuons l'Asie Mineure et notre rêve patriotique est évanoui.... Les principales troupes seront cantonnées dans les îles, attendu que l'indiscipline règne dans leurs rangs; depuis une année on ne donnait plus de punition aux déserteurs. Les propositions des Puissances nous ont enlevé le facteur moral... En février dernier, nous avons proposé à l'Angleterre de nous retirer de l'Asie Mineure mais nous avons été instamment invités à ne pas abandonner les chrétiens à la fureur des Turcs. » (Tél. n° 1469 du 7 sept. 1922.)

Gonatas fut institué Président du Conseil des Ministres et Ministre des Affaires Étrangères. J'ai eu avec lui plusieurs entrevues, principalement concernant la sauvegarde de la reine Élisabeth; je lui déclarai catégoriquement que la Roumanie ne se mêlerait, en aucune manière, dans la politique intérieure de la Grèce, mais que j'avais le devoir de veiller sur l'existence de la reine, princesse roumaine. Le colonel Gonatas et plus tard le colonel Plastiras prirent l'engagement, non seulement qu'aucun malheur n'atteindrait la reine Élisabeth, mais encore que, si les souverains devaient quitter la Grèce, ils partiraient avec tous les honneurs qui leur étaient dus. Je dois reconnaître que les chefs de la Révolution tinrent loyalement leur parole.

Le trait caractéristique de la révolution fut que le pronunciamiento militaire se composait d'officiers de toutes les nuances politiques, y compris des royalistes. Le colonel Plastiras particulièrement les tenait dans sa main par une éloquence vibrante et persuasive.

Relativement au désastre micrasiatique, j'écrivais à mon gouvernement, le 25 septembre, sous n° 1574 :

« J'ai toujours eu la conviction, et je l'ai dit sans détours, que la Grèce, un petit pays, ne pourrait indéfiniment garder une colonie lointaine, dont la population grecque occupait seulement les rivages, tandis que, dans le dos, un peuple ennemi, occupant un territoire double de celui de la France, aurait sans relâche inquiété Smyrne et les autres petits ports; sans la sûreté du lendemain, ni le commerce intérieur, ni même le cabotage national grec n'aurait pu prospérer. La faute initiale en incombait à M. Venizelos, qui, encouragé par MM. Clemenceau et Loyd George, avait accepté de se fourrer dans ce guêpier; la seconde faute fut celle du gouvernement Gounaris, qui s'est aventuré trop loin dans ces steppes meurtrières, au lieu d'avoir le courage civique d'offrir le départ de l'Asie Mineure, en échange de la Thrace et du Dodécanèse¹.

Deux jours auparavant j'avais télégraphié, sous n° 1564 : « Ministre d'Angleterre m'a dit : « L'Angleterre, isolée, était acculée à l'alternative, soit de se soumettre à la volonté de la France, de l'Italie et de la Turquie,

1. « Si la Grèce s'était solidement maintenue sur le terrain fixé par le Traité de paix du 10 août 1920, elle aurait une position inexpugnable, même vis-à-vis de la France, car elle aurait demandé l'exécution du Traité de Sèvres, de même que la France demande l'exécution du Traité de Versailles. Bien au contraire, elle s'aventura de propos délibéré dans le désert micrasiatique » (mon rap. n° 1483, du 9 sept. 1922).

soit de faire seule la guerre à cette dernière. C'est le plus grand échec que mon pays ait subi en Orient. Désormais, on peut tout craindre dans la péninsule balkanique, où l'on réintroduit la force musulmane, renforcée de bolchevisme. La Grèce abandonnée de tous et sans argent, ne pourra pas défendre la Thrace. Kémal pourrait encore demander des frais de guerre. Sous le poids de tant de malheurs accumulés, je crains la guerre civile en Grèce. »

Sauf le point du bolchevisme, exagéré, les pronostics de mon éminent collègue Lindley, actuellement Ambassadeur à Lisbonne, se réalisèrent : la guerre civile éclata en Grèce et l'on peut dire qu'elle n'est pas encore tout à fait apaisée, car les discordes y fermentent encore à l'état latent.

Le diadoque devait partir pour Sinaïa, le 27 septembre, voie de terre; la veille son passeport avait été déjà visé à notre Légation; si la crise s'était produite un jour plus tard, il se serait trouvé par delà les frontières, ce qui aurait compliqué davantage la situation de la dynastie grecque.

Le roi Constantin adressa, le 27 septembre, au peuple grec une lettre où il disait :

« L'agitation qui s'est manifestée en Grèce, à la suite des revers de l'Asie Mineure et du danger de perdre la Thrace, raffermi l'idée d'une partie de mes sujets que ma présence sur le trône empêche nos puissants amis d'aider efficacement la Grèce. Quoique je ne partage aucunement cette conception, toutefois, constatant que l'opinion erronée de ce parti mène vers un conflit civil et jugeant que le déchirement entre concitoyens est le coup de grâce qui attendait la Grèce, j'ai décidé, pour l'éviter, de me sacrifier moi-même et d'abdiquer, comme j'abdique¹. »

Le lendemain, son successeur, le roi Georges II, télégraphiait à sa femme :

« Ai prêté serment hier, mercredi, quatorze heures. Famille se trouve Tatoï... bonne santé... Préférerais-tu prolonges ton séjour jusqu'à nouvel avis. »

Le jeune Roi m'avait fait appeler, à deux reprises, « pour avoir l'avis d'un ami sûr », me dit-il (mon rap. n° 1615); il avait les larmes

1. Je fus surpris de recevoir la visite inattendue de l'ex-reine Aspasia, veuve du roi Alexandre, qui, très inquiète sur le sort de son enfant, me demanda si elle pouvait, sans danger, rester à Athènes; je le lui conseillai sans hésitation; elle suivit mon conseil et s'en trouva bien.

aux yeux. Ce jour-là, 28 septembre, je télégraphiai à mon gouvernement, sous n^{os} 1602 et 1608 :

« Les révolutionnaires se comportent comme en pays conquis et ont fait ce matin une entrée triomphale dans Athènes, alors qu'ils arrivent d'Asie Mineure en vaincus; les troupes révolutionnaires ne paraissent pas disposés à aller se battre en Thrace, quoique le mouvement militaire ait été conçu dans ce but essentiel... Ministre d'Angleterre m'a dit qu'ayant appris, ainsi que le Ministre de France (M. de Marcilly), l'intention des révolutionnaires de faire passer en cour martiale et de faire exécuter demain les anciens neuf ministres, arrêtés à bord du bateau *Lemnos*, il a appelé à la Légation britannique, où ils sont venus, deux des triumvirs et il a reçu, ainsi que son collègue français présent, assurance que cet acte violent ne sera pas accompli. Sur ma demande, Ministre Angleterre a expédié, devant moi, télégramme demandant autorisation de s'inscrire au Palais, pour renforcer position Roi. »

Le même jour, je télégraphiai, sous n^o 1603 :

« Ministre de France m'a paru plutôt embarrassé du trop facile succès des révolutionnaires sans effusion de sang. Il craint que la désillusion qu'ils auront dans la question de Thrace n'amène de nouvelles et graves complications. Il croit que les anciens ministres arrêtés doivent être mis sous jugement. La reconnaissance du roi George II ne pourra se faire qu'après les élections générales, qui doivent avoir lieu le plus tôt possible, pour consacrer nouvel état de choses, dans lequel S. M. la reine Elisabeth aura un grand rôle à jouer, pour la pacification des esprits. La France n'a nul intérêt à faire la propagande pour l'instauration d'une République et provoquer ainsi une guerre civile en Grèce. »

J'ai accueilli avec joie cette dernière affirmation, car la croyance générale, dans le corps diplomatique, était que des agents français incitaient le peuple grec à proclamer la République; ainsi, mon collègue italien me disait le 14 octobre que : « Les agents français font une vive propagande républicaine; il a ajouté que, si des luttes intestines se produisent en Grèce, on la verra réduite aux frontières d'avant la guerre; quant au Dodécanèse, les îles ne reviendraient plus aux Grecs, au cas où ils proclameraient la République. » (Rap. n^o 1738.)

Au commencement, la Révolution, tout en manifestant contre le roi Constantin, n'était pas antidynastique. Le 1^{er} octobre, sous n^o 1630, je télégraphiai à mon gouvernement :

« Le Président du Comité révolutionnaire en se présentant hier au roi George II, a affirmé la pureté de ses buts patriotiques et a conclu ainsi : « C'est sur Patrie unie que la Révolution a invité Votre Majesté à régner et elle souhaite que, sous vos jours, elle voie se réaliser toutes les aspirations de l'hellénisme. »

La presse de l'opposition, pour se rendre plus intéressante, commença à mêler les chefs de mission étrangers aux dissentiments internes, besogne qu'elle continua quotidiennement jusqu'au départ du roi Georges. Le 3 octobre, je télégraphiai, sous n° 1861 :

« *Kathemerini* ayant publié que le Ministre de Serbie et moi, dûment autorisés par nos gouvernements, nous aurions prévenu qu'un changement de régime en Grèce troublerait nos relations d'amitié, nous avons tous les deux démenti cette nouvelle et avons déclaré que nous ne nous sommes nullement immiscés dans les affaires intérieures du royaume. »

Le 10 octobre, je fus reçu en audience par le roi Georges :

« Sa Majesté m'a montré un papier du Président du Conseil, qui avait été reçu en audience avant moi, et où celui-ci se plaint que le roi Constantin aurait dit, en partant, qu'il retournerait en Grèce. Roi ajouta : « Le gouvernement hellénique oublie qu'il a promis lui-même de permettre à mon père cette rentrée comme simple particulier, quand la situation sera définitivement consolidée, c'est-à-dire dans un an ou deux » (Tél. n° 1707). »

Cette situation était invraisemblable, paradoxale. Le roi Georges était quasi-prisonnier; néanmoins, les décrets, signés par Lui, paraissait régulièrement dans le *Moniteur officiel* du Royaume.... seulement pour les affaires, qu'on dénomme courantes. A côté de ces décrets royaux, paraissaient les décrets du chef de la Révolution, concernant les affaires politiques les plus importantes; la dictature militaire se parait tout de même du prestige royal, parce que la monarchie jouissait d'une grande popularité. Je l'ai expliqué, dans mon rapport n° 1756, du 19 octobre :

« En dehors des Crétois, qui ont de tout temps manifesté des velléités républicaines, la majorité des Grecs sont dévoués à la dynastie. Même la feuille républicaine *Elefteron Vima* le reconnaît dans un article, où elle déplore la popularité dont jouit encore le roi Constantin et qu'elle traite de « manie ». Souvent on appelle « manie » non seulement l'affection, mais encore la religion et le patriotisme. Mais, lorsqu'un peuple, dans sa majorité, partage de pareilles « manies », que peut-on faire contre lui? Le canon ne suffit pas. »

Sur cette question essentielle, les grandes Républiques française et américaine, imbues de principes démocratiques séculaires, ne comprennent pas les sentiments, profondément dynastiques, des peuples roumain, grec et yougoslave; pourtant, l'Angleterre, l'Italie, l'Espagne, la Scandinavie, la Hollande et la Belgique leur offrent un exemple qui cadre avec leurs traditions nationales.

Le 25 octobre, à la suite de la nomination du général Pangalos comme président de la Commission d'enquête, l'inquiétude générale augmenta quant au sort des Ministres arrêtés. Au meeting du 22 octobre, Plastiras avait parlé au peuple du châtimeut des coupables; les soldats crièrent : « A la mort ! » Le 27 octobre, je télégraphiai à Bucarest, sous n° 1836 :

« Ministre d'Angleterre m'a montré la lettre personnelle qu'il a adressée hier soir au Ministre des Affaires Étrangères relativement au jugement des anciens ministres. Il a rappelé que, dans plusieurs circonstances, il est intervenu avec succès auprès de l'ancien Président du Conseil Gounaris, afin que de pareilles vengeances ne fussent pas exercées contre des vénézelistes. Dernièrement, appuyé par ses collègues, il a obtenu du Comité révolutionnaire de surseoir aux exécutions projetées. Aujourd'hui, il demande que les hommes politiques soient jugés par les autorités civiles compétentes et non par des militaires passionnés, ce qui provoquera des représailles pendant plusieurs générations. Deux heures après la réception de cette lettre, le Ministre des Affaires Étrangères est venu à la Légation anglaise et a promis d'apaiser les esprits. »

L'acte d'accusation contre : Gounaris, Protopopadakis, G. Baltazzi, Stratigos, Goudas, Stratos, Theodokis et le général Hadjianesti est daté du 6 novembre 1922. M^{me} Stratos, l'épouse de l'ancien Ministre de l'Intérieur, vint à la Légation pour me remettre un mémoire, en français, de six grandes pages, daté du 4 novembre. On y lit :

« La lutte politique exige un chef combatif; hors de prison, il ne reste que M. Metaxas, ayant contre lui, au point de vue international, son ancienne germanophilie, qu'exploitent les vénézelistes, au point de vue intérieur, son manque d'expérience politique; c'est pourquoi MM. Gounaris et Stratos doivent être mis en liberté.... Des élections impartiales sont impossibles; dans ces conditions les pronunciamientos militaires se succéderont les uns aux autres et arriveront enfin, par une pente naturelle, à devenir sanglants. »

Cette prédiction se réalisa. Seulement, les auteurs du mémoire se trompaient, en concluant : « Une forte action diplomatique

peut mettre fin, dans les vingt-quatre heures, à la situation actuelle. » Les gouvernements étrangers étaient tenus à une grande réserve, pour ne pas paraître s'immiscer dans les affaires intérieures de la Grèce; et quand ils durent tout de même intervenir, leur action fut en pure perte.

Toutefois, en plus de l'action courageuse du Ministre anglais Lindley et de l'intervention amicale de quelques diplomates neutres, nous nous sommes réunis, le 16 novembre, le Ministre de Russie¹, prince Demidoff, le Ministre de Serbie Balougthitch, et moi-même chez M. de Marcilly; après de très longues discussions on tomba généralement d'accord qu'on ne pourrait intervenir qu'au cas où les huit accusés seraient condamnés à mort et seulement en vue d'une commutation de peine; le texte original du projet de lettre à adresser au Président du Comité révolutionnaire, rédigé par le Prince Demidoff et que je possède, fut simplifié et réduit au texte ci-après :

« Vivement émus du verdict, rapporté par le Conseil de guerre extraordinaire et qui aboutit à des condamnations à mort, les soussignés, animés d'un sentiment purement humanitaire, font un appel suprême à la modération et à la clémence du Comité révolutionnaire, en vue d'une commutation de peine, qui conjurerait la consommation d'un acte irréparable. Les soussignés, en adressant cet appel à la conscience du Comité révolutionnaire, obéissent à leur constant souci de la pacification intérieure de la Grèce. »

Ce texte fut approuvé par tous les chefs de missions; malheureusement M. de Marcilly, lié par ses instructions, ne crut pas pouvoir signer l'acte avec nous, et la démarche n'eut pas lieu¹.

EXÉCUTION DES ANCIENS MINISTRES.

Le 10 novembre je fus le premier chef de mission qui présenta au roi Georges II ses lettres de créance, datées de Sinaïa 26 octobre 1922; dans sa réponse le jeune souverain me dit : « La Reine

1. M. Alb. Wuarin, arbitre gréco-bulgare, est intervenu, cinq jours avant l'exécution, auprès de l'amiral Hadjikiriakos, qui lui a répondu : « Lorsqu'il s'est agi de secourir les Grecs d'Asie-Mineure, qui furent massacrés par milliers, personne n'est intervenu; aujourd'hui que nous voulons nous débarrasser d'une dizaine d'individus pourris on nous assaille de protestations. » La décision était donc déjà prise.

et moi, Nous sommes très sensibles aux vœux de la Roumanie à Notre égard et Je vous prie de lui transmettre de Notre part les vœux très sincères que Nous formons pour le bonheur et la prospérité du peuple roumain. » Le 19 novembre, S. M. la reine Élisabeth m'envoya sa photographie avec quelques mots de remerciement « pour l'aide inappréciable que vous nous accordez en ces jours lamentables. » Le même jour : « M. Lagoudaki, secrétaire général du Ministère des Affaires Étrangères, connu comme vénézéliste, m'a dit qu'appelé comme témoin, après avoir compulsé tous les dossiers confidentiels qu'il a eu à sa disposition pendant ces deux dernières années, il a déclaré devant le Conseil de guerre pouvoir affirmer que les anciens ministres des Affaires Étrangères, qui se sont succédé pendant ce laps de temps ne se sont pas rendus coupables de trahisons. »

Les diplomates d'Athènes ne restaient pas inactifs : « Par l'entremise du Ministre d'Angleterre à Berne on a prié M. Ador, président de la Croix-Rouge, d'intervenir auprès de M. Venizelos, afin que les anciens ministres, s'ils sont condamnés à mort, ne soient pas exécutés » (mon tél. n° 1953 du 14 novembre). Huit jours plus tard je télégraphiais, sous n° 2005 : « Chefs de mission ont télégraphié au Ministre d'Italie, délégué à la Conférence de Lausanne, d'intervenir d'urgence auprès de Venizelos. »

Les 2, 15 et 23 novembre M. Lindley fit des démarches pressantes auprès du Ministre des Affaires Étrangères; mais celui-ci dans une note du 12 novembre protestait contre « les conséquences graves qui pourraient résulter du fait de l'immixtion des Légations.... La punition exemplaire des accusés était une exigence formelle de l'opinion publique. » Cependant l'opinion publique, tant grecque qu'étrangère, considérait la punition du bannissement ou de la prison à vie comme suffisamment exemplaire.

Lord Curzon pria le commandant Talbot, ancien attaché naval britannique en Grèce, de se rendre à Athènes; M. Venizelos télégraphia, annonçant l'arrivée imminente de cet émissaire anglais. Alors, le Comité révolutionnaire résolut d'achever le procès avant cette arrivée. Les officiers, constitués en comité permanent, signèrent un protocole exigeant l'exécution des hommes politiques et celle du prince André (25 novembre). Quatre heures avant le jugement, les

accusés furent transportés aux prisons Averof, à proximité du lieu d'exécution. Le 28 à six heures et demie du matin ils furent condamnés à mort, excepté Goudas et Stratigos, condamnés à la réclusion perpétuelle. Le verdict de condamnation a été libellé au nom du roi Georges, cruelle ironie; l'exécution eut lieu immédiatement après¹. Le télégramme de M. Venizelos arriva à Athènes dix-neuf heures après les exécutions; M. Frangulis prétend que ce retard fut organisé par M. Venizelos; malgré les fâcheuses apparences, pareille accusation me paraît trop grave et non démontrée.

M. Lindley quitta Athènes le soir même en laissant le conseiller Bentinck avec la mission de ne correspondre qu'avec le secrétaire général du ministère des Affaires Étrangères. Il avait ainsi que M. Montagna qualifié les exécutions d'assassinats judiciaires. Le lendemain, 29, le Premier ministre britannique déclara à la Chambre des communes que l'Angleterre avait rompu les relations diplomatiques avec la Grèce : « Nous pensons, dit-il, qu'en condamnant les anciens ministres à la peine capitale, on commet un acte de barbarie. » L'agence Havas télégraphia : « Exécutions, que les milieux officiels et l'opinion publique repoussent avec une égale indignation. » Enfin, au Sénat italien, le comte Bolatti exprima sa « très vive indignation contre le délit brutal qui a été commis en Grèce; c'est un véritable assassinat, qui ne trouve pas de précédents dans les pages les plus sombres de l'histoire des peuples. »

Le prince André avait été arrêté. Le 29 novembre, je télégraphiai sous n° 2031 :

« Comité révolutionnaire ne pouvant rien trouver de gravement répréhensible dans la conduite militaire du prince André, se propose tout de même de le faire dégrader sur la place de la Constitution; on a peine à croire que pareille infamie soit réalisable. » Et le lendemain, sous n° 2038 : « Maréchal de la cour, Al. Stouzo, est venu me dire que si le prince André est dégradé ou molesté injustement, S. M. roi Georges est décidé partir. »

1. Pendant l'exécution, le général Hadjianesti, au moment où l'officier chargé d'opérer la dégradation, s'est approché de lui, lui a créé impérieusement : « Arrière! Celui qui s'est lâchement enfui devant l'ennemi, n'est pas digne de déchirer mes épaulettes; les voilà! » Et les arrachant, il les jeta à la face de cet officier. Le spectacle n'était pas dépourvu de grandeur. (N° 2197, du 24 décembre 1922.) Le sort le plus triste fut celui de G. Baltazzi; on lui avait proposé le poste de Ministre à Bucarest où il ne risquait rien, sauf le rappel éventuel; malheureusement, sa femme le poussa à briguer le ministère des Affaires Étrangères; elle en est morte de douleur et peut-être aussi de remords.

On recula : après un semblant de jugement, le Prince André fut obligé de partir subitement ; ce jour-là, je déjeunais à Tatoi, chez les jeunes souverains ; le roi Georges, prévenu, dut se lever de table pour se rendre au Pirée, et je continuais le repas seul en tête à tête avec la reine Élisabeth.

Le 1^{er} décembre 1922, S. M. la reine Marie télégraphia de Bucarest, par mon entremise, à la reine Élisabeth, sa fille :

« Mon seul désir est de me rendre à ton appel. Malheureusement, circonstances générales sont telles que papa (le roi Ferdinand) et le gouvernement s'opposent formellement, malgré mes instances, à ce voyage ; ils considèrent que, tant que la Conférence de Lausanne n'a pas donné des résultats, ma présence à Athènes apparaît comme immixtion dans les affaires intérieures de la Grèce et d'autre part compromet appui que le gouvernement veut continuer prêter cause grecque et à sa dynastie, d'ordre de Sa Majesté. Situation actuelle est si délicate qu'un faux mouvement inspiré même par l'affection la plus tendre et l'amitié la plus sincère peut devenir dangereux. Djuvara, qui est sur la place, n'a pas besoin d'instruction spéciale pour t'expliquer point de vue du gouvernement. »

Effectivement, comme à Bruxelles déjà, on ne m'avait donné aucune instruction ; mais j'ai su toujours prendre les initiatives nécessaires et je n'ai jamais craint les responsabilités. Le 3 décembre, je télégraphiai à M. G. Marzesco, ministre intérimaire des Affaires Étrangères :

« Si j'avais su que S. M. reine Elisabeth a demandé à notre Auguste souveraine de venir à Athènes, je lui aurais dit ce que je Lui ait dit aujourd'hui, en Lui remettant le texte du télégramme de Sa Mère, savoir : 1^o Quelle que soit la forme du gouvernement en Grèce, la Roumanie doit coopérer avec la Grèce dans les Balkans, pour la sauvegarde de leurs intérêts communs ; il faut éviter même les apparences de dissentiments entre les deux pays, tant que la conférence de Lausanne n'a pas abouti à la conclusion d'un traité de paix ; 2^o Dans ces moments troublés, s'immiscer dans les affaires intérieures de la Grèce pourrait avoir pour effet d'irriter davantage les extrémistes et les aider ainsi indirectement à faire un coup de main qui institue la République avant les élections ; 3^o Si Notre Auguste Souveraine venait ici dans les circonstances présentes, les malveillants diraient que la peur a déterminé le Roi et la Reine de Grèce à L'appeler à leur secours ; il est plus crâne et même plus prudent d'attendre patiemment l'évolution complète de la crise ; 4^o Comme mère incomparable, S. M. la reine Marie serait peut-être tentée d'emmener Sa fille en Roumanie ; or, dans les dangers, il est toujours préférable que mari et femme soient ensemble, et

d'un autre côté, le roi Georges ne saurait avoir l'air de désertier à son devoir, avant que Sa Majesté n'y soit contrainte par la force. Reine Elisabeth m'a autorisé de télégraphier qu'Elle se rend à ces raisons majeures. »

Le même jour je télégraphiai à la reine de Roumanie, qui se trouvait à Belgrade :

« Invité déjeuner ce matin Tatoï j'ai remis à reine Elisabeth texte télégramme de Votre Majesté. J'ai expliqué raisons très sérieuses qui s'opposent à arrivée ici de Votre Majesté en ce moment; Reine Elisabeth m'a autorisé télégraphier qu'Elle se rend à ces raisons. D'ailleurs situation semble s'améliorer à la suite pression diplomatique. Roi d'Espagne est intervenu directement et prince André, désigné à la mort par Comité révolutionnaire, a été condamné seulement à l'exil et à la perte de son grade; Son Altesse Royale s'est embarqué aujourd'hui sur un bâtiment de guerre anglais à destination Angleterre; un pareil bateau sera toujours à disposition de Leurs Majestés en cas de besoin. Ministres Italie, Belgique et Pays-Bas ont reçu ordre interrompre relations officielles avec gouvernement actuel. »

Mes conseils furent suivis et rien d'anormal ne s'ensuivit. Toutefois, la reine de Roumanie dépêcha de Belgrade, dans son wagon royal, le prince Stirbey, ancien administrateur des domaines de la Couronne. Il resta trois jours à Athènes et s'étant persuadé que les souverains grecs étaient hors de danger, il télégraphia, le 6 décembre, à notre légation en Yougoslavie :

« Quoique ayant reçu un excellent accueil des autorités helléniques, ma présence ici pouvant être mal interprétée, nous repartirons demain soir. »

Le même jour, je télégraphiai à mon gouvernement, sous n° 2101 :

« Venizelos a adressé au roi Georges un télégramme d'encouragement lui conseillant imiter exemple de Son grand-père pour relever moral des troupes et rétablir l'ordre dans le pays. »

Ce fut un vrai malheur pour la Grèce que les officiers promoteurs de pronunciamientos militaires n'aient pas suivi ces sages conseils. On verra, plus loin, que lors du départ du roi Georges, j'ai servi d'intermédiaire pour qu'une entente durable fût conclue entre le jeune roi de Grèce et l'illustre Crétois.

De tous les côtés politiques se produisaient les encouragements. Le 14 décembre je télégraphiai, sous n° 2144 :

« Le nouveau ministre Affaires Étrangères, Alexandris, m'a déclaré formellement que Révolution tient essentiellement au maintien dynastie. » Et le 17,

sous n° 2160 : M. Alexandris m'a dit textuellement : « Après les élections générales, qui confirmeront la dynastie chez nous, vous viendrez ici pour me serrer la main et me dire que mes prévisions se sont réalisées. »

Malgré toutes ces assurances, j'écrivais, à la fin de l'année 1922 (le 30 déc. sous n° 2227) :

« Je soupçonne que M. Venizelos a la pensée secrète de préparer pendant trois ans les esprits à la proclamation de la République, malgré qu'il prétende que la Grèce soit d'ores et déjà mûre pour une aussi grande transformation... Mais il se peut qu'il se ravise, jusqu'en 1925, et qu'il décide que le peuple grec ne peut pas attendre si longtemps; dans ce cas il viendrait le rendre heureux plus tôt. »

MORT DU ROI CONSTANTIN.

Le roi Constantin est mort à Palermo le 11 janvier 1923. Le 14, sous n° 81, j'écrivais à mon gouvernement :

« Je ne puis oublier que, pour moi, il fut toujours aimable et bienveillant. Mais je dois à la vérité historique de dire que, jugé comme homme politique, il n'a pas été à la hauteur de la situation exceptionnellement difficile que traversa la Grèce. Sa première faute fut son manque de confiance dans la victoire finale des alliés; sa seule excuse est sa parenté avec l'empereur Guillaume, qui l'avait quasi hypnotisé par la force plutôt apparente de l'Allemagne; il n'a tenu aucun compte de cette force impondérable, mais suprême, de la conscience universelle, fouettée jusqu'au sang. Sa seconde erreur fut que, de retour en Grèce, il abandonna le sort de la patrie et de la dynastie entre les mains d'un seul homme : Gounaris, qui porte l'entière responsabilité du désastre de l'Asie Mineure; ses autres collaborateurs étaient de simples figurants. »

Aujourd'hui, j'ajouterai que l'erreur initiale du roi Constantin fut, qu'imbu des idées moyenâgeuses du droit divin, il devint un véritable chef de parti, au lieu de se tenir au-dessus des partis, dans le sens moderne; on s'en servit ainsi fatalement comme d'un bouc émissaire, après chaque échec de la politique grecque.

Le commencement de l'année 1923 fut employé dans les négociations de Lausanne et dans la préparation des élections générales; le 3 février, j'écrivais, sous n° 194 :

« On a répété bien des fois que l'assurance de perdre les élections générales poussera les vénézélistes à un coup d'État, surtout parce qu'ils ont sous la main le général Pangalos, homme ambitieux et violent... Au télégramme, par

lequel le roi Georges II félicitait M. Venizelos comme représentant de Grèce à Lausanne, celui-ci répondit en termes plus que laconiques, sans préciser qu'il était le représentant de Sa Majesté; on en déduit qu'il se croit le représentant de la Révolution. »

Les Turcs n'ayant pas accepté les conditions de paix formulées par la Conférence de Lausanne, le général Plastiras se rendit à Salonique (commencement de mars) pour se mettre d'accord avec son ami intime le général Pangalos; mais un conflit éclata entre eux; les velléités guerrières de la Révolution se calmèrent, d'autant plus qu'on était assailli par le redoutable problème des réfugiés d'Asie Mineure; au fond, la majorité du peuple grec, épuisé par onze années de guerre, aspirait à une paix durable. Le 31 mars, j'écrivais, sous n° 489 :

« Au risque de paraître paradoxal, j'ai l'impression que, plus nous approchons de la paix, plus les facteurs déterminants de la révolution paraissent entrer dans une agitation, d'où pourrait surgir de graves conflits. Le fait s'explique par la crainte des éléments turbulents que l'entrée de l'État dans l'ordre normal constitutionnel ne leur supprime tout espoir d'un nouveau coup d'État. »

Des dissentiments éclatèrent entre les colonels Gonatas et Plastiras; ce dernier préconisait ouvertement un deuxième pronunciamiento militaire. Le 7 avril, j'écrivais, sous n° 533 :

« Un second pronunciamiento militaire plane sur la Grèce et le généralissime Pangalos tient entre ses mains cette épée de Damoclès. »

M. Bentinck, indirectement, et MM. de Marcilly et Caffery, officieusement, ont conseillé la prudence. Quelques jours après, les Souverains, en compagnie des colonels Plastiras et Gonatas firent un voyage à Patras et une excursion aux Olympies; partout ils furent vivement acclamés par le peuple.

Pour le 10 mai, anniversaire de la fête nationale, j'avais organisé une réception, à laquelle j'avais invité les Souverains; le 7, je reçus de la reine Élisabeth la lettre suivante :

« Cher Monsieur le Ministre, je prends la plume le cœur gros, pour vous écrire de la part du Roi et de la mienne. Après mûre réflexion, il nous est impossible de nous réunir à la Légation le 10 mai. Notre récent et profond deuil et une situation éminemment grave nous obligent à une réclusion particulièrement sévère. Il nous est pénible de vous refuser, après tout ce

que vous avez fait pour nous, depuis le commencement de la crise jusqu'à ce jour; mais nous gardons l'espoir que, l'année prochaine, nous pourrions nous réunir chez vous avec l'honneur et la liberté, tant désirés par nos deux pays. Je vous envoie ces lignes par Soutzo, qui vous donnera de notre part d'autres explications, trop délicates à mettre sur le papier. »

L'année suivante, nous étions tous les quatre à Bucarest.

Toutefois, le 19 mai, sous n° 757, je télégraphiai à mon gouvernement :

« Président du Conseil m'a déclaré très catégoriquement que lui et le chef de la Révolution sont loyalement monarchistes et que personne, pas même le commandant en chef de l'armée, n'osera rien entreprendre contre la dynastie. »

Le 22 juin, le commandement fut retiré au généralissime Pangalos; de son côté le général Condilis et quatre autres officiers furent mis en disponibilité pour insubordination; ainsi les colonels Gonatas et Condilis donnèrent à la dynastie des preuves indubitables de leur loyalisme.

Probablement sous l'inspiration de M. Venizelos, le Ministre Alexandris se rendit à Bucarest et à Belgrade et proposa l'admission de la Grèce dans la Petite Entente; l'offre fut bien accueillie, mais, comme me le télégraphia M. Duca le 7 juin (n° 30926) :

« Il faut choisir un moment favorable et donner à cette entrée un caractère qui ne puisse paraître inamical, ni envers la Turquie, ni envers la Bulgarie. »

Ce projet ne paraissait pas sourire à Prague; en effet :

« Causant de l'entrée éventuelle de la Grèce dans la Petite Entente, ministre Tchécoslovaquie a prétendu que son pays ne serait pas disposé à s'engager trop dans les alliances balkaniques » (mon tél. n° 870 du 8 juin).

D'un autre côté, M. Duca me télégraphiait le 1^{er} août sous n° 43836 :

« La Tchécoslovaquie et la Yougoslavie paraissent douter de la nécessité d'élargissement de la Petite Entente; M. Nincitch semble pour le moment disposé à la création d'une Petite Entente balkanique : la Roumanie, la Yougoslavie, la Grèce et même la Turquie. »

Le 5 août, j'e répondis télégraphiquement :

« Alexandris m'a autorisé de vous télégraphier que le gouvernement hellène est parfaitement d'accord avec nous; il attend que les négociations com-

mencent le plus tôt possible entre les trois royaumes et m'a affirmé que, l'opinion publique étant favorable, n'importe quel autre gouvernement partagera ces vues. Relativement aux Turcs, le Ministre des Affaires Étrangères, comme tout le monde politique grec, préfère plutôt une entente avec eux qu'avec les Bulgares » (n° 1169).

La presse continuait à discuter un éventuel changement de régime en Grèce. Même l'*Elefteron Vima*, organe de l'extrême-gauche du parti vénézéliste, écrivait : « Une révolution ne saurait, après avoir montré sa ligne de conduite et après un an écoulé, rouvrir les perspectives de changements radicaux de régime »; considérant un pareil prononciamiento militaire sous le prisme de la politique extérieure, il ajoutait : « Tout changement de régime par un mouvement militaire aurait, au point de vue extérieur, des suites fâcheuses. » A son tour, l'*Elefteros Logos*, officieux, combattant la propagande de principe du républicain Papanastassiou, écrivait : « Au-dessus du Trône et de la Révolution, comme au-dessus de l'idéologie républicaine se trouve la Grèce » (mon rap. n° 1104 du 23 juillet). Le 4 août, *Patris* publia un interview de M. Venizelos, où celui-ci recommandait de : « renoncer aux extensions territoriales et entretenir des relations politiques intimes avec les Serbes, les Roumains et les Albanais. » Le 10 août, dans l'*Enoris ton Elenismon*, le fameux condottiere Hadjikiriakou, commandant de la flotte grecque, déclarait que : « La Révolution doit continuer son œuvre; même si l'armée fait défection, le peuple peut compter sur la flotte, qui met la patrie au-dessus de tout, mais non point le Roi. » Cette sortie démontre l'anarchie qui régnait dans la malheureuse Grèce.

Les regards se portèrent vers M. Al. Zaïmis, aujourd'hui Président de la République, qui avait été quatre fois Président du Conseil (en 1897, 1915, 1916, 1917) et qui jouissait d'un grand prestige moral. On rêvait d'un bloc national; mais les négociations furent laborieuses, d'autant plus que M. Venizelos persistait dans sa résolution de se tenir éloigné de la politique.

Concernant le désir de la Grèce d'entrer dans la Petite Entente, j'accordai à l'*Hestia* une longue interview, qui fut reproduite en traduction française dans le *Journal d'Athènes* du 1^{er} août. Je conclusai :

« Il est possible de réaliser le but poursuivi, en divisant le chemin en deux étapes. La première pourrait être celle qu'a proposé mon collègue et ami,

M. Balougtchitch : la conclusion d'une alliance entre la Roumanie, la Yougoslavie et la Grèce. Comme la Roumanie est déjà l'alliée de la Pologne et de la Tchécoslovaquie et que la Grèce est l'alliée de la Yougoslavie, on comprendra aisément que plus de la moitié du chemin est déjà fait... Ce qui intéresse surtout les peuples d'Orient, qui ont souffert de guerres continuelles pendant onze ans, c'est une paix stable dans les Balkans, une paix qui ne soit pas à la merci du premier incident venu. »

RECONNAISSANCE DU ROI GEORGES. CONTRE-RÉVOLUTION.
SIMULACRE D'ÉLECTIONS.

Dans la seconde moitié d'août la France et la Belgique reconnurent le roi Georges II. Au commencement de septembre éclata le conflit avec l'Italie. Une flotte italienne bombarda Corfou, tuant 27 réfugiés et en blessant une cinquantaine. L'île célèbre, immortalisée par Homère, avec l'idylle d'Ulysse et de Nausicaa, et qui, après de nombreuses invasions étrangères, est restée pendant quatre siècles sous la domination vénitienne, fut de nouveau occupée par les Italiens... pour environ quatre semaines. Une délégation italienne avait été entièrement massacrée par les Grecs à Kakavia dans l'Épire. Au lieu de présenter immédiatement des excuses, le gouvernement hellène chercha des faux-fuyants et M. Alexandris se conduisit cavalièrement avec le Ministre Montagna, que les intimes appelaient *il torello*. A l'ultimatum italien, la Révolution répondit évasivement et admit que les regrets fussent exprimés par un colonel et non par le Ministre de la Guerre, comme l'exigeait l'Italie; dans plusieurs villes italiennes le peuple manifesta. L'Italie demandait en plus 50 millions de lirettes. A la suite de la pression des Puissances alliées, l'Italie dut retirer ses troupes de Corfou le 27 septembre, après satisfaction obtenue.

Le Comité révolutionnaire, en vue des élections, imposa le bulletin de vote seulement à Athènes et au Pirée, modifia les circonscriptions électorales et disposa que les officiers en activité de service pouvaient être élus députés. Le 22 septembre, j'écrivais à mon gouvernement sous n° 1475 :

« M. Zaïmis m'a déclaré qu'à la suite de ces trois mesures il n'accepte plus de collaborer seul avec la Révolution, dans la bonne foi de laquelle il n'a plus confiance. »

Les élections devaient avoir lieu le 2 décembre. La confusion était à son comble au sein de tous les partis; un ministère de vraie coalition nationale semblait irréalisable. Le colonel Plastiras, tuberculeux, tomba sérieusement malade; à cette occasion, j'écrivais le 6 octobre, sous n° 1553 :

« Cela paraît paradoxal, mais j'ai constaté moi-même que les monarchistes les plus dévoués pendant la crise traversée par le colonel Plastiras, ont fait des vœux sincères pour son rétablissement, de peur que des condottieri de l'espèce de Pangalos, de Hadjikiriaco et de Papaandreou ne prennent la direction de la Révolution; tout est relatif. »

Le 17 octobre, je télégraphie, sous n° 1605 :

« Le roi Georges m'a dit que, pendant la nuit de samedi à dimanche, Pangalos, avec l'aide de 120 officiers, a voulu faire un coup d'État, qui a été facilement réprimé. »

Le 19, sous n° 1614 :

« L'état de siège et la censure sont supprimés; l'agitation augmente; les feuilles de l'opposition conservatrice relatent toute l'affaire de l'exécution des ministres et publient leurs photographies et celle du roi Constantin. »

Dans la soirée du même jour je reçus la lettre d'un officier supérieur à la retraite, où il me disait :

« Je crois que ces brigands sont enfin à leur fin; ils prennent leurs passeports. Vive la liberté! »

Ce cri, poussé hélas! par tous les partis, sans qu'aucun en respecte le vrai sens, me fit immédiatement comprendre qu'une contre-révolution devait éclater; en effet, dès le 15 septembre, j'avais écrit à Bucarest, sous n° 1439 :

« Le bruit s'est répandu que le parti métaxiste (monarchique) projette de ne plus se présenter aux élections, en guise de protestation; les éléments extrêmes de ce parti conseillent même une contre-révolution. »

Fidèle à ma ligne politique de neutralité, que je m'étais tracée, je me gardais bien de parler à qui que ce soit de cette missive; aujourd'hui seulement j'en parle, dans l'intérêt de la vérité historique. Ce fut une grande faute politique qui compromit irrémédiablement tout le travail accompli par les vrais amis de la Grèce, désireux de voir la paix s'établir entre les partis. Le lendemain,

20 octobre, le gouvernement fit défiler, dans les rues d'Athènes, deux divisions, avec canons et mitrailleuses. Les 23 et 25, nos Consulats de Janina et Salonique m'informèrent que des tentatives de rébellion militaire y furent réprimées. Le général Metaxa s'enfuit d'Athènes. Ce furent les généraux Leonardopol et Gargalides et le colonel Zyras qui commencèrent l'action de la contre-révolution; ce qui est caractéristique, c'est que tous les trois passaient pour vénézélistes. En Macédoine se soulevèrent environ 15 000 soldats, avec artillerie. Du Péloponèse, l'armée devait passer le canal, mais le 27 ils se soumirent sans aucun combat.

Ci-après trois télégrammes que j'expédiai à mon gouvernement, le 31 octobre :

« Aujourd'hui mon collègue italien télégraphie demandant au gouvernement italien de l'autoriser à intervenir, attendu que seule une intervention sérieuse des trois grandes Puissances, de la Yougoslavie et de la Roumanie peut endiguer le mal (n° 1686). A la réunion d'aujourd'hui tous les hommes politiques furent d'accord que la résolution concernant le changement de régime doit être réservée au futur Parlement; mais les trois généraux qui ont réclamé par écrit un coup d'État immédiat, suivi de plébiscite, n'ont pas voulu assister à la réunion (n° 1688). Dans la réunion d'hier, le Premier Ministre a déclaré que le roi Georges a gardé une neutralité absolue dans le mouvement militaire. Venizelos télégraphia qu'on ne procède pas à un changement forcé du régime : ceux qui conspirent ainsi s'attireront la malédiction de la nation » (n° 1694).

A partir de ce moment les événements se précipitent. Le 2 novembre je télégraphie :

« Le roi Georges m'a dit que, cette nuit, quelques centaines d'officiers inférieurs conduits par général Condilis se sont rassemblés et ont signé un procès-verbal, sommant le gouvernement de se retirer et de proclamer la République. Le Premier Ministre a réservé sa réponse jusqu'à ce qu'il s'entende avec chef Révolution, mais, en particulier, il s'est déclaré contre effusion sang à Athènes. Sa Majesté m'ayant demandé si, en cas d'un coup de force, Elle pourrait se rendre en Roumanie, j'ai cru pouvoir répondre affirmativement. Dans une conférence avec Ministre Serbie et Chargé d'affaires anglais, nous avons pris ensemble quelques mesures pour parer le coup... Légation d'Angleterre a communiqué au gouvernement grec que Grande-Bretagne est contre suppression dynastie, qui aurait suites graves pour prospérité Grèce » (n° 1706). Et le même jour sous n° 1707 : « Avec rédactions différentes, Ministres de France et Yougoslavie, Chargé d'affaires anglais et soussigné nous avons exprimé dans les journaux désir

que coup d'État ne se renouvelle pas. Le communiqué français conclut ainsi : « Gouvernement français regretterait surtout que des personnes mal renseignées fissent croire qu'il serait d'avance favorable à une solution constitutionnelle par la force armée. » Le lendemain : « Cette nuit, chef de la Révolution a parcouru les casernes et a fait appel à la discipline et au patriotisme de tous les officiers de la garnison ; il fut ovationné. Danger immédiat passé. » (n° 1711)..

Le même jour, j'écrivais à mon gouvernement :

« Moi-même, j'avais signalé le projet de contre-révolution que m'avaient rapporté trois des agents monarchistes, parmi lesquels l'un est aujourd'hui arrêté; avec ce dernier j'avais discuté pendant une heure pour le convaincre de la grande faute politique qu'on commettrait à la veille des élections. De deux choses l'une : ou bien vous avez la majorité dans le pays, comme tout le monde le croit et comme les vénézélistes eux-mêmes l'avouent, et alors vous n'avez pas besoin de recourir à la force; ou bien vous êtes en minorité et alors ce sera un véritable crime de violenter la volonté du peuple, et la répression à laquelle vous vous exposez sera terrible » (n° 1716).

Une réunion publique eut lieu, composée de réfugiés et de soldats (5 novembre) et un manifeste républicain fut publié, avec la conclusion : « A bas la monarchie! » M. Zaïmis se déclara pour la dynastie. M. Alexandris fut expédié à la Commission des réparations de Paris et le colonel Gonatas prit l'intérim du Ministère des Affaires Étrangères. Il s'ensuivit une rupture entre les vénézélistes et les républicains. Le général Pangalos donne un ultimatum exigeant la proclamation immédiate de la République; Zaïmis fusionne avec le parti conservateur; M. Politis fait publier un interview blâmant l'agitation républicaine la veille des élections; l'ancien Ministre Russos se présente au roi Georges II, lui conseillant d'abdiquer; le Roi répondit qu'il ne peut rien décider sans l'assentiment de la Révolution; le Premier Ministre et le chef de la Révolution assurent M. Al. Soutzo, maréchal de la Cour, que toutes les mesures sont prises pour empêcher un coup d'État (10 novembre).

Le 13 novembre, le roi Georges télégraphia au roi Ferdinand :

« En réponse à ton télégramme sur les événements d'ici, je considère la situation à peu près la même; la voie que prennent les choses me permet d'être plutôt optimiste; je ne vois aucune cause d'anxiété pour ma sûreté personnelle... Te prie ne pas insister au retard retour Elisabeth; sa présence jugée de tout le monde nécessaire. »

Et à la reine Élisabeth :

« Te prie instamment venir sans retard. Ta présence nécessaire. »

Du 15 novembre :

« Les généraux Leonardopol et Gargalides sont condamnés à mort; 50 officiers aux travaux forcés à vie et 500 officiers éliminés des cadres de l'armée; mais on prétend que la Révolution accordera l'amnistie. »

Du 17 novembre :

« Par une lettre du 11 novembre, apportée par le général Othoneos, M. Venizelos recommande de ne pas changer le régime et de faire les élections le 2 décembre; le Premier Ministre m'a dit que ce conseil sera suivi » (n° 1817).

La reine Élisabeth rentra à Athènes le 14 novembre. Je télégraphiai le 28 novembre :

« Le gouvernement a expédié une circulaire aux préfets, leur recommandant de patronner les candidatures républicaines. Voilà la neutralité promise par la Révolution » (n° 1882).

Par suite, Zaïmis et tous les groupements de l'opposition s'abstiendront des élections.

Le 1^{er} décembre, j'écrivais à mon gouvernement :

« Si les Grecs ont perdu la tête, au point de jeter leur patrie dans des aventures, dont les suites seraient incalculables, le roi Georges et la reine Elisabeth partiraient avec tous les honneurs qui leur sont dus (n° 1904). »

Malgré sa décision de s'abstenir, l'opposition royaliste voulut manifester et le gouvernement autorisa un meeting, qui eut lieu le 9 décembre :

« Environ 400 000 personnes, voulant défilér dans les principales rues, furent arrêtées par les troupes, qui les chargèrent; il y a 11 morts et 150 blessés (mon tél. n° 1970). La foule enthousiaste est allée au Palais pour acclamer le Roi; le maréchal Soutzo, pour éviter des complications avec la Révolution, dit au peuple que le Roi se trouve à Tatoï (tél. n° 1973). »
« Le communiqué officiel accuse les manifestants d'avoir tiré des coups de revolver et d'avoir osé crier : A bas la Révolution! Les journaux républicains demandent le départ immédiat du roi Georges II » (n° 1973).

Mes télégrammes du 12 décembre :

« Le Roi m'a dit aujourd'hui que l'abstention de l'opposition des élections est une faute politique (n° 1989). Invité, ainsi que le maréchal de la Cour

et quelques collègues à un thé à la Présidence du Conseil, le chef de la Révolution et le Premier Ministre m'ont renouvelé l'assurance catégorique que les élections s'effectueraient légalement et sans pressions » (n° 1990).

DÉPART DU ROI GEORGES II ET DE LA REINE ÉLISABETH.

Le 15 décembre, j'écrivais, sous n° 2007 :

« Le Président du Conseil m'a renouvelé sa déclaration que, d'accord avec le colonel Plastiras, il espère maintenir la situation actuelle jusqu'à la constitution d'un gouvernement civil. Toutefois, il ne m'a caché que la contre-révolution, a envenimé l'âme des officiers et a ravivé les vieilles rancunes, en partie apaisées : une grande partie de ces officiers les ont abandonnés et sont devenus menaçants, principalement ceux de Macédoine. Mais, en mettant les choses au pire, le gouvernement sera peut-être obligé de conseiller à Leurs Majestés de partir en voyage de plein gré, et sans abdiquer; quoi qu'il arrive, le gouvernement garantit les personnes des Souverains. »

La parodie des élections qui eurent lieu le lendemain ne changea pas la situation. Pour sauver encore le trône, le roi Georges chercha à déterminer M. Venizelos à venir prendre le pouvoir.

Le 17 décembre 1923, je télégraphiai à Bucarest, sous n° 2019 :

« Roi Georges me charge d'intervenir pour que S. M. la reine Marie, par tous les moyens dont Elle dispose, obtienne que M. Venizelos télégraphie d'urgence de Paris son arrivée ici pour prendre le pouvoir ou indiquer quel doit être le nouveau gouvernement; c'est le seul moyen qui reste pour sauver le trône grec. »

Et le même jour j'expédiai à notre Légation de Paris le télégramme suivant :

« M. Zaïmis m'a prié de transmettre confidentiellement et d'urgence le message suivant à M. Venizelos : son avis dans la situation anormale créée serait nécessité que M. Venizelos retournât Grèce le plus tôt possible, pouvant seul s'imposer à la ligue des officiers réformée (n° 2020). »

Voici la réponse que me fit envoyer celui-ci, le 19 décembre :

« Je remercie M. Zaïmis de sa communication confidentielle, que vous avez bien voulu me transmettre. Mais, m'étant retiré définitivement de la vie politique, je ne puis pas rentrer en Grèce, où ma présence, en ce moment, déclencherait plutôt la guerre civile, eu égard à l'insistance des militaires et des républicains à outrance d'imposer leurs points de vue. D'ailleurs, dès

que je serai officiellement informé de mon élection comme député, je vais déclarer ne pas pouvoir accepter ce mandat. »

A la suite d'une manifestation tapageuse des républicains, le maréchal de la Cour fut appelé, le 17 décembre, par le Président du Conseil, qui lui dit que le roi Georges doit partir. M. Soutzo avait déjà toute prête une lettre du Souverain, demandant les conseils du Premier Ministre à la suite des élections. Le lendemain parut le communiqué officiel suivant :

« La Constituante élue devant se réunir dans quelques jours et discuter la question du régime qui convient le mieux au pays, le chef de la Révolution et le gouvernement ont jugé nécessaire, pour que les discussions sur cette importante question fussent plus calmes, de conseiller à S. M. le Roi de quitter le royaume, en attendant que les décisions fussent prises sur la forme définitive qui sera donnée au régime. »

Le soir même, le roi Georges adressa au colonel Gonatas la lettre suivante :

« Monsieur le Président, j'obéis à l'avis du gouvernement et de la Révolution, exprimé par votre lettre du 17 courant, concernant mon départ à l'étranger sous forme de congé, pendant la période des discussions sur le régime à l'Assemblée Constituante qui doit se réunir prochainement. Ayant évité soigneusement toute immixtion dans les compétitions intérieures, je suis convaincu que ma présence dans le Royaume n'aurait nullement influencé la liberté des discussions. Cependant je m'éloigne provisoirement avec la Reine, dans la conviction profonde et formulant le vœu ardent que le jugement de l'Assemblée nationale autant que celui du peuple hellène soient guidés par le sentiment de l'amour envers la patrie et par les intérêts nationaux. » (S.) GEORGES II.

Le même jour, je télégraphiai à Bucarest sous n° 2027 :

« Dans mon audience d'adieu, que j'ai eue ce matin, le Roi, faisant abnégation de Sa personne, m'a dit qu'Il est inquiet de l'avenir de la Grèce, car ou bien une guerre civile éclatera, ou bien un conflit entre les compétiteurs militaires. L'amiral Condouriotis est nommé Régent. »

On vint me prévenir que le personnel du minuscule bateau choisi par la Révolution pour transporter les Souverains à Constantza ne présentait aucune garantie. Je m'empressai d'aller chez le Chargé d'Affaires des États-Unis, qui n'hésita pas une minute à mettre à la disposition du Roi et de la Reine un bateau américain. Force fut au gouvernement révolutionnaire d'offrir le bateau *Daphnis*, sur

lequel le roi Georges et la reine Élisabeth, s'embarquèrent le lendemain, 19 décembre, accompagnés de l'adjudant Russen, de trois officiers, de quatre sous-officiers et de douze matelots. Le départ eut lieu de l'avant-port du Pirée, à cinq heures de relevée, en présence du colonel Gonatas, président du Conseil des Ministres; il fut impressionnant : les troupes présentèrent les armes et le canon gronda; j'étais présent, avec ma femme et le secrétaire de la Légation, M. Plesia; l'*Illustration* de Paris a publié une photographie de ce départ. Ainsi finit un règne éphémère, que les militaires empêchèrent d'évoluer, malgré l'avis contraire de M. Venizelos; en effet, le lendemain 20 décembre, je télégraphiai à mon gouvernement :

« M. Lambrakis a publié le sens du télégramme de M. Venizelos, qualifiant de monstrueux un coup militaire avant les élections et déclarant qu'il attendait l'appel officiel du gouvernement et du Roi pour rentrer en Grèce. »

Il est certain qu'une entente entre le roi Georges et M. Venizelos aurait épargné à la Grèce toutes les secousses qui suivirent, car le jeune Roi expiait bien injustement les fautes commises par son frère.

Deux jours après, je quittai moi-même Athènes; le gouvernement roumain voulait ainsi exprimer son mécontentement. Ma femme y resta et fut en danger, puisque les révolutionnaires placèrent des bombes aux portes de la Légation d'Angleterre, où elles éclatèrent, en occasionnant des dégâts, et de la Légation de Roumanie, où on les découvrit avant qu'elles prennent feu.

RÉSUMÉ DE LA CRISE.

A bord du *Imperatul Trajan*, je rédigeais les 25 et 26 décembre 1923 un long mémoire confidentiel, que je remis à MM. Jonel J. Bratiano, et J. G. Duca; j'en donne ci-après quelques extraits :

« La mégalomanie a poussé M. Venizelos à insister auprès de MM. Lloyd George et Clemenceau pour aller s'établir à Smyrne; cette erreur initiale est l'origine réelle de toutes les complications ultérieures... Au retour du roi Constantin, on persista dans cette erreur; bien plus, les Grecs voulurent aller jusqu'à Angora pour détruire l'armée ottomane; personne n'a eu le courage civique de dire la vérité et de réclamer l'abandon de l'Asie Mineure;

au contraire, les Grecs rêvèrent de la conquête de Constantinople, occupée par les alliés; attirant l'attention du Ministre des Affaires Étrangères par ce faux mirage, je reçus de feu Baltazzi cette réponse : « Même si nous ne rencontrons sur le chemin de Constantinople qu'un seul soldat français, nous nous arrêterons; nous voulons seulement poser brutalement la question de la fin du conflit oriental » comme si la question n'était pas posée depuis longtemps, sans avoir besoin de menaces, qui ne pouvaient effrayer personne!... Le désastre militaire de l'Asie Mineure était fatal; il a violemment mis en évidence à quel point était désorganisée l'armée grecque, ruinée surtout par l'indiscipline : des régiments entiers se sont rendus sans combat à l'ennemi, pendant les dernières onze années; à la base de toute agitation, soit militaire, soit sociale, il y avait l'antagonisme aigu entre vénizélistes et royalistes... La responsabilité de la situation incombe à tous les gouvernements qui se sont succédé... A l'origine le colonel Gonatas était conservateur royaliste et le colonel Plastiras vénizéliste, tout en étant d'accord dans les questions essentielles. Seulement Plastiras a évolué graduellement vers le républicanisme, et sur ce point il est gravement responsable, car le Comité révolutionnaire avait pris l'engagement de rester neutre, comme un arbitre entre les partis... Une ligue d'environ 800 officiers signa un procès-verbal ou protocole d'honneur et le revolver à la main imposa l'exécution des anciens ministres... Pour fausser les élections on modifia les circonscriptions électorales; dans certaines circonscriptions, on introduisit le bulletin de vote qui facilite mieux les fraudes que le système en vigueur du vote avec des billes; on a suspendu l'inamovibilité de la magistrature, chargée de surveiller les opérations électorales; on s'est servi des réfugiés comme appoint électoral... Mais, avant même les élections, l'opposition constantinienne a commis le crime politique, qui fut aussi une grande erreur politique, d'organiser la contre-révolution par le général Metaxa (encore un militaire politicien)... Dans le danger où se trouva inopinément la Révolution, elle fut obligée de faire appel au concours militaire de Pangalos et de Hadjikiriakos; alors apparut le troisième condottiere, le colonel Condilis, qui, à la tête de 3 000 Crétois, contribua puissamment à la réduction de la contre-révolution; celui-ci, en entrant à Athènes, à la tête de ses prétoriens, menaça d'un second coup d'État. C'est alors que le colonel Plastiras, gravement malade, se rendit pendant la nuit dans toutes les casernes et par ses harangues patriotiques enraya le cataclysme... Après trois meetings républicains, très peu fréquentés, l'opposition, qui s'était abstenue des élections, par une bizarre inconséquence, organisa elle aussi un meeting monstre, rien que pour démontrer qu'elle était plus populaire. Elle offrit ainsi aux républicains le prétexte d'un scandale, suivi d'une répression sanglante... Enfin l'abstention du vote fut la seconde grande faute de l'opposition royaliste; elle eut encore l'illusion que les grandes Puissances invalideraient ces élections... Les députés républicains sont assez nombreux, grâce seulement au fait qu'ils se sont présentés sur des listes

avec les libéraux, avec M. Venizelos en tête; le vrai triomphateur est donc l'illustre crétois... La Ligue catilinaire des officiers inférieurs eut l'audace de demander au roi Georges de partir spontanément; le souverain répondit qu'il ne suivrait une pareille suggestion que si elle lui serait faite par le gouvernement révolutionnaire, responsable de ses actions politiques. Cette intrigue ayant échoué, la Ligue des officiers s'est adressé directement à la Révolution... La dynastie en Grèce a été et est encore très populaire. Mais le roi Constantin a commis deux grandes fautes politiques, que son fils expie aujourd'hui : d'abord, au lieu d'être au-dessus des partis, il s'est conduit comme un vrai chef d'un de ces partis; en second lieu, il n'a pas suivi l'exemple du roi Ferdinand de Roumanie et du roi Albert de Belgique, mais, beau-frère du kaiser Guillaume, il fut quasi hypnotisé par la puissance allemande et s'opposa aux élans de l'hellénisme, conduit par Venizelos... Il est évident que le roi Georges II devrait régner en tenant une juste balance entre les aspirations diverses du peuple; mais, pour le moment on ne peut rien lui reprocher, car, pendant plus d'un an, il fut le prisonnier effectif de la Révolution; celle-ci a l'entière responsabilité de tous les actes politiques qui se sont succédés; on peut affirmer que le roi Georges II s'est prudemment tenu à l'écart de toutes les péripéties que la Grèce a traversées depuis son accès au trône... Il y a un arbitre qui pourrait donner une solution : M. Venizelos. Avant les élections il a adressé une lettre au général Othonéos, où il précisait, avec une admirable lucidité, la voie à suivre : en premier lieu des élections, ensuite discussion dans la Constituante, s'il est ou non opportun de s'adresser au peuple, qui déciderait, par un plébiscite, sur la question du changement de régime; il ajoutait une condition essentielle, sur laquelle on a fait la conspiration du silence : ce plébiscite éventuel ne devrait avoir lieu que quelques mois après la retraite de la Révolution; en somme, le grand crétois désirait que le plébiscite ne s'effectuât pas sous la pression militaire. Tout au contraire, le parti républicain saisit la phrase incidente où Venizelos affirmait qu'il avait été et qu'il était encore républicain, pour réclamer la proclamation immédiate de la République. Dans la future Constituante les républicains purs ne sont qu'environ 90, sur un total de 396 députés; ce dernier chiffre comprend des libéraux et des libéraux-républicains, par moitié; mais, au fond, Venizelos domine les événements. Contrairement à l'opinion générale, il ne me paraît pas certain que Venizelos poursuive en ce moment la Présidence de la République pour lui; avec sa clairvoyance, il voit bien qu'une république proclamée dans les conditions actuelles ne durerait pas longtemps. »

Dernièrement encore, après la démission de l'amiral Condouriotis, M. Venizelos n'a pas accepté la présidence de la République; c'est une indication sûre qu'il ne considère pas l'état des choses actuel bien consolidé. D'un autre côté, l'ex-dictateur Pangalos finit

(8 avril 1930) par être condamné à deux années de prison et à cinq années de privation de ses droits civils, ce qui entraîna la déchéance du grade de général.

MON DÉPART. CONCLUSION.

C'est seulement six mois après mon départ de Grèce que le gouvernement roumain me donna comme successeur M. Langa-Rascano. Pendant ma longue absence, les affaires de la Légation furent gérées par le conseiller de Légation Simionesco. Vers la mi-juillet 1924 je me rendis à Athènes pour prendre mes meubles et mes effets. Je m'abstins, bien entendu, de tout ce qui pouvait être interprété comme une démarche politique et ne vis que mes collègues et mes amis personnels. Un petit dîner collégial me fut offert à Kephissia, le 9 août 1925. Aux très aimables paroles d'adieux de M. de Marcilly, qui me remplaçait comme doyen, je répondis par l'allocution suivante :

« Au moment de quitter la Grèce, après un séjour de quatre années, dans des moments très difficiles, il m'est particulièrement agréable de recevoir les souhaits de bon voyage du représentant de la France, qui est pour moi comme une seconde patrie; c'est à Paris que j'ai reçu mon éducation et que j'ai commencé ma carrière diplomatique; c'est au Havre que j'ai passé, comme doyen du corps diplomatique accrédité en Belgique, les années de la guerre mondiale. Par un concours de circonstances symptomatiques, les Légations de France et de Roumanie à Athènes ne sont séparées que par un mur mitoyen, comme les âmes des deux peuples se touchent et se confondent; nous avons ainsi, tous les deux, en bons voisins, échangé bien des idées communes et aussi de nombreux livres : *Egregios cumulare libros, praeclara supellex*. Dans ma longue carrière, ç'a été toujours pour moi un vrai déchirement de me séparer de mes collègues. On a dit : « Partir, c'est mourir un peu. » Cela est d'autant plus vrai qu'on avance dans l'âge. J'ai beau me raisonner, j'ai beau me remémorer mes départs de Paris, de Bruxelles, de la Haye, de Belgrade, de Sofia, de Luxembourg, de Constantinople; sur le point de partir d'Athènes, je sens de nouveau la mélancolie m'envahir. Je n'y trouve une consolation que dans la manifestation amicale que vous faites ce soir en mon honneur. Je vous remercie cordialement, avec l'espoir de vous revoir ailleurs. Et pourquoi pas ici même? La Grèce immortelle est un de ces pays heureux où l'on ne reste pas seulement par devoir officiel ou professionnel; on y revient volontiers par pure attraction. Il y a trois jours, en bon paysan du Danube, j'étais ravi d'aspirer à pleins poumons l'air

rafraîchi par la pluie, si rare dans ces parages. Malgré les éclairs et les grondements violents du tonnerre, ces ondées bienfaisantes apaisent et fécondent la terre, quoiqu'elles dérangent les excursions mondaines de Kefissia et de Phalère. Le calme succède à la tempête. Je fais, de tout mon cœur, des vœux pour que le ciel apaise pareillement les passions politiques en Grèce, tout en y vivifiant le patriotisme, et conduise l'hellénisme dans les routes d'éclatante civilisation où elle a cueilli déjà, dans l'antiquité, des lauriers glorieux. »

Ces paroles peuvent servir de conclusion au récit de ma dernière mission en Grèce. C'est un pays éminemment intéressant et sympathique, non seulement par les souvenirs historiques qu'il évoque à chaque pas, mais aussi par les qualités de premier ordre dont son peuple est doué et qui lui réservent un brillant avenir. Cette race affinée est particulièrement propre à servir d'avant-coureur de la civilisation en Orient. Certes, la très longue domination ottomane a étouffé sensiblement les élans littéraires et artistiques; mais, en revanche, l'instinct du commerce s'est développé au suprême degré; j'ai entendu à Constantinople ce dicton : « Un Grec vaut deux israélites et un Arménien vaut deux Grecs. » Et de fait, on n'a qu'à rappeler les puissantes colonies grecques établies à Alexandrie, à Marseille, à Paris, à Londres et à Bucarest pour mettre en évidence l'importance commerciale des Grecs dans les transactions internationales.

Chose assez rare : malgré les tendances franchement démocratiques des hellènes, héritage ancestral, les traditions aristocratiques de certaines familles des partis royaliste, vénizéliste et républicain, se maintiennent intactes, sans être étanches, comme dans l'aristocratie belge. Si les hommes sont parfois rudes et intraitables, c'est la femme grecque qui maintient l'équilibre, par son charme et sa finesse incomparables. Par goût éclectique personnel et par devoir professionnel d'impartialité, j'ai dû fréquenter les salons de tous les clans politiques et je me plais de rappeler indistinctement quelques noms de l'élite sociale : Capo d'Istria, Kallerghi, Ypsilanti¹, Carapanos, Skouloudis, Schlieman, Levidis, Bouboulis, Argyropoulo, Serpieri, Dousmanis, Danglis, Pezmazoglu, Roïdi, Simiriotti, Papparigopoulos, Valaoriti, Canakis, Papagos, Staïco, Evklides,

1. A l'occasion du centenaire de l'indépendance de la Grèce, on a rappelé que c'est en Valachie que s'organisa la Société révolutionnaire l'*Hétairie* et qu'Ypsilanti y déploya le drapeau de l'insurrection hellène.

Rangabé, Naoum, Grivas, Rhally, Cavadias, Caftangioglu, Ziro, Statatos, Durutti, Kalinski, Skouzès, Delyanni, Gén. Soutzo, Andreades, Mavromihali, Tombazis, Mellas, Mercati, etc. Les haines sont encore trop vivaces en Grèce; mais, en Grèce, comme en Roumanie, il ne faut pas prendre à la lettre les accusations violentes que s'adressent réciproquement les partis politiques. Ces deux peuples valent mieux que ce qu'en disent leurs représentants. Heureusement que les États étrangers bien organisés ont des diplomates avisés qui renseignent exactement leurs gouvernements sur la situation réelle en Grèce, comme en Roumanie, en tenant la juste balance entre des adversaires égarés par la passion. Lorsque les agitations de l'heure présente seront calmées dans la jeune République, la Grèce s'acheminera sûrement vers le progrès et la prospérité, à condition que les militaires ne se mêlent plus de politique. En tout cas, tant que M. Venizelos, le génial maître des destinées actuelles de l'Hellade, sera en vie, tout marchera à souhait. Mais après?... Le sort des peuples comme des individus est entre les mains de Dieu. Assurément. Il n'en est pas moins vrai qu'il y a des peuples, comme des individus, qui travaillent aveuglément à leur propre ruine; les Grecs sont trop intelligents pour persister à marcher dans une aussi funeste voie.

INDEX ALPHABÉTIQUE

- Abdul Hamid, 11, 19, 23, 26-28, 31,
 36, 44, 47, 50, 59, 61-64, 78;
 Abdul Medjid, 64.
 Abdurahman Pacha, 40.
 Acton, 10.
 Adatci, 87.
 Ador, 151.
 Agoura, 17.
 Albert de Belgique, 72, 75, 78, 84,
 85, 91, 102, 108, 125, 127.
 Alexandre de Grèce, 146.
 Alexandre de Serbie, II, 15.
 Alexandris, 143, 154, 155, 157,
 159, 162.
 Ancel, 99.
 Andrassy, 129.
 André de Grèce, 139, 152-154.
 Andreades, 171.
 Antim, 33, 35, 41, 42, 45-50, 60.
 Antonesco (M.), 115, 139.
 Anthyme, 39.
 Argyropoulos, 171.
 Arnoux, 20.
 Artin Dadian, 24.
 Aspasia de Grèce, 146.
 Aurelian (P. S.), 43.
 Azarian, 68, 70.
 Balaceano (J.), 18, 35, 67.
 Balan, 58.
 Baldwin, 136.
 Balny d'Avricourt, 106.
 Baltazzi, 143, 149, 152, 167.
 Bapst, 20.
 Barozzi, 77.
 Barrère, 68.
 Barrès, 82, 112.
 Barros Moreira, 87.
 Barthou, 65, 101.
 Basile (Métr.), 37.
 Beethoven, 76.
 Beldiman (Al.), 1, 2, 6.
 Below, 78, 83.
 Beltchef, 12, 14.
 Bengesco (G.), 67.
 Bénès, 134.
 Benoit XV, 55.
 Benoist, 99.
 Bentinck, 152, 156.
 Bérard (V.), 60.
 Bernhardt, 120.
 Berryer, 94.
 Bert (P.), 87.
 Berti, 3.
 Bethmann-Holweg, 84, 98.
 Beyens, 94, 99, 110, 111, 113, 114,
 118, 119.
 Biard, 99.
 Billy, 141.
 Bismarck, 19, 119.
 Bissing, 87, 111, 115.
 Blancas, 87.
 Boéresco (B.), 34.
 Bolatti, 152.
 Bompard, 62.
 Bonetti, 53, 54, 56.
 Borghese (G.), 3.
 Boris III, 17.
 Boskof, 108.
 Bottesini, 3.
 Bouboulis, 170.
 Bourboulon, 13.
 Bratiano (J. C.), 2, 28, 71, 105, 130.
 Bratiano (J.-J.), 28, 76, 105, 118,
 130, 131, 166.

- Bratiano (Pia), 28.
 Bray, 3.
 Briand, 119, 137.
 Broqueville, 94, 116.
 Bunsen, 29.
 Burian, 6, 8, 14, 15.

 Cafféry, 144, 156.
 Caftangioglu, 171.
 Calice, 21, 40, 49.
 Callogeropoulos, 141, 142.
 Calthorpe, 62.
 Campineano (J.), 2, 71.
 Camposagrado, 21.
 Canakis, 170.
 Cambon (P.), 20.
 Caugia, 21.
 Capo d'Istria, 170.
 Caporal, 20.
 Carapanos, 170.
 Carbonnel, 124.
 Carignani, 87, 95, 108.
 Caraman Chimay, 102.
 Carlotti, 21.
 Carol I, 4, 15, 18, 20, 26, 27, 42,
 43, 48, 52, 59, 75, 76, 102.
 Carol (Prince) 79, 116, 139.
 Carp (P.-P.), I, 1, 18.
 Catargi (Gén.), 2.
 Cavadias, 171.
 Cavell (Miss), 115, 120.
 Cerjat, 20.
 Charles Albert (Roi), 142.
 Charlotte (Pr.), 126.
 Chefket Pacha, 61.
 Christitch, 41.
 Christophore de Grèce, 139.
 Churchill, 91.
 Clara (P^{esse}), 53.
 Clemenceau, 62, 145, 166.
 Clémentine (P^{esse}), 12.
 Clinchamp (Cte G. de), 13.
 Clinchant, 124.
 Condilis, 143, 157, 161, 167.
 Condouriotis, 165, 168.
 Constans, 20.
 Constantin de Grèce, 139-171.

 Cooreman, 94.
 Cornatesco, 37.
 Courtens, 77.
 Cretziano (J.), 21.
 Croce (B.), 134.
 Cumuleo, 53.
 Currie, 21, 36.
 Curzon, 126, 142, 151.

 Danglis, 170.
 Danitch, 10.
 Darclée, 28.
 Davignon, 73, 80, 82, 86, 91, 94, 102.
 Dehelly, 109.
 Delacroix, 125.
 Deledicgue (L.), 76.
 Delyanni, 171.
 Demidof, 150.
 Destrée, 83.
 Diamandi (C.), 130, 132.
 Didelot, 99.
 Djavid Bey, 60.
 Djelaledin Pacha, 36, 49.
 Djuvara (Al.), 7, 56, 79, 80.
 Djuvara (Marcel), 100.
 Djuvara (Radu), 71.
 Dobner (Major), 14.
 Donnay (Maurice), 82.
 Dousmanis, 170.
 Duca (J.-G.), 157, 166.
 Dudzeele, 30.
 Dumas (Al.), 96.
 Durutti, 171.

 Édouard VII, 74.
 Élisabeth de Belgique, 102.
 Élisabeth de Grèce, 140-171.
 Elst (van der) 91.
 Enesco, 76.
 Enver, 61, 63, 128.
 Esarco, 16, 34.
 Espagne (Roi d') 154.
 Evklides, 170.
 Eyschen, 80, 126.

 Fallières, 78.
 Faura, 87.

- Faure (M^{me} Félix), 99.
 Faveyral, 54.
 Fazy (Ed.), 33.
 Ferdinand (Archiduc), 79, 130.
 Ferdinand de Bulgarie, 6, 9, 12-15.
 Ferdinand de Roumanie, 79, 102,
 112, 143, 153, 162.
 Férid Pacha, 30, 65.
 Filality, 21, 30.
 Filipesco (Nic.), 107.
 Filodor, 22.
 Flandre (C^{tesse} de), 76.
 Floresco (Gén. Al.), 16.
 Flotow, 78, 82.
 Foch, 122, 123, 126, 142.
 Foras, 13.
 Franck (César), 127.
 Frangulis, 133, 152.
 Franklin-Bouillon, 64.
 Franz, 109.
 Frédéric le Grand, 135.
 Frère-Orban, 72.
 Friedrich (Impératrice), 62.
 Frunza, 64.
 Fryat, 115, 120.
 Fuad Pacha, 62.

 Gaiffier d'Hestroy, 88, 92.
 Galina, 21.
 Gall (Yv.), 109.
 Galwitz, 128.
 Gargalides, 161, 163.
 Gaulis, 63.
 Gentizon (P.), 11.
 Geoffre de Chabrignac, 21.
 Georges II de Grèce, 139-171.
 Georgewitz (Wl.), 21, 40.
 Gérard (Aug.), 84.
 Gherassim, 37.
 Ghermanos, 42.
 Ghica (Ion), 18.
 Ghika-Brigadier (Al.), 59.
 Ghika (Émile), 1.
 Ghika (G.), 7.
 Ghika (Gr.), 5.
 Gibson (H.), 87.
 Giers, 7.

 Giolitti, 129.
 Goblet d'Alviella, 84, 94.
 Godard (Benj.), 76.
 Godard (Mad.), 76.
 Goethe, 109, 119.
 Goga (O.), 107.
 Gogiaman (H.), 37.
 Golesco (G.), 76.
 Goluchowski, 22, 49.
 Gonatas, 143-171.
 Goudas, 152.
 Gounaris, 142, 145, 149, 155.
 Gouraud, 142.
 Grashot, 13.
 Grécot, 7, 11, 17.
 Grégoire XIII, 53.
 Grenaud de Saint-Christophe, 13.
 Grigoresco, 77.
 Grivas, 171.
 Gryparis, 13.
 Guillaume II, 12, 31, 61, 78, 79, 129,
 135, 155, 168.
 Guise (Gén.), 92.
 Guani, 86, 95.

 Hadjianesti, 149, 152.
 Hadjikiriakos, 150, 158, 167.
 Hagi Goga, 37.
 Hakanof, 17.
 Haizman-Savion, 108.
 Hanotaux, 129.
 Haret, 59.
 Heberle, 13.
 Hélène de Grèce, 116, 139.
 Helleputte, 94.
 Henri IV, 74.
 Henri Robert, 82.
 Hermant (Abel), 82.
 Hubay (Jeno), 9.
 Hubert, 94.
 Huysmans, 84, 92.
 Hymans (P.), 76, 84, 94.

 Ignatief, 15.
 Ingelbleek, 89.

- Iswolski, 87, 103, 104.
 Izzet Bey, 25, 36, 49.
- Jadowski, 33, 47.
 Jaspas, 94.
 Joffre, 91, 122.
 Jonesco (Take), 19, 27, 52, 59, 65,
 107, 119, 127, 133, 134, 139.
 Jonesco-Munte, 103.
 Jorga (N.), 107.
 Jungbluth, 106.
 Jurist, 69.
 Juristowski, 144.
- Kallerghi, 170.
 Kalinski, 171.
 Kant, 109, 119.
 Karl Marx, 133.
 Kartamischef, 70.
 Kellog, II, 137.
 Kemal, 63, 64, 132, 142, 143, 146.
 Ketchko, 4.
 Kiamil Pacha, 34.
 Kiazim Bey, 45.
 Kimon Loghi, 77.
 Klobukowski, 84, 85, 87, 91.
 Klercker, 86, 90.
 Kogalniccano (M.), 18, 72, 130.
 Koudachef, 87, 90, 124.
 Kracker von Schwartzenfeld, 129.
 Krag, 87.
- La Boulinière, 25.
 Lagoudaki, 151.
 Lahaille (A.), 32, 36, 49.
 Lahovary (Al.), I, 14, 35, 52, 55, 56.
 Lahovary (Al. Em.), 101.
 Lahovary (J.), 59.
 Lambrakis, 166.
 Lancken, 114.
 Lanel, 9.
 Langa-Rascano, 169.
 Lasson, 120.
 Lavisse, 100.
 Lehautcourt (P.), 123.
- Lemans (Gén.), 85, 88.
 Leonardopol, 161, 163.
 Leopold II, 28, 71, 73, 74, 76.
 Léopold, Pr. de Belgique, 102.
 Levidis, 170.
 Leygues, 141.
 Lichnowski, 129.
 Ligne, 81.
 Linche (G.), 53.
 Lindley, 146, 150-152.
 Lloyd George, 62, 126, 141, 145,
 166.
 Longchamps (von), 102.
 Louis XIV, 74.
 Louis Philippe, 12.
 Lovinesco, 58.
 Lubomski, 17.
 Ludwig (E.), 79, 135.
 Lukian, 77.
- Macchio, 29, 33.
 Macq (J.), 86.
 Madjid Pacha, 43.
 Maeterlinck, 127.
 Mahmoud Khan, 87.
 Maillard (G.), 80.
 Majoresco, 76.
 Malinof, 17.
 Mallet, 62.
 Malou, 72.
 Mandelstam, 65, 66.
 Maniu (J.), 107.
 Manzoni, 21.
 Marcilly, 147, 150, 156, 169.
 Margarit (Ap.), 35, 36, 38, 41-44,
 46, 49, 52, 54-57, 60.
 Margerie, 20, 100, 126.
 Marheinecke, 70.
 Marie de Roumanie, 79, 143, 153.
 Marie-Adélaïde (Pr.), 126.
 Marie-Thérèse, 53.
 Marshall von Bieberstein, 21.
 Marzesco, 153.
 Maurojény, 18.
 Mavrocordato, 21, 32, 40.
 Mavromihali, 171.
 Max (Ad.), 87.

- Max (de), 108.
 Mellas, 171.
 Mercati, 171.
 Mercier (Cardinal) 114, 127.
 Metaxas (Gén.), 149, 161, 167.
 Milan (Roi), 2-4.
 Millerand, 126.
 Millet (René), 3.
 Mirea, 77.
 Misu (Nic.), 6, 45, 46, 52.
 Mitilineo (Gabriel), 86.
 Mitileneo (J.), I.
 Mitilineo (M.), 34, 53, 55, 72.
 Moltke, 120.
 Mommsen, 126.
 Montagna, 142, 147, 159.
 Montaigne, 142.
 Morgenthan, 61, 62.
 Moruzi, 16.
 Munir Pacha, 44.
 Murnu (J.-G.), 35.
 Mussolini, 132.

 Nanu (C.), 21.
 Naoum, 171.
 Napoléon, 98, 117, 142.
 Napoléon (Prince), 12, 77.
 Nathalie (Reine), 4.
 Nazim Pacha, 61.
 Nédim Bey, 3.
 Nekludow, 106, 135.
 Nelidow, 21, 33.
 Neurath, 62.
 Neyt, 21.
 Nicolas de Grèce, 139.
 Nintchitch, 157.
 Nizan, 109.
 Noradounghian, 24.
 Noury Bey, 24, 48.
 Nousret Sadoulah, 87.

 O'Conor (Sir Nic.), 8, 9, 21.
 Olga (Reine), 139.
 Ollanesco (Dém.), 34, 54.
 Ostrorog, 20, 60, 62.
 Othoneos, 163, 168.

 Padeano (Al.), 35, 60.
 Paléologue, 12.
 Palluat de Besset, 99.
 Pangalos, 143, 156, 157, 162, 167, 168.
 Panitza, 13, 14.
 Pansa, 21.
 Papagos, 170.
 Papanastassiou, 158.
 Paparigopoulos, 170.
 Papatanassi (T.), 55.
 Papoula, 144.
 Paul de Grèce, 139, 141.
 Pernot, 64.
 Perquer, 99.
 Persiani, 3.
 Petrasco, 77.
 Petresco (D. C.), 30.
 Petrof (Gén.), 128, 129.
 Pezmazoglou, 170.
 Phoca, 144.
 Pirotchanatz, 3.
 Plastiras, 143-171.
 Plessia, 166.
 Poincaré, 84, 94, 115, 116.
 Politis, 138, 162.
 Polivanow, 106.
 Ponsonby, 136.
 Pop (Ciceo), 107.
 Popovici (C. G.), 54.
 Porumbaru, 96.
 Pouillet, 77, 94.
 Pourtalès, 135.
 Protopopadakis, 149.
 Puccrea, 59.

 Radaslavow, 17.
 Rageot, 82.
 Rakowski, 133.
 Ramaix, 123.
 Rangabé, 10, 13, 171.
 Rechad V (Mehmed), 61.
 Rechid Bey, 9.
 Régnier (H. de), 82.
 Renan, 138.
 Renault (Louis), 61, 128.
 Renkin, 94.

- Rhally, 171.
 Richepin (J.), 82.
 Rifaat Pacha, 24, 36, 41.
 Rodolphe (Archiduc), 72.
 Roïdi, 170.
 Romano Avezano, 100.
 Rosetti (Th.), 18.
 Rosetti Solesco, 59.
 Rudeano (Gén.), 103.
 Russen, 166.
 Russos, 162.

 Saïd Pacha, 34.
 Saïd (Koutchouk), 63.
 Saint-Aulaire, 105, 122.
 Sandeburg, 72.
 San Giuliano, 129.
 Sarolea, 89.
 Saurma, 21, 42.
 Sauvigny (Berthier de), 20.
 Sawfet Pacha, 35.
 Sazonow, 135.
 Schœn, 144.
 Schollaert, 124.
 Schliemann, 170.
 Schloezer, 51.
 Segers, 94.
 Serpieri, 170.
 Sharp, 119.
 Siblot, 109.
 Siegfried, 99.
 Sforza, 141.
 Sgourides, 24.
 Simionesco, 169.
 Simiriotti, $\frac{7}{2}$ 170.
 Simitch, 3.
 Skouloudis, 170.
 Skouzès, 171.
 Somof, 3.
 Sophie de Grèce, 139.
 Sonnaz, 10.
 Sousberghe, 82.
 Soutzo (Al.), 152, 157, 162, 163, 165.
 Soutzo (Gén.), 171.
 Spœlberch, 82.
 Staïco, 170.

 Stambolinski, 17.
 Stamboulof, 10, 14, 15.
 Stanciot, 13.
 Statatos, 171.
 Statesco (Eug.), 36, 53.
 Statesco (E.-E.), 21, 36, 38.
 Stefanesco (I.-D.), 140.
 Steitch, 10, 13.
 Stéphanie (Pr.), 72.
 Stirbey, 154.
 Stoïcesco (C.), 38, 40.
 Stranski, 11, 16, 17.
 Stratigos, 149, 152.
 Stratos, 149.
 Stresseman, 135.
 Sturdza (Dém.), 20-59.
 Sturdza (R.), 35.
 Sturdza (Zoé), 56.
 Suède (Roi de), 78.

 Tacci, 86, 95.
 Tahsin Bey, 43, 48, 50.
 Talaat, 62.
 Talbot, 151.
 Tallon, 99.
 Talleyrand, 67.
 Tantalidès (J.), 47.
 Tchélébi, 30.
 Teodorini (H.), 28.
 Testa, 48.
 Tewfik Pacha, 24, 36, 40, 48.
 Theodoki, 142, 143, 149.
 Timus (Gh.), 34.
 Titulesco (Nic.), 18, 107.
 Tombazi, 171.
 Toutchef, 17.
 Treitschke, 120.
 Tricoupis, 143.
 Tsohas, 139.
 Tzankof, 17.

 Ursu, 128.

 Vacaresco (H.), 108.
 Vaïda, 107.

- Valaoritis, 170.
 Van den Steen de Jehay, 82.
 Van der Burch, 82.
 Van der Staal, 30.
 Van der Velde, 73, 84, 94.
 Veiga (da), 87.
 Venizelos, 139-171.
 Vernesco (G.), 16.
 Vesnitch, 87.
 Villalobar, 87, 116, 125.
 Villers, 86, 90.
 Vinarof, 12.
 Vlaïcou Voda, 53.
 Voïnesco, 77.
 Volkof, 17.
 Vyvere (van de), 94.

 Wagner, 81.
 Waltbourg, 131.
 Wangenheim (Amb.), 61.
 Wangenheim (Baron), 9.
 Wauwermans (P.), 86.
 Weede, 87, 95, 123, 124.
 Weich, 12.
 Weitz (P.), 30.

 Wiart (Carton de), 94, 99.
 Wilhelmine des Pays-Bas, 72, 78.
 Wilson, 117, 119, 120, 124, 125.
 Wischnewski, 3.
 Wittlock (Brand), 87.
 Woeste, 83.
 Wuarin (Alb.), 150.

 Xénopol (Al.), 77.

 Yamanaka, 87.
 Ypsilanti, 170.

 Zaïmis, 158, 159, 162-164.
 Zamfiresco (Duiliu), 67, 126.
 Zander, 30.
 Zega (Chr.), 37.
 Zia Pacha, 3.
 Zimmermann, 121.
 Zinoviev, 21.
 Ziro, 171.
 Ziver Bey, 39.
 Zottu (B.), 88.
 Zyras, 161.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS.	I
PRÉFACE DE M. VICTOR BÉRARD.	III
I. BELGRADE (1887-1888).	1
II. SOFIA (1888-1891)	6
III. CONSTANTINOPLE (1896-1900).	18
IV. GALATZ (1905).	67
V. BRUXELLES, LE HAVRE, LUXEMBOURG (1909-20)	71
VI. ATHÈNES (1920-1925)	138
INDEX ALPHABÉTIQUE	173

